

Giacomo D'Alisa | Federico Demaria | Giorgio Kallis

DÉCROISSANCE

Vocabulaire pour une nouvelle ère

#simplicité
_joyeuse #abondance_frugale
#bioéconomie #environnementalisme
#métabolisme_social #écologie_politique #autonomie
#biens_communs #convivialité #dématérialisation #entropie
#émergie #bonheur #PIB #dépolitisation #décolonisation_de_l_imaginaire
#effet_rebond #néoruraux #revenu_de_base #monnaies_communautaires
#coopératives #audit_de_la_dette #désobéissance #éco-communautés #indignés
#partage_du_travail #argent_public #nouvelle_économie #néo-utopistes #syndicats
#jardinage_urbain #buen_vivir #care #notion_de_dépense #biens_communs numériques
#emploi_garanti #climat #économie_de_la_permanence #économie_féministe #simplicité
_joyeuse #abondance_frugale #bioéconomie #environnementalisme #métabolisme_social
#écologie_politique #autonomie #biens_communs #convivialité #dématérialisation #entropie
#émergie #bonheur #PIB #dépolitisation #décolonisation_de_l_imaginaire #effet_rebond
#néoruraux #revenu_de_base #monnaies_communautaires #coopératives
#audit_de_la_dette #désobéissance #éco-communautés #indignés #partage_du_travail
#argent_public #nouvelle_économie #néo-utopistes #syndicats
#jardinage_urbain #buen_vivir #care #notion_de_dépense #biens_communs numériques
#emploi_garanti #climat #économie_de_la_permanence #économie_féministe #simplicité
_joyeuse #abondance_frugale
#bioéconomie

le passager clandestin

DÉCROISSANCE

Coordonné par

Giacomo D'Alisa | Federico Demaria | Giorgos Kallis

DÉCROISSANCE

Vocabulaire pour une nouvelle ère

Le passager clandestin

momentum
L'archipel et ses lieux INSTITUT

Cet ouvrage a bénéficié du soutien de l'Institut Momentum (www.institutmomentum.org)

Degrowth. A Vocabulary for a New Era © Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis

Traduit de l'anglais par Samuel Bréan, Xavier Kemmlin, Estelle Renard, Nouannipha Simon et Marion Tissot

© 2015 Le passager clandestin pour la version française

Éditions le passager clandestin
1, rue de l'Église, 72240 Neuvy-en-Champagne
www.lepassagerclandestin.fr

Couverture : Yanni Panajotopoulos (yanni@pleineouverture.com)
Illustration de la page 30 : Bárbara Castro Urío (labarbara.net), 2014
Corrections : Michèle Lancina

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos <i>Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis</i>	9
Préface <i>Fabrice Flipo</i>	15
INTRODUCTION : DÉCROISSANCE <i>Giorgos Kallis, Federico Demaria et Giacomo D'Alisa</i>	25
COURANTS DE PENSÉE	55
Anti-utilitarisme <i>Onofrio Romano</i>	57
Bioéconomie <i>Mauro Bonaiuti</i>	65
Développement (critiques du) <i>Arturo Escobar</i>	71
Écologie politique scientifique <i>Susan Paulson</i>	79
Écologisme (courants de l') <i>Joan Martinez-Alier</i>	87
État stationnaire (économie de l') <i>Joshua Farley</i>	95
Justice environnementale <i>Isabelle Anguelovski</i>	103
Métabolisme sociétal <i>Alevgül H. Şorman</i>	111
NOYAU DUR	119
Autonomie <i>Marco Deriu</i>	121
Biens communs <i>Silke Helfrich et David Bollier</i>	129
Bonheur <i>Filka Sekulova</i>	137

Capitalisme <i>Diego Andreucci et Terrence McDonough</i>	145
Care <i>Giacomo D'Alisa, Marco Deriu et Federico Demaria</i>	153
Catastrophes (pédagogie des) <i>Serge Latouche</i>	159
Convivialité <i>Marco Deriu</i>	165
Croissance <i>Peter A. Victor</i>	173
Dématérialisation <i>Sylvia Lorek</i>	181
Démocratie directe <i>Christos Zografos</i>	187
Dépense (notion de) <i>Onofrio Romano</i>	195
Dépolitisation/Le politique <i>Erik Swyngedouw</i>	203
Effet rebond <i>Blake Alcott</i>	211
Émergie <i>Sergio Ulgiati</i>	219
Entropie <i>Sergio Ulgiati</i>	225
État <i>Paul Ariès</i>	231
Extractivisme <i>Anna Bednik</i>	239
Imaginaire (décolonisation de l') <i>Serge Latouche</i>	247
Limites sociales de la croissance <i>Giorgos Kallis</i>	253
Marchandisation <i>Erik Gómez-Baggethun</i>	259

Marchandise (frontières de la) <i>Marta Conde et Mariana Walter</i>	267
Néomalthusiens <i>Joan Martinez-Alier</i>	275
Produit intérieur brut <i>Dan O'Neill</i>	283
Pic pétrolier <i>Christian Kerschner</i>	291
Simplicité <i>Samuel Alexander</i>	299
ACTION	305
Biens communs numériques <i>Mayo Fuster Morell</i>	307
Coopératives <i>Nadia Johannisova, Ruben Suriñach Padilla et Philippa Parry</i>	313
Désobéissance <i>Xavier Renou</i>	319
Dette (Audit de la) <i>Sergi Cutillas, David Llistar et Gemma Tarafa</i>	325
Écocommunautés <i>Claudio Cattaneo</i>	331
Emploi garanti <i>Brandon J. Unti</i>	339
Indignés/ Occupy <i>Viviana Asara et Barbara Muraca</i>	345
Jardinage urbain <i>Isabelle Anguelovski</i>	351
Low tech <i>David Murray</i>	357
Monnaie publique <i>Mary Mellor</i>	363
Monnaies communautaires <i>Kristofer Dittmer</i>	369

Néoruraux <i>Rita Calvário et Iago Otero</i>	375
Néo-utopistes <i>Chris Carlsson</i>	381
Nouvelle économie <i>Tim Jackson</i>	387
Revenu de base et revenu maximum <i>Samuel Alexander</i>	395
Science post-normale <i>Giacomo D'Alisa et Giorgos Kallis</i>	401
Syndicats <i>Denis Bayon</i>	409
Travail (partage du) <i>Juliet B. Schor</i>	415
ALLIANCES	421
Anthropocène <i>Agnès Sinäi</i>	423
Buen vivir <i>Eduardo Gudynas</i>	429
Économie de la permanence <i>Chiara Corazza et Solomon Victus</i>	437
Économie féministe <i>Antonella Picchio</i>	443
Ubuntu <i>Mogobe B. Ramose</i>	449
ÉPILOGUE : DE L'AUSTERITY À LA DÉPENSE <i>Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Federico Demaria</i>	453
Annexe : 10 propositions politiques <i>Giorgos Kallis</i>	465
Bibliographie	471
Les auteurs	509

AVANT-PROPOS

Giacomo D'Alisa, Federico Demaria, Giorgos Kallis



Quand le vocabulaire usuel ne permet plus d'articuler ce qui demande à l'être d'urgence, c'est qu'il est temps d'en apprendre un nouveau.

Nous vivons une ère de stagnation, d'appauvrissement rapide d'une large partie de la population, d'inégalités croissantes et de désastres socioécologiques – de Katrina, Haïti et les Philippines jusqu'à Fukushima, en passant par la marée noire du golfe du Mexique ou le rejet de déchets toxiques en Campanie, le changement climatique et le nombre ahurissant de ceux qui meurent chaque jour parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, à l'eau et à la nourriture.

L'incapacité, même de la part des penseurs radicaux, à fournir des réponses nouvelles qui ne soient pas articulées autour des impératifs jumeaux de croissance et de développement est patente. Si, comme le pensent les

auteurs de ce livre, le désir de croissance est source de crises économiques, sociales et environnementales, il faut bien en conclure que la croissance n'est pas une solution.

Heureusement, depuis la réinvention de nos façons de vivre, de produire et de consommer en commun jusqu'à la création d'institutions d'un nouveau genre qui permettront à tous de subsister en dehors de la croissance, d'autres pistes se dessinent. Il faut cependant aussi donner corps à de nouveaux récits contre-hégémoniques afin d'articuler et de relier ensemble ces nouvelles perspectives. Notre souhait est que ce livre fournisse quelques-uns des mots-clés qui serviront à écrire ces récits.

Il existe de multiples interprétations de la décroissance.

Des constats et des approches très divers y conduisent : l'observation selon laquelle la croissance a des limites, l'idée qui veut que nous soyons entrés dans une période de stagnation économique et qu'il faut trouver des solutions pour maintenir la prospérité sans croissance, la conviction qu'une société ne peut être véritablement égalitaire qu'à condition de se libérer du capitalisme et de sa soif intarissable d'expansion, qu'à condition d'apprendre à s'autolimiter collectivement et à fonctionner en dehors du calcul utilitariste égoïste, ou encore le simple sentiment que le mot « décroissance » définit assez justement le mode de vie qu'on s'est choisi.

Les articles contenus dans ce livre se rattachent à différentes écoles de pensées, différentes disciplines et différents domaines de l'existence : économie écologique (bioéconomie et économie de l'état stationnaire), anti-utilitarisme, (néo)marxismes, écologie politique scientifique, coopérativismes, néo-utopismes, et divers activismes et pratiques de terrain. Chacun de ces contributeurs voit la décroissance d'une façon légèrement différente. Tous ne sont pas forcément d'accord avec ce qui est dit dans tous les articles. Pourtant, c'est bien la décroissance qui les rassemble et les relie entre eux.

La décroissance défie toute définition univoque. Comme la liberté ou la justice, la décroissance exprime une aspiration qui ne peut être définie précisément en une seule phrase. C'est un cadre où se rejoignent différents imaginaires, différentes lignes de pensée ou de conduite. Pour nous, cette diversité est une force. C'est pour cela que nous avons voulu présenter la décroissance en empruntant l'idée du dictionnaire. Le vocabulaire de la décroissance est un réseau d'idées et de conversations, fermement enraciné dans les traditions radicales et critiques, mais modifiable et ouvert à de multiples mises en relation.

Ce livre s'ouvre sur un essai rédigé par nous trois. Il est plus long que les autres chapitres non parce que nous nous sommes accordé une plus grande place, mais parce qu'il vise à présenter « la décroissance », en reliant le mot-clé central de ce livre à tous les autres. Dans ce chapitre introductif, nous présentons l'histoire du vocable décroissance, ainsi que les diverses propositions et idées qu'il recouvre.

Le reste du livre est divisé en quatre parties. La première s'intéresse aux racines intellectuelles de la décroissance – ses « épistémologies ». Les articles de cette partie synthétisent les positions des grands courants de pensée et exposent leur pertinence au regard de la décroissance. La deuxième partie présente les concepts qui sont au cœur de la critique de la pensée unique de la croissance effectuée par les décroissants. Chaque chapitre de cette partie constitue un point d'entrée différent dans la notion de décroissance. La troisième partie aborde les actions possibles, en se concentrant sur des propositions institutionnelles concrètes et sur des exemples vivants de ce à quoi peut ressembler la décroissance sur le terrain. Elle porte aussi bien sur des dispositifs politiques étatiques que sur des expériences conduites par des activistes, dans le souci de présenter un éventail le plus complet possible de l'imaginaire post-capitaliste de la décroissance. Enfin, la quatrième partie de ce livre, la plus brève, examine les « alliances » : elle présente des écoles de pensée, des acteurs et des concepts qui ont de nombreux points communs avec le projet de la décroissance, tout en n'entretenant pour le moment avec elle que des

liens assez distants. C'est là que peuvent être identifiées et consolidées les relations les plus fertiles sur le plan international et les développements futurs de la décroissance.

On peut lire ce livre de façon classique, linéaire, article après article. Toutefois, cette lecture n'est sans doute pas la plus intéressante. On pourrait par exemple être tenté de commencer par un article intrigant et naviguer ensuite vers d'autres, en s'appuyant sur le système de renvois proposé à la fin de chacun d'entre eux. Le lecteur méticuleux s'attachera à lire chacun des articles mentionnés dans les renvois de l'un d'entre eux, jusqu'à ce qu'il ait épuisé l'ensemble de l'ouvrage. Nous encourageons chacun à choisir son propre itinéraire à travers ce livre pour tenter de construire sa propre définition de la décroissance.

À la fin du livre, dans un texte intitulé « De l'austérité à la *dépense* », nous expliquons nous-mêmes ce que la décroissance a fini par recouvrir à nos yeux. Il s'agit là de notre propre regard et de notre propre position politique.

Tous les contributeurs de cet ouvrage ont eu pour instruction d'écrire aussi simplement que possible. Les chapitres s'adressent au grand public et pas aux seuls spécialistes. Ils n'exigent pas une connaissance préalable des débats ou de la terminologie. Ils n'en ont pas moins été conçus et rédigés avec toute la rigueur et l'exigence intellectuelles possibles. Les principales références sont citées en notes ; une bibliographie de chaque article est reprise à la fin du livre pour ceux qui veulent approfondir tel ou tel sujet.

Ce livre est le fruit d'un effort collectif, mais le choix et la distribution des articles et des contributeurs reflètent notre propre réflexion. Comme pour toute production intellectuelle, nos contributions à ce livre résultent cependant du travail accumulé par tous ceux que nous avons lus et avec qui nous avons discuté. Cet ouvrage est l'expression du travail de la reproduction sociale et familiale et s'inscrit dans sa continuité. En un mot, il est le résultat d'une *mise en commun*.

La plupart des idées que nous exprimons dans ce livre ont été formulées au sein du « groupe de lecture du lundi » de Research & Degrowth (Recherche et Décroissance), à Barcelone. De nombreux membres de ce collectif, certains également chercheurs à l'Institut des sciences et technologies de l'environnement (Institute de Ciència i Tecnologia Ambientals – ICTA) de l'Université autonome de Barcelone, ont d'ailleurs contribué à ce livre : Filka, Viviana, Claudio, Marta, Kristofer, Erik, Christian, Iago, Christos, Daniela, Diego, Rita, Lucha, Aggelos, Marco, et les divers participants occasionnels au groupe de lecture, trop nombreux pour être mentionnés ici. Nous adressons des remerciements particuliers à Joan Martinez-Alier, qui a créé à l'ICTA un merveilleux havre de pensée radicale, et sans lequel nous ne nous serions jamais rassemblés, et à François Schneider, qui a amené à Barcelone sa passion pour la décroissance et l'a partagée avec nous tous. Nous remercions également Jacques Grinevald, qui nous a transmis avec générosité sa connaissance de l'histoire de la décroissance. Enfin nous remercions pour leur patience et leur professionnalisme nos éditeurs, Dominique Bellec, des éditions le passager clandestin en France, et David Murray des éditions Écosociété au Québec, ainsi que leurs collègues et toute l'équipe des traducteurs.

Ce livre comporte plusieurs chapitres et plusieurs auteurs. Nous ne sommes pas les seuls à y avoir travaillé, mais nous y avons consacré beaucoup d'efforts. Nous voudrions dédier nos articles à ceux qui comptent le plus pour nous. Giacomo D'Alisa à son présent et son avenir : son épouse Stefania, et ses enfants Claudia Pilar et Nicolas Mayo. Federico Demaria à sa compagne Veronica, à ses parents Maria et Mario, et à son frère Daniele. Giorgos Kallis, à son épouse Amalia, à ses parents Vassili et Maria, et à sa sœur Iris. Et enfin et surtout, à tous nos amis et compagnons proches.

(traduction : Samuel Bréan)

PRÉFACE

Fabrice Flipo



La question de la décroissance économique dans la perspective d'une société plus juste et plus soutenable écologiquement a fait son entrée dans l'espace de la recherche scientifique en 2008, quand nous avons organisé le premier colloque international sur le sujet à Paris. Le succès a été immédiat. L'intérêt suscité fut très fort, et ne devrait pas faiblir dans l'avenir. D'autres colloques ont été organisés¹ et de nombreuses revues scientifiques ont publié des numéros spéciaux sur la question².

Croire que nous sommes les premiers à critiquer la société de croissance serait évidemment une erreur. Le Club de Rome, dans les années 1970, avait déjà posé la question de la possibilité d'une croissance matérielle aussi considérable que celle que mettaient en œuvre les sociétés productivistes (socialistes ou capitalistes). En remontant dans le temps nous pourrions citer William Stanley Jevons, John Stuart Mill, Thomas Malthus, et la

plupart des économistes classiques du XIX^e siècle qui, pour diverses raisons, ne pensaient pas que la croissance économique pourrait ou devait continuer. Pour Mill par exemple les besoins étaient en passe d'être satisfaits. Pour Malthus les gains de productivité ne pourraient être que limités. Pour Jevons les ressources épuisables finiraient par... s'épuiser, tout simplement.

Le fait problématique cependant est que ces arguments, qui reviennent sur la table avec la problématique de la décroissance, passent aujourd'hui pour complètement hérétiques. Consulter le manuel d'économie de Paul Samuelson et William D. Nordhaus, qui fait mondialement autorité, permet de le vérifier³. Tout l'ouvrage est basé sur l'idée que les besoins sont infinis, et que la notion de satisfaction ne peut être que très temporaire. Malthus est cité mais pour le tourner en dérision car il n'a pas compris les pouvoirs de la technique. L'épuisement des ressources n'inquiète pas les auteurs, le capital technique y pourvoira. La place prise par les ressources naturelles et l'environnement dans cet ouvrage est d'ailleurs des plus limitées : à l'évidence, c'est un détail pour les auteurs qui ne conduit nullement à remettre en cause l'ensemble.

En 1973 William Nordhaus expliquait déjà que le problème est moins la ressource naturelle que le capital et le travail, qui permettent d'accéder à des ressources très abondantes comme le nucléaire (surgénérateurs et fusion), dont il estimait alors les réserves à au moins mille fois la totalité des réserves fossiles. Cela permettrait, disait-il, d'alimenter les automobiles pendant au moins 100 millions d'années⁴. Vous avez bien lu : 100 millions d'années. Peut-on, sans risque, être aussi optimiste ? Nordhaus anticipe l'objection et répond alors que nous avons cent ans pour trouver des solutions. Rien ne presse. Son hypothèse est que la raréfaction de certaines ressources naturelles provoque l'arrivée de « technologies de rupture » (*backstop technologies*) qui remédient au problème à temps. Une ressource s'épuise, mais une autre prend la relève. Au bois a succédé le charbon, puis le pétrole, puis l'électricité.

Différents travaux empiriques tels que ceux de Harold J. Barnett et Chandler Morse, menés sur des séries longues (1890-1960) aux États-Unis, sont mis en avant et semblent confirmer la substitution. Plus récemment Paul Romer, que l'on dit « nobélisable », affirmait, dans une interview (2001), ne pas voir la croissance s'arrêter avant « cinq milliards d'années, quand le soleil explosera »⁵. La croissance est donc la solution et non le problème, puisque c'est elle qui fournit les bibliothèques et le capital permettant de transformer des éléments physiques en ressources, en richesses. Sans le savoir-faire et le capital permettant de réaliser une centrale nucléaire, l'uranium n'est pas une richesse. Avec la croissance la richesse croît donc doublement : par la production, mesurée en PIB, et par la transformation d'éléments disponibles mais jusque-là sans valeur. Ainsi la nature est-elle valorisée, « mise en valeur ».

Ces avis ont été quelque peu battus en brèche, reconnaissons-le. La plupart des économistes savent aujourd'hui que les sources d'énergie se sont moins substituées qu'additionnées les unes aux autres. Mais les illusions restent tenaces. Le dernier rapport Insee sur l'économie de la France ne prend pas en compte les émissions de gaz à effet de serre occasionnées hors des frontières, par exemple, ce qui lui permet de continuer de croire à une « dématérialisation », qui n'est rien d'autre qu'une conséquence des délocalisations. Il faut aussi prendre au sérieux les propos de Raymond Kurzweil, fondateur de Xerox, qui défend depuis de nombreuses années l'idée que l'évolution technologique s'accélère et a pris le relais de l'évolution naturelle, que nous approchons rapidement d'un point qu'il appelle « la singularité » au-delà duquel l'homme cédera la place à un surhomme, homme augmenté ou plus récemment « transhumain »⁶. Il faut aussi prendre au sérieux ce que dit Jeremy Rifkin, qui voit arriver une nouvelle forme de capitalisme, humanisé, plus égalitaire, grâce à la diffusion massive des technologies de l'information et des énergies renouvelables. S'il faut les prendre au sérieux, c'est parce qu'ils ont une influence, ils sont écoutés par celles et ceux que l'on appelle aujourd'hui les « décideurs », dont l'expression de la volonté influe sur l'existence de millions de personnes. Leurs analyses ne sont pas sans rapport avec,

par exemple, l'invasion de nos vies par ces capteurs qui organisent peu à peu la surveillance généralisée. Inconscience ou cynisme ? Difficile de trancher : le PDG de Google n'a-t-il pas estimé que nul n'avait à craindre la transparence généralisée s'il n'avait rien à se reprocher ? Des régimes totalitaires pourraient donc se justifier, au nom de la gestion de la pénurie.

La thématique de la décroissance n'a cessé de gagner en pertinence, sous l'effet conjugué de divers facteurs : la dégradation continue des milieux naturels ; l'épuisement des ressources qui menace la croissance économique ; un intérêt renouvelé pour la recherche d'une voie de civilisation qui ne soit pas celle de l'échange à rendements croissants, commune aux régimes politiques qui se revendiquent du socialisme ou du libéralisme ; le constat d'une contre-productivité croissante des institutions, c'est-à-dire d'une tendance des institutions à se constituer en obstacles pour les usagers, plutôt qu'en leviers de l'intérêt général ; et enfin la « crise de sens » à laquelle sont confrontés les individus contemporains, de plus en plus nombreux à désirer vivre autrement, à souhaiter rompre avec les logiques de la consommation de masse, et qui le démontrent parfois dans leurs pratiques (sobriété, recours à l'autoproduction, éco-communautés, etc.).

Aucun de ces cinq facteurs ne semble devoir faiblir dans un avenir proche. Si l'on se place sur une échelle de temps long – disons, plusieurs décennies –, les tendances sont claires. Les expertises concernant les ressources naturelles convergent plus qu'elles ne divergent. Après des années de ce qu'il faut bien appeler mensonge, l'Agence internationale de l'énergie a reconnu que le pic de pétrole conventionnel avait bien eu lieu en 2010⁷, ce qui explique la ruée vers les ressources non conventionnelles, très destructrices pour l'environnement et le social. En 2005, le programme d'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire avait une nouvelle fois établi que les écosystèmes étaient de plus en plus sollicités, le plus souvent au-delà de leurs limites. Le National Bureau of Economic Research, où siège la crème de la crème des économistes étatsuniens – et donc bon

nombre de prix Nobel –, a publié en août 2012 un article s’interrogeant sur la possible fin durable de la croissance étatsunienne⁸. La situation est identique en Europe, où la croissance économique moyenne ne cesse de s’affaiblir depuis quatre décennies.

La « crise de sens » des populations des pays industrialisés, quant à elle, se manifeste notamment par une méfiance croissante envers les sciences et techniques, ainsi que par la désaffection de ce domaine par les étudiants. Elle s’exprime aussi dans les multiples colloques organisés sur la question de la « responsabilité », ou dans des documents tels que le *Manifeste convivialiste*⁹, signé par de nombreuses personnalités qui osent désormais écrire le mot « décroissance » après l’avoir durement critiqué, ou encore dans la volonté de différents acteurs, politiques ou économiques, de sortir du rôle habituel qui est le leur pour s’interroger sur la situation qui est la nôtre. Crise des institutions, enfin, avec un rejet de plus en plus manifeste des processus « démocratiques », que ce soit par l’abstention lors de scrutins électoraux ou par la progression électorales des extrêmes droites nationalistes presque partout en Europe. Ces crises trouvent leur source dans le fait que le mode de consommation occidental n’est pas possible pour tous ; des continents entiers en sont exclus, et le nôtre même est loin d’être homogène, comme le montre par exemple le cas de la Grèce. Continuer de défendre le niveau de consommation pratiqué dans les zones favorisées du globe, pire, y rêver, dans notre monde fini, d’un nouvel essor de la croissance, tout cela a des répercussions importantes sur la fermeture de la société : prolifération de communautés fermées (« *gated communities* »), fermeture des frontières aux pauvres (mais ouverture aux riches, bien entendu), repli de groupes sociaux de plus en plus nombreux autour des justifications religieuses ou racistes... C’est à ces conditions et à ce prix que peut se prolonger aujourd’hui le mode de vie insoutenable des sociétés occidentales.

Si, en Occident, la nécessité de penser une décroissance économique ne cesse de s’affirmer, les forces du déni sont encore très majoritaires. Ainsi, au sein de la corporation des économistes – qui maîtrise le grand récit de

notre modernité industrielle –, la question reste encore très largement ignorée, pour ne pas dire taboue, tant les réactions sont vives dès que le mot « décroissance » est prononcé. La perspective « décroissante » est très peu présente, même chez les économistes opposés à la pensée capitaliste-libérale. Il est vrai que si l'étiquette d'hétérodoxe, en économie, permet de se démarquer de la vision extrêmement étroite défendue par l'orthodoxie libérale, elle ne garantit en rien l'originalité de la pensée. De fait les « hétérodoxes » se contentent le plus souvent de défendre des positions théoriques, des politiques publiques connues depuis plusieurs décennies (relance par la demande, réforme de la fiscalité...). Le dernier colloque sur l'économie de la régulation, en juin 2015, l'a montré : leur souci principal est bien de relancer la croissance. Une discipline scientifique procède toujours d'une forme ou d'une autre d'aveuglement volontaire, en réduisant l'objet de ses recherches de manière à assurer la faisabilité de l'investigation – puisqu'on ne peut pas enquêter sur tout en même temps. Ce n'est pas condamnable. Ce qui l'est, en revanche, c'est d'ériger un certain aveuglement en règle absolue, qui, si on appliquait ses recommandations, engagerait nos sociétés dans une voie aussi bornée que celle de l'actuelle orthodoxie économique libérale. Ainsi est produit et alimenté de manière continue une sorte de verrouillage sociétal, réduisant presque à néant toute approche véritablement originale, à la hauteur des défis que connaissent nos sociétés.

Or ces défis sont lourds si on veut bien considérer qu'une société industrielle, dotée d'une capacité de production démesurée, est aussi une société de très forte contrainte sociale (exploitation de la force de travail, expulsion des paysanneries de leurs terres vivrières, misère matérielle des chômeurs...). Les réflexions et pratiques propres à la décroissance n'ont rien à voir avec un verdissement des techniques existantes, avec une « démocratisation » de celles-ci en vue de les rendre accessibles à tous les humains de la planète (à supposer qu'ils le souhaitent, ce serait de toute façon impossible), ou avec une autogestion des techniques capitalistes. La décroissance met en avant une critique plus radicale de la société, dans le sens où elle remet notamment en cause les choix technologiques,

qui ne sont pas jugés aptes à servir l'égalité et l'émancipation (nucléaire, OGM...).

La thématique de la décroissance risque-t-elle de s'épuiser, ou d'être « récupérée », comme le développement durable et tant d'autres avant elle ? Entendons-nous bien sur les enjeux. La question des mots d'ordre et des slogans doit être distinguée des problématiques de fond. À l'échelle internationale, le développement durable reste vide de toute définition précise. Le rapport Brundtland (1987) comprenait 22 définitions différentes dont certaines étaient tout à fait compatibles avec la thématique de la décroissance ; ce n'est évidemment pas celles qui ont été retenues. Évitions aussi de confondre le débat sur le vocabulaire et la sémantique avec les enjeux de notre temps. Créer des écoles qui s'opposent les unes aux autres pour « avoir raison » n'est pas non plus très intéressant. Laissons de côté les questions d'ego. Seuls comptent les enjeux de notre temps, sous l'angle de l'émancipation. Or il est crucial de s'émanciper de la croissance. Et ce n'est pas une mince affaire. On peut évidemment envisager une décroissance malthusienne, dont la caractéristique première serait l'inégalité : moins de pauvres, pour préserver les riches. Un tel cynisme peut en effet mobiliser l'enjeu de décroissance, comme il a su mobiliser le développement durable, l'autogestion, la thématique de l'emploi et bien d'autres encore. Mais l'enjeu n'en demeure pas moins là. Un autre risque est celui de la dilution, que la décroissance devienne une nouvelle déclinaison de l'idée de consommer et produire différemment, en omettant par exemple l'idée qu'il s'agit aussi de consommer et produire moins dans les régions favorisées du globe. Ou encore qu'elle soit mise de côté au profit, par exemple, de notions plus vagues comme « l'après-croissance », et que les auteurs mettant en avant de manière un peu trop pressante des changements fondamentaux de société soient relégués à la marge.

La « revue de vocabulaire » que propose cet ouvrage nous semble à tous ces égards une entreprise doublement bénéfique. D'une part elle rend compte de la diversité des approches s'intéressant à l'enjeu de décroissance ; d'autre

part elle rend justice à l'ampleur des préoccupations et des propositions propres aux acteurs et aux penseurs de la décroissance, qui ont investi des domaines très divers (artistiques, scientifiques, agricoles, etc.) et tentent de développer des pratiques alternatives au productivisme tant au niveau local qu'au niveau global, dans de nombreux lieux sur la planète, au sein ou en dehors des grandes institutions de production de la connaissance. La question de la décroissance ouvre ainsi toutes sortes de débats qui interdisent d'en faire un enjeu de second rang, qu'on aime le terme ou qu'on le déteste. C'est tout l'apport de ce volume d'essayer d'éclairer brièvement quelques grandes notions largement mobilisées dans les débats sur la décroissance, afin de les rendre plus accessibles.

Anti-utilitarisme, anticapitalisme, environnementalisme, convivialité et critique illichienne des institutions, nouvelles formes de richesses voire de bonheur, *buen vivir* et aspects plus concrets comme la simplicité volontaire, les coopératives ou la désobéissance civile, les entrées sont nombreuses et elles permettent de se familiariser avec ce qui vient généralement à soi dès lors que l'on s'intéresse à la décroissance. Bien sûr, un tel ouvrage ne peut être exhaustif, la décroissance reste plus proche d'une piste exploratoire que d'une doctrine achevée et verrouillée. C'est ce qui en fait pour l'heure une pensée vivante. Souhaitons qu'elle le reste longtemps et que de nouvelles réflexions viennent enrichir, critiquer, bouleverser les réflexions ici présentées.

NOTES

1. À Barcelone en 2010, Montréal et Venise en 2012 et Leipzig en 2014 (voir www.degrowth.org).
2. www.degrowth.org/publications
3. Paul Samuelson et William D. Nordhaus (1948), *Économie*, Paris, Economica, 2005. Ce manuel a été constamment réédité depuis sa première parution.
4. William D. Nordhaus, « The Allocation of Energy Resources », *Brooking Papers on Economic Activity*, n° 3, 1973, p. 529-576.

- Voir aussi Robert M. Solow, « The economics of resources or the resources of economics », *The American Economic Review*, vol. 64, n° 2, 1974, p. 1-14.
5. Paul Romer, *Post-scarcity prophet. Economist Paul Romer on growth, technological change and an unlimited human future*, Reason.com, décembre 2001 (reason.com/archives/2001/12/01/post-scarcity-prophet/3).
 6. Voir notamment Raymond C. Kurzweil, *The age of intelligent machines*, Cambridge (MA), MIT Press, 1990 ; *The age of spiritual machines*, Londres, Penguin, 1999 ; *Humanité 2.0. La bible du changement*, Paris, M21 Éditions, 2007. Si l'on en croit la couverture de ce dernier titre, Bill Gates considère Kurzweil comme la personne la plus qualifiée pour prédire l'avenir. Et Kurzweil est pris en référence dans un document récent de la Fondation Télécom, dépendante de l'Institut Mines-Télécom (*L'Homme augmenté. Notre humanité en quête de sens*, *Les Cahiers de veille de la Fondation Télécom*, juin 2015).
 7. AIE, World Energy Outlook 2010 (résumé consultable en plusieurs langues sur www.worldenergyoutlook.org/publications/weo-2010/).
 8. Robert J. Gordon, « Is US Economic Growth Over ? », *NBER Working Paper*, n° 18315, août 2012.
 9. www.lesconvivialistes.org/abrege-du-manifeste-convivialiste

INTRODUCTION

DÉCROISSANCE

Giorgos Kallis, Federico Demaria et Giacomo D'Alisa



Les aventures mouvementées de la décroissance

Le terme « décroissance » a été utilisé pour la première fois en 1972 par le penseur français André Gorz. Celui-ci posait alors une question qui demeure au cœur du débat actuel sur la décroissance¹ :

L'équilibre global, dont la non-croissance – voire la décroissance – de la production matérielle est une condition, cet équilibre est-il compatible avec la survie du système ?²

D'autres auteurs francophones ont ensuite repris ce terme, après la parution du « Rapport sur les limites de la croissance »³. Le philosophe André Amar, par exemple, écrivait sur « la croissance et le problème moral » dans un numéro des *Cahiers de la Nef* consacré aux « objecteurs de croissance »⁴.

Quelques années plus tard, André Gorz se prononce explicitement en faveur de la décroissance dans son livre *Écologie et liberté*, où il écrit :

Un seul économiste, Nicholas Georgescu-Roegen, a eu le bon sens de constater que, même stabilisée, la consommation de ressources limitées finira inévitablement par les épuiser complètement, et que la question n'est donc point de ne pas consommer de plus en plus, mais de consommer de moins en moins : il n'y a pas d'autre moyen de ménager les stocks naturels pour les générations futures. C'est cela, le réalisme écologique. [...] Tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder sous cet angle la question d'une équité sans croissance, démontrent que le socialisme, pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens des rapports sociaux et de la civilisation capitalistes, du mode de vie et du modèle de consommation bourgeois [...]. L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible⁵.

Gorz était un précurseur de l'écologie politique [voir *Écologie politique scientifique*]. Pour lui, l'écologie faisait partie intégrante d'une transformation politique radicale. Nicholas Georgescu-Roegen, qui a inspiré Gorz, était le pionnier intellectuel de l'économie écologique et de la bioéconomie*. En 1971, il publiait son œuvre maîtresse, *The Entropy Law and the Economic Process*⁶. En 1979, Jacques Grinevald et Ivo Rens, professeurs à l'université de Genève, composent un recueil de ses articles et l'intitulent *Demain la décroissance*, sans savoir que Gorz a déjà utilisé ce terme. Grinevald choisit le titre avec l'accord de Georgescu-Roegen, en traduisant, dans l'article « Un programme bioéconomique minimal », le mot anglais *descent* par « décroissance »⁷.

Avec la fin de la crise du pétrole et l'avènement du néolibéralisme dans les années 1980 et 1990, l'intérêt pour les limitations à apporter à la croissance et pour la décroissance diminue, même si le débat reprend en France dans les années 1990. En 1993, Michel Bernard, un militant

écologiste et non-violent basé à Lyon, contacte Jacques Grinevald et lui demande d'écrire un article sur « Georgescu-Roegen. Bioéconomie et biosphère » pour sa revue, *Silence*⁸. Ce texte fait explicitement référence à la décroissance. Quelques années plus tard, en juillet 2001, Vincent Cheynet, un ancien publicitaire, et Bruno Clémentin, également basés à Lyon et fondateurs, avec Randall Ghent, de la revue *Casseurs de pub*, lancent le terme « décroissance soutenable ». Ils déposent cette expression à l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) pour marquer la date de son invention et mettent en garde, sur le ton de la plaisanterie, contre son possible détournement futur et sa normalisation. Le débat public français sur la décroissance reprend en 2002, avec un numéro spécial de *Silence* en hommage à Nicholas Georgescu-Roegen, dirigé par Clémentin et Cheynet. Il se vend à 5 000 exemplaires et connaîtra deux tirages supplémentaires. Il marque certainement le point de départ du mouvement actuel de la décroissance.

Dans la première phase du débat sur la décroissance, dans les années 1970, on se focalise sur le caractère limité des ressources. Dans la deuxième phase, à partir de 2001, on se concentre sur la critique de l'idée hégémonique de « développement durable ». Pour l'anthropologue et économiste Serge Latouche, cette expression est un oxymore, comme il l'explique dans « À bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale ! »⁹. En 2002, la conférence « Défaire le développement, refaire le monde » se tient à Paris, à l'Unesco, et réunit 800 participants. Ce colloque marque une alliance entre les militants écologistes basés à Lyon (Bernard, Clémentin, Cheynet...) et la communauté universitaire post-développement à laquelle appartient Latouche [voir Développement (critiques du)]. La même année, l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable est créé à Lyon. Un an plus tard, il organise dans cette ville le premier colloque international sur la décroissance soutenable. L'événement rassemble plus de 200 participants venus de France, de Suisse et d'Italie. Parmi les intervenants, on trouve ceux qui vont devenir les auteurs les plus prolifiques sur la décroissance : Serge Latouche, Mauro Bonaiuti, Paul Ariès, Jacques Grinevald, François Schneider ou Pierre

Rabhi. La même année, Michel Bernard, Bruno Clémentin et Vincent Cheynet codirigent le livre *Objectif décroissance*, qui se vend à 8 000 exemplaires, sera réimprimé trois fois et également traduit en italien, en espagnol et en catalan¹⁰.

La décroissance, en tant que mouvement militant, prend son essor à Lyon au début des années 2000, dans le sillage des manifestations pour les villes sans voitures, des repas collectifs dans les rues, des coopératives alimentaires et des campagnes contre la publicité. La décroissance sort ensuite des frontières françaises et devient un slogan mobilisé par les militants écologistes et altermondialistes en Italie en 2004 (traduit par *decrescita*), en Catalogne (*decreixement*) et dans le reste de l'Espagne (*decrecimiento*) en 2006. En 2004, la décroissance touche un public plus large en France grâce à des colloques, des actions directes et des initiatives telles que le mensuel *La Décroissance*, sous-titré *Le journal de la joie de vivre*, et actuellement diffusé à plus de 30 000 exemplaires. La même année, le chercheur et militant François Schneider entreprend un tour de France d'un an sur un âne pour diffuser l'idée de la décroissance à travers le pays, initiative largement couverte dans les médias. En 2007, il fonde le collectif Recherche & Décroissance avec Denis Bayon, puis Fabrice Flipo, et organise une série de conférences internationales. La première se tient à Paris en 2008, la deuxième à Barcelone, en 2010. Le terme anglais *degrowth* est « officiellement » utilisé pour la première fois à la conférence de Paris, marquant ainsi la naissance d'une communauté de recherche internationale. Lorsque l'Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals (ICTA – Institut de sciences et de technologies environnementales) de Barcelone rejoint le mouvement en accueillant la deuxième conférence, la communauté de recherche sur la décroissance s'étend au-delà de ses fiefs d'origine, en France et en Italie. L'ICTA permet des liens vers la communauté universitaire des économistes écologiques, ainsi que vers les réseaux de l'écologie* politique scientifique et de la justice* environnementale en Amérique latine. Suite au succès des conférences de Paris et de Barcelone, d'autres conférences ont lieu à Montréal (2011), Venise (2012), Leipzig (2014) et Budapest (2016). En France, le livre *Un*

projet de décroissance d'Anne-Isabelle Veillot, Christophe Ondet, Stéphane Madelaine et Vincent Liegey, paru en 2013 chez Utopia, connaît un retentissement certain. La décroissance devient un sujet d'étude et de recherche dans les Flandres, en Suisse, en Finlande, en Pologne, en Grèce, en Allemagne, au Portugal, en Norvège, au Danemark, en République tchèque, au Mexique, au Brésil, à Porto Rico, au Canada, en Bulgarie, en Roumanie et ailleurs.

Depuis 2008, le terme anglais pour « décroissance » est entré dans les revues scientifiques, avec plus de 100 articles publiés et au moins huit numéros spéciaux dans des revues à comité de lecture¹¹. La décroissance est enseignée dans les universités du monde entier, y compris dans de grandes écoles prestigieuses telles que Sciences Po à Paris. Le concept a été utilisé, à bon et à mauvais escient, par des hommes politiques français, italiens et espagnols, et a fait l'objet d'articles dans de nombreux périodiques réputés, y compris *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique*, *El País*, le *Guardian*, le *Wall Street Journal* et le *Financial Times*.

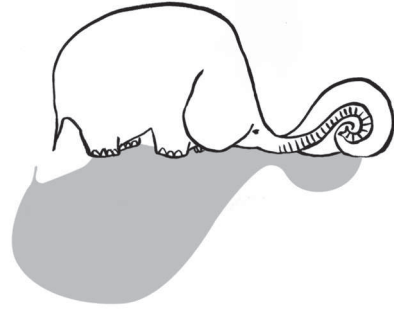
Mais quelle est exactement la signification de la décroissance ?

La décroissance aujourd'hui

La décroissance signifie, avant tout, une critique de la croissance*. Elle appelle à *décoloniser* le débat public de l'idiome de l'économisme et à abolir l'objectif social de croissance économique. La décroissance désigne également une orientation désirée, où les sociétés utiliseraient moins de ressources naturelles et s'organiseraient pour vivre autrement qu'aujourd'hui. « Partage », « simplicité* », « convivialité* », « *care** » et « biens* communs » sont quelques-unes des principales expressions de ce à quoi cette société pourrait ressembler.

Habituellement, la décroissance est associée à l'idée que moins c'est mieux. Les économistes écologistes définissent la décroissance comme

une réduction équitable de la production et de la consommation, qui réduirait la consommation d'énergie et de matières premières¹². Néanmoins, l'important ici est surtout le changement, et non la réduction. La décroissance implique une société avec un métabolisme [voir Métabolisme sociétal] plus petit, mais plus important encore, une société avec un métabolisme doté d'une structure différente et remplissant de nouvelles fonctions. La décroissance n'appelle pas à faire la même chose en moindres quantités. L'objectif n'est pas de dégraisser l'éléphant, mais de le transformer en escargot. Dans une société décroissante, tout sera différent : les activités, les formes et les utilisations d'énergie, les rapports entre les individus, les rôles genrés, les répartitions du temps entre travail rémunéré et non-rémunéré, les rapports avec le monde non-humain.



La décroissance fournit un cadre qui relie des idées, des propositions et des concepts divers¹³. Néanmoins, il y a plusieurs centres de gravité à l'intérieur de ce cadre. Le premier est la critique de la croissance. Le deuxième est la critique du capitalisme*, un modèle de société qui a besoin de la croissance et qui la perpétue. Deux autres courants importants dans la littérature sur la décroissance sont la critique du produit* intérieur brut et la critique de la marchandisation*, c'est-à-dire le processus de conversion des produits sociaux ainsi que des services et des relations socioécologiques en marchandises dotées d'une valeur monétaire. Cela étant, la décroissance ne se limite pas à la critique. Dans son versant constructif, l'imaginaire de la décroissance se focalise sur l'économie du *care*, la réappropriation de biens communs anciens et la création de nouveaux. Ce projet de prendre soin des autres dans le cadre de la communauté est incarné par de nouvelles manières de vivre et de produire, telles que les écocommunautés* et les coopératives*, et peut être soutenu par de nouvelles institutions de gouvernement, telles que le partage du

travail* ou le revenu* de base et le revenu maximum, institutions qui permettraient de réduire le temps alloué au travail rémunéré et de le rendre disponible pour des activités non-rémunérées, collectives et altruistes.

La décroissance n'est pas identique à une croissance négative du PIB. Néanmoins, une réduction du PIB, tel qu'il est actuellement calculé, est une conséquence probable des actions promues au nom de la décroissance. Une économie verte, basée sur les communs et altruiste, augmentera sûrement le bien-être, mais elle a peu de chances de faire progresser l'activité économique intérieure brute de 2 ou 3 % par an. Les partisans de la décroissance s'interrogent sur la manière dont la diminution inévitable et désirable du PIB peut devenir soutenable socialement, sous le capitalisme, tendant soit à croître, soit à disparaître.

Dans l'esprit de la plupart des gens, la croissance est toujours associée à une amélioration ou au bien-être. Pour cette raison, certains penseurs progressistes critiquent l'utilisation du mot décroissance. Il est inapproprié, disent-ils, de recourir à un « mot négatif » pour désigner un ensemble de changements souhaitables. Néanmoins, l'utilisation d'une négation pour un projet positif vise précisément à décoloniser un imaginaire [voir Imaginaire (décolonisation de l')] dominé par un futur unilatéral, reposant exclusivement sur la croissance. C'est l'association automatique entre croissance et « mieux » que chercher à briser le mot « décroissance ». Pour les décroissants, c'est l'idée reçue d'une croissance – au sens commun – nécessairement désirable qu'il s'agit de mettre en question si l'on veut pouvoir commencer à débattre d'un avenir différent¹⁴. La décroissance est un slogan délibérément subversif.

Évidemment, certains secteurs, tels que l'éducation, la santé ou l'énergie renouvelable, auront besoin de se développer à l'avenir, tandis que d'autres, tels que les industries polluantes ou la finance, se réduiront. Le résultat combiné sera la décroissance. Nous préférons également utiliser des mots tels qu'« épanouissement » en parlant de la santé ou de l'éducation, plutôt que « croissance » ou « développement ». Le changement désiré est

qualitatif, comme dans l'épanouissement des arts. Il n'est pas quantitatif, comme pour la croissance d'une production industrielle.

Le « développement », même débarrassé de ses lourdes connotations historiques, ou agrémenté d'adjectifs rassurant tels que « équilibré », « local » ou « durable », reste un concept problématique [voir Développement (critiques du)]. Ce mot évoque un cheminement vers une fin prédéterminée. Un embryon « se développe », avant de devenir un adulte, puis de vieillir et de mourir. L'une des prémisses des sociétés libérales modernes, néanmoins, est le déni de toute fin à caractère collectif, ainsi que le déni de tout ce qui n'est pas ascension. Le développement devient autoréférentiel : c'est le développement pour le développement, le déroulement prédéterminé et irrécusable de la course sans fin du progrès¹⁵.

On critique souvent la proposition décroissante en affirmant qu'elle ne peut s'appliquer qu'aux économies surdéveloppées du Nord. Les pays du Sud, plus pauvres, ont encore besoin de croître pour satisfaire à leurs besoins vitaux. De fait, la décroissance au Nord libérera de l'espace écologique pour que le Sud croisse. La pauvreté du Sud est la conséquence de l'exploitation à bas prix de ses ressources naturelles et humaines par le Nord [voir Extractivisme]. La décroissance dans le Nord réduira la demande en ressources naturelles et en biens industriels, ainsi que leur prix, ce qui les rendra plus accessibles pour les pays du Sud. Cependant, la décroissance devrait être poursuivie dans le Nord, non pour permettre au Sud de suivre la même route que celle qu'il a empruntée, mais avant tout pour libérer un espace *conceptuel* qui permette à ces pays de trouver leur propre trajectoire vers ce qu'ils définiront eux-mêmes comme la vie bonne. Dans le Sud, on trouve de nombreuses conceptions du monde et de nombreux projets politiques tels que le *buen** *vivir* en Amérique latine (ou le *sumak kawsay* en Équateur), l'*ubuntu** en Afrique du Sud, ou l'économie* de la permanence (d'inspiration gandhienne) en Inde. Ces visions expriment des alternatives au développement, des systèmes socioéconomiques différents. Elles appellent souvent à une

justice environnementale mondiale. Elles ne peuvent s'épanouir que si l'imaginaire de la croissance reflue dans les pays du Nord qui en ont fait la promotion, voire l'ont imposé au reste du monde.

Panorama de la décroissance

Dans ce qui suit, nous classons la littérature (ancienne et récente) sur la décroissance en cinq thèmes : les limites de (et à) la croissance ; décroissance et autonomie ; la décroissance comme repolitisation ; décroissance et capitalisme ; et des propositions pour une transformation décroissante.

Les limites de la croissance

Les thèses fondatrices de la décroissance sont que la croissance est non-économique et injuste, qu'elle est non soutenable écologiquement et qu'elle ne sera jamais suffisante. De plus, la croissance va certainement toucher à sa fin en atteignant ses limites externes et internes.

La croissance est non économique parce que, au moins dans les économies développées, la détresse (*illth*) augmente plus rapidement que la richesse (*wealth*)¹⁶. Les coûts de la croissance comprennent la mauvaise santé psychologique, les longues heures de travail, les embouteillages et la pollution¹⁷. Le PIB prend en compte les coûts, tels que la construction d'une prison ou le nettoyage d'une rivière, comme des bénéfiques. Par conséquent, le PIB peut continuer à augmenter, mais dans la plupart des économies développées, des indicateurs de bien-être tels que l'indicateur de progrès véritable ou l'indice de bien-être durable ont stagné après les années 1970. Au-dessus d'un certain niveau de revenu national, c'est l'égalité et non la croissance qui améliore le bien-être social¹⁸.

La croissance est injuste, d'abord, parce qu'elle est subventionnée et soutenue par un travail reproductif invisible, dans l'espace du foyer [voir Care]. L'économie féministe a montré que ce travail est genré et que les femmes en accomplissent la plus grande part. La croissance est aussi

injuste parce qu'elle bénéficie d'un échange inégal de ressources entre le centre et la périphérie, que ce soit entre les nations ou à l'intérieur même de celles-ci. L'énergie et les matériaux qui alimentent la croissance sont puisés aux frontières de la marchandise*, souvent dans des territoires indigènes ou « sous-développés » qui subissent l'impact de ces extractions [voir Extractivisme]. Les déchets et les polluants finissent dans les territoires marginalisés, les communautés ou les quartiers des classes inférieures ou dont les habitants sont d'une couleur ou d'une ethnie différente de la majorité de la population [voir Justice environnementale]. Néanmoins, bien que la croissance soit non économique et injuste, elle parvient précisément à se maintenir parce que les bénéfices reviennent à ceux qui détiennent le pouvoir et que les coûts sont supportés par ceux qui sont marginalisés.

La marchandisation, qui fait partie intégrante de la croissance, attaque peu à peu la sociabilité et les mœurs. L'altruisme, l'hospitalité, l'amour, le devoir public, la préservation de la nature, la spiritualité : traditionnellement, ces relations ou ces « services » n'obéissaient pas à une logique de profit personnel [voir Anti-utilitarisme]. De nos jours, ils font de plus en plus l'objet d'échanges marchands, valorisés et achetés dans l'économie formelle mesurée par le PIB. La recherche du profit prend le pas sur les comportements moraux ou altruistes, ce qui a pour conséquence de faire diminuer le bien-être¹⁹.

Au-dessus d'un certain niveau, la croissance ne fait pas augmenter le bonheur* : comme les besoins matériels de base sont satisfaits, les revenus excédentaires sont de plus en plus alloués à des biens « situationnels » (par exemple, une maison plus grande que celle du voisin). C'est la richesse relative, et non absolue, qui détermine l'accès à ce type de biens, synonyme de prestige. Tout le monde désire la croissance afin d'améliorer sa situation, mais lorsque tout le monde s'élève en même temps, aucune situation relative ne s'améliore. C'est un jeu à somme nulle. Pire encore, la croissance rend les biens situationnels plus chers. Telles sont les limites sociales de la croissance* : la croissance ne peut jamais satisfaire la

concurrence situationnelle, elle peut seulement l'empirer. La croissance ne produira donc jamais « assez » pour tout le monde²⁰.

La croissance est également non-soutenable écologiquement. La croissance continue aboutira au franchissement de la plupart des limites de l'écosystème planétaire. Il y a une corrélation forte et directe entre le PIB et les émissions de carbone qui changent le climat²¹. En théorie, l'économie pourrait être décarbonisée grâce au perfectionnement de technologies plus propres ou plus efficaces, ou à travers une transition structurelle vers les services. Hélas, avec une croissance de 2 ou 3 % par an, le degré de décarbonisation requis est quasiment impossible à atteindre. Il faudrait qu'en 2050, l'intensité carbone globale (en C/\$) soit entre 20 et 130 fois inférieure à celle d'aujourd'hui, alors que la réduction entre 1980 et 2007 était d'à peine 23 %²². Actuellement, peu de pays peuvent se targuer d'une réduction absolue d'utilisation de matériaux ou d'émissions de carbone tout en continuant à croître. Quand c'est le cas, c'est parce qu'ils soustraient les activités polluantes dans les pays en cours de développement. Des réductions absolues en utilisation d'énergie et de matériaux [voir Dématérialisation] ont peu de chances de se produire grâce au progrès technologique : plus une économie devient technologiquement avancée et efficace, plus elle consomme de ressources, du fait de la baisse du prix des ressources [voir Effet rebond]. Les économies de services ne sont pas non plus légères sur le plan matériel. Les services ont une forte émergie (énergie intégrée). Les ordinateurs ou Internet intègrent une grande quantité de matériaux rares et d'énergie [voir Low tech], ainsi que de la connaissance et du travail également « produits » avec de l'énergie et des matériaux²³.

La croissance touche peut-être à sa fin dans les pays développés²⁴. Cela pourrait être dû à la baisse des retours marginaux²⁵, à l'épuisement de l'innovation technologique²⁶ ou aux limites dans la création d'une demande effective et de débouchés d'investissement à des taux d'intérêts composés²⁷. Les ressources naturelles posent également une limite à la croissance. La croissance économique dégrade les ressources d'énergie de haute qualité (à basse entropie*), en les transformant en chaleur et en

émissions de basse qualité (à entropie élevée). Le pic* pétrolier, les pics dans les taux d'extraction de réserves essentielles telles que le phosphore, et le changement climatique entraîné par les émissions de carbone, peuvent déjà restreindre la croissance. Les nouvelles réserves qui se substituent au pétrole sont également épuisables – comme le gaz de schiste – et souvent encore plus polluantes – comme le charbon ou les sables bitumineux –, ce qui accélère le changement climatique. L'énergie renouvelable, solaire ou éolienne, est plus propre, mais, dans l'état actuel des technologies, les sources renouvelables produisent un excédent d'énergie moins élevé (taux de retour énergétique par rapport à l'énergie investie, ou TRE) que les énergies fossiles. Une grande partie de l'énergie conventionnelle va devoir être dépensée dans la transition vers les énergies renouvelables. Une civilisation reposant sur l'énergie solaire ne peut soutenir que des économies de petite taille, étant donné le TRE des énergies renouvelables par rapport aux énergies fossiles. Une transition vers les énergies renouvelables sera forcément une transition vers la décroissance.

Du point de vue de la décroissance, la crise économique actuelle résulte de limites systémiques à la croissance. Il ne s'agit pas d'une crise cyclique ou d'un défaut dans le système de crédit. D'abord, la crise aux États-Unis a été déclenchée par l'augmentation des prix du pétrole ; le commerce intérieur a pâti et le coût de la mobilité des travailleurs vivant en banlieue est devenu inabordable, entraînant les saisies de maisons hypothéquées qui précipitèrent la crise des *subprimes*. Ensuite, la bulle (fictive) de la finance et des prêts personnels a augmenté parce qu'il n'y avait pas d'autre source de croissance et aucun autre moyen d'empêcher la demande de chuter. La dette privée et publique a connu un taux de croissance insoutenable en d'autres circonstances²⁸ [voir Dette (audit de la)]. La stagnation a été retardée, mais seulement de façon temporaire.

Décroissance et autonomie

Ce n'est pas forcément une mauvaise chose qu'il existe des limites et que la croissance touche à sa fin. Toutefois, pour de nombreux décroissants, la décroissance n'est pas qu'une adaptation à des limites inévitables, c'est

avant tout un projet désirable qui doit être entrepris pour lui-même dans la recherche de l'autonomie*. L'autonomie était un mot-clé pour des penseurs tels qu'Ivan Illich, André Gorz et Cornelius Castoriadis, mais il avait, pour chacun d'eux, une signification légèrement différente. Pour Illich, il s'agit de la liberté à l'égard des grandes infrastructures techniques et des institutions bureaucratiques centralisées, publiques ou privées, qui les gèrent²⁹. Pour Gorz, l'autonomie est la liberté vis-à-vis du travail salarié. La sphère autonome est celle du travail non rémunéré, où les individus et les collectifs connaissent le loisir et produisent pour leur propre usage, au lieu de le faire pour de l'argent³⁰. Enfin, pour Castoriadis, l'autonomie désigne la capacité d'un collectif de décider de son avenir, libéré des impératifs et présumés externes (« hétéronomes »), tels que la loi de Dieu (la religion) ou les lois de l'économie (la science économique)³¹.

À la suite d'Illich, les décroissants s'opposent aux combustibles fossiles, non seulement à cause du pic pétrolier ou du changement climatique, mais parce qu'une forte utilisation de l'énergie entretient des systèmes technologiques complexes. Or un système complexe a besoin d'experts spécialisés et de bureaucraties pour les gérer, ce qui conduit inévitablement à des hiérarchies non égalitaires et non démocratiques. L'autonomie, en revanche, demande des outils conviviaux, c'est-à-dire compréhensibles, manipulables et contrôlables par leurs utilisateurs. Un jardin urbain [voir Jardinage urbain], un vélo ou une maison en pisé que l'on construit soi-même sont conviviaux et autonomes ; un champ d'OGM résistant aux mauvaises herbes, un train à grande vitesse ou un « bâtiment intelligent » qui optimise la dépense d'énergie ne le sont pas. Les décroissants critiquent de tels projets high-tech de modernisation écologique et de croissance verte, non seulement parce qu'ils pourraient ne pas être durables, mais parce qu'ils réduisent l'autonomie. Des projets qui rejoignent un imaginaire de la décroissance (jardinage dans un terrain vague, programmation libre ou ateliers de réparation de vélos) sont conviviaux, impliquent du travail bénévole et sont menés directement par ceux qui y participent [voir Néotopistes].

La littérature scientifique portant sur l'autonomie insiste moins sur les limites à apporter à la croissance que sur les *autolimitations* collectives. Les limites, ou plutôt les autolimitations, ne sont pas invoquées pour le bien de la nature ou pour éviter une catastrophe imminente [voir Catastrophes (pédagogie des)], mais parce que vivre simplement et limiter notre empreinte sur le monde non humain dans lequel il se trouve que nous habitons, correspondent à la façon dont est conçue la vie bonne. Par ailleurs, et ce n'est pas rien, les limites libèrent également de la paralysie qu'entraîne un choix illimité. En outre, seuls des systèmes de taille limitée peuvent devenir authentiquement égalitaires et démocratiques, puisque eux seuls peuvent être gouvernés directement par leurs utilisateurs. Les limites sont donc « un choix social et pas un impératif externe, pour des raisons environnementales ou autres »³². Les méfaits et risques écologiques ou sociaux (changement climatique, pic pétrolier ou croissance non économique) sont simplement des arguments supplémentaires en faveur des autolimitations collectives.

Ce n'est pas un hasard si les décroissants s'inspirent de la pensée anarcho-féministe néomalthusienne d'Emma Goldman et pas de Malthus lui-même. Goldman et ses camarades appelaient à la procréation consciente, non pas au nom d'une explosion démographique, mais dans le cadre d'une lutte contre l'exploitation par le capitalisme du corps des femmes en vue de produire plus de soldats et de main-d'œuvre bon marché. La distinction est ici subtile, mais capitale. Les néomalthusiens* choisissaient consciemment de limiter leur reproduction dans le cadre d'un projet de changement social et politique. Ils ne le faisaient pas pour des raisons morales, ou parce que « il le fallait ». Ils ne le faisaient pas pour éviter une catastrophe. Leur acte était politique. C'était la préfiguration du monde qu'ils voulaient produire et dans lequel ils souhaitaient vivre.

La décroissance comme repolitisation

La décroissance a été lancée explicitement comme un « mot obus » pour *repolitiser* l'écologie [voir Écologisme (courants de l')] et mettre fin au consensus dépolitisant [voir Dépolitisation/Le politique] qui entoure

le développement durable³³. Le développement durable dépolitise les véritables antagonismes politiques quant au type d'avenir souhaitable ; il rend les problèmes écologiques purement techniques, en promettant des solutions « gagnant-gagnant » et l'objectif (impossible) de perpétuer le développement sans porter atteinte à l'environnement. La modernisation écologique promise par le développement durable esquivé le dilemme moderne crucial qui, selon Bruno Latour, consiste à déterminer s'il faut « moderniser ou écologiser »³⁴. La décroissance choisit nettement son camp : l'écologisation de la société, d'après les décroissants, ne consiste pas à mettre en place un autre développement, meilleur ou plus « vert ». Elle consiste à imaginer et concrétiser des visions de substitution au développement moderne.

Il s'ensuit que la décroissance appelle à la politisation de la science et de la technologie, contre la technocratisation croissante de la politique. Il est impossible de faire une distinction claire entre la science et la politique lorsqu'on aborde des sujets comme l'économie mondiale ou le changement climatique, domaines où des « guerres de vérité » ont lieu et où les valeurs façonnent les prétentions au savoir des différents acteurs. De nouveaux modèles de production démocratique de la connaissance sont nécessaires. La science* post-normale propose l'extension de la communauté d'évaluation par les pairs, qui garantit la qualité de la contribution scientifique aux décisions politiques, à tous ceux qui ont des intérêts dans les questions abordées, non-spécialistes compris. La science post-normale appelle à passer des décisions prises par des « communautés d'experts », comme les comités scientifiques et les conseils consultatifs, à des décisions prises par des « communautés expertes »³⁵.

Le discours apolitique et technocratique du développement durable est une manifestation d'un processus plus large de dépolitisation* du débat public dans les démocraties libérales, à travers lequel la politique a été réduite à la recherche de solutions technocratiques à des problèmes déjà circonscrits, au lieu d'être une lutte véritablement antagonique entre visions concurrentes. L'écologie politique attribue cette dépolitisation

à la montée du néolibéralisme et au consensus de Washington qui ont soumis le choix politique souverain aux besoins du capital dérégulé et des marchés libéralisés. Les penseurs de la décroissance rejoignent cette analyse, mais font remonter les origines de la dépolitisation plus loin dans le temps. Les réformes néolibérales étaient (et sont) justifiées au nom de la croissance, elle-même justifiée au nom du développement. Ce consensus sur le développement, qui s'étend sur tout le spectre politique, de la gauche à la droite, et même par-dessus le rideau de fer, a évacué le politique avant l'essor du néolibéralisme : les économies socialistes ont fini par ressembler à du capitalisme d'État parce qu'elles étaient prisonnières de la recherche de la croissance et du développement.

Une caractéristique des économies modernes, capitalistes et socialistes a été l'investissement (institutionnalisé) d'une part importante de l'excédent social dans une nouvelle production. La conséquence en a été le désaveu de ce qui constituait l'exercice par excellence de la souveraineté politique dans les civilisations anciennes : la décision de la finalité de l'excédent [voir Dépense (notion de)]. Dans ces civilisations, l'excédent était alloué aux dépenses « improductives » qui ne remplissaient pas un rôle utilitaire [voir Anti-utilitarisme]. Elles dépensaient leur excédent en pyramides, en églises, en festivals, en feux de joie ou en potlachs parce que ces dépenses correspondaient à leur notion de la vie bonne, et non parce qu'elles contribuaient à la production ou à la croissance. Dans la civilisation industrielle moderne, de tels actes de dépense improductive ont été marchandisés et individualisés. Dans la modernité, la découverte du sens de la vie est l'affaire de chaque individu isolé. Le postulat est que chaque individu a le droit de mobiliser toutes les ressources nécessaires à cette fin. Au niveau de la société, cela se traduit par une exigence non négociable de croissance : seule la croissance peut satisfaire les exigences de tous ces individus ne devant pas être limités. Néanmoins, tandis que les individus mènent en vain cette quête de sens, la sphère authentiquement « politique », celle où le sens pourrait être construit socialement à travers des actes collectifs de dépense, est évacuée et subordonnée à l'impératif de croissance.

Décroissance et capitalisme

Comme l'a écrit le regretté Eric Hobsbawm à la fin de sa longue vie, « il existe un conflit patent entre le besoin d'inverser, ou au moins de contrôler, l'impact de notre économie sur la biosphère et les impératifs d'un marché capitaliste, à savoir un développement maximal en quête de profit »³⁶. Deux prémisses sous-tendent cette affirmation. La première a été défendue plus haut dans la section consacrée aux limites de la croissance : la croissance économique augmente inévitablement la production de déchets et a des effets néfastes sur la biosphère (ce qui réfute les arguments des défenseurs de la croissance verte ou du capitalisme vert, selon lesquels il est possible de croître tout en réduisant l'impact environnemental). La deuxième est que la croissance est un impératif dans une société capitaliste.

En théorie, le capitalisme pourrait survivre sans croissance. En effet, les économies capitalistes traversent involontairement des périodes de croissance faible, nulle ou négative. Néanmoins, il faut que ces périodes soient seulement temporaires : dans le cadre du capitalisme, l'absence de croissance mène à un accroissement de l'exploitation de la population active, afin de maintenir le taux de profit³⁷. Il reste que cette exploitation intensive ne peut être maintenue trop longtemps sans entraîner des violences et des contre-violences. Le manque de croissance déstabilise donc le capitalisme et la démocratie libérale. Un exemple historique nous en est fourni par la montée du fascisme après la Grande Dépression ou, auparavant, du communisme en Russie : il s'agissait là de projets politiques visant à changer ou abolir le capitalisme. La croissance évacue les conflits autour de la redistribution et soutient politiquement le capitalisme. C'est dans ce sens concret que la croissance est un impératif pour le capitalisme, et non au sens abstrait.

L'histoire suggère qu'il est hautement improbable que les nations dotées d'une économie capitaliste puissent choisir volontairement de ne pas croître. En théorie, néanmoins, on pourrait imaginer un scénario suivant lequel des forces politiques arrivent au pouvoir de façon démocratique, puis mettent en place des plafonnements de ressources et des minima sociaux

(par exemple, l'emploi* garanti pour les chômeurs), enfermant ainsi l'action du capitalisme dans les limites environnementales et sociales³⁸. Toutefois, pour que cela se produise, il faudrait une redistribution radicale du pouvoir politique. Les plafonnements, les nouveaux impôts ou les programmes de revenus ou d'emplois garantis portent atteinte à des intérêts économiques puissants qui entretiennent des relations privilégiés avec les gouvernements. Selon Frederik Berend Blauwhof, il faudra rien de moins qu'une révolution pour provoquer de telles réformes institutionnelles³⁹. Un système ayant subi d'aussi importants changements politiques serait-il toujours capitaliste ? Pour Tim Jackson, il s'agirait toujours d'un capitalisme, mais d'un genre très différent⁴⁰ ; il proclame d'ailleurs son désintéret pour les débats sémantiques sur le nom du système capable d'assurer dans l'avenir une prospérité sans croissance. Cependant, comme l'écrivent Robert et Edward Skidelsky, la fin de la croissance « nous met au défi d'imaginer à quoi ressemblerait la vie après le capitalisme. En effet, un système économique dans lequel le capital ne s'accumule plus n'est plus le capitalisme, quel que soit le nom qu'on veuille lui donner »⁴¹.

Évidemment, le projet de décroissance ne consiste pas uniquement à réduire les flux. Il se propose d'imaginer et de bâtir une société différente, une société qui aura réussi à se convaincre elle-même qu'elle possède assez et qu'elle n'a plus besoin d'accumuler. Le capitalisme est un ensemble d'institutions (la propriété privée, l'entreprise, le travail salarié, le crédit et l'argent privés dotés d'un taux d'intérêt...) dont le résultat final est une dynamique du profit pour le profit (« accumulation »). Les propositions, les projets et les mesures politiques qui révèlent un imaginaire de la décroissance sont essentiellement non capitalistes : ils réduisent l'importance des institutions clés du capitalisme que sont la propriété, l'argent, etc., en les remplaçant par des institutions empreintes de valeurs et de logiques différentes. La décroissance implique donc de dépasser le capitalisme.

La transformation décroissante

La transformation décroissante n'est pas une trajectoire descendante soutenue, mais une transformation en société conviviale vivant simplement, en commun et avec moins⁴². Il existe plusieurs idées quant aux pratiques et aux institutions pouvant faciliter cette transition, et quant aux processus pouvant les convoquer et leur permettre de s'épanouir.

Pratiques économiques locales

Écocommunautés, communautés en ligne [voir Biens communs numériques], communautés de néoruraux*, coopératives, jardins urbains, monnaies* communautaires, banques du temps, trocs, associations de prise en charge d'enfants ou de soins... Dans le contexte de la crise, et étant donné que les institutions conventionnelles ne parviennent pas à subvenir aux besoins de base des gens, on constate une prolifération spontanée de nouvelles pratiques et institutions non capitalistes, dans des lieux comme l'Argentine, la Grèce ou la Catalogne⁴³.

Ces pratiques locales ont cinq points communs. Premièrement, il y a un passage de la production pour l'échange à la production pour l'usage. Deuxièmement, l'activité volontaire est substituée au travail salarié, ce qui signifie une démarchandisation et une déprofessionnalisation du travail. Troisièmement, ces pratiques suivent une logique selon laquelle la circulation de biens est déclenchée, au moins en partie, par un échange de « dons » réciproques plutôt que par la recherche du profit [voir Anti-utilitarisme]. Quatrièmement, contrairement aux entreprises capitalistes, elles n'ont pas de dynamique intégrée pour accumuler et se développer. Cinquièmement, elles résultent de processus de « mise en commun » : les connexions et les relations entre les participants disposent d'une valeur intrinsèque en elles-mêmes et pour elles-mêmes. Ces pratiques sont non capitalistes : elles réduisent le rôle de la propriété privée et du travail salarié. Elles sont de nouvelles formes de communs.

Elles sont également des formes de décroissance dans un sens plus restreint. Elles ont une intensité carbone moindre et consomment moins

de matières premières comparées aux systèmes de l'État* ou du marché qui proposent les mêmes services. Certes, par unité de produit, elles peuvent être plus inefficaces, à cause d'un degré moindre de spécialisation et de division du travail. Un réseau alternatif d'alimentation biologique, par exemple, peut demander davantage de travailleurs par unité de produit qu'une entreprise agro-industrielle (bien qu'il requière en revanche moins d'engrais, de pesticides et de combustibles fossiles). Ce n'est pas forcément mauvais du point de vue du chômage. Les systèmes de coopératives décentralisées d'eau ou de production d'énergie fournissent peut-être moins d'eau ou d'énergie par unité de travail ou de ressources ; néanmoins, ils risquent moins de nuire à l'environnement, précisément parce que leur improductivité limite leur ampleur (c'est l'inverse de l'effet* rebond décrit par William Jevons) : étant moins efficaces par unité, elles sont de moindre envergure au total.

Les pratiques alternatives de mise en commun sont une source d'innovation pour le renouvellement des services publics, ce qui évite leur privatisation. Les systèmes coopératifs de santé ou d'éducation ne doivent pas nécessairement remplacer la santé ou l'éducation publiques. On peut réduire les coûts de plus en plus élevés de la santé et de l'éducation publiques en impliquant les parents dans l'éducation des enfants, ou en développant des réseaux de proximité de médecins et de patients, proposant des diagnostics préventifs et des premiers soins. Les diagnostics préventifs basés sur une connaissance intime du patient sont beaucoup moins chers que des diagnostics et traitements high-tech (qui peuvent être réservés à des cas particuliers). Il est généralement moins coûteux et plus démocratique d'impliquer les usagers que de sous-traiter les services publics à des fournisseurs privés, à but lucratif. La décroissance peut donc apporter une amélioration, et non une détérioration, des services publics.

Services sociaux sans croissance

En l'absence de croissance, le chômage augmente. Dans une phase de transition vers la décroissance, il faudra des services sociaux d'un nouveau

genre afin de découpler emploi rémunéré et croissance, ou bien de découpler bien-être et emploi rémunéré. Un exemple du premier cas est le schéma de l'emploi garanti, qui propose de faire de l'État un employeur de dernier recours, ce qui a pour effet de réduire *de facto* le chômage à zéro. Un autre exemple est la proposition de revenu minimum inconditionnel accordé à tous les citoyens, financé par une taxation progressive des revenus et des profits (tandis que la taxation des hauts revenus pourra établir un revenu maximum), ainsi que par des impôts sur la consommation. Cela peut garantir un niveau de base de subsistance et de sécurité pour tous, sans passer par un travail rémunéré. Le partage du travail, c'est-à-dire la redistribution du travail entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, au moyen d'une diminution des heures de travail dans le secteur salarié, peut également réduire le chômage et redistribuer les richesses, si le temps de travail est réduit sans baisse de revenus.

La sphère autonome des activités volontaires et conviviales aura des chances de s'étendre si un revenu de base garantit la satisfaction des besoins élémentaires ou si le partage du travail dégage du temps par rapport au travail rémunéré. Un emploi garanti peut financer des activités dans la sphère autonome, telles que les services de soins et d'éducation, le travail dans les jardins urbains, les coopératives ou la production de logiciels libres. Nouveaux types de services sociaux et pratiques économiques locales sont donc complémentaires.

Le *care*, l'éducation, la santé ou les services de préservation de l'environnement ont une grande valeur sociale et fournissent des emplois qui ont du sens. Ils peuvent former la colonne vertébrale d'une nouvelle* économie, prospère sans croissance. Une telle économie sera moins confrontée au problème du chômage, puisqu'il s'agira d'une économie de travail intense.

Institutions monétaires et de crédit

Les monnaies communautaires, les banques du temps et les systèmes d'échanges locaux peuvent contribuer à la diminution et à la relocalisation

de l'activité économique, en limitant la circulation au sein d'une communauté locale. Les monnaies communautaires ont servi de compléments dans les périodes de crise, permettant à des personnes par ailleurs tenues à l'écart de l'économie de marché de continuer à accéder à des services vitaux. L'argent public, cependant, demeure le lieu d'intervention le plus important dans le cadre d'une transformation décroissante : d'abord, parce qu'il comprend les impôts, une grande partie de l'argent en circulation ; et ensuite, parce que les monnaies communautaires ne peuvent pas remplir les exigences du commerce intercommunautaire et international, inévitables dans des économies complexes comme les nôtres.

Une proposition de décroissance transitionnelle consisterait dans la reprise par l'État du contrôle de la création monétaire sur les banques privées [voir Monnaie publique]. Tandis que les banques privées ne créent de l'argent que sous forme de dette, en accordant des prêts, l'État pourrait aussi émettre de l'argent sans aucune dette, pour satisfaire les besoins publics. Par exemple, les États pourraient émettre de la monnaie pour financer un revenu de base ou un emploi garanti, ou pour subventionner des coopératives, des services de soins, la préservation de l'environnement ou de l'énergie renouvelable. La monnaie publique améliorerait les finances publiques, les États se réappropriant le seigneurage (la différence entre la valeur nominale de la monnaie et le coût de sa production) et n'empruntant plus aux banques privées pour financer les dépenses publiques.

L'argent émis comme dette crée une dynamique de croissance. Les dettes sont remboursées avec un intérêt, et les intérêts exigent de la croissance. On ne peut pas attendre des économies qu'elle continuent à croître au rythme nécessaire pour rembourser une dette elle-même accumulée dans le passé pour soutenir une croissance fictive⁴⁴. La dette est une relation sociale. Le passé regorge d'exemples de sociétés qui ont fait annuler leur dette et ont pris un nouveau départ. Les sociétés occidentales ont maintenu un style de vie matériellement opulent en reportant les promesses de remboursement. Une annulation des dettes entraînerait inévitablement

une chute du niveau de vie des petits créanciers et épargnants. Dans une perspective décroissante, l'objectif n'est pas de relancer la croissance et de rembourser les dettes, mais de trouver comment répartir de façon juste les coûts de leur annulation. Les audits citoyens sont essentiels pour déterminer les dettes légitimes et celles qui ne le sont pas. Il peut être légitime, par exemple, d'effacer la dette de ceux dont le niveau de vie est menacé, et de ne pas rembourser la dette de ceux qui ont prêté dans le but de faire des profits élevés.

La politique de transformation décroissante

L'accord n'est pas établi, dans la littérature sur la décroissance, sur les politiques et les stratégies politiques à travers lesquelles les nouvelles institutions porteuses des valeurs de décroissance pourront parvenir à remplacer les institutions actuelles du capitalisme. Les stratégies et sujets politiques mis en œuvre vont des néo-utopistes* défenseurs du travail non salarié – qui partagent, en tant que quasi-classe, une expérience de vie et de production autonomes –, jusqu'aux mouvements sociaux, partis politiques, ou même syndicats* existants. S'il y a un consensus dans la communauté décroissante, c'est sur le fait qu'une transition peut uniquement découler de stratégies et d'acteurs multiples ; un mouvement de mouvements, qui changerait à la fois les pratiques quotidiennes et les institutions étatiques⁴⁵.

Dans un article de 2013, Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Claudio Cattaneo classent les stratégies et acteurs de la décroissance en civils et « non civils », « non civils » désignant ceux qui refusent d'être « gouvernementalisés »⁴⁶. La désobéissance* organisée fait partie du répertoire des militants de la décroissance. Cela se manifeste aussi bien dans l'occupation de logements abandonnés (squats) que dans des sit-in contre les mégaprojets et les centrales à charbon. Cela pourrait aussi inclure des occupations de terres par des paysans sans terre, sans emploi ou démunis. La désobéissance financière comprend des actions comme celle d'Enric Duran, un éminent militant décroissant de Barcelone, qui a « exproprié » 492 000 euros grâce à des emprunts contractés auprès de

trente-neuf banques juste avant la crise de 2008, pour dénoncer le système de crédit spéculatif et allouant cet argent à des projets alternatifs.

Serge Latouche tout en étant sans illusions sur la marge de manœuvre des institutions politiques actuelles (« Tous les gouvernements sont, qu'ils le veuillent ou non des "fonctionnaires" du capitalisme »), estime nécessaire de « peser dans le débat, d'infléchir les positions des uns et des autres, de faire prendre en considération certains arguments, de contribuer à faire évoluer ainsi les mentalités »⁴⁷. Il reste cependant opposé à l'idée d'un « parti de la décroissance » en tant que tel. D'autres placent davantage d'espoir dans des mouvements sociaux tels que les Indignés* ou Occupy* pour transformer le système parlementaire en une forme plus directe de démocratie, telle que celle qui s'est manifestée dans les assemblées du mouvement des places [voir Démocratie directe et État]. D'autres encore insistent sur le potentiel des pratiques économiques locales et non-capitalistes d'éducation, de soins, d'approvisionnement de nourriture, de vie et de production qui sont considérées comme politiques, même si elles ne s'effectuent pas dans les arènes traditionnellement associées à la politique (partis politiques, élections, parlements). Elles sont politiques parce qu'elles proposent des alternatives concrètes aux institutions dominantes du capitalisme, et qu'elles peuvent être universalisées. Il est intéressant de noter que les pratiques du mouvement des Indignés ou d'Occupy (sit-in, vergers sur les places, cuisines communautaires, trocs) préfigurent les valeurs exprimées par des projets alternatifs ; ce mouvement pourrait avoir été l'expression politique naissante des néo-utopistes.

Une hypothèse est que le changement systémique dans le sens de la décroissance suivra une dynamique similaire à d'autres changements systémiques passés. Le capitalisme a émergé de la société féodale, à mesure que des liens furent tissés d'abord entre de nouvelles pratiques économiques (entreprises, contrats commerciaux, banques, investissements), puis avec des institutions qui sont apparues à travers les luttes sociales pour défendre ces pratiques (abolition des privilèges monarchiques et féodaux, enclosure des champs communaux, démocratie libérale, lois protégeant

la propriété privée). Les pratiques locales, les institutions monétaires et les services sociaux décrits dans cette section seront peut-être les graines d'une nouvelle transformation éclosée de l'intérieur du système, dans la toute dernière crise du capitalisme, et tandis que la période de croissance et d'expansion touche à sa fin.

L'avenir de la décroissance

L'avenir de la décroissance est ouvert. Le travail de recherche est encore nécessaire afin d'étayer les postulats fondateurs de la décroissance, postulats fermement établis au sein de la communauté des décroissants, qui en fournit les prémisses communes, même si elles sont loin d'être acceptées par le monde universitaire et la société en général. Parmi ces postulats, on trouve : l'impossibilité de la dématérialisation par le progrès technologique et le caractère inéluctable d'un changement climatique désastreux si la croissance se poursuit ; l'entrée des économies développées dans une période de stagnation systémique (ou « séculaire »), en partie à cause de la limitation des ressources ; l'hypothèse qu'un abandon de la croissance revitalisera la politique et redynamisera la démocratie, au lieu d'animer des passions destructrices. De nouveaux chantiers de recherches pourront nous aider à comprendre comment les populations et les nations s'adaptent au défaut de croissance, pourquoi certaines pratiques locales réussissent tandis que d'autres échouent ou sont incorporées dans le système dominant, ou comment et dans quelles conditions les nouvelles formes de services sociaux produiront les résultats annoncés par leurs partisans.

L'enjeu politique renvoie à la dynamique sociale, aux acteurs, aux alliances et aux processus qui créeront une transition décroissante. Cette question n'est pas uniquement intellectuelle. Le changement social est un processus de création impossible à anticiper. Ce que les études universitaires sur la décroissance peuvent offrir, ce sont des arguments et des récits pour animer les politiques de transformation. Les idées exposées dans cette

introduction l'ont déjà fait. Néanmoins, si la décroissance veut rester un concept vivant et dynamique, il n'y a aucune raison que ces récits soient les seuls. On peut utiliser le « matériau brut » que constitue le vocabulaire de la décroissance pour créer sans cesse de nouveaux imaginaires et de nouveaux arguments échappant aux fausses alternatives telles que « austérité contre dépense ». C'est ce que nous tentons de faire dans le dernier chapitre de ce livre [voir De l'austérité à la *dépense*], où nous exposons une thèse qui fait reposer la décroissance sur la dépense* (au sens mis en lumière par Georges Bataille).

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Dans cette introduction et lors de leur première occurrence, les mots suivis d'un astérisque renvoient aux articles correspondants dans l'ouvrage. Les autres renvois sont signalés entre crochets.
2. André Gorz [Michel Bosquet], *Le Nouvel Observateur*, n° 397, 19 juin 1972.
3. Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows et Jørgen Randers (1972), *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, Paris, Rue de l'échiquier, coll. « Initial(e)s DD », 2012.
4. André Amar, « La croissance et le problème moral », *Cahiers de la Nef*, n° 52, *Les objecteurs de croissance*, 1973, p. 133.
5. André Gorz [Michel Bosquet], *Écologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977, p. 16-18.
6. Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1971.
7. Voir Jacques Grinevald, « L'économiste Georgescu-Roegen. Intégrer l'économie dans la problématique énergétique et écologique », *Uni information*, n° 36, 1974, p. 28-29.
8. Jacques Grinevald, « Georgescu-Roegen. Bioéconomie et biosphère », *Silence*, n° 164, avril 1993, p. 4-14.
9. Serge Latouche, « À bas le développement durable ! Vive la

- décroissance conviviale ! », *Silence*, n° 280, février 2002, p. 8-11.
10. Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), *Objectif décroissance*, Paris, Parangon, 2003.
 11. Giorgos Kallis, François Schneider et Joan Martinez-Alier (dir.), *Growth, Recession or Degrowth for Sustainability and Equity ?*, *Journal of Cleaner Production*, vol. 6, n° 18, avril 2010, p. 511-606 ; Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Christos Zografos, « Introduction », in *Degrowth Futures and Democracy*, *Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 515-523 ; Giorgos Kallis, Christian Kerschner et Joan Martinez-Alier, « The Economics of Degrowth », *Ecological Economics*, vol. 84, décembre 2012, p. 172-180 ; Saed, « Introduction to the Degrowth Symposium », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 26-29 ; Filka Sekulova, Giorgos Kallis, Beatriz Rodríguez-Labajos, François Schneider, « Degrowth : From theory to practice », *Journal of Cleaner Production*, vol. 38, janvier 2013, p. 1-6 ; Mark Whitehead, « Degrowth or regrowth ? », *Environmental Values*, vol. 22, n° 2, avril 2013, p. 141-145 ; Nicolas Kosoy (dir.), *Degrowth. The Economic Alternative for the Anthropocene*, *Sustainability*, vol. 5, numéro spécial, 2013 (consultable sur www.mdpi.com/journal/sustainability/special_issues/degrowth) ; Viviana Asara, Iago Otero, Federico Demaria et Esteve Corbera (dir.), *Socially Sustainable Degrowth as a Social-Ecological Transformation. Repoliticizing Sustainability*, *Sustainability Science*, vol. 10, n° 3, juin 2015, p. 375-384.
 12. François Schneider, Giorgos Kallis et Joan Martinez-Alier, « Crisis or opportunity ? Economic Degrowth for Social Equity and Ecological Sustainability », in *Growth, Recession or Degrowth for Sustainability and Equity*, *Journal of Cleaner Production*, vol. 6, n° 18, avril 2010, p. 511-518.
 13. Federico Demaria, François Schneider, Filka Sekulova et Joan Martinez-Alier, « What is Degrowth ? From an Activist Slogan to a Social Movement », *Environmental Values*, vol. 22, n° 2, avril 2013, p. 191-215.
 14. Voir Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007.
 15. Cornelius Castoriadis, « Réflexions sur le “développement” et la “rationalité” », *Esprit*, mai 1976, p. 897-920, repris dans *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe II*, Paris, Seuil, 1986, p. 131-154.

16. Voir Herman Daly, *Beyond Growth. The Economics of Sustainable Development*, Boston, Beacon Press, 1996.
17. Voir Ezra J. Mishan, *The Costs of Economic Growth*, Londres, Staples Press, 1967.
18. Voir Richard G. Wilkinson et Kate Pickett (2009), *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Paris/Namur, Institut Veblen/les Petits matins/Etopia, 2013.
19. Voir Fred Hirsch, *Social Limits to Growth*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1976.
20. Voir Robert Skidelsky et Edward Skidelsky, *How Much is Enough ?*, New York, Other Press, 2012.
21. Voir Kevin Anderson et Alice Bows, « Beyond “Dangerous” Climate Change. Emission Scenarios For a New World », *Philosophical Transactions of the Royal Society*, vol. 369, n° 1934, janvier 2011, p. 2-44.
22. Voir Tim Jackson (2009), *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, coll. « Planète en jeu », 2010.
23. Voir Howard Odum et Elizabeth Odum, *A Prosperous Way Down*, Boulder, University Press of Colorado, 2001.
24. Voir par exemple le débat sur la « stagnation séculaire » et notamment Hans G. Despain, « Secular Stagnation. Mainstream Versus Marxian Traditions », *Monthly Review*, vol. 67, n° 4, septembre 2015 (consultable sur monthlyreview.org/2015/09/01/secular-stagnation/) et Coen Teulings et Richard Baldwin, *Secular Stagnation. Facts, Causes and Cures*. Londres, CEPR Press, 2015. Pour un bref aperçu en français, voir Jean Gadrey, « Paul Krugman : “Une stagnation séculaire est possible, voire assez probable” », Blogs d'*Alternatives Économiques*, 6 janvier 2014 (consultable sur alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2014/01/06/paul-krugman-une-stagnation-seculaire-est-possible-voire-assez-probable/).
25. Voir Mauro Bonaiuti, *The Great Transition*, Londres, Routledge, 2014.
26. Voir Robert J. Gordon, « Is U.S. Economic Growth Over ? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds », *The National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 18315, 2012.
27. David Harvey, *The Enigma of Capital and the Crises of*

- Capitalism*, Londres, Profile Books, 2010.
28. Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier et Richard B. Norgaard, « Paper Assets, Real Debts. An Ecological-Economic Exploration of the Global Economic Crisis », *Critical Perspectives on International Business*, vol. 5, n° 1-2, 2009, p. 14-25.
 29. Voir Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
 30. Voir André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.
 31. Voir Cornelius Castoriadis (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Points/Essai, 1999.
 32. François Schneider, Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier, « Crisis or opportunity ? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability », Introduction au numéro spécial *Growth, Recession or Degrowth for Sustainability and Equity*, *Journal of Cleaner Production*, vol. 18, n° 6, avril 2010, p. 513.
 33. Paul Ariès, *Décroissance ou Barbarie*, Lyon, Golias, 2005.
 34. Bruno Latour, « Moderniser ou écologiser. À la recherche de la Septième Cité », *Écologie politique*, n° 13, 1995, p. 5-27.
 35. Giacomo D'Alisa, David Bungalassi, Hali Healy et Mariana Walter, « Conflict in Campania : Waste Emergency or Crisis of Democracy », *Ecological Economics*, vol. 70, n° 2, décembre 2010, p. 239-249.
 36. Eric Hobsbawm (2011), *Et le monde changea. Réflexions sur Marx et le marxisme, de 1840 à nos jours*, Arles, Jacqueline Chambon, 2014, p. 24.
 37. Voir Frederik Berend Blauwhof, « Overcoming Accumulation. Is a Capitalist Steady-State Economy Possible ? », *Ecological Economics*, vol. 84, décembre 2012, p. 254-261 et David Harvey, *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, *op. cit.*
 38. Philip Lawn, « Is a Democratic-Capitalist System compatible With a Low-Growth or Steady-State Economy ? », *Socio-economic Review*, vol. 3, n° 2, mai 2005, p. 209-232.
 39. Voir Frederik Berend Blauwhof, « Overcoming Accumulation. Is a Capitalist Steady-State Economy Possible ? », *art. cit.*
 40. Voir Tim Jackson (2009), *Prospérité sans croissance...*, *op. cit.*
 41. Robert et Edward Skidelsky, *How Much is Enough ?*, *op. cit.*, p. 6.
 42. Voir Viviana Asara, Iago Otero, Federico Demaria et Esteve Corbera (dir.),

- Socially Sustainable Degrowth as a Social-Ecological Transformation...*, *op. cit.*
43. Joana Conill, Amalia Cárdenas, Manuel Castells, Svetlana Hlebig et Lisa Servon, *Otra vida es posible. Prácticas alternativas durante la crisis*, Barcelone, Ediciones UOC Press, 2012.
 44. Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier et Richard B. Norgaard, « Paper Assets, Real Debts. An Ecological-Economic Exploration of the Global Economic Crisis », *art. cit.*
 45. Federico Demaria, François Schneider, Filka Sekulova et Joan Martinez-Alier, « What is Degrowth ? From an Activist Slogan to a Social Movement », *Environmental Values*, vol. 22, n° 2, avril 2013, p. 191-215.
 46. Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Claudio Cattaneo, « Civil and Uncivil Actors for a Degrowth Society », *Journal of Civil Society*, vol. 9, n° 2, 2013, p. 212-224.
 47. Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, *op. cit.*, p. 145.

COURANTS
DE PENSÉE

ANTI-UTILITARISME

Onofrio Romano



L'anti-utilitarisme est une école de pensée qui critique la suprématie des postulats épistémologiques de l'économie dans les sciences humaines et sociales. Les anti-utilitaristes affirment la prééminence du lien social sur l'intérêt personnel. Ils dessinent un paradigme du don qui vise à se substituer aux deux approches majeures des sciences sociales : le holisme et l'individualisme méthodologique.

En 1981, le sociologue français Alain Caillé et l'anthropologue suisse Gérald Berthoud fondaient le MAUSS, Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales. Cet acronyme génial reproduit le nom de l'auteur de *L'essai sur le don* (1924), Marcel Mauss. Les travaux de ce dernier, et ceux de Karl Polanyi, ont fortement inspiré le groupe. L'année précédente, les deux fondateurs avaient pris part à un colloque interdisciplinaire sur le don. Ils avaient été stupéfaits de constater que pour les autres participants,

toute action humaine relevait nécessairement et uniquement d'un calcul égoïste, y compris les pratiques de don et les manifestations de générosité. C'est de leur commune opposition à cette vision dominante qu'est née l'aventure intellectuelle du MAUSS.

Ce mouvement, mené dès l'origine par Alain Caillé, a réuni des intellectuels issus de différents champs du savoir : Serge Latouche (économiste et philosophe), Ahmet Insel (économiste et spécialiste des sciences politiques), Jean-Luc Boilleau (sociologue et philosophe), Jacques Godbout (anthropologue), Philippe Rospabé (économiste et anthropologue), etc. Ils ont d'abord créé le *Bulletin du MAUSS* puis, en 1988, la *Revue du MAUSS*, imprimée par les prestigieuses éditions La Découverte. Au départ trimestrielle, cette revue est semestrielle depuis 1993.

Aujourd'hui, le MAUSS est un vaste réseau de chercheurs basés en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Il se caractérise par une grande diversité d'approches, de sujets et de champs d'applications. Son principal objectif est d'établir une nouvelle base théorique pour l'universalisme et la démocratie. Cette entreprise, dont la forme la plus systématique et la plus achevée se trouve dans les travaux d'Alain Caillé, s'est développée autour de trois axes de réflexion : l'individu, le lien social et la politique.

Les anti-utilitaristes remettent en cause les approches théoriques qui interprètent toute action humaine du seul point de vue de l'individuel et de la satisfaction personnelle :

Qualifions d'utilitariste toute doctrine qui repose sur l'affirmation que les sujets humains sont régis par la logique égoïste du calcul des plaisirs et des peines, ou encore par leur seul intérêt, et qu'il est bon qu'il en soit ainsi parce qu'il n'existe pas d'autre fondement possible aux normes éthiques que la loi du bonheur des individus ou de la collectivité des individus¹.

Les anti-utilitaristes critiquent la matrice idéologique qui imprègne la pensée et la culture au sens large :

L'utilitarisme ne représente pas un système philosophique particulier ou une composante parmi d'autres de l'imaginaire dominant dans les sociétés modernes. Bien plutôt, il est devenu cet imaginaire même. À telle enseigne que, pour les modernes, est largement incompréhensible et irrecevable ce qui n'est pas susceptible d'être traduit en termes d'utilité et d'efficacité instrumentale².

Les anti-utilitaristes critiquent une vision réductrice de l'être humain. Pour eux, le combat à mener doit mettre l'accent sur la reconnaissance de la complexité et de la pluralité des modes de vie. L'anti-utilitarisme, loin de se disqualifier comme une pensée antimoderne, vise à redécouvrir le vrai sens de la modernité, en rétablissant l'esprit scientifique contre le scientisme, la raison contre le rationalisme et la démocratie contre la technocratie. Alain Caillé reprend en ce sens le classement brahmanique des fins de l'homme (*purusartha*) : le plaisir (*kama*), l'intérêt (*artha*), le devoir (*dharma*) et la libération – notamment la libération de l'obligation d'avoir des buts (*moksa*)³. Selon lui, l'utilitarisme a réduit cette multiplicité de fins au seul *artha*. Mais il critique aussi les courants de pensée qui ont tenté de traduire cette multiplicité ontologique en ne recourant qu'à l'un des trois autres mobiles sacrifiés par l'utilitarisme : l'école freudienne dévouée au *kama*, l'école holiste au *dharma*, l'école sulfuro-existentielle (à la Georges Bataille) au *moksa*. L'antidote proposé par les anti-utilitaristes est une citoyenneté contemporaine à tous les niveaux de l'existence évoqués dans le classement brahmanique, c'est-à-dire à tous les « états multiples du sujet ». Une proposition qui se décline tant sur le plan analytique (le multifinalisme humain possède une connotation ontologique) que sur le plan sociopolitique, comme nous le verrons plus loin.

Le second pôle de réflexion, le lien social, coïncide avec la réévaluation de la logique du don. À la suite de Marcel Mauss, le don est ici compris comme un « fait social total ». À l'image de la « structure inconsciente sous-jacente » envisagée par Lévi-Strauss, le don devient l'agent archétypal

ou la matrice symbolique universelle de l'alliance entre les individus et les groupes. Il agit à un niveau microsociologique à travers la triple obligation de « donner, recevoir, rendre », mais on peut l'étendre à la dimension mésosociologique de l'association, et à la dimension macrosociologique du politique.

Chacun de ces trois termes : don, association, politique, constitue la métaphore, le symbole et le moyen d'interprétation des autres⁴.

Dans la seconde moitié des années 1990, le mouvement se politise plus nettement, avec d'abord « Trente thèses pour contribuer à l'émergence d'une gauche nouvelle et universalisable » (publiées en 1997 dans le n° 9/1 de la *Revue du MAUSS* et discutées dans plusieurs numéros suivants). D'un point de vue politique, l'anti-utilitarisme s'identifie au projet de démocratie pour la démocratie : on ne peut redynamiser l'idéal démocratique qu'en bannissant tout but ou intérêt, en particulier lorsqu'ils sont égoïstes, des débats. Selon Alain Caillé, le principal frein à l'invention démocratique et la principale raison du déclin du politique, est l'absence de modèles sociaux de substitution, au point, par exemple, que l'imaginaire utilitariste exclut même de pouvoir discuter ou se prononcer pour l'élaboration de tels modèles. La démocratie doit valoriser la diversité en permettant toute une variété de modes de vie, en multipliant les espaces publics de discussion et en offrant une pluralité de possibilités de réalisation de soi. Un revenu de base « radicalement inconditionnel » serait une proposition clé pour aller dans ce sens. Il est nécessaire de désolidariser le revenu des bénéfices sociaux particuliers, car leur interdépendance limite la liberté d'expérimenter la pluralité irréductible des buts humains. La majeure partie des citoyens devrait avoir la possibilité de se réaliser et d'exprimer qui ils sont et ce qu'ils veulent être.

Avec Serge Latouche, qualifié d'antipape du MAUSS (en raison de ses divergences avec Alain Caillé), le mouvement anti-utilitariste a aussi produit l'un des grands courants de la décroissance. Serge Latouche est moins indulgent envers le capitalisme occidental, qu'il aborde

principalement à travers le prisme de la critique du développement. Tandis qu'Alain Caillé vise à restaurer la « bonne » modernité contre ses perversions, Latouche plaide pour la repenser totalement afin de trancher le lien qui l'unit génétiquement à l'utilitarisme.

La décroissance s'inscrit pleinement dans le cadre de l'anti-utilitarisme en tant qu'elle poursuit l'idéal d'une société décolonisée de l'idéologie de la croissance illimitée, une idéologie bâtie sur la corrélation présupposée entre augmentation du PIB et bonheur collectif. Pour Serge Latouche il y a même une corrélation inverse entre richesse et bien-être. La décroissance ne signifie pas pour autant une diminution délibérée du PIB, mais simplement une a-croissance, c'est-à-dire la libération de l'obsession productiviste afin de redécouvrir d'autres dimensions de l'activité humaine, en premier lieu et par-dessus tout, la dimension relationnelle.

La plupart des anti-utilitaristes reprochent à Serge Latouche le choix du terme « décroissance » : la référence à la sphère productive, même inversée, inscrit implicitement l'alternative dans l'imaginaire économique. Ainsi, de façon analogue à cette discipline éthique qui caractérise selon Max Weber le capitalisme occidental, toutes les alternatives inspirées par la décroissance induisent au final un mode de vie frugal et une certaine retenue sur le plan économique. Nombre d'anti-utilitaristes appellent plutôt à une critique « politique » de l'illimitation et de l'excès, arrachant ainsi le discours à son terreau éthique⁵. Ils défendent un projet politique qui métabolise les principes de « réversibilité » (contre les externalités du progrès qui menacent l'existence collective) et de « réciprocité » (contre la puissance de la plupart des sociétés développées, qui limite et menace les possibilités de vie et d'action des sociétés moins développées et des générations futures). Ils craignent qu'en mettant l'accent sur l'impératif de préservation de la vie, le discours de la décroissance n'apparaisse que comme une nouvelle expression de l'essence « neutraliste » propre à la tradition utilitariste : la politique y serait réduite à une simple fonction au service de la préservation de la « vie biologique » des citoyens (« la vie pour la vie »). Selon eux, cela ne diffère pas fondamentalement de

l'objectif principal caractéristique de l'ère du développement : fertiliser la vie (« la croissance pour la croissance »). Dans les deux cas, on évacue la construction politique et collective du sens de la vie puisqu'on considère qu'elle relève des individus et de leurs réseaux. La stratégie change, mais le but reste le même : la vie, dénuée de toute signification politique.

Les reproches mutuels entre les anti-utilitaristes et leurs héritiers décroissants sont fondés. Les deux courants pourraient bien échouer, mais pour des raisons différentes, dans leur tentative de rupture épistémologique avec les fondements utilitaristes de notre société. Un chemin plus sûr vers l'anti-utilitarisme et la décroissance pourrait être tracé en intégrant, d'une part, la voie théorique ouverte par Georges Bataille avec sa notion de dépense, et en s'intéressant de plus près, d'autre part, aux pratiques et expériences anti-utilitaristes nombreuses et encore méconnues qui sont à l'œuvre dans les sociétés occidentales et ailleurs⁶.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Alain Caillé, *Critique de la raison utilitaire. Manifeste du MAUSS*, Paris, La Découverte, 1989, p. 13.
2. *Ibid.*, p. 9.
3. *Ibid.*, p. 89 sq.
4. Voir Alain Caillé (1998), *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, La Découverte Poche/Sciences, 2007.
5. Voir Sylvain Dzimir, « Décroissance et anti-utilitarisme », *Revue du MAUSS permanente*, 26 mai 2007 (consultable sur : journaldumauss.net/?Decroissance-et-anti-utilitarisme).
6. Voir Onofrio Romano, « How to rebuild democracy, re-thinking degrowth », *Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 582-589.

ARTICLES LIÉS

Bonheur
Capitalisme
Croissance
Dépense (notion de)
Dépolitisation/Le politique
Développement (critiques du)
Produit intérieur brut
Revenu de base et revenu maximum

BIOÉCONOMIE

Mauro Bonaiuti



La bioéconomie est un courant indissociable de la figure de Nicholas Georgescu-Roegen, qui fut le premier à s'interroger de manière radicale sur l'application des sciences physiques et de la biologie au domaine de l'économie¹. Le champ d'étude de la bioéconomie ne diffère pas de celui de l'économie écologique, bien que certaines prémisses pré-analytiques caractérisant la bioéconomie de Georgescu-Roegen présentent des différences significatives avec celles qui ont inspiré les fondateurs de l'économie écologique (Herman Daly, Robert Costanza, etc.). Ces prémisses expliquent les divergences d'opinion considérables entre Georgescu-Roegen et la plupart des économistes écologiques, notamment en ce qui concerne le paradigme du développement durable. Les déclarations de Georgescu-Roegen à l'encontre de cette formule sont si virulentes qu'aucun doute ne subsiste quant à sa position :

Le développement durable est l'une des recettes les plus toxiques².

Sa critique acerbe du développement durable explique également pourquoi la bioéconomie s'est imposée d'emblée comme un pilier de la décroissance. Contre une telle approche néoclassique réductionniste, Georgescu-Roegen a, dans la seconde moitié des années 1960, ouvert l'économie aux dernières avancées de la physique et des sciences naturelles, à commencer par la révolution thermodynamique³.

Le terme de « bioéconomie » est dû à Jiri Zeman, de l'Académie des sciences tchécoslovaque, qui l'utilisa dans une lettre, à la fin des années 1960, pour désigner une « nouvelle économie » dans laquelle, justement, « le fondement, à tous égards ou presque, biologique du processus économique » doit être correctement pris en compte⁴. Le terme plut à Georgescu-Roegen qui, dès le début des années 1970, le brandit pour résumer les conclusions les plus importantes de sa carrière de chercheur.

Le premier apport de cette approche est de souligner que le processus économique, dans la mesure où il est enraciné dans la physique et la biologie, ne peut ignorer les limites imposées par les lois de la physique, et en particulier celle de l'entropie. Par conséquent, le but fondamental de l'activité économique – une croissance illimitée de la production et de la consommation reposant sur des ressources en matériaux/énergie limitées –, s'avère incompatible avec les lois fondamentales de la nature. La communauté des économistes écologiques accepte aujourd'hui cette conclusion, aussi choquante pût-elle sembler à l'époque.

Le deuxième apport de la bioéconomie concerne la méthodologie. La représentation circulaire du processus économique, qui sert d'introduction à tous les manuels d'économie, repose sur l'idée que la demande stimule la production qui, à son tour, fournit les revenus nécessaires pour réalimenter la demande, selon un processus réversible apparemment capable de se répéter à l'infini. Ce schéma doit être remplacé par une représentation évolutive, dans laquelle le processus économique interagit

avec ses racines biophysiques d'une part, et avec des valeurs et des cadres institutionnels d'autre part. Il est important de souligner ce dernier point. Les interactions que le processus économique engage avec les « organisations socioculturelles », ainsi que les transformations qualitatives (émergence) liées à des sauts d'échelle dans le processus de croissance, expliquent certaines différences fondamentales de point de vue entre Georgescu-Roegen et les fondateurs de l'économie de l'état stationnaire. Pour Georgescu-Roegen, le développement n'est pas (comme pour Daly) un processus abstrait qui implique seulement une « utilité accrue », mais un processus historique concret qui ne peut « être dissocié de la croissance économique »⁵. La réduction inévitable de la consommation de matériaux et d'énergie (pétrole, etc.), l'urgence qui en découle à renoncer aux biens superflus, la baisse de la population et le contrôle des innovations technologiques exercé par la société, qui constituent le noyau dur du « programme bioéconomique minimal », sont autant d'objectifs ne pouvant être atteints grâce aux seules politiques gouvernementales (comme le suggèrent la plupart des économistes écologiques). C'est donc l'intégralité du cadre institutionnel des économies actuelles qui doit être repensé.

Bien que Georgescu-Roegen n'ait pas utilisé le terme « décroissance » dans ses travaux, il en autorisa l'utilisation dans la version française de son texte sur la bioéconomie, publiée par Jacques Grinevald et Ivo Rens en 1979 et intitulée *Demain la décroissance* (réintitulée *La décroissance* dans sa 3^e édition⁶). Le slogan « décroissance » fut ensuite remis à l'ordre du jour en 2002, dans un numéro spécial de la revue *Silence*⁷, et au cours de la conférence internationale « Défaire le développement, refaire le monde » qui se tint à Paris la même année. Il apparut immédiatement comme une évidence que deux courants de pensée se retrouvaient sous ce même mot d'ordre : celui de la critique « culturo-institutionnelle » de la société de consommation, formulée au fil des ans par Ivan Illich⁸, Cornelius Castoriadis⁹ et Serge Latouche notamment ; et celui de la critique bioéconomique.

Le premier courant, partant du constat de l'échec des politiques de développement dans l'hémisphère Sud, en particulier en Afrique, en vint à critiquer radicalement le concept même de développement, à la fois dans ses présupposés imaginaires (anti-utilitarisme, etc.) et dans ses manifestations historiques et sociales. Les tenants des deux courants de pensée se rencontrèrent, et, dans une certaine mesure, eurent l'impression de se reconnaître, dans la critique du développement durable¹⁰.

Dix ans plus tard, il peut être intéressant de s'interroger sur les raisons du succès de cette union. Peut-être est-ce tout d'abord parce que la bioéconomie et les critiques culturelles du développement partagent des prémisses (pré-analytiques) similaires. Avant même de développer sa théorie bioéconomique, Georgescu-Roegen avait acquis la conviction que « les lois économiques – loin d'avoir des fondements naturels et universels », sont façonnées par des présupposés culturels spécifiques et des cadres institutionnels. Dans ses travaux datés de 1960 à 1966 sur les économies paysannes victimes de la surpopulation – certainement inspirés par ses souvenirs de Roumanie, puis corroborés par ses séjours en Inde (1963), au Brésil (1964, 1966 et 1971) et au Ghana (1972) –, il avait déjà éminemment pris conscience que des prescriptions valables pour des économies capitalistes pouvaient s'avérer dévastatrices ailleurs, notamment pour les économies paysannes. En d'autres termes, la bioéconomie de Georgescu-Roegen accueillait l'idée, développée plus rigoureusement par les penseurs critiques du développement (Ivan Illich ou Cornelius Castoriadis), que les raisons essentielles de l'échec à plus ou moins long terme du modèle social et écologique occidental résident, au bout du compte, dans des prémisses culturelles et leur pendant institutionnel. Pour cette raison, Georgescu-Roegen était violemment opposé au paradigme du développement durable, qui, comme celui de l'état stationnaire, ne remet pas radicalement en question les fondements anthropologiques et institutionnels de l'économie de marché. Après avoir tenté, au cours des dernières années de sa vie, une critique du modèle dominant d'un point de vue purement physique et rationnel (la « quatrième loi de la thermodynamique »), il a formulé l'intuition selon

laquelle l'insoutenableté écologique n'est que la conséquence ultime des prémisses culturelles et institutionnelles caractérisant les économies de la croissance.

On imagine sans mal que si Georgescu-Roegen avait lu Marcel Mauss et Karl Polanyi, ou encore rencontré Ivan Illich au Mexique dans les années 1970, les grands jalons d'une société décroissante auraient pu être posés trente ans plus tôt. Mais le silence qui entourait le « programme bioéconomique minimal » de Georgescu-Roegen, tout comme les propositions d'André Gorz (qui rencontra pour sa part Illich à Cuernavaca), pendant les vingt-cinq dernières années du XX^e siècle, suggèrent que l'heure n'était pas encore venue.

Qu'est-ce qui a changé depuis ? À partir des années 1970, qui furent affectées par la crise pétrolière et la transition du régime d'accumulation keynésien-fordiste au régime d'accumulation flexible fondé sur le secteur tertiaire, la croissance et la productivité dans les sociétés capitalistes avancées ont progressivement ralenti. Au contraire, les dépenses sociales et écologiques, liées à l'hyper-complexification de la mégamachine bureaucratique et économique-financière, ont augmenté. La crise des années 1970 a marqué le passage à la seconde phase d'un cycle d'accumulation en forme de S : la phase des « rendements marginaux décroissants »¹¹. Cette phase s'accompagne d'une baisse du bien-être social, encore exacerbée par la crise financière de 2007.

(traduction : Marion Tissot)

NOTES

1. Voir Mauro Bonaiuti (dir.), *From Bioeconomics to Degrowth. Georgescu-Roegen's « New Economics » in Eight Essays*, Londres/New York, Routledge, 2011, p. 1-48.
2. Cité in *ibid.*, p. 42.

3. Voir Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Le premier chapitre de cet ouvrage est traduit dans Nicholas Georgescu-Roegen (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre et Ellébore, 2006, p. 63-84.
4. Nicholas Georgescu-Roegen (1989), « Quo Vadis Homo Sapiens Sapiens ? », texte repris dans Mauro Bonaiuti (dir.), *From Bioeconomics to Degrowth, op. cit.*, p. 158.
5. *Art. cit.*, p. 168.
6. Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie, écologie, économie, op. cit.*
7. *La décroissance, Silence*, n° 280, février 2002.
8. Voir Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
9. Voir Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive. Entretiens et débats, 1974-1997*, Paris, Seuil, 2005.
10. Voir Serge Latouche, préface à Mauro Bonaiuti, *The Great Transition*, Londres, New York, Routledge, 2014, p. XIV.
11. Mauro Bonaiuti, *The Great Transition, op. cit.*


ARTICLES LIÉS


Anti-utilitarisme
 Croissance
 Développement (critiques du)
 Entropie
 État stationnaire (économie de l')

CRITIQUES DU DÉVELOPPEMENT

Arturo Escobar



Il est impossible de donner une définition unique de la notion de développement. Pour beaucoup, le développement est la stratégie que les pays pauvres sont forcés d'adopter pour se moderniser. Pour d'autres, il s'agit d'un diktat impérialiste des pays riches et capitalistes envers les pays pauvres, et, en tant que tel, il doit être combattu. Pour d'autres encore, c'est un discours inventé par l'Occident pour établir sa domination culturelle sur les sociétés non-occidentales et qui, à ce titre, doit être dénoncé, quels qu'en soient les effets économiques. Enfin, pour la plupart des habitants de la planète, le développement est devenu tantôt un reflet de leurs aspirations à une existence digne, tantôt un processus éminemment destructeur avec lequel ils doivent composer, ou encore, bien souvent, les deux à la fois. De manière générale, on peut dire que le développement est un processus historique récent qui comprend des aspects sociaux, économiques, politiques et culturels.

Le concept de développement n'est apparu dans son acception actuelle qu'à la fin des années 1940, lorsque la notion de « développement économique » commença à être associée au processus consistant à préparer la reproduction, dans des « zones sous-développées », des conditions propres aux nations industrialisées (en gros, technicisation de l'agriculture, urbanisation, industrialisation et adoption de valeurs modernes). On peut faire remonter l'origine du concept à la fin de la période coloniale, dans certains contextes (comme avec le Colonial Development Act britannique de 1929 ou certaines politiques de « développement communautaire » dans l'Afrique du Sud des années 1930). Il s'agissait alors d'un processus explicite et souvent planifié pour éradiquer la pauvreté. Cependant, le concept de développement proprement dit est le produit des vastes réorganisations intervenues à la fin de la deuxième guerre mondiale, ainsi que de la création du grand appareil institutionnel comprenant les organismes nés des accords de Bretton Woods et les agences d'aide au développement mises en place dans la plupart des capitales du tiers-monde. « Le développement » et « le tiers-monde » sont donc les produits d'une même conjoncture historique, le développement étant la stratégie par excellence pour amener ce qu'on a appelé « le tiers-monde » à se moderniser¹. Cela coïncida avec le retour, à la fin des années 1940, de la préoccupation classique pour l'accumulation du capital, telle que formulée par le modèle de la croissance de Harrod-Domar, selon lequel la croissance est liée à l'épargne et aux investissements (à travers le ratio capital/production). Ce point théorique contribua à asseoir le concept de développement et à l'associer, jusqu'à aujourd'hui, à l'idée de croissance. Pour une poignée de philosophes comme Gianni Vattimo ou Enrique Dussel, le développement et le progrès sont des aspects essentiels de la modernité, que ce soit sous la forme de la priorité inévitable accordée à « la nouveauté » ou sous celle du « sophisme développementaliste » selon lequel tous les pays doivent traverser les mêmes étapes historiques, de force si nécessaire.

Au cours des six dernières décennies, la conceptualisation du développement dans les sciences sociales a connu trois moments principaux, qui

correspondent à trois orientations théoriques très différentes : la théorie de la modernisation, dans les années 1950 et 1960, adossée aux théories de la croissance ; la théorie de la dépendance, d'inspiration marxiste, dans les années 1960 et 1970 ; et les critiques du développement considéré comme un discours culturel, dans les années 1990 et 2000. La théorie de la modernisation marqua le début d'une période de certitude dans l'esprit de nombreux théoriciens et dirigeants politiques, basée sur l'hypothèse des effets bénéfiques du capital, de la science et de la technologie. Cette certitude fut une première fois ébranlée par la théorie de la dépendance. Selon celle-ci, les racines du sous-développement sont à chercher dans les liens entre la dépendance externe des pays pauvres vis-à-vis des pays riches d'une part, et l'exploitation interne des pauvres par les riches à l'intérieur de chaque pays d'autre part, et non dans un prétendu déficit de capital, de technologie ou de valeurs modernes. Les théoriciens de la dépendance estimaient que le problème principal n'était pas tant le développement que le capitalisme ; ils préconisaient donc des formes socialistes de développement, tout en restant attachés au concept de croissance. À partir des années 1980, un nombre croissant d'intellectuels un peu partout dans le monde ont commencé à remettre en cause l'idée même de développement. Ils concevaient ce dernier comme un discours d'origine occidentale, opérant comme un puissant mécanisme de production culturelle, sociale et économique du tiers-monde².

Ces trois moments peuvent être classés selon les paradigmes dont ils sont issus : respectivement, les théories libérale, marxiste et poststructuraliste. Malgré certains recoupements et certaines associations éclectiques, on peut dire qu'une variante du paradigme de la modernisation continue aujourd'hui à structurer la plupart des positions. Ainsi du modèle dominant de la mondialisation néolibérale, qui reste centré sur les notions de croissance, de progrès, de modernité et de rationalité politique, même si le marché occupe bien sûr une place plus importante que dans les décennies de développement précédentes. Les perspectives marxistes et poststructuralistes n'ont cependant pas disparu : c'est particulièrement visible en Amérique latine, où les débats sur le socialisme au XXI^e siècle

(pour les perspectives inspirées du marxisme) et le *buen vivir* (pour les perspectives de type culturelles) remettent radicalement en question les théories libérales et néolibérales.

Bien que les analyses poststructuralistes aient connu moins d'écho que les critiques d'inspiration marxiste, il convient d'y insister un peu ici, puisque, en conduisant à une mise en question radicale des prémisses culturelles du développement, croissance comprise, elles furent d'une grande importance dans l'élaboration des premières théories de la décroissance en Italie et en France. Un moment marquant pour l'émergence de ces critiques fut la publication, en 1992, d'un volume collectif dirigé par Wolfgang Sachs, *The Development Dictionary*. Ce livre s'ouvre sur une affirmation cinglante et polémique :

On peut appeler les quarante dernières années « l'ère du développement ». Cette époque touche à sa fin. Le moment est venu d'en écrire la notice nécrologique³.

Si le développement est mort, qu'est-ce qui prendra sa suite ? Certains, en réponse à cette question, se mirent alors à parler d'une ère de l'« après-développement » ; un autre ouvrage collectif, *The Post-Development Reader*, se proposa de donner du contenu à cette notion⁴. Des théoriciens de la décroissance, notamment Serge Latouche, contribuèrent à la faire connaître dans les pays du Nord. Les réactions en provenance de tous bords politiques et intellectuels donnèrent lieu à un débat animé – bien que parfois quelque peu agressif –, impliquant des praticiens et des universitaires inscrits dans de nombreux champs et disciplines.

L'après-développement est généralement défini comme une ère dans laquelle le développement ne serait plus le principe organisateur de la vie sociale. En cela, il est lié à deux autres imaginaires émergents : celui de post-capitalisme, qui remet en cause la capacité du capitalisme à occuper pleinement et naturellement l'économie, tout en envisageant un ensemble varié de pratiques économiques ; celui de post-croissance ou de décroissance, qui ne place plus la croissance au cœur des définitions

de la vie économique et de la vie sociale. Il y a cependant une certaine disparité géographique entre le Nord et le Sud dans la façon dont ces concepts sont appréhendés et exploités. Au Nord, le débat intellectuel et politique sur la décroissance connaît un écho grandissant ; ce n'est pas encore le cas au Sud. Certains estiment en effet que quelques secteurs au moins ont encore besoin de croître (par exemple la santé, l'éducation, et même les moyens de subsistance). Par ailleurs, les débats théoriques au Sud portent plutôt sur la redéfinition du développement. De fait, le débat sur la notion de développement a trouvé un nouveau souffle, particulièrement en Amérique latine, au cours des cinq dernières années. L'état d'esprit actuel est à la « recherche d'alternatives dans un sens plus profond, c'est-à-dire visant à rompre avec les bases culturelles et idéologiques du développement en faisant émerger d'autres imaginaires, d'autres objectifs et d'autres pratiques »⁵. La vague de régimes progressistes en Amérique latine au cours de la dernière décennie a créé un contexte propice à ces débats, mais ce sont les mouvements sociaux qui ont été au cœur de cet élan. Les notions de *buen vivir* (bien-être collectif) et de droits de la nature constituent deux domaines clés de ce débat et du militantisme qui en découle. Le débat lui-même trouve son pendant dans les discussions sur le changement de modèle de civilisation et les transitions vers des modèles post-extractivistes. Le moment paraît donc opportun pour jeter de façon plus nette des ponts entre la décroissance et les scénarios de transition vers d'autres sociétés, au Nord, et les alternatives au développement, le changement civilisationnel et les propositions de transition vers le post-extractivisme, au Sud. Cependant, en jetant ces ponts, il importe de ne pas tomber dans le piège consistant à penser que le Nord a besoin de décroissance, tandis que le Sud aurait besoin de « développement ». Il y aurait beaucoup à gagner en synergie à discuter ensemble de décroissance et d'alternatives au développement, tout en respectant les spécificités géopolitiques et épistémiques de chacun.

À l'échelle planétaire, la mondialisation économique a acquis une vigueur considérable (surtout en Asie), reléguant, semble-t-il, les débats critiques sur le « développement » à l'arrière-plan. Ces débats sont

aussi soigneusement tenus à distance dans les attendus des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) – devenus « Objectifs de développement durable », après l’expiration en 2015 des OMD. Néanmoins, face à l’aggravation de la pauvreté et de la destruction de l’environnement, les critiques du modèle dominant restent vivaces, grâce aux mouvements de contestation transnationaux. Les débats sur le développement sont liés à des questions de décolonisation épistémique, de justice sociale et environnementale, de défense de la différence culturelle, ainsi que de transitions vers des modèles de société post-capitaliste et post-croissance. Pour la plupart des mouvements de contestation, il est clair que le développement conventionnel tel qu’il est proposé par le néolibéralisme n’est pas viable. Dans ce contexte, le retour des débats sur les alternatives au développement en Amérique latine apporte une lueur d’espoir. Au minimum, il devient manifeste que si « un autre monde est possible » – pour reprendre le slogan du Forum social mondial –, des alternatives au développement doivent l’être également. Pour de nombreux mouvements sociaux et pour les tenants d’une transition vers d’autres horizons, le « développement » ou les alternatives au développement, sous quelque forme que ce soit, devront s’accompagner d’une remise en question plus radicale que jamais de la croissance, de l’extractivisme, et de la modernité.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir Arturo Escobar, *Encountering Development*, Princeton, Princeton University Press, 1995. Voir aussi Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d’une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
2. Voir Arturo Escobar, *Encountering Development*, *op. cit.* et Gilbert Rist, *Le développement*, *op. cit.*
3. Wolfgang Sachs (dir.), *The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power*, Londres, Zed Books, 1992.

4. Majid Rahnema et Victoria Bawtree (dir.), *The Post-Development Reader*, Londres, Zed Books, 1997.
5. Eduardo Gudynas et Alberto Acosta, « La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa », *Utopía y Praxis Latinoamericana*, vol. 16, n° 53, avril-juin 2011, p. 75 (consultable sur www.gudynas.com/publicaciones/GudynasAcostaCriticaDesarrolloBVivirUtopia11.pdf).

**ARTICLES LIÉS**

Buen vivir
Capitalisme
Croissance
Extractivisme
Imaginaire (décolonisation de l')
Justice environnementale

ÉCOLOGIE POLITIQUE SCIENTIFIQUE

Susan Paulson



Cet article est consacré à une approche théorique et pratique répandue dans le monde entier et connue sous le nom de « *political ecology* » dans la littérature de langue anglaise. Cette approche est à distinguer du courant d'origine franco-européenne de l'écologie politique, dont il n'est pas directement question dans cet article.

Le nombre de chercheurs et de professionnels impliqués dans l'écologie politique scientifique s'est accru de façon exponentielle depuis les années 1980, donnant à la discipline davantage d'envergure et lui ouvrant de nouvelles perspectives. Aujourd'hui, la priorité n'est pas d'élaborer une doctrine ou de débattre de qui mérite ou non l'étiquette d'« écologiste scientifique ». L'expression désigne ici tous les participants à ce que Paul Robbins décrit comme une pratique commune destinée à faire progresser la discipline « à la façon d'une enquête intellectuelle sur l'interaction

entre les hommes et leur environnement, d'un exercice politique visant à davantage de justice sociale et écologique »¹. Contrairement à d'autres penseurs en « iste », les écologistes politiques partagent avec les partisans de la décroissance une même soif d'exploration de savoirs et d'actions divers, y compris ceux de groupes non dominants.

Les géographes Piers Blaikie et Harold Brookfield ont défini l'écologie politique comme une approche alliant l'écologie et l'économie politique dans le but d'interroger les relations entre la société et les ressources issues de la terre, ainsi que celles entre des catégories et des classes sociales n'ayant pas toutes le même accès à ces ressources et n'en faisant pas le même usage². Leurs recherches, ainsi que d'autres travaux menés dans les pays du Sud en milieu rural ont, par la suite, été complétés par des études effectuées au Nord, dans des villes conçues comme « des réseaux de processus socio-spatiaux imbriqués, simultanément locaux et globaux, humains et physiques, culturels et organiques »³. Dans un ouvrage publié en 2011, Richard Peet, Paul Robbins et Michael Watts combinent ces éléments pour dessiner une politique environnementale de production, de consommation et de conservation à l'échelle mondiale⁴.

Si la décroissance et l'écologie politique s'intéressent toutes les deux à la destruction d'ensembles socioécologiques spécifiques, la seconde s'est penchée plus avant sur les processus de production continue de natures et de cultures. Arturo Escobar montre que la discipline progresse suivant trois niveaux qui se recoupent : le premier analyse les facteurs politico-économiques à l'œuvre dans la dégradation environnementale ; le deuxième étudie les processus épistémologiques par lesquels les concepts et les discours culturels, scientifiques et politiques influencent les relations entre les humains et la nature, et le troisième soulève des questions ontologiques liées aux processus qui permettent la production et la reproduction d'une multiplicité de mondes socio-naturels⁵.

Ces explorations épistémologiques et ontologiques peuvent aider les spécialistes de la décroissance à penser à nouveaux frais le concept de

« mode de production », sans considérer les ressources naturelles comme des entités finies (menacées d'épuisement), mais comme les aspects d'environnements socioécologiques continuellement construits à travers des processus culturels et historiques. Suivant cette perspective, les êtres humains ne fabriquent pas seulement de quoi se nourrir, se loger et se vêtir, ils fabriquent aussi des paysages biophysiques en même temps que des régimes de production, de consommation, de connaissance et de gouvernance environnementales. Plus étonnant encore, nous autres humains nous produisons nous-mêmes : des corps humains socialisés, dotés de compétences, de points de vue et de désirs, et notamment d'un appétit de consommation. En découle une analyse plus élaborée de la consommation, qui ne sépare pas les « nécessités physiques » présumées des « choix culturels ». Pour l'être humain, tous les aspects de la vie sont indissociablement matériels et signifiants. Les désirs « physiques » les plus élémentaires, comme la nourriture et le sexe, sont toujours empreints d'une signification et d'une valeur symboliques, tandis que même les fantasmes les plus intimes et les représentations politiques dépendent du caractère biochimique et de la taille physique du cerveau.

L'un des principaux obstacles auxquels se heurte la décroissance est la pauvreté des références culturelles et le manque de recul historique qui caractérisent le discours environnemental contemporain, empêchant d'envisager toute alternative aux relations actuellement dominantes entre l'homme et l'environnement. Pour remédier à cela, les écologistes politiques s'appuient sur des recherches montrant l'existence de dispositifs non fondés sur la croissance, dont certains ont traversé les siècles, voire les millénaires. Des anthropologues, des archéologues et des géographes spécialistes des Andes et de l'Amazonie, par exemple, ont montré comment des populations étonnamment vastes se sont maintenues grâce à l'agriculture en champs surélevés, en terrasses, sur brûlis, aux archipels verticaux et à d'autres stratégies fondées sur des systèmes complexes de réciprocité et de gestion des biens communs. Ces chercheurs se sont également interrogés sur ce qui déréglait ponctuellement certains systèmes. Des écologistes politiques comme Bina Agarwal, en Asie du Sud, et Anna

Tsing, en Indonésie, continuent de réfléchir sur les formes de production et d'entretien des richesses communes telles que les forêts.

Remettre en question les critères ethnocentriques des sciences économiques est de la première importance. À partir des années 1970, par exemple, l'analyse critique des données collectées au sein d'un éventail de sociétés « primitives » a permis à l'anthropologue Marshall Sahlins d'affirmer, dans *Âge de pierre, âge d'abondance*, que les chasseurs-cueilleurs avaient une conception et un rapport à la richesse distincts de ceux des sociétés occidentales : aspirations modestes et jouissance du temps libre pour les premiers, production et consommation en grandes quantités pour les seconds⁶. Les sociétés de chasseurs-cueilleurs perdurent depuis 150 000 ans, les sociétés agricoles depuis environ 8 000 ans ; à l'inverse, les économies industrielles basées sur les énergies fossiles semblent menacées quelques siècles seulement après leur avènement. Les approches profondément historiques de l'écologie politique, comme celles d'Alf Hornborg, Brett Clark et Kenneth Hermele, n'ont pas pour but de promouvoir un retour à la vie primitive⁷. Au contraire, la comparaison des différentes cultures et l'étude de la (pré)histoire permettent de remettre en question les systèmes aujourd'hui dominants, d'envisager d'autres modes d'existence, et d'imaginer des solutions inédites en répondant à des questions telles que : « Comment des économies stationnaires peuvent-elles subvenir aux besoins des sociétés humaines ? » et « Comment les humains peuvent-ils vivre sans les motivations et la jouissance suscitées par la culture de consommation ? »

Les scientifiques spécialistes de l'environnement et les décideurs politiques ont besoin d'outils plus puissants pour conceptualiser et exprimer les analyses multi-échelle, la différenciation sociale et, surtout, le pouvoir. Comment fait-on le lien entre des phénomènes allant de la simplicité volontaire individuelle aux marchés mondiaux, en passant par les économies nationales, les institutions sociopolitiques et les caractéristiques biophysiques des écosystèmes locaux ? En situant les phénomènes environnementaux à la croisée de relations de pouvoir

multiples, les écologistes politiques ont étendu l'échelle de l'analyse environnementale pour transcender l'échelon local des situations et des populations. On reconnaît désormais que des facteurs transnationaux, comme le changement climatique, l'épuisement des réserves de poissons, les marchés ou les médias, affectent jusqu'aux systèmes socioécologiques les plus isolés. En outre, on a récemment pris conscience que des populations impliquées dans des luttes environnementales locales sont capables d'attirer des forces et de susciter des idées à l'échelle mondiale, de façon innovante et de nature, parfois, à changer les choses, comme le montre le concept de *buen vivir* mis en avant lors de la Conférence mondiale des peuples pour le climat en Bolivie, en 2010.

D'emblée, l'écologie politique s'est basée sur l'analyse des inégalités socioéconomiques et spatiales, puis, très vite, elle a placé au premier plan les préoccupations environnementales, les savoirs et les pratiques d'acteurs variés. Plus tard, des écologistes politiques comme Juanita Sundberg et Dianne Rocheleau ont mené des études plus poussées sur la façon dont des systèmes sociaux basés sur l'ethnicité, le genre, ou d'autres critères, interagissent avec l'environnement. Leur attention s'est déplacée de la question des identités de populations marginalisées vers l'étude de systèmes identitaires qui, à travers le temps et l'espace, finissent par produire et justifier des inégalités dans l'accès aux ressources et dans la faculté de les échanger. Une compréhension plus systémique du rôle joué par les systèmes identitaires hiérarchiques dans la constitution des économies, des paysages et des modes de gouvernance environnementaux s'impose afin d'approfondir le dialogue entre les partisans de la décroissance, de l'écologie politique, de l'écoféminisme, de la justice environnementale et des mouvements associés, et pour renforcer l'impact de leur action.

Comment le pouvoir et la politique s'organisent-ils pour produire des marchandises, des discours et des ensembles socioécologiques ? Pendant une période tumultueuse de l'histoire de la pensée, l'écologie politique s'est développée de concert avec une réflexion critique sur le colonialisme, le développement international, l'histoire environnementale, les questions

de race, d'appartenance ethnique et de genre. Ces nouveaux domaines de recherche ont interrogé les présupposés centraux de la pensée universitaire occidentale : la dichotomie entre nature et culture, l'universalité de la raison (et de l'*homo œconomicus*), la pertinence des disciplines traditionnelles et la neutralité des catégories et des découvertes scientifiques occidentales. Leurs études sur le rôle du pouvoir dans des secteurs inhabituels, notamment dans la production du savoir, ont provoqué d'importantes querelles dans le milieu universitaire. Cela a également permis à des écologistes politiques comme Alf Hornborg de montrer le caractère à la fois matériel et signifiant du pouvoir. Selon Hornborg, celui-ci s'exprime dans le contrôle inégal des ressources, travail humain et énergie compris, et s'exerce dans la formation de systèmes sociaux qui perpétuent ces inégalités, notamment par le biais de mystifications culturelles naturalisant des représentations socialement construites telles que le pouvoir de la machine ou le caractère de marchandise du travail et de la nature.

De toutes les créatures en interaction dans les écosystèmes terrestres, les êtres humains sont les seuls à avoir recours à la politique pour tenter de répondre à leurs besoins et assurer la survie de leur descendance. La politique influence les modalités de circulation du pouvoir dans les différents types d'organisation des savoirs, des technologies et des représentations, ainsi que les effets sociaux et biophysiques de ces dynamiques de circulation. L'analyse multi-échelle du pouvoir et de la politique engagée par les acteurs de l'écologie politique, ainsi que la prise en compte de la grande diversité des modes de relation humain-environnement constituent des armes essentielles dans la lutte pour la décolonisation d'imaginaires enfermés dans la routine des calculs économiques.

La décroissance s'est développée sur le terreau du mouvement philosophique et sociopolitique franco-européen de l'« *écologie politique* » [en français dans le texte], mouvement multidimensionnel animé par des penseurs comme André Gorz, Ivan Illich et Bernard Charbonneau, au sein duquel on débat, depuis les années 1970, des relations entre politique et écologie. Aujourd'hui, la décroissance continue de prendre

de l'ampleur grâce à son alliance avec la deuxième variante de l'écologie politique présentée dans cet article. La décroissance et l'écologie politique scientifique remettent toutes deux en question les interprétations dominantes des problèmes environnementaux et de leurs causes. Toutes deux réfutent les solutions technocratiques et économicistes qu'on tente majoritairement d'y apporter. Toutes deux critiquent le développement durable ainsi que la promotion de la marchandisation faite en son nom. Et toutes deux invitent à agir politiquement et concrètement pour une répartition plus équitable des ressources et des risques économiques et écologiques.

(traduction : Marion Tissot)

NOTES

1. Paul Robbins, *Political Ecology. A Critical Introduction*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2011 (2^e édition), p. XIX.
2. Piers Macleod Blaikie et Harold Brookfield, *Land Degradation and Society*, Londres, Methuen, 1987, p. 17.
3. Erik Swyngedouw et Nikolas Heynen, « Urban Political Ecology, Justice and the Politics of Scale », *Antipode*, vol. 35, n° 5, novembre 2003, p. 899.
4. Voir Richard Peet, Paul Robbins et Michael Watts (dir.), *Global Political Ecology*, Londres, New York, Routledge, 2011.
5. Arturo Escobar, « Postconstructivist Political Ecologies », in Michael R. Redcliff et Graham Woodgate, *International Handbook of Environmental Sociology*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010 (2^e édition), p. 92.
6. Voir Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.
7. Alf Hornborg, Brett Clark et Kenneth Hermele, *Ecology and Power. Struggles over Land and Material Resources in the Past, Present and Future*, Londres, New York, Routledge, 2012.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
Buen vivir
Croissance
Imaginaire (décolonisation de l')
Économie féministe
Justice environnementale
Marchandisation

COURANTS DE L'ÉCOLOGISME

Joan Martinez-Alier



L'écologie rassemble trois principaux courants de pensée. On peut être tenté de baptiser ces courants de la façon suivante : le Culte de la nature, pour le premier, L'Évangile de l'éco-efficacité, pour le deuxième, et le Mantra de la justice environnementale ou écologie des pauvres, pour le dernier. Ils sont un peu comme les trois branches maîtresses d'un seul arbre ou les trois principaux affluents d'un même fleuve.

Aux États-Unis, le Culte de la nature trouve son origine dans les travaux du naturaliste américano-écossais John Muir et dans la création des parcs nationaux de Yosemite et de Yellowstone. Des mouvements semblables ont également pris place en Europe et sur les autres continents. Même en Inde, où la doctrine de l'« écologie des pauvres » fut opposé, dans les années 1980, au Culte de la nature, il existe, parmi les classes moyennes

et supérieures, de fortes traditions locales d'observation de la faune ornithologique et d'autres formes de conservation de la nature.

Du point de vue de ses ressources humaines et économiques, il s'agit incontestablement d'un mouvement de grande ampleur. Dès ses origines, au XIX^e siècle, il se consacra principalement à la sauvegarde de l'intégrité de la nature à travers la création d'espaces naturels inaccessibles aux êtres humains, et à la protection active de la vie sauvage, non pour ses vertus économiques ou pour son rôle dans la subsistance de l'espèce humaine, mais pour ses valeurs écologiques et esthétiques.

Depuis, le mouvement mondial pour la conservation de la nature s'est laissé séduire par le langage économique. Bien que nombre de ses membres se revendiquent de « l'écologie profonde » (la nature comme valeur en elle-même) et considèrent la nature comme sacrée, le courant dominant a décidé de se rapprocher des économistes. Les différents rapports sur la valeur de la biodiversité publiés sous les auspices du Programme des Nations unies pour l'environnement (dans le cadre d'une étude, intitulée « The Economics of Ecosystems » – TEEB –, soutenue par le Fonds mondial pour la nature – WWF – et par l'ensemble de l'Union internationale pour la conservation de la nature – UICN) obéissent à ce mot d'ordre : pour rendre visible la disparition de la biodiversité, il faut concentrer son attention sur les écosystèmes plutôt que sur telle ou telle espèce, et mettre en avant les services rendus par ces écosystèmes aux êtres humains ; enfin, il faut fournir une estimation de la valeur économique de ces services si l'on veut avoir une chance de convaincre les responsables politiques et le monde des affaires de se soucier de conservation. Le TEEB fait l'éloge enthousiaste du principe d'« impact positif net » soutenu par le groupe minier Rio Tinto. Suivant ce principe, un État ou un grand groupe économique peut se livrer à l'exploitation minière à ciel ouvert n'importe où, pour peu qu'il finance l'entretien d'un parc national ou la replantation d'une mangrove ici ou là. John Muir se retournerait dans sa tombe.

Le deuxième courant de l'écologisme est peut-être le plus puissant aujourd'hui. Son nom évoque le livre publié en 1959 par Samuel Hays, *Conservation and the Gospel of Efficiency. The Progressive Conservation Movement, 1890–1920*. L'ouvrage retrace les premières mesures fédérales prises par les États-Unis pour réduire le gaspillage et préserver les espaces forestiers (ou en faire des plantations arboricoles). Gifford Pinchot, formé à l'École nationale forestière française, est l'une des personnalités emblématiques de l'éco-efficacité.

C'est au XIX^e siècle, en Allemagne, dans le milieu de la gestion forestière, que le concept de « durabilité » (*Nachhaltigkeit*) a été introduit. Il ne désignait pas un quelconque respect de la nature vierge, mais, au contraire, la possibilité d'en tirer un profit financier en optimisant durablement le rendement de plantations arboricoles. Cette idée se retrouve dans l'éventail de recettes qui, des technologies durables aux bourses du carbone en passant par les dispositifs d'économie environnementale (taxes, quotas de pêche, marchés des droits à polluer), les taux optimum d'extraction des ressources, la compensation de la disparition du « capital naturel » par la création d'un capital manufacturé, l'estimation et la rétribution des services rendus par l'environnement, la dématérialisation de l'économie, constitue aujourd'hui le développement durable. L'« Évangile de l'éco-efficacité » est inséparable des doctrines de la « modernisation écologique » et de l'adhésion aveugle aux « courbes environnementales de Kuznets ». L'expression « développement durable » connaît une notoriété mondiale en 1987, avec la publication du rapport Brundtland.

Les décroissants s'opposent au « développement durable », et ce pour deux raisons. Premièrement, ils ne croient pas que la croissance économique soit ou puisse être durable du point de vue de l'environnement. Deuxièmement, nombre d'entre eux sont aussi opposés à l'idée même de développement : comme Arturo Escobar, Wolfgang Sachs et d'autres l'ont montré dans les années 1980, celui-ci s'est traduit par l'adoption uniforme du mode de vie américain, logique fort différente de celle qui,

dans certains pays du Sud, met aujourd'hui l'accent sur le *buen vivir* ou son pendant équatorien, le *sumak kawsay*¹.

Le mouvement de la décroissance insiste souvent sur le fait que les bénéfices d'un accroissement de l'éco-efficacité sont facilement réduits à néant aux termes du paradoxe de Jevons (ou effet rebond). La plupart des gouvernements et l'ONU ne se rangent pas moins, aujourd'hui, sous la bannière de l'Évangile de l'éco-efficacité.

Pour sa part, le courant de la justice environnementale (qui n'est certes pas aussi bien organisé que l'UICN) est un mélange de réseaux et mouvements de résistance locaux. Ces mouvements recourent des enjeux liés aux moyens de subsistance, à l'organisation sociale, à la culture, à l'économie et à l'environnement². Opposée aux logiques d'extraction du pétrole, des minerais, du bois et des agrocarburants, leur « économie morale » s'inscrit aux frontières de la marchandise, dans la défense de la biodiversité et de leurs propres moyens de subsistance. La justice climatique et la justice dans l'accès à l'eau font partie de leurs revendications.

La résistance contre l'injustice environnementale fait un peu partout dans le monde de nombreuses victimes parmi les défenseurs de l'environnement.

Croire que tous les gens pauvres réfléchissent et agissent en écologistes serait un non-sens évident. S'il y a un écologisme des pauvres, c'est que l'économie mondiale repose sur les énergies fossiles et autres ressources épuisables et qu'aucun point de la planète n'échappe à sa convoitise. Elle perturbe et pollue l'intégrité de la nature en même temps que les moyens d'existence des êtres humains, se heurtant, dès lors, à la résistance de populations indigènes pauvres, souvent menées par des femmes. Les pauvres et les peuples indigènes réclament parfois des compensations économiques, mais, plus souvent, ils en appellent à des évaluations fondées sur d'autres critères, tels que les droits humains, les droits territoriaux

indigènes, les moyens humains de subsistance et le caractère sacré des montagnes et des fleuves.

Le mouvement de conservation de la nature s'est désintéressé de l'écologisme des pauvres. Mais le mouvement de la décroissance et celui de l'économie de l'état stationnaire, avec leurs racines européennes ou nord-américaines, ont eux-mêmes minimisé jusqu'à récemment l'intensité des luttes pour les ressources un peu partout sur la planète. Cependant, une des principales hypothèses de l'écologie politique est que l'accroissement des conflits liés à l'extraction des ressources et au traitement des déchets découle de l'augmentation du métabolisme sociétal global. De nombreux conflits environnementaux de ce type sont consignés, par pays et par marchandise, dans une base de données publique par le projet EJOLT³.

Des tentatives ont été faites pour rapprocher le mouvement conservateur de l'écologisme des pauvres et des populations indigènes qui combattent la déforestation, les agrocarburants, l'exploitation minière, l'arboriculture ou les barrages. Par exemple, les mangroves peuvent être défendues contre l'élevage de crevettes au nom des besoins élémentaires des femmes et des hommes qui y vivent, mais aussi au nom de la biodiversité et de la beauté qui les caractérisent. Pourtant, malgré les réelles occasions de susciter le rapprochement entre conservatisme et justice environnementale, cela est souvent compliqué du fait, non seulement, que le mouvement de la conservation fréquente de trop près les ingénieurs et les économistes du courant de l'éco-efficacité, mais aussi parce que ce mouvement a vendu son âme à des compagnies comme Shell ou Rio Tinto.

Le mouvement de la décroissance, en revanche, pourrait facilement s'associer au mouvement de la justice environnementale et à l'écologisme des pauvres. Néanmoins, la gauche politique (notamment les présidents Lula et Rousseff au Brésil, le Parti communiste au Bengale-Occidental en Inde ou les présidents Evo Morales en Bolivie ou Rafael Correa en

Équateur) plaide pour une économie capable de répondre durablement aux besoins de tous en nourriture, en soins médicaux, en éducation et en logements. Par conséquent, elle n'apprécie guère l'écologisme des pauvres et des indigènes lorsqu'il combat ouvertement contre la progression du système de marché généralisé et la croissance du métabolisme sociétal.

Malgré les profonds clivages observés entre les trois principaux courants de l'écologisme, l'espoir d'une convergence subsiste parmi les conservationnistes qui s'inquiètent de la perte de biodiversité, les gens de plus en plus nombreux qui, préoccupés par les injustices liées au changement climatique, demandent le remboursement de la dette écologique et soutiennent le développement des énergies solaires, les écoféministes et certains socialistes et syndicalistes qui se soucient de la santé au travail et qui, de plus savent bien qu'on ne peut pas suspendre éternellement la justice économique en brandissant des promesses de croissance. D'autres formes de convergences sont aussi à espérer entre les « squatteurs urbains » adeptes de l'« autonomie » vis-à-vis du marché, les agroécologistes ou les néoruraux, les décroissants et les partisans de la « prospérité sans croissance » dans certains pays riches, les grands mouvement paysans internationaux comme Via Campesina, les pessimistes (ou les réalistes) face aux risques et aux incertitudes du progrès technique, les populations indigènes qui exigent la préservation de l'environnement aux frontières de la marchandise, et le mouvement mondial de la justice environnementale.

Au plan des mesures politiques, le mouvement de la décroissance prône souvent des « limitations de la consommation des ressources ». Cela existe déjà dans certains pays, qui limitent les émissions de dioxyde de carbone (et donc les combustions de carburants fossiles). La pratique pourrait être étendue aux minerais et à l'exploitation de la biomasse. Certaines propositions, comme l'initiative Yasuni ITT en Équateur ou des efforts similaires pour laisser « le pétrole dans le sous-sol » au Nigéria, s'accordent parfaitement avec les perspectives de la décroissance⁴.

Le mouvement de la justice environnementale, incluant l'écologisme des pauvres, se reconnaît également dans un autre élément important du programme de la décroissance, qui consiste à remettre en cause la pertinence sociale de l'économie (en tant que chrématistique). Cela revient à débarrasser l'imaginaire collectif de l'idée d'une organisation sociale fondée sur le système de marché généralisé, en montrant que beaucoup de gens partout dans le monde luttent pour le droit d'accès aux ressources naturelles afin de faire face à leurs besoins élémentaires, grâce à des systèmes de gestion communale de ces ressources.

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Voir Julien Vanhulst et Adrian Beling, « *Buen vivir*. Emergent Discourse Within or Beyond Sustainable Development », *Ecological Economics*, n° 101, 2014, p. 54-63.
2. Voir Joan Martinez-Alier, Isabelle Anguelovski, Patrick Bond, Daniela Del Bene, Federico Demaria, Julien-François Gerber, Lucie Greyl, Willi Haas, Hali Healy, Victoria Marín-Burgos, Godwin Ojo, Marcelo Firpo Porto, Leida Rijnhout, Beatriz Rodríguez-Labajos, Joachim Spangenberg, Leah Temper, Rikard Warlenius et Ivonne Yáñez « Between Activism and Science : Grassroots Concepts for Sustainability Coined by Environmental Justice Organizations », *Journal of Political Ecology*, n° 21, 2014, p. 19-60.
3. Environmental Justice Organisations, Liabilities and Trade (EJOLT) est un projet global de recherche associant scientifiques et membres de la société pour recenser et analyser la distribution des conflits et faire face aux injustices environnementales (voir www.ejatl.org, dernière consultation le 26 mai 2015).
4. Joan Martinez-Alier, « Environmental Justice and Economic Degrowth. An Alliance Between Two Movements », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, p. 51-73, 2012.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
Buen vivir
Croissance
Développement (critiques du)
Effet rebond
Extractivisme
Imaginaire (décolonisation de l')
Justice environnementale
Marchandise (frontières de la)
Métabolisme sociétal
Néoruraux

ÉCONOMIE DE L'ÉTAT STATIONNAIRE

Joshua Farley



En économie, l'état stationnaire se caractérise par une population humaine stable et un flux constant (*constant throughput*). Par flux, on entend l'extraction de matières premières et leur retour à la nature sous forme de déchets. Pour n'importe quel ensemble donné de technologies, une économie stationnaire implique le maintien d'un stock constant d'objets de fabrication humaine par un flux constant de matières premières. Les lois de la physique interdisent de créer quoi que ce soit à partir de rien ou rien à partir de quoi que ce soit. Le processus économique relève ainsi de la bioéconomie. Il transforme l'énergie et les matières premières fournies par la nature en produits économiques qui rendent service aux êtres humains avant de retourner à la nature sous forme de déchets. L'entretien durable des capitaux productifs comme les usines, les logements et autres infrastructures nécessite un flux stable de matières premières, afin de contrer les forces d'entropie et de décomposition.

Les stocks finis de combustibles fossiles non renouvelables représentent 86 % de l'énergie utilisée dans le processus économique, et le rythme de consommation est infiniment plus élevé que celui de la découverte de nouveaux gisements ; les flux finis d'énergie renouvelable représentent, quant à eux, 2 % de cette énergie, soit moins que le taux de croissance annuel de sa consommation globale. La combustion des ressources fossiles est un processus irréversible qui transforme de l'énergie utile en énergie dispersée et en sous-produits inutilisables, comme le dioxyde de carbone ou les particules fines. En résumé, l'économie est un sous-système physique dans un système planétaire fini. Une croissance économique infinie est donc impossible.

L'espèce humaine comme toutes les espèces, dépend pour sa conservation des fonctions de soutien de la vie propres aux écosystèmes, notamment leur capacité à fournir les matières premières renouvelables nécessaires à la production économique et à en absorber les déchets.

Une économie stationnaire est soumise à cinq règles. Premièrement, l'extraction de ressources renouvelables ne peut excéder le rythme de leur régénération sans, au final, réduire les stocks à zéro. Deuxièmement, les émissions de déchets ne peuvent excéder la capacité d'absorption de ceux-ci, faute de quoi les stocks de déchets et les nuisances qu'ils engendrent augmenteront sans cesse. Troisièmement, il est sans doute impossible, avec les technologies actuelles, de répondre aux besoins élémentaires des populations sans l'apport de certaines ressources non renouvelables, comme les combustibles fossiles. Le rythme auquel la société consomme ces ressources ne peut donc excéder celui auquel elle développe des ressources renouvelables pour les remplacer. Quatrièmement, ni l'extraction de ressources ni l'émission de déchets ne doivent menacer les fonctions des écosystèmes essentielles pour la survie de l'espèce humaine. Enfin, la population humaine doit être stable. L'approche la plus évidente pour atteindre les quatre premiers objectifs est d'imposer des limites au flux de matières premières. Quant à savoir comment stabiliser la population humaine, la question est plus controversée.

Ces règles décrivent ce qui est possible, mais elles ne disent pas ce qui est souhaitable : on pourrait réaliser une économie stationnaire avec une population humaine importante, des stocks de ressources renouvelables peu élevés mais stables, et des niveaux de consommation limités au strict minimum ; mais on pourrait aussi le faire avec une population beaucoup plus réduite, des stocks de ressources plus importants et des niveaux plus élevés de consommation par habitant. Un des postulats de base de l'analyse économique est que plus on possède quelque chose en quantité, moins grande est la valeur d'une unité supplémentaire de cette chose. Les bénéfices marginaux de la croissance économique diminuent et les coûts écologiques marginaux augmentent. La croissance devrait pouvoir s'arrêter avant que les coûts marginaux n'excèdent les bénéfices marginaux, pour éviter que la situation devienne trop coûteuse. Et cela est vrai même si on ne parvient pas à mesurer précisément et objectivement les coûts et les bénéfices.

De nombreux défenseurs de l'état stationnaire avancent l'idée que la société doit tendre vers un produit intérieur brut (PIB) – instrument le plus couramment utilisé pour mesurer l'activité économique – stable. Mais les augmentations du PIB ne sont pas inextricablement liées aux augmentations du flux de matières premières. Par exemple, imposer des quotas sur le flux et mettre aux enchères l'accès aux ressources pourrait augmenter le nombre de transactions économiques et par conséquent le PIB, tout en réduisant ce flux. D'un autre côté, de nombreux économistes estiment qu'il est possible de dématérialiser l'économie, rompant ainsi le lien de corrélation entre PIB et flux de matières premières. Bien que le PIB reste sans doute le meilleur indicateur du flux, il semble moins sujet à controverse et plus déterminant de viser l'état stationnaire du flux que de mettre un terme à la croissance du PIB.

Pendant la majeure partie de l'histoire, la croissance de l'économie et des populations humaines était à peine perceptible d'une génération à l'autre ; l'économie stationnaire était le *statu quo* implicite. La situation change de façon spectaculaire au XVIII^e siècle, avec l'émergence d'une économie de

marché alimentée par les combustibles fossiles. Depuis, plusieurs points de vue distincts sur l'économie stationnaire ont vu le jour.

Les premiers philosophes de la Révolution industrielle, comme Thomas Malthus ou Adam Smith, assimilaient croissance et progrès, mais admettaient que la croissance ne pouvait se poursuivre indéfiniment sur une planète finie. De ce point de vue, l'économie stationnaire est inévitable, mais regrettable. Des économistes plus tardifs, parmi lesquels John Stuart Mill et John Maynard Keynes, envisagèrent la fin de la croissance comme un état souhaitable qui permettrait à la société de se concentrer sur des formes mentales, morales et sociales de progrès, plutôt que sur l'accumulation de richesses matérielles aux dépens de la nature. Ces philosophes accordaient alors plus d'importance au caractère désirable de l'économie stationnaire qu'à son caractère inévitable.

À partir des années 1950, l'augmentation spectaculaire de la courbe démographique et de la consommation par habitant suscitent une prise de conscience croissante de leurs impacts environnementaux et donnent naissance à une importante activité de recherche sur les limites à la croissance. Les écologistes, les environmentalistes, les penseurs systémiques et les économistes soucieux d'écologie tirent le signal d'alarme et pointent du doigt les conséquences potentiellement catastrophiques de l'épuisement des ressources, des émissions de déchets et de la croissance de la population. Ayant appliqué les lois de la thermodynamique à l'économie, Nicholas Georgescu-Roegen conclut que même une économie stationnaire n'est pas viable sur une planète finie. Le point de vue d'Herman Daly est plus optimiste : il en appelle à une transition vers une économie stationnaire où devrait cesser la croissance quantitative des flux de matières premières, sans empêcher la poursuite de l'amélioration qualitative du bien-être humain. En collaboration avec des universitaires mus par la même volonté, Daly fonde le champ de l'économie écologique dans les années 1980 et place l'économie stationnaire au centre de ses préoccupations.

Le besoin d'une économie stationnaire met également en lumière les enjeux liés à la répartition. Les premiers bénéficiaires de cette économie seront probablement les prochaines générations, qui risquent autrement d'être privés des ressources essentielles à leurs besoins élémentaires. D'un point de vue éthique, il n'y a cependant guère de sens à se préoccuper des besoins de ceux qui ne sont pas encore nés tout en ignorant ceux des hommes et des femmes qui vivent actuellement. De plus, si le flux de matières premières doit être limité, il faut se demander qui peut en revendiquer l'usage, et énoncer comme préalable à ce débat éthique l'égalité de répartition de cet héritage commun. Concrètement, il n'est pas envisageable que ceux qui ont déjà du mal à subvenir à leurs besoins élémentaires réduisent encore leur consommation pour assurer ceux des générations futures. Puisqu'on ne peut pas sortir de la pauvreté par la croissance, il faut bien accepter l'idée de la redistribution.

Les économistes classiques refusent cependant toujours d'admettre la nécessité d'une économie stationnaire, estimant que le progrès technologique permettra à la croissance de se poursuivre indéfiniment. La fin de la croissance aurait pour conséquences la misère, la pauvreté et le chômage. De sorte que l'objectif principal dans pratiquement tous les pays et de presque tous les décideurs politiques, quelle que soit leur couleur idéologique, demeure celui d'une croissance économique exponentielle.

Reste que les défenseurs de l'économie stationnaire en appellent de plus en plus fréquemment à une période de décroissance dans la transition vers un état stationnaire.

De plus en plus d'études indiquent désormais que l'économie mondiale a déjà dépassé certaines limites planétaires critiques, depuis l'érosion de la biodiversité jusqu'au changement. Le flux de matières premières excède actuellement toutes les limites compatibles avec une économie stationnaire. La capacité de régénération de l'écosystème mondial ne suffit plus à assurer l'existence de l'humanité qui épuise méthodiquement

les stocks naturels et réduit sa capacité future à maintenir son activité économique. La question n'est donc plus de savoir quand mettre un terme à la croissance économique, mais plutôt de combien il faut décroître avant d'atteindre un état stationnaire. Plus nous retarderons la transition et plus le niveau de décroissance nécessaire sera élevé.

Tandis que la décroissance est essentielle pour la planète dans son ensemble, près d'un milliard de personnes vivent dans une extrême pauvreté, incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires. Les bénéfices marginaux de la croissance pour ces populations pauvres sont immenses. Dans les nations développées, il est difficile de montrer que le doublement du revenu par habitant au cours des dernières décennies ait réellement amélioré la qualité de la vie. En revanche, il est facile de montrer que les régions les plus pauvres de la planète seront aussi celles qui auront le plus à pâtir du changement climatique et des autres effets non désirés mais inévitables de ce doublement. De plus, la concurrence entre riches et pauvres pour l'accès à des ressources limitées dans une économie où la priorité est donnée au pouvoir d'achat aboutit à des phénomènes critiques parallèles, l'obésité d'un côté, la malnutrition de l'autre. La réduction des problèmes sociaux ou de santé dépend étroitement du renforcement de l'égalité. Cette observation empirique suggère qu'il serait possible de réduire significativement la consommation des pays riches sans diminuer leur qualité de vie, dégageant ainsi les ressources pour subvenir aux besoins élémentaires des nations les plus pauvres.

Un échec de l'économie de croissance engendre la misère, la pauvreté et le chômage, tandis qu'une croissance sans fin porte en elle la menace d'une catastrophe écologique, elle-même accompagnée de misère et de pauvreté. Aucun de ces deux scénarios n'est acceptable. La solution réside dans une transition soigneusement préparée vers une économie stationnaire, grâce à un processus de décroissance socialement équitable et écologiquement durable.

(traduction : Xavier Kemmlein)

ARTICLES LIÉS

Anthropocène
Bioéconomie
Croissance
Dématérialisation
Entropie
Métabolisme sociétal
Néomalthusianisme
Pic pétrolier
Produit intérieur brut

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Isabelle Anguelovski



La justice environnementale défend le droit de chacun à rester dans son environnement et à être protégé d'une croissance et d'investissements incontrôlés, de la pollution, de l'accaparement des terres, de la spéculation, du désinvestissement et de l'abandon.

C'est aux États-Unis, à la fin des années 1970, qu'ont eu lieu les premières grandes mobilisations médiatisées de justice environnementales, à Love Canal, dans l'État de New York (1978), et dans le comté de Warren, en Caroline du Nord (1982). Les cibles de ces mobilisations étaient claires : la contamination environnementale et son impact sur la santé. À Love Canal, des résidents issus de la classe ouvrière blanche ont dénoncé les conséquences sanitaires des 20 000 tonnes de déchets toxiques enfouis sous leurs habitations et leurs écoles. Leur action a abouti au relogement de 833 familles. Dans le comté de Warren, une dimension raciale s'est

superposée à la question des nuisances environnementales subies par des groupes historiquement marginalisés. L'Agence de la protection de l'environnement avait en effet autorisé l'ensevelissement de 10 000 camions de terres contaminées dans un site de ce comté principalement habité par des populations noires. Leur lutte a mis en lumière l'exposition disproportionnée de ces populations aux risques toxiques liés à de tels sites et, par conséquent, l'étroite relation entre inégalités environnementales et racisme environnemental.

Depuis les années 1980, de nombreuses études en sociologie, en politique environnementale et en santé environnementale se sont intéressées aux inégalités entre les différents groupes sociaux face aux risques sanitaires que présentent les sites de déchets, les incinérateurs, les raffineries, les transports et les sources de pollution très localisées¹. L'exposition aux dommages et aux risques sanitaires existe également sur les lieux de travail où les ouvriers agricoles et les travailleurs à la chaîne sont en contact avec des pesticides et des déchets toxiques. Dans les pays du Sud, les déversements de mercure des mines d'or, les mines de cuivre à ciel ouvert, les sites d'extraction de pétrole et d'exploitation forestière, la déforestation et l'érosion dues à la monoculture, ainsi que les barrages hydroélectriques dévastent des millions d'hectares de terres et affectent la santé des habitants pauvres. En outre, des tonnes de déchets toxiques provenant de l'industrie, de l'agriculture et des composants électroniques, ainsi que des navires promis au démantèlement sont aussi exportés vers les pays les plus pauvres².

Dans les pays du Nord, ces injustices environnementales ont donné lieu à un fort activisme, en particulier aux États-Unis. Les populations locales, soutenues par des ONG environnementales, des associations communautaires, des scientifiques et des avocats, se sont organisées contre les raffineries, les décharges, les installations de recyclage, soit, de manière générale, contre les utilisations localement indésirables de la terre³. La lutte contre le racisme environnemental, tout d'abord enracinée dans le mouvement de défense des droits civiques, s'est par la suite inscrite dans la perspective des droits humains, voire des questions de genre.

Le mouvement de la justice environnementale étatsunien est devenu mondial au milieu des années 1990. Née au Nord, l'expression « justice environnementale » s'est diffusée à travers le monde entier, en particulier dans les pays du Sud, où elle a été associée à ce qu'on a appelé l'environnementalisme des pauvres et aux conflits qui surgissaient alors en Amérique latine, notamment autour de la question de la terre ou des catastrophes environnementales. Le sociologue Robert Bullard, fondateur du mouvement de la justice environnementale aux États-Unis, a eu une grande influence au Brésil ainsi qu'en Afrique du Sud, dans les années 1990, en soutenant les mouvements nationaux de justice environnementale. Aujourd'hui, des conflits sur les ressources naturelles naissent chaque semaine partout dans le monde. Les populations pauvres et indigènes défendent leurs terres contre l'extraction des ressources naturelles et la pollution. À travers ces luttes, elles s'efforcent de défendre leurs intérêts, leurs moyens d'existence, leurs valeurs culturelles et leur identité territoriale contre un discours économique de valorisation marchande de plus en plus dominant.

Les inégalités environnementales ne touchent pas seulement la répartition des préjudices et l'extraction des ressources naturelles, mais aussi la distribution des biens et des services. Cela est particulièrement manifeste dans les villes. Suivant une logique d'exclusion raciale, les communautés défavorisées bénéficient en général de piètres services environnementaux (espaces verts, entretien des rues et collecte des déchets), tandis que les communautés blanches et plus privilégiées jouissent en la matière de nombreux privilèges (parcs, littoral, espaces verts)⁴. Ces situations vont souvent de pair avec une dégradation des quartiers. De même, les mégapoles du Sud comme Mumbai ou Djakarta présentent des inégalités criantes entre les communautés très aisées vivant en vase clos et bénéficiant d'équipements environnementaux, et les bidonvilles improvisés qui n'ont aucun accès aux services municipaux comme la collecte des déchets ou la distribution d'eau.

Au cours des dix dernières années, le programme du mouvement de justice environnementale s'est étendu et diversifié pour englober des questions de « durabilité équitable » (*just sustainability*)⁵. Aujourd'hui, des groupes urbains de justice environnementale des pays du Nord se mobilisent pour la mise en service de transports en commun respectueux de la nature, bien desservis et abordables, pour l'accès à une alimentation saine, fraîche, locale et abordable, pour des logements écologiques, abordables et sains, dotés de points de recyclage et d'espaces verts, et pour des formations et des emplois dans une économie verte. Les initiatives environnementales comme le jardinage urbain sont souvent, dans les quartiers marginalisés, des réponses directes à des années de destruction et de dégradation directes ou indirectes, que les populations locales perçoivent comme des formes de guerre urbaine et de violence environnementale. Outre qu'ils sont vecteurs de socialisation et de renforcement des liens, des projets tels que la création de fermes communautaires aident à ressouder les communautés éparpillées et à surmonter les traumatismes environnementaux. Dans les années 1980, les incendies criminels et l'abandon avaient ravagé le quartier de Dudley, à Boston, laissant 1 500 logements vides. Aujourd'hui, des projets de jardins communautaires, de fermes, de parcs et d'aires de jeux ont remédié au sentiment d'insécurité des habitants trop longtemps exposés à la négligence, aux dégradations de l'environnement et à la pauvreté. La population locale peut enfin se sentir à nouveau chez elle. Certaines de ces initiatives de justice environnementale participent d'ailleurs à la décroissance en ce qu'elles encouragent une nouvelle forme d'économie, plus locale, plus simple et fondée sur les biens communs.

Des sociologues comme John Logan et Harvey Moloch ont utilisé l'image de la machine à croissance pour montrer que les élites, les rentiers et la coalition économique et politique qui gravite autour d'eux sont les moteurs du capitalisme sauvage, de l'accumulation privée du capital et des inégalités spatiales. L'argument est le suivant : les investissements se déplaçant par cycles de croissance, de dévaluation, de destruction, de réinvestissement et de mobilisation, le développement finit par être inégalement réparti dans la ville. Autrement dit, les rouages de la production profitent aux

investisseurs, aux élites et aux décideurs tout en désavantageant ceux qui sont en bas de la pyramide sociale⁶. Les communautés privilégiées vivent dans des quartiers riches en ressources et peuvent profiter des avantages et des équipements environnementaux tout en transférant les charges environnementales aux quartiers marginalisés. Dans les régions rurales, la multiplication des conflits liés à l'extraction des ressources naturelles s'explique en grande partie par l'augmentation du métabolisme sociétal et par le besoin renouvelé des corporations en matériels et en ressources qu'elles ne peuvent se procurer qu'en repoussant les frontières de la marchandise.

En d'autres termes, que ce soit en région urbaine ou rurale, dans les pays du Nord ou dans les pays du Sud, la terre est sujette à l'appropriation privée, à la spéculation et à l'exploitation. La croissance fait par conséquent partie du processus qui crée des injustices. D'un côté, les progrès technologiques induisent un accroissement en synergie de la production et de la consommation. De l'autre, les États, les investisseurs et les travailleurs sont dépendants de cette croissance économique pour créer des emplois et générer leurs revenus. Dans ces conditions, les cycles de production continue, d'extraction des ressources matérielles, d'accumulation des déchets et de développement spatial inégalitaire se perpétuent. De sorte que l'aspect le plus récent aujourd'hui de la mobilisation pour la justice environnementale – et peut-être l'un des plus fondamentaux – est la défense du droit à l'espace. Dans les zones rurales, les fermiers pauvres résistent à l'appropriation des terres pour la production d'agrocultures, l'extraction minière, pétrolière et gazière, tout en valorisant leurs terres et leurs réserves d'eau comme autant de biens communs à préserver. Dans les villes du Nord, les mobilisations de nombreux collectifs pour la justice environnementale se sont déplacées de l'opposition aux sites d'enfouissement et à la dégradation des espaces vers la défense de l'accès à des logements abordables et du maintien des habitants dans leurs lieux de vie revitalisés. Dans les villes du Sud comme Bangalore ou Mexico, de nombreux activistes s'organisent contre les projets d'aéroports, d'autoroutes ou de résidences fermées (*gated communities*)

qui bouleverseraient leurs territoires. L'Alliance des recycleurs indiens (Alliance of Indian Wastepickers – AIW), qui assure la récupération, le tri, le recyclage et la revente de matériaux dont les particuliers ou les industriels se débarrassent, résiste à des projets d'incinérateurs qui ôteraient à ses membres leur source de revenus.

Ainsi, de nombreux activistes pour la justice environnementale sont engagés dans la défense du droit à la ville, un enjeu directement lié aux discours de la décroissance. En s'appuyant sur les écrits d'Henri Lefebvre sur le droit à la ville et sur l'importance non seulement du contrôle des espaces de production, mais aussi des usages et du façonnement de l'espace urbain, des coalitions telles que l'Alliance pour le droit à la ville (Right to the City Alliance) aux États-Unis exigent une véritable justice économique et environnementale, une plus grande démocratie, ainsi que la fin de la spéculation immobilière, de la privatisation des espaces communs et de la « gentrification ». Tout en résistant au remplacement de leurs espaces et jardins communautaires par de l'habitat de luxe, elles remettent en question les projets qui, sous couvert d'embellir et d'assainir la ville, maximisent sa valeur d'échange. Dans le Sud, la résistance contre les déplacements de population est souvent liée aux mouvements pour les droits à la terre comme Via Campesina sur le plan international, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre au Brésil, ou le comité de Bhumi Uchhed Pratirodh en Inde.

D'un point de vue politique et organisationnel, de tels mouvements définissent des exigences porteuses de nouvelles formes, comme le besoin d'autonomie vis-à-vis de l'État et celui d'élaborer des procédures démocratiques et de prise de décision plus spontanées et plus directes. Quant aux objectifs, les mouvements de justice environnementale sont divisés. Il y a d'une part ceux qui exigent une transformation plus radicale du système économique et une rupture avec l'obsession de la croissance économique (par exemple les groupes indigènes qui mettent en avant le concept du *sumak kawsay*, en Équateur ; et d'autre part, ceux qui veulent corriger le capitalisme de marché sans proposer de véritable alternative au

système en place – ils ne font pas le lien entre production et consommation croissantes, extraction des ressources et inégalités environnementales dans l'espace, ainsi qu'entre leurs effets à long terme.

Pour résumer, les mouvements de justice environnementale nous rappellent que consommer et produire moins n'est pas suffisant en soi. Ce « moins » doit être distribué plus équitablement, le contrôle des processus de production devant faire en sorte qu'espaces urbains et ruraux deviennent plus égaux.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Voir Julie Sze, *Noxious New York. The Racial Politics of Urban Health and Environmental Justice*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2007.
2. Voir Joann Carmin et Julian Agyeman, *Environmental Inequalities Beyond Borders. Local Perspectives on Global Injustices*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2011.
3. En anglais *Locally Unwanted Land Uses*, qui donne l'acronyme *LULUs*.
4. Voir Lisa Sun-Hee Park et David N. Pellow, *The Slums of Aspen. Immigrants Vs. the Environment in America's Eden*, New York, New York University Press, 2011.
5. Voir Julian Agyeman, Robert D. Bullard et Peter B. Evans, *Just Sustainabilities. Development in an Unequal World*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2003.
6. Voir Allan Schnaiberg, David N. Pellow et Adam Weinberg, « The Treadmill of Production and the Environmental State », in Arthur P. J. Mol, Frederick H. Buttel (dir.), *The Environmental State Under Pressure, Research in Social Problems and Public Policy*, vol. 10, 2002, p. 15-32.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
Buen vivir
Écologisme (courants de)
Extractivisme
Jardinage urbain
Marchandisation
Marchandise (frontières de la)
Métabolisme sociétal

MÉTABOLISME SOCIÉTAL

Alevgül H. Şorman



Les sociétés métabolisent l'énergie et les flux matériels afin de rester opérationnelles. On parle alors de métabolisme social. Le concept de métabolisme sociétal est similaire à celui des organismes vivants qui requièrent une succession de réactions chimiques complexes pour fonctionner. Il sert à caractériser les types de flux matériels et énergétiques pouvant être associés à l'expression du fonctionnement et de la reproduction structurels des sociétés humaines. Le métabolisme des sociétés humaines repose sur l'utilisation d'énergie exosomatique (l'énergie métabolisée sous contrôle humain en dehors du corps humain), qui est un prolongement de l'énergie endosomatique (énergie métabolisée dans le corps humain).

Le concept de « métabolisme » est né au XIX^e siècle, sous les plumes de Jacob Moleschott, Justus von Liebig, Jean-Baptiste Boussingault, Johan

Peter Arrhenius et Sergueï Podolinski. Il désigne les échanges d'énergie et de substances entre les organismes et l'environnement, ainsi que la totalité des réactions biochimiques dans les systèmes vivants. À titre d'exemple, ces systèmes peuvent être une cellule biologique, un système légal ou l'État capitaliste. Ils sont considérés comme des systèmes autopoïétiques, c'est-à-dire qu'ils sont capables de se reproduire et de se maintenir en vie. Marx et Engels font partie des premiers à avoir utilisé le terme « métabolisme » pour essayer de saisir la dynamique des changements et des évolutions socio-environnementaux. Aujourd'hui, ce terme connaît plusieurs acceptions. L'école viennoise du métabolisme social mène une analyse des flux de matière et d'énergie (AFME) des économies en se concentrant sur les transitions historiques entre les économies fondées sur l'agriculture et celles fondées sur l'industrie, ainsi que sur la quantification de ces flux¹. En écologie politique, la notion de métabolisme a été invoquée pour signaler la « rupture » entre les humains et la nature sous le capitalisme, les rapports sociaux de pouvoir qui gouvernent le flux de matières et de ressources dans la production des espaces urbains, ou encore l'augmentation plus générale des flux d'énergie et de matières qui provoque les conflits sur les frontières mondiales de la marchandisation. Le présent article propose cependant une approche différente, appelée métabolisme *sociétal*. Elle a été développée par Mario Giampietro et Kozo Mayumi².

Le métabolisme sociétal ne s'intéresse pas seulement à la quantification des flux, il établit également une relation entre ces flux et les agents qui transforment les flux d'entrée (*input*) en flux de sortie (*output*) tout en maintenant et préservant leur propre identité (ces éléments sont appelés des fonds, comme dans la définition de la bioéconomie de Nicholas Georgescu-Roegen³). Par exemple, dans la production d'automobiles, les matériaux (aluminium, acier), l'énergie (consommée au cours de l'assemblage et de l'extraction des matériaux bruts) et l'eau utilisés dans le processus sont désignés comme des « flux », tandis que l'activité humaine (les travailleurs), la terre, et le capital physique constitué par les machines sont considérés comme des « fonds ».

Le métabolisme sociétal va donc connecter les fonds (les agents et les transformateurs d'un processus) aux flux (les éléments qui sont utilisés et dissipés) pour générer des indicateurs caractérisant des traits particuliers du système. Ces indicateurs métaboliques sont par exemple l'énergie dépensée par heure de travail ou la quantité d'eau consommée par hectare de terre exploitée.

Le métabolisme sociétal s'intéresse aux processus biophysiques qui garantissent la production et la consommation de biens ou de services : ce qui est produit, de quelle façon, dans quel but et qui le consomme. On couple ensuite ceci à l'analyse de la production de valeur ajoutée (par rapport aux investissements des facteurs de production). Ainsi, cette analyse établit un lien entre les représentations monétaires des processus économiques et la représentation des transformations biophysiques associées à la production et à la consommation des biens et services. C'est une analyse intégrée qui tient compte des multiples dimensions des économies analysées, telles que les facteurs démographiques et la coexistence d'échelles diverses d'espace et de temps.

Par exemple, la caractérisation du métabolisme sociétal d'un pays s'appuie sur des indicateurs quantitatifs typiques utilisés comme « points de référence », qu'on appelle « repères » (*benchmarks*), et par rapport auxquels les performances biophysiques ou économiques d'un système peuvent être évaluées. Selon leur organisation et leurs fonctions spécifiques, les sociétés présentent différents profils métaboliques. De tels repères peuvent se rapporter à la durabilité, soit d'un point de vue social et économique (par exemple l'énergie consommée par heure travaillée dans le secteur tertiaire), soit d'un point de vue écologique (par exemple la consommation d'eau par hectare dans le secteur agricole).

Selon les secteurs productifs, les pays européens présentent des métabolismes très inégaux en termes de flux d'énergie par heure de travail. Par exemple, dans les secteurs de l'énergie, des mines, du bâtiment et de la manufacture, le débit d'énergie peut aller de 130 à 1 000 MJ/heure. De

même, la productivité du travail dans ces secteurs connaît d'importantes variations (entre 10 et 50 euros/heure)⁴. Les profils métaboliques des économies ayant une industrie extractive bien développée, comme la Finlande et la Suède, affichent en général de meilleurs taux de débit d'énergie pour une plus grande productivité du travail dans les secteurs productifs. Ces différences relèvent à la fois de contraintes externes et internes et reflètent les différents parcours historiques de chaque pays.

Depuis les années 1970, le concept de métabolisme sociétal revient régulièrement dans les études sur les énergies, en particulier dans l'analyse des contraintes biophysiques qui pèsent sur les sociétés. Il a cependant été laissé de côté dans les discussions sur la durabilité, en grande partie du fait de l'abondance de pétrole bon marché et du manque d'intérêt pour la question des limites de la croissance et de l'énergie disponible. Depuis une dizaine d'années, l'énergétique et l'analyse du métabolisme sociétal connaissent un regain d'intérêt, les universitaires étant de nouveau à la recherche d'outils conceptuels innovants pour analyser les interactions entre la société et l'environnement d'un point de vue biophysique.

À la lumière de la décroissance, l'analyse du métabolisme sociétal se révèle très utile pour évaluer la faisabilité et l'intérêt des modes de développements alternatifs proposés, ainsi que la viabilité sur les plans énergétique et matériel des réductions d'échelle économique. D'un point de vue métabolique, les propositions de la décroissance ont encore plusieurs défis à relever⁵.

Tout d'abord, il faut noter que les fonctions sociétales actuelles (services et gouvernance, production alimentaire, etc.) et les schémas métaboliques qui leur sont associés (joules de combustibles fossiles utilisés pour le maintien du système de santé, temps d'activité humaine nécessaire à la production d'une certaine quantité de nourriture) sont basés sur l'exploitation des combustibles fossiles comme principale source d'énergie. Les combustibles fossiles sont des sources d'énergie à rendement et qualité élevés. L'avènement des combustibles fossiles a

considérablement réduit la quantité d'énergie, de travail et de capital technique nécessaires à la production d'énergie utile. Ainsi, les sociétés modernes ont pu atteindre leur degré actuel de complexité grâce au surplus de temps dégagé par l'exploitation des sources d'énergie bon marché. Mais l'approche du pic pétrolier nous pousse à nous tourner vers des solutions énergétiques de moins bonne qualité. La conséquence directe est un besoin et une augmentation spectaculaires de la quantité d'énergie, de travail, et de capital technique consacrés à la production de l'énergie (renouvelable ou autres) nécessaire au maintien des formes métaboliques et des structures complexes développées par nos sociétés. Les systèmes socioéconomiques actuels des pays du Nord se caractérisent par une grande diversité économique, des taux de dépendance accrus (du fait du vieillissement de la population et de l'augmentation de l'âge moyen de fin des études) et une contribution proportionnellement élevée du secteur tertiaire à l'économie. Dans un contexte de raréfaction des ressources fossiles, il faudra très certainement augmenter le nombre de travailleurs et le temps de travail pour continuer à subvenir aux besoins énergétiques de ces schémas métaboliques sociétaux. Cela contredit l'objectif de la décroissance de réduire le temps de travail. Dans un avenir pauvre en énergie, nous devons travailler plus, et non moins.

De plus, quand bien même on parviendrait à réduire les richesses, comme le prônent les décroissants, aucune étude approfondie ne prouve que cela conduirait à une réduction globale de la consommation d'énergie ou de matières premières, étant donné l'augmentation de la population et, par là-même, celle des niveaux corrélatifs de consommation. À mesure que des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil et leur population gagneront en prospérité, leurs besoins matériels et énergétiques augmenteront, et cette augmentation sera telle qu'elle pourrait annuler les gains réalisés par l'efficacité énergétique ou les réductions volontaires de la consommation dans les pays du Nord.

Ce phénomène, appelé paradoxe de Jevons, remet en cause l'efficacité des réductions volontaires défendues par les décroissants. Une réduction

volontaire de la consommation d'énergie dans certaines activités ou par certaines personnes aura tendance à être compensée par une augmentation (volontaire ou non) de la consommation d'énergie dans d'autres activités ou par d'autres personnes. L'approche biophysique du métabolisme social pointe les limites des stratégies de décroissance basées sur la réduction volontaire de la consommation des ressources, de l'énergie ou du capital. Elles ne seront pas suffisantes à elles seules.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Voir Marina Fischer-Kowalski et Helmut Haberl, *Socioecological Transitions and Global Change. Trajectories of Social Metabolism and Land Use*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Ltd, 2007.
2. Voir Mario Giampietro, Kozo Mayumi, et Alevgül H. Şorman, *The Metabolic Pattern of Societies. Where Economists Fall Short*, Londres, Routledge, 2012.
3. Voir Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Le premier chapitre de cet ouvrage est traduit dans Nicholas Georgescu-Roegen (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre et Ellébore, 2006, p. 63-84.
4. Voir Mario Giampietro, Kozo Mayumi, et Alevgül H. Şorman, *The Metabolic Pattern of Societies...*, *op. cit.*, et Mario Giampietro, Kozo Mayumi et Alevgül H. Şorman, *Energy Analysis for a Sustainable Future. Multi-Scale Integrated Analysis of Societal and Ecosystem Metabolism*, Londres, Routledge, 2013.
5. *Ibid.*

ARTICLES LIÉS

Anthropocène
Bioéconomie

Dépense (notion de)
Dématérialisation
Écologie politique scientifique
Effet rebond
Marchandise (frontières de la)
Partage du travail
Pic pétrolier

NOYAU
DUR

AUTONOMIE

Marco Deriu



Cornelius Castoriadis définit l'autonomie comme notre capacité à nous donner à nous-mêmes nos lois et règles, en toute indépendance et en toute conscience. L'hétéronomie, par opposition, désigne une situation dans laquelle les lois et les règles nous sont imposées par d'autres ; par là, Castoriadis entend principalement le discours et l'imaginaire des autres tels que nous les avons intériorisés. À propos de la distinction entre autonomie et hétéronomie, Castoriadis précise que l'Autre ou les Autres ne doivent pas être envisagés, comme c'est souvent le cas, comme des « obstacles extérieurs », ou comme une « malédiction subie », mais comme « constitutifs du sujet », parce que « l'existence humaine est une existence à plusieurs »¹. Cette clarification est très importante, car dans la tradition philosophique, les hommes tendent généralement à cacher, minimiser ou dévaluer les soins (*care*) et les services que leur apportent

d'autres personnes – tout particulièrement des femmes – pour présenter une image autonome et indépendante d'eux-mêmes.

En projetant l'image de « l'homme indépendant » dans l'espace public, on passe sous silence une grande part des soins et services reçus tant dans la sphère privée que dans le « back office » des entreprises ou dans le cadre de la fonction publique. Envisagée ainsi, l'autonomie ne doit pas être considérée comme un synonyme d'indépendance. L'autonomie s'oppose à la fermeture à l'Autre ou à la peur de l'Autre, mais ici, on peut aussi dire qu'elle s'oppose aux relations symbiotiques qui répriment la distance et la différence. Pour tenter de proposer une définition, disons que l'autonomie doit nécessairement encourager une perception de soi qui implique la reconnaissance explicite des relations qui nous attachent à la vie. L'autonomie, pour Castoriadis, reste à la fois interconnectée aux institutions sociales et en tension avec elles. Elle ne peut être conçue que comme un projet collectif.

Dans sa réflexion sur la progression du nazisme en Europe et sur l'inertie des populations menacées par les rafles hitlériennes, le psychanalyste Bruno Bettelheim remarque que de nombreuses personnes tardèrent à s'enfuir parce qu'elles ne parvenaient pas à renoncer à leurs biens matériels. Ce faisant, Bettelheim pointe du doigt l'un des conflits centraux de notre époque : les individus sont incapables de se décider entre deux choix basiques. La liberté et la subjectivité individuelle semblent en conflit avec le confort matériel offert par la technologie moderne et la société de consommation :

Personne n'est disposé à renoncer à sa liberté. Mais le problème devient plus complexe lorsqu'il s'agit de décider des biens qu'on est prêt à sacrifier pour demeurer libre et des changements de condition d'existence qu'on est prêt à accepter pour préserver son autonomie².

Ces réflexions mettent au jour l'un des fonctionnements de base de la société de croissance : le capitalisme et la société de consommation produisent une population consentante, qui ne remet pas en question

les décisions prises par d'autres. Cela concerne au départ des choses triviales (des questions matérielles, organisationnelles et techniques), mais progressivement, cela implique l'acceptation de modèles de comportement et de « significations sociales » qui sous-tendent le matérialisme. Théoriquement, notre société devrait produire des individus dotés de puissance sur les plans technologique et économique, mais dans les faits, c'est exactement l'inverse qui se produit. Plus une société est puissante, grâce aux infrastructures et aux moyens technologiques à sa disposition, et plus l'individu se sent impuissant, inquiet pour son propre sort. Il doit par conséquent trouver quelqu'un, ou mieux encore quelque chose, en qui placer sa confiance.

Bettelheim, au début des années 1960, avait déjà repéré ce changement de mentalité :

Ce qu'il y a de nouveau dans les espoirs et les peurs de l'ère de la machine, c'est que le sauveur et le destructeur n'ont plus figure humaine. Nos fantasmes ne sont plus la projection directe de notre propre image. Ce en quoi nous mettons notre espoir, ou ce que nous redoutons dans nos délires d'angoisse, n'est plus de nature humaine³.

Encore aujourd'hui, beaucoup pensent que la technologie est seule à pouvoir apporter une réponse à la crise sociale et écologique. Pourtant, plus nous nous reposons sur des outils externes pour résoudre nos problèmes, moins nous faisons confiance aux changements auxquels nous procédons nous-mêmes, par des choix subjectifs en adéquation avec nos valeurs.

La société moderne menace l'autonomie individuelle à travers l'addiction et la dépendance à l'égard des biens et du confort qu'elle dispense, mais aussi de deux autres façons essentielles : elle réduit la possibilité d'agir et de créer, en imposant les conditions du marché, et elle limite notre capacité personnelle à prendre des décisions.

Concernant le premier point, Ivan Illich a développé le concept de « monopole radical » : « Dans [le cas d'un monopole radical], un processus de production industriel exerce un contrôle exclusif sur la satisfaction d'un besoin pressant, en excluant tout recours, dans ce but, à des activités non industrielles »⁴. Les solutions et productions personnelles sont systématiquement remplacées par des produits industriels standardisés. À terme, il est impossible de satisfaire même les besoins les plus simples en dehors du marché : « [Le monopole radical] instaure la consommation obligatoire et dès lors restreint l'autonomie de la personne »⁵. Il restreint le champ de l'organisation autonome et de l'autodétermination ; à moyen terme, il aboutit à la perte pure et simple des compétences pratiques, puisqu'elles ne peuvent plus être exercées :

Le deuxième problème est la perte progressive de l'habitude de prendre des décisions autonomes face à des problèmes concrets. Pour Bettelheim, cela s'explique ainsi :

Le progrès scientifique et technologique a dispensé [l'homme moderne] de résoudre de multiples problèmes auxquels il lui fallait faire face par lui-même autrefois s'il voulait survivre, alors que le monde moderne lui présente des possibilités de choix beaucoup plus nombreuses que n'en avaient ses prédécesseurs. Autrement dit, il se trouve devant une situation contradictoire : il a moins besoin d'autonomie parce qu'elle n'est pas nécessaire à sa survie, et il en a un besoin accru s'il ne veut pas que les autres prennent ses décisions à sa place. Moins il est contraint de prendre des décisions cruciales et moins il est porté à développer sa capacité de choix⁶.

Toutefois, cette tendance a une fin. Il faut bien admettre le caractère illusoire de la logique de croissance capitaliste, fondée sur le besoin incessant de susciter de nouveaux besoins et de nouvelles aspirations, et d'y répondre. L'ironie est que ce postulat nous délesté du droit à déterminer pour nous-mêmes le contenu de nos besoins et de nos désirs. Il sous-tend le projet insensé de prendre le consommateur en charge depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Or au-delà d'un certain degré de productivisme et de

consumérisme, la frustration prend le pas sur la satisfaction. D'après Illich, notre besoin d'initiatives autonomes entrave l'expansion industrielle et son impératif de consommation.

À partir de tous ces éléments, on comprend mieux en quoi autonomie et décroissance sont intimement liées. La décroissance est une tentative d'adopter de nouvelles règles et de nouvelles valeurs, au sein d'une société totalement dépendante des règles et des priorités dictées par la finance, le marché et la technoscience. Mais en même temps, il est difficile d'imaginer une forme réelle d'autonomie et d'autogouvernement qui ne remette pas en question l'impératif souverain de croissance économique. Pour Serge Latouche, le projet de société de décroissance prolonge effectivement la vision de Castoriadis d'une société auto-instituée ou autorégulée⁷. La convivialité et l'autonomie se complètent mutuellement ; le plaisir de la convivialité peut se substituer au plaisir recherché dans le consumérisme ou dans l'assujettissement et l'exploitation des autres. Il ne s'agit pas seulement de manipulation à grande échelle (ce qui arrive également), mais, avant tout, de soumission volontaire à un certain style de vie.

On peut concevoir le chemin menant à la décroissance comme un parcours visant à rétablir l'autonomie, ainsi qu'un processus d'affranchissement de la dépendance à des systèmes aliénants et hétéronomes. Il est tout aussi important de mener des discussions sur ce processus de transition que d'atteindre l'objectif de la décroissance ; et ce processus devra être convivial et basé sur un appel à l'autonomie. Illich est farouchement opposé à l'idée de charger des experts de fixer des limites à la croissance :

[Face à l'effroyable apocalypse prédite par maint écologue], la société peut cantonner sa survie dans les limites fixées et renforcées par une dictature bureaucratique, ou bien réagir *politiquement* à la menace en recourant aux procédures juridiques et politiques⁸.

Selon Illich, la gestion bureaucratique (hétéronome) de la survie humaine serait certes inacceptable, mais, plus important encore, elle serait inutile. Déléguer cette tâche polyvalente à des technocrates équivaldrait au

maintien du système industriel à son plus haut niveau de productivité durable, afin d'abaisser par tous les moyens le seuil de tolérance. Comme l'écrit Illich :

« Seule une majorité active d'individus et de groupes cherchant, par une procédure conviviale commune, à recouvrer leurs propres droits, peuvent arracher au Léviathan le pouvoir de déterminer les bornes qu'il faut imposer à la croissance pour survivre et celui de choisir les limites qui optimisent une civilisation »⁹.

La proposition de la décroissance est donc un objectif politique et un exemple de ce que Castoriadis a appelé les nouvelles « significations imaginaires sociales ». Ce changement produit et *est* produit (selon une logique circulaire) par une révolution dans les techniques – qui sont alors plus conviviales –, et par la transformation des individus et des formes d'organisation sociale. Le projet de société de décroissance propose de s'autolimiter, de façon consciente et à travers une organisation démocratique. Il vise à mettre en place un monde commun mettant en avant les idéaux d'autonomie, de convivialité et de régénération, et rejetant l'idéologie de la croissance économique sans limites.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Cornelius Castoriadis (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, coll. « Points Essai », 1999, p. 160.
2. Bruno Bettelheim (1960), *Le cœur conscient*, Paris, Robert Laffont, 1972, p. 296.
3. *Ibid.*, p. 68.
4. Ivan Illich (1973), *La convivialité*, in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2004, p. 514.
5. *Ibid.*, p. 515.
6. Bruno Bettelheim (1960), *Le cœur conscient*, *op. cit.*, p. 86.

7. Serge Latouche, *Pour sortir de la société de consommation*, Paris, Les liens qui libèrent, 2010, p. 141-161. Voir aussi, Serge Latouche, *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », 2014.
8. Ivan Illich (1973), *La convivialité*, *op. cit.*, p. 569.
9. *Ibid.*, p. 566.

**ARTICLES LIÉS**

Capitalisme
Care
Convivialité
Croissance
Imaginaire (décolonisation de l')

BIENS COMMUNS

Silke Helfrich et David Bollier



Les biens communs consistent en un large éventail de systèmes autosuffisants et autogouvernés qui se développent principalement en marge du marché et de l'État, à la périphérie des formes politiques et économiques dominantes. Bien qu'ils agissent comme un ciment social et obéissent à une logique distincte de celle du fondamentalisme du marché, les biens communs sont pour l'essentiel invisibles. Ils ne reposent généralement pas sur l'argent, les contrats légaux ou les directives bureaucratiques, mais sur l'autogestion et le partage des responsabilités.

On définit en général les biens communs suivant deux perspectives principales : en tant que paradigme de gouvernance et de gestion des ressources et en tant qu'ensemble de pratiques sociales recouvrant virtuellement tous les champs de l'activité humaine. Lorsqu'il désigne un système de gouvernance, le terme fait référence aux normes, aux règles

et aux institutions qui permettent une gestion partagée de ressources particulières. Lorsqu'il renvoie à des pratiques sociales, on comprend mieux le terme si on le prend comme verbe (un processus social) plutôt que comme un substantif. Dans ce cas, il est plus juste de parler de « mettre en commun », de « mise en commun », que de « biens communs ». Les biens communs ne tombent pas du ciel. Ce ne sont pas de simples ressources collectives matérielles ou intangibles, mais des processus d'intendance partagée portant sur des choses qu'une communauté (un réseau ou l'humanité entière) possède et gère en commun – ou du moins devrait *gérer en commun*. Ces choses que nous sommes en droit d'utiliser à titre collectif peuvent être des dons de la nature ou des ressources produites collectivement comme le savoir et les techniques culturelles, les espaces urbains, le paysage, pour n'en citer que quelques-uns.

Une ressource *devient* un bien commun dès lors qu'elle est prise en charge par une communauté ou un réseau. Communauté, ressource et règles forment un tout intégré.

Cette définition des biens communs pose d'énormes défis conceptuels à l'économie conventionnelle et même à la recherche universitaire traditionnelle. Toutes deux ont tendance à considérer que la nature commune d'une ressource est inhérente à la ressource elle-même. Pour l'économie conventionnelle, une ressource est traditionnellement considérée comme un bien commun dès lors que son utilisation exclusive s'avère difficile et que cette ressource est caractérisée par son caractère de « rivalité » (mon usage d'une ressource diminue la capacité d'autrui à utiliser cette même ressource). Pourtant, la culture ou le code informatique ne s'épuise pas quand on s'en sert. Ils sont « non rivaux ». Ce qui n'empêche pas qu'ils soient considérés par beaucoup comme des biens communs (à l'instar de Wikipédia et des logiciels libres). Cette démonstration suggère qu'une réflexion cohérente sur les biens communs ne peut être basée sur des catégories de ressources. Ce qui importe avant tout, ce sont l'implication sociale, le savoir et les pratiques à l'œuvre pour gérer la ressource concernée, quelle que soit sa nature. Une source d'eau

douce peut faire l'objet d'une intendance commune – avec un usage non discriminatoire mais limité ouvert à tous –, ou elle peut être clôturée, convertie en marchandise, et vendue sous forme de bouteilles d'eau. L'essence des biens communs et de la mise en commun n'est pas le « bien collectif », mais le processus actif qui consiste à « mettre en commun des biens collectifs ». Rivales (eau, terrain, poissons, etc.) ou non rivales (savoir, code, etc.), les ressources peuvent être – ou non – mises en commun. Cela dépend surtout de nous. C'est pourquoi la question des biens communs est avant tout celle de notre relation aux autres lorsque nous utilisons quelque chose en commun.

Avant qu'un bien commun puisse voir le jour, cependant, il faut surmonter un problème d'idéation collective. Tout le monde doit avoir une même vision claire de ce qui va être partagé et suivant quelles modalités. Une mise en commun peut échouer faute d'une bonne direction, de structures de gouvernance adaptées, ou simplement à cause des relations de pouvoir à l'œuvre dans un monde régi par le marché.

Selon les estimations de l'International Land Coalition (ILC), deux milliards de personnes dans le monde dépendent directement des biens communs comme modèle de subsistance. Même si ce modèle existe depuis des millénaires comme mode de reproduction sociale par défaut, sa puissance comme moteur de changement vient seulement d'être redécouverte. L'intérêt qu'il a suscité chez les chercheurs vient principalement des recherches sur les « régimes de propriété collective » menées par Vincent et Elinor Ostrom, fondateurs de l'atelier de réflexion sur la théorie politique et l'analyse des politiques publiques à l'Université de l'Indiana en 1973. Elinor Ostrom se vit décerner le « Prix Nobel » d'économie en 2009. Les biens communs ont également été propulsés sur le devant de la scène avec l'avènement des nouvelles technologies de la communication et de l'information dans les années 1980.

La plupart des biens communs sont peu concernés par les droits de propriété individuels, les marchés ou le pouvoir géopolitique. Le but est

de résoudre des problèmes concrets et de répondre aux besoins des gens en proposant l'auto-gouvernance efficace d'une ressource ou d'un espace partagé. C'est pourquoi les biens communs sont constamment broyés et détruits par les forces du marché, les parlements et les gouvernements. Ce processus est appelé *enclosure*. Depuis des siècles, on justifie les *enclosures* par une fable qui a également servi de base à l'un des articles de sciences sociales les plus cités de ces quarante-cinq dernières années : « La tragédie des communs », publié en 1968 par Garrett Hardin. Aujourd'hui encore, son message trompeur continue d'exercer une emprise sur l'imaginaire collectif. Hardin demande à ses lecteurs de se représenter « des pâturages ouverts à tous. . . » Si tout le monde peut faire paître du bétail sur des terres, affirme-t-il, aucun gardien de troupeau n'aura raisonnablement de raison de s'en priver. Au contraire, il y mettra autant d'animaux que possible. Et c'est ainsi que les pâtures se retrouveront inévitablement surexploitées. La solution à ce problème, suggère Hardin, serait de protéger l'exclusivité par la propriété privée ou par un contrôle hiérarchique et par la coercition.

En réalité, Hardin ne décrit pas une mise en commun mais un régime en accès libre, une foire d'empoigne sans limites, sans règles et sans communication entre usagers. Or une mise en commun présuppose des limites, des règles, des systèmes de surveillance, des sanctions en cas d'infractions, et des normes sociales—le tout développé par les usagers eux-mêmes, en fonction de la situation. Les conditions propices à la réussite de l'autogestion sont résumées dans les principes directeurs énoncés par Elinor Ostrom dans son ouvrage publié en 1990, *Gouvernance des biens communs*¹. Elles incluent des limites clairement définies, l'exclusion effective des parties non autorisées, des règles adaptées aux conditions locales concernant l'appropriation et la mise à disposition des ressources, des dispositions permettant à la majorité des usagers de prendre part aux décisions collectives, une surveillance, des sanctions graduelles en fonction des règles violées, des mécanismes facilement accessibles pour la résolution des conflits, et une reconnaissance par des autorités supérieures.

De nombreux partisans des biens communs insistent sur le fait que la dimension génératrice des biens communs est une forme de création de la richesse. Dans la description que fait Yochai Benkler de ce que l'on appelle les biens communs numériques, on assiste à « l'émergence de pratiques d'action collective, décentralisées plus efficaces, mais ne reposant ni sur le régime des prix, ni sur une structure managériale de coordination »². Les biens communs sont hyperconcurrentiels parce qu'ils sont fondés sur l'hyper-coopération. Le terme employé par Benkler pour qualifier ce phénomène est « une production collaborative sur la base des biens communs », à savoir des systèmes collaboratifs, libres et basés sur un principe d'échanges de ressources et de résultats entre des individus sans relation directe dispersés à travers le monde³.

Ces dernières années, un jeune mouvement – travaillant de conserve avec des universitaires – a érigé les biens communs en philosophie et programme politiques. Ce réseau lutte contre les arguments moraux et politiques légitimant les *enclosures*, utilisés aujourd'hui pour justifier la privatisation (par des entreprises) du savoir ethnobotanique, des gènes, des formes de vie et des nanomatériaux synthétiques. Les stratégies décroissantes doivent s'opposer à ces (nouvelles) formes d'*enclosure*, qui balayent d'un revers de main les liens humains, imposent un individualisme extrême et transforment les citoyens en simples consommateurs. Telles sont les bases sur lesquelles une alliance avec le mouvement des biens communs est en train d'émerger.

En fait, les deux discours (celui des biens communs et celui de la décroissance) réinterprètent la notion de richesse en l'associant à l'idée de « liberté accrue dans l'interaction ». La critique de la croissance définit le cadre (que faire ?), tandis que les biens communs élaborent une narration expliquant comment vivre et structurer nos relations sociales à l'intérieur de ce cadre. La décroissance nous aide à comprendre l'urgence à sortir de la « prison de fer du consumérisme », tandis que la mise en commun montre à quoi ressemble une « culture post-consumériste ». Les tenants des biens communs ont tendance à mettre en avant une « logique d'abondance »,

l'idée que l'on produira suffisamment pour tout le monde si nous parvenons à multiplier les liens, les réseaux et les formes de gouvernance coopératives. Cette forme d'abondance peut nous aider à développer des pratiques qui respectent les limites de la croissance tout en augmentant la liberté de chacun d'agir de façon autodéterminée.

Par ailleurs, la mise en commun peut contribuer activement à la dématérialisation de la production et de la consommation, et cela de trois manières. Tout d'abord, elle peut relocaliser la production (de nombreux biens communs sont liés à un territoire géographique). Deuxièmement, les biens communs peuvent renforcer l'utilisation grâce à la co-utilisation et l'utilisation collaborative et complémentaire, qui à leur tour peuvent empêcher ou amortir les effets rebond. Troisièmement, la mise en commun peut encourager la « prosommation » qui combine en un seul processus production et consommation. Il est important de noter, cependant, que les liens sociaux eux-mêmes stimulent la dématérialisation en se renforçant, car ils sont basés sur des besoins plutôt que créateurs de besoins.

En bref, les biens communs et la décroissance sont complémentaires. Les biens communs suggèrent des solutions radicalement démocratiques qui n'opposent pas préoccupations écologiques et justice sociale. Les principes de mise en commun n'ont pas besoin de la croissance économique pour s'épanouir. Au contraire, ils contribuent à remplacer l'impératif culturel de l'« avoir plus » par d'autres pratiques sociales qui font la preuve que « faire ensemble » peut l'emporter sur « posséder » – et ainsi concilier « décroissance » et « qualité de vie ». De plus, l'attention que le mouvement des biens communs porte aux droits de propriété (intellectuelle) a l'avantage d'ébranler un pilier fondamental du capitalisme, et donc de la croissance.

En repensant « l'économie » à travers des notions clés relevant des biens communs telles que la production distribuée, la modularité, la propriété collective et l'intendance, il devient possible d'adhérer à l'idée d'un système économique hautement performant tout en rejetant les notions

et les institutions capitalistes (les grands groupes, les marchés mondiaux, la compétition, le travail).

(traduction : Marion Tissot)

NOTES

1. Elinor Ostrom (1990), *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck, 2010.
2. Yochai Benkler (2006), *La richesse des réseaux. marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2009, p. 103.
3. *Ibid.*, p. 104 sq.

ARTICLES LIÉS

Autonomie
 Biens communs numériques
 Capitalisme
 Croissance
 Dématérialisation
 Effet rebond
 Limites sociales de la croissance
 Marchandisation

BONHEUR

Filka Sekulova



Les étroites corrélations observées dans les enquêtes entre les indicateurs de satisfaction à l'égard de la vie et les indicateurs bonheur nous font dire que le bonheur est une composante du bien-être subjectif et une construction qui recouvre plus ou moins la notion de satisfaction. La définition du bonheur diffère selon les courants philosophiques. Le bonheur hédoniste se trouve dans la recherche des effets positifs associés aux plaisirs ou à l'acquisition d'objets matériels. Très proche empiriquement d'un état de satisfaction générale, il est mesuré sur une échelle numérique, la note la plus basse correspondant à un état de complète insatisfaction, et la plus haute à un état de complète satisfaction. Le bonheur eudémonique, en revanche, consiste à vivre en cohérence avec ses potentiels et sa raison d'être. On peut le formaliser au moyen d'un questionnaire sur le fonctionnement psychologique optimal. Si certaines activités procurent

les deux types de bonheur, hédoniste et eudémonique, tous les plaisirs hédonistes ne procurent pas de bonheur eudémonique.

Ce qui revient le plus souvent dans les travaux sur le bonheur est le traitement du bien-être subjectif comme une construction composite incluant des éléments aussi bien tangibles qu'intangibles. On s'aperçoit que les domaines non relatifs à l'argent (comme la santé, le capital social, les biens relationnels, le statut marital et la personnalité) tendent à jouer un rôle plus grand dans le bonheur que les biens relatifs à l'argent (les conditions matérielles ou le niveau de revenu disponible)¹. Des perturbations dans les domaines non pécuniaires tendent à causer des ruptures plus profondes et plus durables du bien-être que la perte des biens pécuniaires. Ces constats s'accordent avec la théorie de la décroissance et l'idée de réévaluer l'importance des facteurs économiques au profit des relations humaines, du lien social et de la convivialité.

Le deuxième point notable concerne la théorie de l'utilité en économie. Si la satisfaction à l'égard de la vie pouvait être considérée comme un équivalent imparfait de l'utilité, les études sur le bonheur montrent que la satisfaction qu'un consommateur tire de l'augmentation d'un ensemble d'achats cesserait au fil du temps de contribuer positivement à l'utilité. Ainsi les études sur le bonheur indiquent que même d'un point de vue strictement utilitariste, la croissance ne parviendrait pas à remplir ses objectifs initiaux.

Le troisième point à retenir est lié au paradoxe d'Easterlin. Il se réfère au manque de corrélation entre l'augmentation du revenu et le bien-être à long terme des populations. Cette dissociation tient à deux causes. La première est l'influence de la comparaison sociale sur le ressenti, soit le processus à travers lequel on déduit ce que doit être une vie « bonne » ou « heureuse » en se référant à tel groupe ou à tel environnement particulier. La deuxième cause est l'adaptation des attentes matérielles, ou de ces aspirations soi-disant toujours à la hausse, qui contrebalance l'impact positif de la hausse de revenu sur le bien-être.

Comment ces trois points sont-ils liés à certaines idées de la décroissance ? La première réponse intuitive serait de dire que si la décroissance se traduit par un déclin équitable et à grande échelle de la consommation, cela n'aura pas nécessairement d'effet négatif sur le bien-être subjectif. Premièrement à cause de l'adaptation. Les gens tendent à s'habituer aux améliorations de leurs conditions matérielles. Les gagnants de la loterie, par exemple, ne sont pas plus heureux sur le long terme que les individus appartenant à un groupe présentant des caractéristiques similaires. De même, l'adaptation à une consommation matérielle réduite pourrait ne pas entamer le bonheur de façon permanente, si le statut social est pris en compte. Cette réflexion est directement liée à la deuxième cause, à savoir la comparaison sociale. Une baisse de consommation qui affecterait tout le monde entraînerait une baisse des salaires de référence, ce qui contrebalancerait donc les effets psychologiques et sociaux négatifs qui découleraient de cette baisse. Si en revanche la décroissance se traduisait par une baisse de la consommation pour une petite partie de la population vivant dans une société caractérisée par l'abondance et la richesse matérielle, comme en temps de crise économique, le niveau de bien-être baisserait.

Au-delà de la définition générale de la décroissance comme transformation à tous les niveaux, impliquant des actions, des politiques et des stratégies complémentaires, on pourrait essayer de voir quelles seraient les répercussions de certaines propositions emblématiques de la décroissance à propos du bonheur. L'une d'elles peut être globalement définie comme la réduction formelle du temps de travail et l'introduction d'un partage du travail. La littérature sur le bonheur met parfois en évidence une relation entre travail à temps partiel et niveaux de satisfaction personnelle plus élevés. Encore une fois, si la hausse des revenus de tous n'entraîne pas la hausse du niveau de bonheur de tous, une baisse générale des revenus (conséquence de la réduction du temps de travail) a peu de chance de réduire le bonheur de tous. Dans la droite ligne de la théorie des perspectives, on pourrait faire remarquer que les pertes pécuniaires ont plus d'impacts négatifs que les gains pécuniaires de montants équivalents.

Pourtant, le verdict empirique quant à l'existence et la persistance d'une telle asymétrie sur le long terme est mitigé.

La proposition d'un partage du travail dans le cadre de la décroissance s'accompagne d'une augmentation du temps libre et de l'espace de vie consacré à des activités non monétaires, conviviales et communes, dont la plupart peuvent être définies comme reproductives. Puisqu'il est admis que la qualité des relations sociales et familiales est un élément positif déterminant pour le bien-être, l'augmentation du partage du travail communautaire n'entraînerait pas une baisse du bonheur. De plus, on a constaté que la liberté, comprise comme la possibilité de contrôler sa vie et son temps, jouait un rôle plus important dans la variation du niveau de satisfaction à l'égard de la vie que la santé, le travail, le revenu, le mariage ou la religion, quel que soit le pays. Dans ces conditions, l'augmentation du temps consacré aux activités qu'on estime avoir du sens pourrait renforcer l'augmentation de la satisfaction à l'égard de la vie. On a constaté, par exemple, que le bénévolat contribuait de façon positive au bonheur en augmentant l'empathie et en déplaçant les attentes.

De plus, dans la décroissance, il est souvent question d'établir de façon démocratique un ratio fixe entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas. Il a été établi que les inégalités de revenus ont de lourds effets négatifs sur la satisfaction. Les individus vivant dans des régions à fortes inégalités de revenus tendent à avoir de moins bons résultats en matière de santé et de bonheur. Si les écarts de revenu entre les individus et les pays se réduisent du fait de la décroissance, le bien-être subjectif pourrait augmenter en proportion de la diminution concomitante des rivalités.

Une autre idée emblématique de la décroissance repose sur la réduction de la dépendance à l'égard de l'automobile et, plus généralement, des modes de transports rapides et des infrastructures polluantes. Tant qu'une telle transformation permet de libérer de l'espace pour la nature (sauvage) dans les paysages urbains et ruraux sans entraîner de manque social, elle a de grandes chances d'avoir un effet positif sur le bien-être. Des études sur

les trajets domicile-lieu de travail montrent que le fait de passer plusieurs heures dans un véhicule motorisé a des effets négatifs permanents sur le bonheur. En outre, un nombre grandissant de travaux indique que les dégradations environnementales perturbent le bien-être. Diverses études ont montré, par exemple, qu'une mauvaise qualité de l'air est associée à des taux de bonheur plus faibles. C'est le cas à Londres et dans de grandes villes chinoises, où les embouteillages apparaissent comme une menace pour le bien-être. Sur la question de l'utilisation de la voiture, si la majorité des habitants d'une ville prenaient les transports en communs à la place de leur véhicule, ou s'ils choisissaient leur lieu de travail selon des critères de proximité, leurs niveaux de satisfaction auraient peu de chance de baisser. A contrario, il serait probablement plus difficile de renoncer à sa voiture dans une société reposant sur l'utilisation de la voiture.

Une des propositions qui revient le plus souvent au cours des débats publics sur la décroissance est l'interdiction des publicités dans les espaces publics. Des recherches montrent que les individus fortement attachés aux biens matériels et qui accordent beaucoup d'importance à la sécurité financière tendent à être moins satisfaits de leur existence². Aussi, en atténuant ces aspirations matérielles, une telle mesure permettrait d'améliorer le bien-être. En outre, quelques travaux montrent que la télévision fait baisser les activités relationnelles, qui sont une composante importante du bonheur.

Une proposition plus abstraite, mais récurrente, de la décroissance vise à remettre en question l'imaginaire dominant de la croissance et la vision d'un prestige social associé aux possessions et à l'accumulation matérielles. Selon les quelques études qui se sont penchées sur le rapport entre les valeurs non matérielles et le bien-être, ces valeurs sont souvent associées à de plus hauts niveaux de satisfaction. Les valeurs en soi (comme l'altruisme) renvoient en général à l'idée d'un bien-être supérieur et à une satisfaction des besoins élémentaires moins tributaire des ressources matérielles. De plus, le développement d'un imaginaire social qui ne serait pas colonisé par le matériel, si l'on tient compte de l'impact négatif, tant

sur le plan individuel que sociétal, de la rivalité et de la consommation sur le bonheur, pourrait avoir un effet positif sur ce dernier.

La liste des implications de certaines propositions centrales de la décroissance pour le bonheur est loin d'être exhaustive. Il est naïf de penser que la décroissance est et sera « heureuse » par défaut, ou que le bonheur devrait être le seul objectif de la société. On veut plutôt suggérer ici que la satisfaction a peu de chance de baisser avec la décroissance, surtout si les critères suivants sont respectés : que toute réduction de revenu ou de travail rémunéré et toute augmentation de temps libre personnel et d'autonomie bénéficient à tout le monde ; que l'augmentation du temps consacré au travail réciproque et/ou communautaire soit compensée par une amélioration des biens relationnels ; que la réduction éventuelle des modes de transport rapides soit associée à une augmentation du temps disponible pour voyager ; qu'une réduction des biens de consommation luxueux et des niveaux de confort soit compensée par un partage des biens et par la convivialité. En d'autres termes, si la décroissance implique tout un faisceau d'actions et de pratiques qui compensent les effets négatifs (possibles) des uns et des autres, elle pourrait ne pas menacer le bonheur personnel. Si la décroissance entraîne une amélioration de ces déterminants du bonheur qui n'exigent guère d'adaptation, comme l'allocation de temps libre, l'environnement naturel et urbain, la santé, la liberté individuelle et la qualité des relations sociales, les effets associés au bien-être subjectif ont de grandes chances d'être positifs et durables.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Voir Richard Easterlin, « Building a Better Theory of Well-Being », *IZA Discussion Paper*, n° 742, mars 2003.
2. Voir Tim Kasser, *The High Price of Materialism*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2002.

ARTICLES LIÉS

Anti-utilitarisme
Care
Convivialité
Croissance
Imaginaire (décolonisation de l')
Limites sociales de la croissance
Revenu de base et revenu maximum
Travail (partage du)

CAPITALISME

Diego Andreucci



Le capitalisme est une forme historique particulière d'organisation sociale et économique. La date de son apparition fait débat et diffère selon qu'on mette l'accent, pour le distinguer d'autres formes, sur la sphère des échanges ou sur celle de la production. À la suite de Marx, on associe généralement son émergence à la mutation des modes de production et, corrélativement, des rapports sociaux, survenue dans l'Angleterre de la seconde moitié du XVI^e siècle et du début du XVII^e, mutation entérinée ensuite par la Révolution industrielle.

Cinq traits distinguent le capitalisme d'autres systèmes socioéconomiques tels que le féodalisme ou le socialisme. Premièrement, les moyens de production sont concentrés entre un nombre limité de mains. Deuxièmement, une partie conséquente de la population, « libérée » du moyen d'assurer sa subsistance, est contrainte d'échanger son travail

contre un salaire. Troisièmement, les capitalistes sont propriétaires des biens produits et les vendent sur le marché pour réaliser des profits. La production capitaliste est ainsi la production de marchandises, c'est-à-dire de biens et de services qui ne sont pas destinés à un usage immédiat mais à être vendus. Quatrièmement, le capitalisme repose sur un système monétaire assurant la création de monnaie par le crédit bancaire, et sur le marché en tant que mécanisme de coordination. Le coût de la production et les prix à la consommation sont déterminés par la concurrence sur les marchés ; argent, travail, biens de production et de consommation sont échangés sur les marchés, de même que les actifs financiers. Cinquièmement, dans les économies capitalistes, la production est principalement motivée par le profit. Aucune production n'est engagée si aucun profit ne peut en être attendu.

Ces modalités institutionnelles ont donné lieu à des interprétations opposées¹. À la suite d'Adam Smith, les théoriciens du libéralisme comme Friedrich Hayek considèrent le marché comme un mécanisme rationnel qui s'autorégule, un facteur d'harmonisation sociale et d'intégration, capable en dernière instance de favoriser la liberté individuelle et le bien-être. À l'inverse, Karl Marx et Karl Polanyi considèrent « l'économie de marché » comme une institution plutôt imposée politiquement que spontanée, dont le déploiement s'est fondé sur la subordination forcée de la terre, du travail et des biens communs aux rapports capitalistes. De façon analogue, si les économistes libéraux voient le travail comme une marchandise librement vendue sur le marché, pour Marx et les théoriciens critiques, la liberté de l'ouvrier est de pure forme et masque le caractère hautement inégalitaire d'un rapport qui relève de l'exploitation².

Deux autres clarifications sont nécessaires. Tout d'abord, le terme « accumulation » se réfère à la dynamique de reproduction du capital et à son expansion grâce au réinvestissement de la plus-value. L'accumulation est donc comprise comme un *processus* ; elle se distingue ainsi de la croissance économique. La « croissance », qui résulte de cette accumulation, indique simplement l'augmentation de la production de biens et de services au

niveau global, augmentation qu'on mesure à la variation du produit intérieur brut (PIB) d'un pays. Second point, du point de vue marxiste, le terme « capital » ne désigne pas une quantité d'argent ou d'actions, mais leur mobilisation dans la production en vue de dégager un nouveau profit. En ce sens, le capital est la « valeur qui aspire à se valoriser elle-même », le moteur économique principal du capitalisme. Selon Massimo De Angelis, dans un système capitaliste, le capital tend à coloniser les rapports socioéconomiques, mais sans jamais les investir totalement³. C'est un point essentiel. Les degrés divers de pénétration du capital dans les rapports sociaux et les différentes institutions sociales, politiques et idéologiques expliquent la variété des formes que revêt le capitalisme. Toutefois, de façon générale, une société peut être dite capitaliste tant que le capital ainsi défini demeure sa principale logique de (re)production.

L'expansion est-elle un caractère nécessaire du capitalisme ou est-elle contingente, et donc altérable ? C'est une question pertinente pour la décroissance. Les théoriciens critiques s'accordent à dire que le capitalisme est par essence obligé de croître. L'expansion continue et perpétuelle, « l'accumulation pour l'accumulation », serait une dimension structurelle du capitalisme. Pour Marx, si la « reproduction simple » est concevable de façon abstraite, la lutte pour la survie sur les marchés sous-tend la nécessité de « l'accumulation par la reproduction élargie ».

L'argument peut se résumer ainsi : les capitalistes se font concurrence pour l'accès à l'argent, au travail, aux matières premières et aux marchés. Cette concurrence s'effectue à travers le réinvestissement des profits. Pour survivre, les entreprises doivent alors maximiser leur rentabilité et donc extraire toujours plus efficacement la plus-value ; d'où une intensification du travail, l'investissement dans les innovations technologiques et l'élargissement de l'échelle des opérations. Par suite, de nouveaux pans du corps social, de nouvelles régions du globe et de plus grandes quantités de ressources sont entraînés dans la sphère des rapports de production capitalistes. Cette expansion accroît encore la concurrence, reproduisant ainsi la dynamique de croissance du capitalisme.

Au-delà du strict domaine économique, l'élargissement est aussi favorisé par le déploiement culturel et politique du profit. Conformément à l'idée weberienne classique, « l'éthique protestante » en Europe de l'Ouest a permis la domination d'une logique d'accumulation continue par la valorisation du travail, de l'épargne et de l'investissement⁴. Aujourd'hui, si l'élément religieux a largement perdu de sa pertinence, c'est le marketing qui stimule de nouveaux besoins et des désirs sans limites. En outre, avec les effets sociaux perturbateurs de la récession, le discours dominant est imprégné d'une représentation de la croissance comme « bien commun » qui concourt à sa dépolitisation. Les critiques politiques de la croissance sont aussi constamment battues en brèche par la mainmise des capitalistes sur les systèmes politiques.

Chez les théoriciens de la décroissance, le caractère inévitable de l'expansion capitaliste ne fait pas l'unanimité. Pour l'économiste de l'état stationnaire Philip Lawn, il est possible de concilier le capitalisme avec une croissance négative ou nulle en créant des institutions capables de contrer les effets perturbateurs de la récession, en particulier le chômage. Les marxistes affirment en retour que les solutions temporaires mises en place pour maintenir les profits capitalistes en l'absence de croissance ne font qu'aggraver les crises et miner la légitimité du système. De plus, disent-ils, il serait naïf de traiter les institutions politiques comme si elles étaient étrangères aux exigences de l'accumulation ou indépendantes de celles-ci.

Malgré ces désaccords, l'existence d'un lien puissant, historique ou contingent, entre le capitalisme et la croissance ne fait pas débat. Les divers courants intellectuels qui animent le mouvement de la décroissance s'accordent sur le fait que l'accumulation sans limites n'est ni souhaitable, ni possible dans un monde fini. Des théoriciens rattachés à divers courants de pensée ont mis en évidence l'existence de limites tant internes qu'externes à l'accumulation du capital. Limites internes d'abord, car il est de plus en plus difficile de réinvestir de fortes plus-values. Comme le remarque le géographe David Harvey, pour traiter le problème récurrent

de la suraccumulation du capital (le manque de débouchés rentables pour l'investissement), particulièrement manifeste depuis les années 1970, on a choisi : a) la privatisation agressive (« accumulation par dépossession ») et b) l'augmentation de la dette et la spéculation⁵. Aucune de ces deux solutions n'est viable à long terme. La financiarisation, en particulier, si elle restaure les profits de certains secteurs capitalistes, n'a fait qu'accroître l'instabilité d'une économie de plus en plus sujette aux crises.

Le second groupe de limites, les limites externes ou limites physiques absolues à la croissance, est le cheval de bataille de l'économie écologique. Si certains penseurs marxistes voient des relents malthusiens dans le discours sur les « limites absolues », on s'accorde généralement à dire que l'expansion capitaliste se trouve de plus en plus confrontée à des barrières écologiques et menace les bases biophysiques de la société, voire de la vie elle-même. Selon James O'Connor, le besoin d'expansion sans fin est une contradiction fondamentale du capitalisme : la volonté de réduire toujours davantage la nature et l'homme à des marchandises pour entretenir l'accumulation menace les conditions mêmes de reproduction du système⁶.

Les décroissants et les autres courants de l'écologie radicale s'accordent pleinement sur l'impossibilité d'un capitalisme vert. Les politiques de lutte contre le changement climatique montrent qu'il est souvent illusoire de vouloir remédier aux problèmes écologiques en adoptant des solutions basées sur l'économie de marché. De même, la recherche de « solutions techniques » comme en proposent les tenants de la modernisation écologique, est fortement critiquée. Exemple typique, l'« efficacité énergétique », présentée comme une panacée par les décideurs et les écologistes institutionnalisés : il a été démontré qu'une efficacité accrue entraîne une augmentation de la consommation et de l'investissement sans nécessairement réduire les niveaux absolus de consommation de matériaux et d'énergie. C'est ce qu'on appelle l'effet rebond, ou le paradoxe de Jevons.

Si le capitalisme est contraint de croître et que la croissance est incompatible avec la durabilité sociale et écologique, la décroissance est-elle possible dans un contexte capitaliste ? Sous une forme ou une autre, la plupart des partisans de la décroissance admettent une incompatibilité fondamentale entre capitalisme et décroissance, mais ils sont réticents à se positionner explicitement contre le capitalisme⁷. Cette réticence est un sujet de tension avec le marxisme et un objet de débat au sein du mouvement de la décroissance. Elle s'explique au moins de trois manières. Tout d'abord, pour des théoriciens de la décroissance comme Serge Latouche, la critique ne doit pas se focaliser sur le capitalisme, il faut plutôt s'attaquer à l'imaginaire économiste et productiviste qui le sous-tend⁸. Ensuite, la décroissance est un mouvement social attaché aux principes associatifs et à une organisation décentralisée et horizontale. De ce fait, la promotion de projets alternatifs concrets remplace les formes de lutte révolutionnaire à grande échelle clairement opposées au capitalisme. Pour finir, au sein du monde universitaire, la première préoccupation de nombre de partisans de la décroissance reste de rendre son projet acceptable. La volonté de recueillir l'approbation d'économistes et de chercheurs en sciences sociales « orthodoxes » dissuade d'adopter un discours anticapitaliste explicite.

La décroissance a donc pour l'instant largement renoncé à tout dialogue sérieux avec l'économie politique du capitalisme et la possibilité de sa transformation. C'est pourtant une entreprise intellectuelle et politique cruciale, dont les militants et penseurs de la décroissance ne pourront faire l'économie.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir Michael Watts, « Capitalism », in Derek Gregory, Ron Johnston, Geraldine Pratt, Michael Watts et Sarah Whatmore (dir.). *The Dictionary of Human Geography*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2009, p. 59-63.
2. *Ibid.*
3. Voir Massimo De Angelis, *The Beginning of History : Value Struggles and Global Capital*. Londres, Pluto Press, 2010.
4. Voir Geoffrey Ingham, *Capitalism*. Cambridge, Polity, 2008, p. 25-30.
5. Voir David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010.
6. James O'Connor, « On the Two Contradictions of Capitalism », in *Capitalism Nature Socialism*, vol. 2, 1991, n° 3, p. 107-109.
7. Voir Serge Latouche, « La Gauche peut-elle sortir de l'économisme ? », *La Décroissance*, juin 2010, p. 5.
8. *Ibid.*

ARTICLES LIÉS

Biens communs
 Croissance
 Effet rebond
 Écologisme (courants de pensée de l')
 Limites sociales de la croissance
 Marchandisation
 Marchandise (frontières de la)
 Produit intérieur brut

CARE

Giacomo D'Alisa, Marco Deriu et Federico Demaria



La notion de *care* (en français « soin »), forgée aux États-Unis dans les années 1980, recouvre l'ensemble des actions quotidiennes réalisées par des êtres humains pour leur bien-être et celui de leur communauté. Ici, le terme de communauté se rapporte à l'entourage de chaque individu, comme sa famille, ses amis ou ses voisins. Dans ces espaces sociaux, et dans la société en général, une énorme part de travail est consacrée à la subsistance, à la reproduction et à la qualité des relations humaines. Pour qualifier le travail gratuit investi dans ces tâches, l'économie féministe emploie le terme de travail non rémunéré. Les féministes dénoncent depuis des années la sous-évaluation du travail investi dans les soins corporels et personnels, ainsi que la sous-évaluation concomitante des sujets délégués à ce travail, à savoir les femmes¹. Les féministes insistent sur le rôle unique joué par le *care* dans le bien-être humain. Non seulement ce travail gratuit excède la quantité totale de travail rémunéré sur le marché²,

mais le *care* est également fondamental pour l'intégrité psychologique, physique et relationnelle de tous et de chacun.

Pourtant les courants de pensées politiques et économiques dominants passent sous silence ces quantités invisibles d'heures et d'énergie consacrées à la subsistance, à la reproduction et aux relations, car elles ne sont pas directement en prise avec la productivité, seule variable (en théorie) dont les sociétés capitalistes tiennent compte pour la rémunération du travail.

Historiquement, la répartition du travail associé au *care* et celle du pouvoir recourent étroitement les hiérarchies liées au genre, à la classe sociale et à l'appartenance ethnique. Les écoféministes ont mis ces correspondances en évidence ainsi que le temps de *care* journalier qu'il faut à un homme pour vendre sa productivité sur le marché. Les féministes dénoncent la force de travail masculine qui, selon elles, les rend invisibles en faisant supporter les coûts de production aux femmes et à la nature.

Juxtaposer le temps de production (des « hommes productifs ») et le temps de reproduction biologique assigné aux femmes permet de mettre en lumière les hiérarchies, les conflits et les formes de domination. Dans l'imaginaire économique contemporain, le temps est une ressource rare qu'il faut allouer efficacement, en gardant en tête les manques à gagner éventuels. Dans l'espace de l'économie domestique et du *care*, en revanche, l'utilisation du temps ne vise pas à l'efficacité, mais se fait suivant le rythme de la vie. La critique féministe reproche au temps chronologique de la production d'être déconnecté des cycles physiologiques et du cycle de la vie, et plus encore du temps naturel des saisons, de la régénération des écosystèmes ainsi que du temps biologique de la reproduction. Le temps du soutien affectif et du *care* est ancré dans l'espace de proximité et fortement conditionné par la nécessité de nourrir les siens³.

Dans le capitalisme, où les marchés sont soumis à l'impératif permanent de croissance, il ne reste plus beaucoup de temps pour se consacrer à

soi, à sa famille, à ses amis ou à la vie publique ou politique. Pourtant les relations humaines sont essentielles à une vie bonne, comme l'enseigne Aristote dans *L'Éthique à Nicomaque*. Martha Nussbaum rappelle qu'il existe trois types de relations bénéfiques à l'être selon Aristote : l'amour, l'amitié et l'engagement politique⁴. Ces sphères constituent des fins en soi et ne peuvent être des moyens. Elles ne peuvent s'apprécier que dans la réciprocité. Cette caractéristique les rend particulièrement fragiles – une fragilité mise à rude épreuve par la logique de profit du marché. Par exemple l'amour, en tant que tel, n'existe que s'il est mutuel ; en achetant des relations sexuelles, on accède à un substitut de soutien physique, psychologique et affectif, mais certainement pas à l'amour. S'occuper de ses enfants nécessite un nombre d'heures considérable ; payer une baby-sitter pour être secondé dans son rôle de parent est un substitut à la parentalité.

La croissance économique est incapable de dispenser le bonheur qu'elle promet par l'augmentation des revenus. Le paradoxe d'Easterlin montre que les individus ne deviennent pas nécessairement plus heureux à mesure que les sociétés s'enrichissent. Les limites de la production et du marché s'étendent en permanence et s'approprient l'espace du *care*, de la vie sociale et de la réciprocité. Ce processus précipite inévitablement la désintégration des relations et compromet le bien-être. Le *care* est externalisé à l'État ou à l'entreprise (par exemple pour les enfants ou les personnes âgées), hors de la sphère familiale, dénaturant son essence, à savoir la réciprocité. La littérature sur le bonheur affirme que se consacrer en priorité à sa vie de famille et à sa santé (et donc au *care*) augmente le bien-être subjectif.

Dans la mesure où ils réclament davantage de justice environnementale et sociale, les partisans de la décroissance ne peuvent ignorer les revendications féministes liées à une répartition plus juste du *care*. On ne peut supprimer un travail aussi nécessaire, ce qui demande donc de le redistribuer plus équitablement entre les genres et les classes. Dans leur combat contre la productivité – l'obsession de la modernité – les décroissants doivent prendre en compte le caractère invariable de

l'activité reproductrice ; prendre soin de l'autre contribue à s'émanciper des excès individuels liés à l'existence contemporaine dans les sociétés industrialisées. Si ces propositions sont fondées, alors on ne peut éviter de se demander comment restaurer la dignité du *care* dans une société décroissante.

Mettre le *care* au centre d'une société décroissante demande, tout d'abord, de repenser radicalement les relations humaines pour les mettre en adéquation avec les besoins humains et surmonter les oppositions, les dualités et les hiérarchies. Joan Tronto a identifié quatre phases dans le processus de *care*⁵ :

- 1 - se soucier de (*caring about*) : implique la perception d'un besoin ainsi que la reconnaissance personnelle et sociale de ce besoin ;
- 2 - prendre en charge (*taking care of*) : consiste à envisager d'avoir une certaine responsabilité vis-à-vis du besoin identifié et à choisir la réponse adaptée ;
- 3 - prendre soin (*care-giving*) : demande une implication et un travail concret pour satisfaire le besoin et requiert généralement une relation directe entre la personne qui donne et celle qui reçoit ;
- 4 - recevoir le soin (*care-receiving*) : représente le mouvement final dans lequel le bénéficiaire peut témoigner du bénéfice qu'il retire du soin ou, à l'inverse, de l'inefficacité ou du caractère inapproprié de celui-ci.

Tronto montre que l'expression « prendre en charge » est souvent associée aux rôles masculins et publics. Lorsque les hommes « se soucient de », cela fait presque universellement référence à des questions d'ordre public. En revanche, les expressions « prendre soin » et « recevoir le soin » sont associées aux femmes ; et lorsque l'acteur est une femme, l'expression « se soucier de » a pour objet des personnes en chair et en os appartenant à la sphère intime et privée. Cette distinction vient clairement de l'approche dualiste du *care* dans notre société patriarcale. L'homme occupe la sphère publique et s'intéresse aux questions de société importantes, tandis que la femme occupe la sphère privée et est responsable des besoins quotidiens

de la famille. Deux sphères distinctes, prédéterminées hiérarchiquement, instituent et renforcent la répartition asymétrique du pouvoir entre l'homme et la femme. Dépasser ce clivage constitue un objectif important pour une société de décroissance. Cela permettrait aux femmes d'exprimer leur passion pour le monde en contribuant à définir publiquement ce dont la société devrait se soucier et s'occuper. En outre, cela permettrait aux hommes de se rendre compte de ce que signifie concrètement le *care* en termes de temps et de charge émotionnelle. Les décroissants pourront ainsi réintroduire l'expérience de la vulnérabilité du corps et des personnes et la replacer au centre de la politique et de l'économie.

On imagine aisément en quoi recentrer une société autour du *care* ouvrirait la voie à la décroissance. D'abord cela répondrait à l'exigence d'équité entre les genres, en distribuant le travail de soin au sein de la communauté et plus largement dans la société. Deuxièmement, cela réaffirmerait l'importance du *care* pour son propre bien-être, celui de la famille, du voisinage et de la société dans son ensemble. Cela inciterait les gens à travailler moins et à consacrer moins de temps à la sphère économique, la charge liée au travail du *care* qui pèse sur les immigrés (en général des femmes) s'allégeant d'autant. Troisièmement, dans la mesure où le marché disposerait de moins de temps de main-d'œuvre disponible, cela favoriserait le partage du travail, ce qui permettrait à la plupart des gens de trouver un emploi rémunéré. Enfin, dernier point et non des moindres, travailler à diminuer la vulnérabilité des autres permet de faire l'expérience de sa propre vulnérabilité et de réfléchir à ce qui la caractérise. C'est un premier pas important pour cesser de se barricader dans l'affirmation narcissique de soi contre la faiblesse, en d'autres termes, pour abandonner l'essence anthropologique de la société de croissance.

(traduction : Marion Tissot)

NOTES

1. Maren Jochimsen et Ulrike Knobloch, « Making the Hidden Visible. The Importance of Caring Activities and their Principles for an Economy », *Ecological Economics*, n° 20, 1997, p. 107-112.
2. Antonella Picchio (dir.), *Unpaid Work and the Economy. A Gender Analysis of the Standards of Living*, Londres, New York, Routledge, 2003.
3. Mary Mellor, « Women, Nature and the Social Construction of “Economic Man” », *Ecological Economics*, vol. 2, n° 20, 1997, p. 129-140.
4. Martha Nussbaum, *The Fragility of Goodness. Luck and Ethics in Greek Tragedy and Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
5. Voir Joan Tronto (1993), *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009.

ARTICLES LIÉS

Bioéconomie
 Bonheur
 Capitalisme
 Croissance
 Économie féministe
 Imaginaire (décolonisation de l')
 Justice environnementale
 Marchandise (frontières de la)
 Travail (partage du)

PÉDAGOGIE DES CATASTROPHES

Serge Latouche



En 1977, Denis de Rougemont, un des premiers penseurs de l'écologie, écrivait :

Je sens venir une série de catastrophes organisées par nos soins diligents quoique inconscients. Si elles sont assez grandes pour réveiller le monde, pas assez pour tout écraser, je les dirai pédagogiques, seules capables de surmonter notre inertie¹.

Cette idée fondée sur le bon sens populaire, à savoir que l'expérience est donneuse de leçons, choque par son côté radical et fataliste et l'on peut douter de son efficacité, mais elle a connu un renouveau avec la parution du livre de Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*².

Les dictionnaires définissent la catastrophe, au sens courant, comme un malheur soudain et funeste s'abattant sur une personne ou sur un peuple,

comme un accident causant la mort d'un grand nombre de personnes, à l'exemple de la catastrophe ferroviaire ou aérienne. En littérature, il s'agit d'un « événement décisif qui amène le dénouement d'une tragédie ». Les catastrophes qui nous concernent sont celles de l'Anthropocène, c'est-à-dire celles qu'engendre la dynamique d'un système complexe, la biosphère, en coévolution avec l'activité humaine et altérée par elle : Tchernobyl ou Fukushima, mais aussi le dérèglement climatique ou l'effondrement de la biodiversité. Pour réaliser la décolonisation de l'imaginaire nécessaire au changement de la trajectoire fatale sur laquelle nous sommes engagés, on ne peut guère compter sur cette « pédagogie des catastrophes ». François Partant, gourou des « alternatifs » français et précurseur de la décroissance, avait pourtant repris l'expression et comptait, lui aussi, sur le sursaut engendré par les menaces pour sortir du délire de la société productiviste. Ce n'est pas par hasard qu'il a intitulé un de ses livres qui reste une de nos références : *Que la crise s'aggrave !* Dans cet ouvrage au titre provocateur, publié en 1978, il soutenait qu'une crise profonde serait le seul moyen pour éviter l'autodestruction de l'humanité.

Cette vision est-elle, pour autant, catastrophiste ? Toute réflexion sur les dangers qui menacent notre civilisation est immédiatement accusée de pessimisme par les adorateurs du « progrès ». Il est vrai que l'idée de pédagogie des catastrophes est née dans le fil des réflexions sur l'apocalypse nucléaire qui a suivi l'expérience des premières bombes atomiques, et en particulier dans les livres de Karl Jaspers ou de Günther Anders. Elle n'est pas sans lien avec les thèses de l'effondrement (*collapse*), un thème popularisé par Jared Diamond dans un ouvrage publié en 2005³, mais déjà développé près de vingt ans auparavant par Joseph Tainter⁴. Une civilisation disparaît, selon Diamond, parce qu'elle détruit son environnement sans pouvoir s'adapter à la situation nouvelle, ce qui pourrait bien être notre destin. Les sociétés complexes, pour Joseph Tainter, tendent quant à elles à s'effondrer car leurs stratégies de captage d'énergie sont sujettes à la loi des rendements décroissants.

La pédagogie des catastrophes rejoint pleinement « l'heuristique de la peur » du philosophe Hans Jonas selon qui « il vaut mieux prêter l'oreille à la prophétie du malheur qu'à celle du bonheur »⁵. Cela, non par goût masochiste de l'apocalypse, mais précisément pour la conjurer, la politique de l'autruche étant en tout état de cause une forme d'optimisme suicidaire. C'est l'optimisme béat (et passif) qui nous mènera au désastre bien plus sûrement qu'une attitude catastrophiste *éclairée* qui ne fait que refléter une situation réellement inquiétante.

En cela, la pédagogie des catastrophes rejoint les analyses plus récentes du philosophe Jean-Pierre Dupuy, où l'on croit aussi déceler cette idée. D'ailleurs, Dupuy se réfère aussi à Hans Jonas et il fait jouer incontestablement un rôle pédagogique à son catastrophisme. Toutefois, dans sa conception, ce n'est pas la catastrophe en elle-même qui est pédagogique, c'est son anticipation. Il s'agit d'une « méthode » de gouvernance proposée aux technocrates, consistant en une expérience de pensée pour les amener à la prudence face aux risques technologiques majeurs, et tout particulièrement nucléaires, avant que l'irréparable ne survienne. La différence est mince puisque la pédagogie des catastrophes vise aussi à éviter l'irréparable et en particulier l'effondrement ou la catastrophe finale. Ni l'une ni l'autre des approches ne suppose le souhait du pire et toutes deux visent à le conjurer, mais la première repose sur l'expérience et le choc vécu de crises annonciatrices dont la seconde pense peut-être faire l'économie. Pour éviter le pire, on compte moins sur l'éclairage des responsables politiques ou de la technostructure que sur la prise de conscience la plus large de l'opinion susceptible de faire pression sur des pouvoirs souvent aveuglés par les logiques dans lesquelles ils sont pris. Finalement, si la pédagogie des catastrophes vise à être un catastrophisme éclairé, le catastrophisme éclairé est aussi une pédagogie des catastrophes au moins au deuxième degré, puisqu'il tire les leçons des catastrophes que furent la Shoah et Hiroshima.

Il est naturel de se demander si les leçons d'une expérience tragique comme celle de Fukushima sont effectivement profitables. Naomi Klein, dans son

ouvrage *La stratégie du choc*⁶, soutient une vision radicalement opposée à celle d'une catastrophe bénéfique. Selon elle, l'oligarchie néolibérale et néoconservatrice profite des catastrophes, voire les provoque, afin d'imposer ses solutions, désastreuses pour les couches populaires mais juteuses à court terme pour les multinationales. Son livre s'ouvre ainsi, de façon spectaculaire, sur l'exemple de la dévastation de la Louisiane par l'ouragan Katrina et de la gestion calamiteuse de la désolation par l'administration Bush : destruction du système scolaire public, exclusion urbaine des pauvres, spéculation débridée pour la reconstruction, etc. De nombreux autres exemples, du 11 septembre 2001 à la guerre en Irak, sont analysés dans la suite du texte et renforcent une démonstration tout à fait convaincante.

En fait, les deux thèses, celles de la pédagogie des catastrophes et de l'exploitation des désastres dans une perspective de profits, ne s'excluent pas. Toutes deux sont vérifiées suivant le contexte. La raison de ce paradoxe : ce n'est pas l'humanité qu'il s'agit de rendre plus sage, mais l'oligarchie qu'il s'agit de désarmer et de neutraliser. Dans certains cas, les lobbies l'emportent, alors que dans d'autres c'est la pression populaire qui impose les solutions salvatrices.

NOTES

1. Denis de Rougemont, « Pédagogie des catastrophes », *Foi & vie*, n° 2-3, avril 1977, p. 150.
2. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002.
3. Jared Diamond (2005), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006.
4. Joseph Tainter (1988), *L'effondrement des sociétés complexes*, Paris, Le Retour aux sources, 2013.
5. Hans Jonas (1979), *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Éditions du Cerf, 1990, p. 54.

6. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal/Arles, Leméac/Actes Sud, 2008.



ARTICLES LIÉS



Anthropocène
Capitalisme
Imaginaire (décolonisation de l')

CONVIVIALITÉ

Marco Deriu



Ivan Illich reprend l'idée de convivialité développée par Jean Anthelme Brillat-Savarin dans un texte de 1825 intitulé *Physiologie du goût ou méditations de gastronomie transcendante*¹. Cependant Illich ne se contente pas de rappeler l'importance du lien social ; sa réflexion est plus complexe et va beaucoup plus loin. Pour lui, le mot « convivialité » n'est pas synonyme de joie ou de légèreté. Il se rapporte à une société où les outils modernes sont utilisés par tous, de façon intégrée et partagée, sans dépendre d'un corps de spécialistes qui maîtriseraient seuls ces instruments.

La réflexion d'Illich sur la convivialité part d'une prise de conscience qui nous est imposée par la croissance industrielle : il existe des « seuils » de bien-être qui ne peuvent être dépassés. Quand les institutions liées à la médecine, à l'éducation ou à l'économie se développent au-delà d'un

certain point, les fins pour lesquelles elles ont été conçues changent. Les institutions deviennent alors une menace pour la société elle-même.

Pour Illich, la convivialité est « le contraire de la productivité industrielle ». L'apparente liberté générée par la multiplication des appareils industriels voue en réalité l'humanité à s'appauvrir et limite ses possibilités. En fait, les outils industriels conduisent souvent à ce qu'Illich appelle un « monopole radical ». Le monopole ne renvoie pas ici à la question du choix à l'intérieur d'un domaine spécifique, mais au fait que l'approvisionnement en marchandises et en services produits industriellement finit par priver les gens de la liberté de produire des biens par eux-mêmes, ou d'échanger et de partager ce dont ils ont besoin en dehors du marché.

À mesure que nos besoins sont transformés en marchandises, de nouvelles marchandises créent de nouveaux besoins. Le bien-être ne repose donc pas sur une augmentation disproportionnée de la production, mais sur un équilibre raisonnable entre biens et marchandises qui permette une synergie entre valeur d'usage et valeur d'échange. Un tel raisonnement distingue la contribution d'Illich de la pensée écologique traditionnelle, qui se concentre essentiellement sur les effets environnementaux de la production. Illich fait remarquer que même avec des produits plus « éco-efficaces », une société d'abondance génère, à travers le monopole radical, la paralysie de sa population et la disparition de toute autonomie :

Ce monopole radical accompagnerait la circulation à grande vitesse même si les moteurs fonctionnaient à la lumière du soleil et si les véhicules tournaient à l'air ambiant².

C'est donc dans un sens social, et pas seulement environnemental, que les instruments créés par la société se révèlent incapables de garantir sa durabilité. L'industrialisation débridée produit des outils qui semblent indispensables, mais qui, au fond, dévalorisent l'autonomie individuelle et induisent une dépendance croissante à l'égard de marchandises pour lesquelles il faut travailler toujours plus. Le résultat, fait remarquer Illich, est que la croissance de la frustration est plus grande que le rythme de la

production, conduisant à une forme de « modernisation de la pauvreté ». Pour Illich, les outils conviviaux sont une condition nécessaire à la réalisation de l'autonomie, comprise comme le pouvoir de contrôler l'utilisation des ressources et la satisfaction de nos propres besoins.

On décèle ici une parenté avec le thème de l'aliénation chez Marx. Mais l'aliénation décrite par Illich ne dépend pas de la propriété des moyens de production. Le problème n'est pas celui de la propriété ou de la redistribution, mais de la logique inhérente à l'outil même. Certains outils sont destructeurs par nature, affirme Illich, peu importe qui les possède et s'en sert. Certains outils sont conçus pour créer de nouveaux besoins et de nouvelles formes d'esclavage qui justifient l'existence d'une société industrielle appuyée sur une économie de marché intensive.

En revanche, un outil est convivial s'il peut être facilement utilisé et adapté à un usage défini par celui qui s'en sert, et s'il a pour résultat le développement de la liberté, de l'autonomie et de la créativité. Pour Illich, le réseau routier, les avions, les mines à ciel ouvert et l'école sont des exemples d'outils non conviviaux. Inversement, la bicyclette, la machine à coudre, le téléphone et la radio sont des outils conviviaux. Le caractère convivial d'autres appareils est plus problématique. Prenons par exemple l'ordinateur et l'Internet. Seraient-ils des outils conviviaux aux yeux d'Illich ?

Dans son ouvrage *La convivialité* (1973), Illich considère l'ordinateur, les technologies informatiques et, plus généralement, ce que l'on peut appeler la civilisation numérique et la cybernétique comme des sujets problématiques³. Dans d'autres essais, il se demande si l'ordinateur n'encourage pas la pensée « désincarnée ». Il insiste sur sa crainte de voir les hommes devenir de plus en plus dépendants des ordinateurs pour parler et réfléchir, tout comme ils sont devenus dépendants des voitures. Dans *Une société sans école*, Illich évoque déjà les réseaux informatiques et la possibilité de créer, à l'intérieur d'une même ville ou même entre des régions éloignées, des connexions entre des groupes de pairs ayant

des intérêts similaires. Il voit là une source de rencontre, de création de liens sociaux et d'apprentissages capable de se substituer aux formes traditionnelles d'éducation⁴. Pour cette raison, Michael Slattery, animateur du site Convivial Tools (« outils conviviaux »), voit en Illich un précurseur de la révolution numérique⁵. Il rappelle que l'ingénieur informatique Lee Felsenstein, un des créateurs du premier ordinateur portable de conception industrielle (l'Osborne 1), avait lu Illich et considérait son invention comme un outil convivial. On pourrait lui objecter que certains aspects déterminants de la pensée d'Illich, tels que le changement dans la perception de la vitesse, du temps et de l'image, ou l'importance qu'il accorde aux relations de face-à-face, rendent la comparaison avec les positions des adeptes de la soi-disant société en réseaux particulièrement délicate.

Qu'il y ait matière à discussion sur ce point montre que la convivialité, telle qu'Illich la définit, présente un certain degré d'incertitude et d'ambiguïté. Il est vrai qu'Illich se réfère expressément à la structure de l'instrument et non à celle du caractère de l'individu et de la communauté ; pourtant, une séparation trop rigide entre ce qui est convivial et ce qui ne l'est pas risquerait de faire oublier deux points cruciaux.

Le premier est que les outils techniques n'existent pas en dehors de tout contexte. Ils se trouvent pris, au contraire, dans des réseaux de relations sociales et de relations de genres. Illich semble faire passer la structure de l'objet en premier ou, du moins, avant la structure des relations. Mais, d'une certaine façon, c'est bien la structure des relations qui a conduit à l'invention, par exemple, des premières armes à feu, de l'automobile, de l'avion ou de la bombe atomique. D'autre part, dans une structure de relations non conviviales, l'utilisation de n'importe quel instrument, même convivial en apparence comme la machine à coudre, peut aboutir à limiter l'autonomie et la liberté de choix des hommes, des femmes et des enfants. Ainsi, tout instrument s'inscrit dans une sphère de relations sociales et de relations de genres, et il reflète, jusqu'à un certain point, la structure de ces relations. La structure des relations sociales et la structure

de l'instrument sont donc liées et elles se développent de façon circulaire et non unidirectionnelle.

D'où le second point. Certains outils – dont probablement l'Internet – semblent tomber dans une catégorie plus floue. Ils présentent un certain degré de malléabilité et de dynamisme et, suivant le contexte, c'est leur valeur d'usage ou leur valeur d'échange qui prime. Jusqu'à un certain point, si la structure des relations sociales peut changer, le caractère convivial ou non d'un instrument le peut aussi. Valentina Borremans a d'ailleurs exprimé la nécessité de créer une nouvelle discipline qui se consacrerait à l'étude des instruments conviviaux et des conditions culturelles, sociales et politiques capables de préserver leur valeur d'usage⁶.

Illich fait remarquer à plusieurs reprises qu'il n'y a aucune raison de bannir d'une société conviviale les outils puissants ou les formes de production centralisée. Ce qui compte, c'est que la société préserve l'équilibre entre les instruments qu'elle produit pour répondre à des besoins spécifiques et les outils qui encourageront l'invention et l'accomplissement personnel. La « reconstruction conviviale suppose le démantèlement de l'actuel monopole de l'industrie, non la suppression de toute production industrielle »⁷. La société conviviale n'est ni inerte, ni figée :

Une société sans changement serait aussi intolérable pour les gens que l'actuelle société en changement continu. La reconstruction conviviale réclame de limiter le rythme des changements⁸.

Le passage à une société postindustrielle pourrait permettre l'avènement d'un modèle de société dans laquelle les méthodes de production seraient diversifiées et propices à l'initiative personnelle. Tandis que la production industrielle se standardise sur le long cours, la production conviviale encourage la créativité individuelle et l'innovation collaborative. Le passage de la productivité à la convivialité est, à certains égards, le passage de la rareté économique à la spontanéité et à l'abondance d'une économie de don.

La contribution d'Ivan Illich au concept de « convivialité » a été une source majeure d'inspiration pour les théoriciens de la décroissance, à commencer par Serge Latouche⁹. La convivialité fait partie des fondements anthropologiques centraux de la décroissance. Elle illustre la confiance en la possibilité d'un espace ouvert aux relations humaines, à la reconnaissance, aux plaisirs et, plus généralement, au bien vivre, qui réduirait d'autant la dépendance à l'égard du système industriel et consumériste.

Toutefois, Illich n'emploie pas le terme de « décroissance ». Pour lui, le contraire d'une pauvreté progressivement modernisée serait une forme de « subsistance moderne », qu'il nomme « austérité conviviale ». Elle découlerait d'un choix politique : « sauvegarder la liberté et l'usage des outils conviviaux », et serait très proche de ce que signifie aujourd'hui pour nous la perspective de décroissance volontaire :

Appelons subsistance moderne le mode de vie dans une société postindustrielle au sein de laquelle les gens ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard du marché ; ils l'ont fait en protégeant – par les moyens politiques – une infrastructure sociale dans laquelle les techniques et les outils sont utilisés principalement pour générer des valeurs d'usage non quantifiées et non quantifiables par les fabricants professionnels de besoins¹⁰.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Jean Anthelme Brillat-Savarin, *Physiologie du goût ou méditations de gastronomie transcendante*, Paris, A. Sautet, 1825.
2. Ivan Illich (1977), *Le chômage créateur*, in *Œuvres complètes*, tome 2, Paris, Fayard, 2005, p. 78.
3. Voir Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
4. Voir Ivan Illich, *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971.
5. <http://convivialtools.org/>

6. Valentina Borremans, « Guide to Convivial Tools »
(préface d'Ivan Illich), *Library Journal Special Report*, n°13,
New York, R.R. Bowker Company, 1979, p. 4.
7. Ivan Illich, *La convivialité*, *op. cit.*, p. 108.
8. *Ibid.*, p. 91.
9. Voir Serge Latouche, *Pour sortir de la société de consommation. Voix
et voies de la décroissance*, Paris, Les liens qui libèrent, 2010.
10. Ivan Illich (1977), *Le chômage créateur*, in *Œuvres complètes*, *op. cit.*, p. 87-88.

 ARTICLES LIÉS 

Autonomie
Croissance
Low tech
Marchandisation

CROISSANCE

Peter A. Victor



La croissance économique est habituellement définie comme une augmentation des biens et services produits par une économie pendant une période donnée, généralement un an. L'essence de la croissance économique, telle qu'on la comprend normalement, est l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) d'un pays. Cela peut sembler simple, mais de nombreuses questions surgissent dès qu'il s'agit de mesurer la croissance économique. Par exemple, quels biens et services doivent être pris en compte ? Que se passe-t-il lorsque leur qualité change avec le temps ? Comment doit-on additionner les différents types de biens et services – des bananes aux coupes de cheveux –, pour obtenir un total mesurable en termes de croissance ?

Depuis les années 1940, les Nations unies mènent un effort international pour établir des procédures de mesure du PIB que tous les pays sont

encouragés à suivre. Les procédures de l'ONU apportent une réponse à ces questions et à d'autres portant sur l'étendue et la méthode du calcul du PIB et de ses variations au cours du temps. Pour évaluer la croissance économique, il est fondamental de faire la distinction entre les augmentations de PIB résultant des augmentations de la quantité de biens et services produits (augmentations « réelles » de PIB) et les augmentations résultant simplement d'une augmentation des prix (augmentations « nominales » de PIB). En pratique, ce sont à la fois les quantités et les prix qui changent au cours du temps, et de nouveaux produits et services remplacent les anciens, ce qui complique encore le calcul de la croissance économique réelle.

L'histoire de l'économie est jalonnée de tentatives pour expliquer la croissance économique. Les économistes classiques, particulièrement Adam Smith et David Ricardo, ont mis l'accent sur le rôle clé, en la matière, de la spécialisation, de la division du travail et de l'étendue des marchés et du commerce extérieur en vertu de l'avantage comparatif. Vers la fin du XIX^e siècle, puis au XX^e siècle, on essaya par des moyens divers de définir la croissance en fonction de « phases » par lesquelles toute économie en expansion était censée passer. Les résultats furent extrêmement variés. Tandis que Karl Marx entrevoyait dans la phase capitaliste de la croissance économique les germes de sa propre destruction, Walt Whitman Rostow, à l'autre extrémité du spectre idéologique, identifiait le « décollage », la « maturité » et la « consommation de masse » comme les étapes d'un processus de croissance économique durable¹. Quelque part entre ces deux perspectives, on trouve le point de vue de Joseph Schumpeter, à qui l'on doit le terme de « destruction créatrice ». Cette expression décrit le processus par lequel les innovations récentes détruisent des technologies plus anciennes ainsi que les entreprises qui en dépendent, celles-ci étant alors remplacées par des nouvelles, plus rentables.

Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*², John Maynard Keynes expliquait que la cause du chômage est une dépense

insuffisante. Il insistait sur la place de l'investissement dans la construction, l'équipement et les infrastructures, plus fluctuants que d'autres secteurs de la dépense nationale (la consommation et l'administration, par exemple), mais il se souciait peu du rôle de l'investissement dans l'accroissement des capacités productives de l'économie à travers le temps. Dans les années 1950 et 1960, cette dimension de l'investissement devint le centre d'attention des économistes néoclassiques, qui élaborèrent des modèles mathématiques de croissance économique où l'accumulation du capital et les innovations technologiques jouaient un rôle clé en tant que facteur d'accroissement de la productivité du travail. L'accroissement de la productivité travail (c'est-à-dire du PIB par rapport au travail salarié), combiné à une main-d'œuvre en hausse, constataient-ils, produit de la croissance économique. Cependant, si ces économistes – Robert Solow étant le plus célèbre d'entre eux – admettaient l'importance du changement technologique pour la croissance économique, leurs modèles n'expliquaient pas comment celui-ci intervenait. La théorie dite de la croissance « endogène » s'intéressa à cette question dans les années 1980. Elle suggérait qu'à condition de formuler les bonnes hypothèses concernant l'investissement et l'innovation, la croissance pouvait se prolonger indéfiniment.

Une autre voie que celle de la croissance endogène a été proposée par ceux qui voyaient la croissance comme un processus autant physique qu'économique. Pour ces derniers, les principes explicatifs de la croissance économique résident aussi bien dans les sciences naturelles que dans les sciences économiques. Robert Ayres explique ainsi que l'exergie (c'est-à-dire le travail maximum pouvant être tiré de l'énergie), et non le changement technologique, est la variable oubliée de la théorie néoclassique de la croissance élaborée par Robert Solow. En analysant l'histoire de la croissance économique au Japon et aux États-Unis au cours des cent dernières années, il s'est aperçu qu'il n'était plus nécessaire de faire appel au changement technologique pour expliquer la part de la croissance économique non imputable à l'accroissement du capital et du travail. Ayres conclut :

Nous pouvons être assurés que l'exergie [...] est bien un troisième facteur de production [...] et que la croissance économique future dépend essentiellement de la baisse continue des coûts d'exergie primaire et/ou de l'augmentation continue du rendement du travail tiré d'un apport décroissant d'exergie³.

Les critiques de la croissance économique ont une histoire presque aussi longue que la croissance économique elle-même. Pour Thomas Malthus, contemporain de Smith et Ricardo, la population augmentera inévitablement plus vite que la production de nourriture, rendant impossible toute augmentation durable du niveau de vie. La plupart des économistes ont rejeté les idées de Malthus, mais sa réflexion sur la capacité des systèmes naturels à soutenir des économies en expansion permanente reste à ce jour l'une des principales lignes de force de la critique de la croissance économique. La notion de « limites planétaires » a récemment été créée pour désigner ces limites des systèmes naturels. Elle comprend le changement climatique, l'érosion de biodiversité, l'acidification des océans ou la perturbation des cycles biochimiques. À cela s'ajoutent les inquiétudes concernant la diminution des réserves de combustibles fossiles à faible coût dont dépend la croissance économique depuis deux siècles. Par conséquent, même si la croissance économique était souhaitable, elle ne serait sans doute pas possible. La tendance au ralentissement de la croissance dans de nombreux pays développés depuis les années 1960 annonce peut-être une fin plus imminente que ne le disent la plupart des prévisions.

Mais la croissance économique est-elle toujours aussi indispensable dans les pays riches ? Déjà en 1848, John Stuart Mill déplorait « cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle »⁴, et poursuivait en décrivant nombre de ces aspects négatifs de la croissance économique qui nous sont devenus si familiers aujourd'hui. En 1967, le livre d'Ezra Mishan *The Costs of Economic Growth* déclenche un débat enflammé ponctué en 1972 par le retentissant Rapport Meadows sur « les

limites de la croissance ». Ce dernier contient des scénarios d'expansion et d'effondrement correspondant de manière troublante aux données recueillies au cours des quarante dernières années⁵.

D'autres ont émis des doutes à propos de l'affirmation souvent implicite selon laquelle la croissance économique dans les pays développés contribue au bien-être. Au lieu de partir du principe que des revenus plus élevés rendent les gens plus heureux, des chercheurs ont enquêté sur cette prétendue relation de cause à effet sans vraiment parvenir à en prouver l'existence⁶. Il semble qu'au-delà d'un certain seuil de revenus, seuil dépassé par beaucoup dans les pays développés, les nouvelles augmentations de revenu n'améliorent guère la perception que les gens ont de leur propre bonheur.

Il y a aussi la critique qui consiste à dire que l'augmentation du PIB, vue comme synonyme de croissance économique, est une mesure profondément biaisée qui ne renvoie à rien de vraiment significatif. Le PIB peut augmenter pour tout un tas de raisons qui n'ont rien à voir avec le bien-être. Lorsque des activités qui n'impliquaient normalement pas de transactions financières deviennent un enjeu de commerce, le PIB augmente. Ce phénomène explique partiellement les taux de croissance inhabituellement élevés observés dans les pays en développement. Au lieu de refléter de réelles hausses de production, le PIB augmente parce que la commercialisation et la marchandisation ont remplacé des pratiques plus traditionnelles. De même, l'épuisement des ressources et la pollution environnementale peuvent être un prix à payer pour toute augmentation du PIB, or aucun de ces deux aspects n'est pris en compte dans les mesures traditionnelles de la croissance économique. Pas plus d'ailleurs que l'accroissement des inégalités. Même si certains indicateurs suggèrent que les inégalités ont diminué au niveau mondial au cours des deux dernières décennies, la majorité de la population mondiale vit dans des pays où les inégalités de revenus augmentent. Et des universitaires féministes attirent l'attention sur les disparités économiques entre hommes et femmes, ce à

quoi le PIB reste aveugle, ce qui le disqualifie un peu plus encore en tant qu'instrument de mesure du bien-être.

Ces critiques sont importantes pour deux raisons principales. Premièrement, en faisant de la croissance économique un objectif politique prioritaire, les économies font probablement l'impasse sur des objectifs qui contribueraient plus directement au bien-être et à la prospérité, comme le plein emploi, l'augmentation du temps libre, l'enrichissement de la vie sociale, le développement de la participation démocratique et la résilience de l'environnement. Deuxièmement, dans un monde où l'écologie et les ressources constituent des limites, la poursuite de la croissance dans les pays riches a toutes les chances de se faire aux dépens des pays en développement, où cette croissance est pourtant plus susceptible d'avoir des effets bénéfiques.

Pour toutes ces raisons, il est grand temps pour ceux qui vivent dans des économies développées de songer à les gérer sans croissance, voire en décroissance.

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Voir Walt Whitman Rostow (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1962.
2. John Maynard Keynes (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1996.
3. Robert Underwood Ayres, « Sustainability Economics. Where do we Stand ? » *Ecological Economics*, vol. 67, n° 2, 2008, p. 307.
4. John Stuart Mill (1848), *Principes d'économie politique, Livre IV, chapitre VI*, Paris, Guillaumin, 1894, p. 139.
5. Graham Turner, « On the Cusp of Global Collapse ? Updated Comparison of *The Limits to Growth* with Historical Data », *GAlIA-Ecological*

- Perspectives for Science and Society*, vol. 21, n° 2, 2012, p. 116-124.
6. Richard Layard (2005), *Le prix du bonheur. Leçons d'une science nouvelle*, Paris, Armand Colin, 2007.



ARTICLES LIÉS



Anthropocène
Bonheur
État stationnaire (économie de l')
Extractivisme
Marchandisation
Néomalthusianisme
Produit intérieur brut

DÉMATÉRIALISATION

Sylvia Lorek



Le terme de « dématérialisation » désigne une diminution (une diminution considérable, en fait) de la quantité de matériaux utilisés pour assouvir les besoins de production et de consommation sur notre planète. La dématérialisation indique de quelle manière et dans quelle proportion notre métabolisme sociétal doit décroître. En tant que stratégie centrée sur les ressources entrant dans la production (*input*), elle tente de s'attaquer aux problèmes écologiques à leur source, à la différence des mesures « en fin de cycle » traditionnelles. Selon l'optique induite par le concept de dématérialisation, les problèmes écologiques actuels, tels que le changement climatique et la perte de biodiversité, sont étroitement liés au volume de matériel et d'énergie utilisé pour la production de biens et de services. Par conséquent, si la production diminue, l'impact écologique total diminuera également.

La dématérialisation est également censée répondre au fait que la disponibilité des ressources non renouvelables touche à sa fin et que le taux de consommation de certaines ressources renouvelables importantes, telles que le poisson et le bois de construction, est plus élevé que leur taux de renouvellement. À titre indicatif, voici quelques données :

- l'extraction de pétrole brut « traditionnel » a atteint un pic en 2006. La plupart des gisements majeurs ont été découverts dans les années 1960 et la production qui en est tirée baisse de 4 à 6 % par an (et le « nouveau » pétrole ne suffit pas à combler le manque) ;
- 63 des 89 ressources non renouvelables qui permettent à la société industrielle de haute technologie d'exister ont commencé à se raréfier en 2008 dans le monde entier ;
- en 2008, 82 % des stocks de poissons surveillés étaient complètement exploités ou surexploités (32 % sont surexploités au lieu de 10 % dans les années 1970) ;
- 30 % des terres cultivables sont devenues improductives. L'érosion et la dégradation du sol se poursuivent à un rythme entre 10 et 40 fois supérieur à celui du renouvellement naturel.

Le concept de dématérialisation est souvent associé à celui de découplage, avec lequel on tend à le confondre. Découpler les ressources signifie réduire le taux d'utilisation des ressources par unité d'activité économique mesurée dans le PIB. Le découplage est généralement employé dans le champ des activités économiques, alors que la dématérialisation prend comme point de référence la capacité et les limites de la planète. Une distinction générale existe entre découplage relatif et absolu : on parle de découplage relatif lorsque l'utilisation des ressources croît moins que le PIB, et de découplage absolu lorsque l'économie croît, mais que l'utilisation des ressources reste stable voire décroît. La dématérialisation, telle que décrite ici, serait l'équivalent du découplage absolu, c'est-à-dire une réduction absolue d'utilisation de matériaux et de carbone. La possibilité d'un découplage absolu est souvent invoquée, par exemple dans les perspectives d'une

diminution « de facteur 4 » ou « de facteur 10 » dans la consommation de matériaux ou l'émission de carbone dans l'activité économique.

D'après les défenseurs de ces politiques, de telles diminutions dans l'utilisation des ressources se produiront grâce à une augmentation significative de la productivité des ressources compensant toute augmentation de consommation de ressources due à la croissance économique. Parmi les stratégies pour arriver au découplage absolu, il existe une grande variété d'approches : le développement de nouvelles technologies et de nouveaux matériaux, l'instauration de nouveaux standards de productivité des ressources dans le secteur de la construction, l'accroissement de la durabilité et le recyclage des biens, ou la promotion de nouveaux « modes de vie basés sur un usage extensif des ressources ». Ces développements nécessitent des mesures politiques spécifiques telles que le soutien à la recherche et au développement, l'encouragement d'achats éco-efficaces dans le cadre de marchés publics, et le soutien actif à la création de marchés de produits et services dématérialisés. Parmi les autres propositions avancées par les défenseurs du découplage, on peut citer l'internalisation des coûts environnementaux externes, en particulier à travers des solutions basées sur les mécanismes du marché, tels que les taxes énergétiques ou les taxes sur les matières brutes.

Certains pays comme l'Allemagne ou les États-Unis prétendent avoir atteint un découplage absolu de leur économie (c'est-à-dire avoir stabilisé l'utilisation des ressources malgré un PIB en croissance) grâce à leurs programmes d'optimisation des ressources. En réalité, dans ces deux pays, la consommation de matériaux et de carbone augmente : au détail près que cette consommation a lieu dans les pays d'où ils importent ces matériaux de manière croissante.

L'impression de découplage absolu résulte des modes de comptabilisation de la circulation des matériaux. Il se produit actuellement un changement à l'échelle planétaire : les pays développés remplacent l'extraction et le traitement de matériaux domestiques, ainsi que les processus de

production, par l'importation de ressources matérielles venant de pays en développement ou émergents¹. Cela soulève la question de la justice environnementale. Si l'on examine ces échanges commerciaux entre régions du monde, on constate que l'Europe est celle qui se débarrasse le plus de son fardeau environnemental, alors que l'Australie et l'Amérique latine en assument la plus grande part. C'est de ce changement que vient l'impression de découplage absolu en Europe.

Pour affiner ses données sur l'utilisation de matériaux, l'Agence européenne pour l'environnement a développé des programmes qui calculent cette utilisation pour chaque économie nationale, non pas sur la base de la production mais sur celle de la consommation. Cela implique de comptabiliser l'ensemble des besoins matériels dans tous les produits finaux consommés à l'intérieur d'une nation et de suivre la consommation des ressources tout au long des chaînes de production – y compris les investissements dans les machines de production et les infrastructures².

Dans la plupart des pays, cependant, on observe bien un découplage relatif, ce qui signifie que la consommation matérielle est toujours en augmentation mais à un rythme plus lent que la production économique. À l'échelle mondiale, la productivité matérielle a augmenté de 37 % entre 1980 et 2008. Le PIB a augmenté de 147 %, alors que la consommation matérielle n'a augmenté *que* de 79 %. Un tel découplage relatif, toutefois, s'est accompagné d'une énorme augmentation de la « matérialisation » de l'économie mondiale. À titre indicatif, durant cette même période, l'utilisation mondiale de la biomasse a augmenté de 35 %, l'extraction minérale de 133 %, les combustibles fossiles de 60 % et les métaux de 89 %. Les gaz à effet de serre ont augmenté de 42 %³.

Les solutions technologiques et basées sur les mécanismes du marché avancées par les défenseurs du découplage sont loin d'être adaptées à la situation qui nous attend si la population et les revenus continuent d'augmenter. Si la croissance reste continue, il faudra fournir des efforts colossaux pour améliorer la situation. Dans un monde de 9 milliards

d'individus aspirant tous à un style de vie occidental, l'intensité en carbone de chaque dollar produit devra être au moins 130 fois inférieure en 2050 à ce qu'elle est aujourd'hui si nous voulons que le taux de CO₂ dans l'atmosphère reste en dessous des 350 ppm (parties par million) nécessaires, selon les scientifiques, pour éviter un changement climatique dangereux. D'ici la fin de ce siècle, l'activité économique devra évacuer du carbone de l'atmosphère, et non en ajouter. Cela apparaît d'autant plus difficile quand on prend en compte l'effet rebond et la perspective que l'argent économisé grâce aux gains de productivité serve à l'acquisition de nouveaux biens basés sur une utilisation intensive de matériaux ou d'énergie. Les gains de productivité sont susceptibles de conduire à une consommation non pas inférieure, mais supérieure de ressources.

Dans ce contexte, un système de plafonnement de l'utilisation de ressources et des émissions de carbone est plus approprié à l'objectif de dématérialisation absolue, puisqu'il réduit les possibilités de « fuites » et de rebonds (voir à ce titre l'initiative de la Resource Cap Coalition). Les accords sur le plafonnement de ressources visent une réduction absolue de l'utilisation de celles-ci, à travers des approvisionnements de moins en moins importants chaque année. Cela pourra modifier de façon permanente les modes de production et de consommation, et inciter à développer des produits et des services ayant des besoins peu élevés en matériaux. Un plafonnement des ressources planifié peut également contribuer à relocaliser l'économie, avec des cycles économiques plus courts et une plus grande autosuffisance, en favorisant des initiatives décrites dans cet ouvrage, telles que celles des néo-utopistes, des néoruraux, ou encore le jardinage urbain.

Il ne suffira pas de procéder à de légers ajustements à l'intérieur du système pour encourager les importantes réductions d'utilisation de matériaux et de carbone nécessaires, selon le principe de précaution, à la préservation des ressources naturelles de la planète. La dématérialisation a peu de chances de se produire dans une économie qui continue à croître. Il faudra, au contraire, une décroissance substantielle pour faire baisser notre

métabolisme sociétal afin d’atteindre un état stationnaire durable. Les mesures de plafonnement constituent un moyen politique pour tendre vers une telle décroissance.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir Glen P. Peters, Jan C. Minx, Christopher L. Weber et Ottmar Edenhofer, « Growth in Emission Transfers Via International Trade from 1990 to 2008 », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 108, n° 21, 2011, p. 8903-8908.
2. Agence européenne pour l’environnement, « Environmental Pressures from European Consumption and Production », Rapport technique AEE n° 2/2013, Copenhague, AEE, 2013.
3. Monika Dittrich, Stefan Giljum, Stephan Lutter et Christine Polzin, *Green Economies Around the World ? Implications for Resource Use for Development and the Environment*, Vienne, SERI, 2012.

ARTICLES LIÉS

Croissance
 Effet rebond
 État stationnaire (économie de l’)
 Jardinage urbain
 Justice environnementale
 Métabolisme sociétal
 Néoruraux
 Néo-utopistes
 Pic pétrolier
 Produit intérieur brut

DÉMOCRATIE DIRECTE

Christos Zografos



La démocratie directe est une forme d'autogouvernement populaire dans laquelle les citoyens participent directement, de façon continue et sans médiation aux tâches du gouvernement. C'est une forme radicale de démocratie qui privilégie la décentralisation et la dispersion la plus large du pouvoir, et fait disparaître la distinction entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Elle est basée sur le principe de l'égalité politique, compris comme condition requise pour que toutes les voix de la société puissent s'exprimer avec la même force. Les assemblées délibératives sont l'institution clé de la mise en œuvre de la démocratie directe. Il s'agit de réunions où les citoyens prennent des décisions en délibérant, c'est-à-dire en écoutant et en discutant les différentes opinions sur un sujet, en réfléchissant sur chacune d'elles, et en essayant de parvenir à une décision commune sans recourir à la contrainte. La démocratie directe permet aux citoyens de contrôler les décisions concernant leur propre

destinée, les éduque aux processus de prise de décision participative pour ne plus dépendre des calculs de politiciens intéressés, et produit des décisions d'une grande légitimité¹. La démocratie directe se distingue de la démocratie représentative, qui implique l'élection de représentants chargés de décider des politiques publiques. Néanmoins, des mécanismes de démocratie directe limitée, tels que les référendums, sont aussi présents dans les démocraties représentatives.

La pratique de la démocratie directe est très ancienne, puisqu'elle remonte à l'Antiquité. L'Athènes du V^e siècle avant Jésus-Christ est l'exemple de démocratie directe le plus souvent cité, où les citoyens adultes mâles participaient directement aux prises de décision publiques. Le caractère exclusif de la démocratie athénienne, qui empêchait les femmes, les esclaves et les étrangers de prendre part au processus décisionnel, indique qu'il s'agissait d'une forme très limitée de démocratie. Néanmoins, cet exemple est pertinent du point de vue des institutions et des formes de participation directe pour ceux qui appartenaient au groupe fermé des « citoyens ». Depuis, il y a eu beaucoup plus d'expériences d'autogouvernement direct qu'on le pense généralement. En Europe, les *folkmoets* anglo-saxons du Moyen Âge et les *things* germaniques (assemblées d'hommes libres), l'*Alþingi*, l'assemblée qui gouverna l'Islande pendant plus de deux siècles en l'absence de gouvernement centralisé, les collectifs autogérés de travailleurs pendant la Guerre d'Espagne et la Fédération jurassienne décrite par Kropotkine à la fin du XIX^e siècle constituent autant d'expériences historiques pertinentes. On retrouve des expériences contemporaines dans les cantons suisses de Glaris et d'Appenzell Rhodes-Intérieures, dans les initiatives de démocratie écologique radicales en Inde, telles que le parlement des paysans d'Arvari Sansad au Rajasthan, et dans le gouvernement de la région autonome kurde de Rojava, en Syrie, inspiré par le municipalisme libertaire de Murray Bookchin. En termes d'inspiration intellectuelle, une influence moderne capitale est celle de Jean-Jacques Rousseau et de ses idées sur la représentation et le gouvernement. Pour Rousseau, le fait de confier à quelqu'un d'autre son droit à se gouverner soi-même était une forme d'esclavage, et il rejetait les

législations sur des sujets dont les citoyens n'avaient pas délibéré et qui les liaient à des mesures sur lesquelles ils ne s'étaient pas accordés.

Les spécialistes de la décroissance ont souligné l'importance de la démocratie. Serge Latouche fait remarquer que la réduction de la taille de l'économie n'a pas uniquement pour but de produire et de consommer moins, mais aussi de le faire de façon socialement émancipatoire et démocratique². Barbara Muraca considère de son côté la démocratie comme essentielle pour stabiliser toute société post-croissance dans la mesure où, la croissance et la consommation n'étant plus les incarnations d'une « vie bonne », les citoyens devront délibérer entre eux démocratiquement pour choisir entre les différentes conceptions de cette dernière³. Cependant, le lien avec la démocratie directe est plus explicite si l'on considère les travaux sur l'autonomie de Cornelius Castoriadis – qui ont exercé une influence déterminante sur la réflexion des spécialistes de la décroissance. Par autonomie, on entend la capacité, pour une société, de remettre en question, de façon collective et continue, ses normes et ses institutions, et d'être consciente qu'elle est elle-même la seule source légitime à même de le faire. Castoriadis a critiqué la croissance en tant que dogme imposant des règles de l'extérieur, règles qui restreignent l'autonomie. Il était favorable à la démocratie directe, sous la forme de processus populaires spontanés permettant à des collectifs de prendre leurs problèmes en main et de déterminer par eux-mêmes leur avenir.

La démocratie directe se rattache à la décroissance sur deux plans : celui du type de gouvernance démocratique dans une société future qui parviendrait à fonctionner sans croissance ; et celui de la contribution de différentes formes de politiques démocratiques à une transition vers la décroissance. Quatre débats critiques parcourent ces deux liens.

Premièrement, une question clé est de déterminer si l'État est le meilleur vecteur pour mettre en place la décroissance. Les États, en tant qu'entités politiques disposant d'une juridiction souveraine à l'intérieur de frontières territoriales, d'un appareil gouvernemental centralisé et du monopole de

la contrainte légitime, offrent des avantages pour organiser et coordonner des politiques et des comportements collectifs. Cela compte, dès lors que certains défis majeurs de gouvernance, comme la production d'énergie ou la redistribution des richesses, exigent la mobilisation de ressources et d'acteurs au-delà du niveau local. De plus, la grande portée d'action de l'autorité étatique peut être un moyen efficace pour protéger la société contre les politiques locales discriminatoires que des communautés et des unités de prises de décision plus petites peuvent mettre en œuvre. Par exemple, le canton suisse d'Appenzell Rhodes-Intérieures, un exemple réputé de démocratie directe, n'a accordé le droit de vote aux femmes qu'en 1991 (après avoir été contraint de le faire par le Tribunal fédéral, c'est-à-dire la Cour suprême du pays) et a été le canton où le plus grand nombre de voix se sont exprimées en faveur de l'interdiction des minarets. Cela montre également la nature ouverte du défi démocratique, qui implique qu'en appelant à la démocratie, on laisse aussi ouverte la possibilité que les sociétés décident de suivre des voies non décroissantes. Les partisans de la démocratie directe objectent qu'une série de règles de base, sur l'exemple de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, pourrait être mise en place collectivement pour éviter de telles transgressions. De telles décisions, qui concernent des territoires plus grands que des localités, peuvent être prises dans des assemblées où les décisions des assemblées locales seraient représentées par des délégués dotés d'un mandat unique, révocable et tournant. Cette proposition relie la démocratie directe à la « démocratie délégative » et aux alternatives fédéralistes à l'organisation politique étatique du genre de celles que prônaient les socialistes libertaires de la fin du XIX^e siècle.

Ce débat central sur l'État et la démocratie fait écho au débat sur les limites de la démocratie directe et la pertinence de la démocratie représentative ou d'une combinaison des deux, comme on a pu l'observer par exemple au sein des groupes de travail sur la démocratie lors des conférences sur la décroissance de Barcelone (2010) et de Leipzig (2014). Les parlements et les gouvernements peuvent-ils contribuer à orienter les pressions populaires dans la voie d'une transformation du système et d'un soutien

à la formulation de leurs priorités par des groupes marginalisés, comme l'ont suggéré à Leipzig certains tenants d'un « État intégral » gramscien proche des projets soutenus par des gouvernements de la gauche populiste latino-américaine (par exemple en Bolivie), de Syriza (en Grèce) et de Podemos (en Espagne) ? Ou bien, partant du constat que l'État a toujours confisqué et privatisé le pouvoir collectif, la capacité à prendre des décisions publiques doit-elle être disséminée autant que possible, plutôt que monopolisée par les représentants et les gouvernements ?

Deuxièmement, la démocratie directe idéalise le consentement et minimise le rôle du conflit dans les dynamiques de transformations sociales et démocratiques radicales. Or le conflit est également une expression de la pluralité. Il peut dynamiser la participation de la communauté, contrebalancer l'influence des entreprises et pousser l'État à étendre les droits des citoyens : loin d'être indésirables, les conflits sont essentiels aux sociétés véritablement démocratiques. L'inclination à vouloir résoudre les conflits de façon définitive met en danger la démocratie, en diffusant l'idée non démocratique qu'on pourrait atteindre un au-delà du politique où l'antagonisme et le conflit seraient abolis et la démocratie parfaite réalisée. De plus, comme une relation de communication sans relation de pouvoir est probablement impossible, l'idée de délibérations et de consensus parfaits peut dissimuler des inégalités de voix et des asymétries de pouvoir. Il reste que l'éloge du conflit comme *attitude civique* dans la prise de décisions peut aboutir à maintenir le conflit aux dépens des groupes plus faibles. Le conflit peut avantager les acteurs les mieux positionnés pour s'y engager, tout le monde n'étant pas également disposé, matériellement et psychologiquement, pour agir dans une situation de conflit. Il est toujours possible pour quelqu'un, dans un contexte de démocratie directe, d'élaborer des stratégies s'appuyant sur le consensus ou le conflit pour créer des inégalités de prise de parole et des déficits démocratiques.

Troisièmement, les assemblées délibératives et la démocratie directe mettent l'accent sur l'horizontalité dans la prise de décision. Toutefois, pour engager des actions urgentes et mener à bien la transformation

socioécologique, il peut être beaucoup plus efficace de s'appuyer sur une bonne direction des affaires que sur une forme radicale de décentralisation et de délibération démocratique. Même si la délibération est de nature à susciter l'adhésion à l'action collective, des signes forts de gouvernance et la présence de dirigeants demeurent essentiels pour relever les défis cruciaux. Il peut être pertinent d'avoir recours à une bonne direction qui aide à engager la transition vers la décroissance, si cela n'implique pas la domination de ceux qui commandent et ne crée pas des déséquilibres d'autorité et de pouvoir ou la relégation à la marge de certaines valeurs, priorités et visions du monde. La rotation au sein de la direction (ceux qui mènent des projets) et des responsabilités dévolues sur de courtes périodes peuvent contribuer à éviter ces déséquilibres. De fait, la démocratie athénienne prévoyait des dispositifs tels que le tirage au sort ou le roulement dans le choix de représentants publics, et l'occupation de hautes fonctions pendant un seul jour et pas plus d'une fois dans sa vie, ce qui assurait non seulement une large participation et un niveau remarquable d'activité politique, mais visait aussi à empêcher de tels déséquilibres.

Quatrièmement, les tendances féministes mettent en question l'importance accordée, dans les assemblées de démocratie directe, à la délibération et à la raison comme moyens de parvenir à une transformation sociale radicale. Elles insistent plutôt sur le rôle joué par les passions, les émotions et les actes d'identification collective. La neuropsychologie nous enseigne que les actions humaines sont basées moins sur le raisonnement – qui exige des principes et de la délibération –, que sur la motivation – où les affects, l'imagination, le récit, la socialisation et l'activité corporelle jouent un rôle crucial. Prendre des décisions après un examen froid et une délibération posée permettant de préparer en toute conscience chaque intervention décisive requiert un environnement simple, sûr et apaisé, ce qui est bien loin du contexte d'urgence socioécologique qui sous-tend les appels à la décroissance⁴. Cela étant, les émotions peuvent être manipulées et utilisées pour faire passer des récits simplistes, sensualistes et populistes, qui serviront les fins réactionnaires de ceux qui veulent

éviter toute transformation de la situation actuelle. Cela amène à penser que l'abandon total de la raison n'est pas non plus une solution. C'est aussi un défi crucial pour la décroissance que de savoir ouvrir la voie à une expression qui tirerait le meilleur parti possible de la combinaison du potentiel de transformation des affects et de celui des assemblées délibératives.

Bien que la démocratie directe ne soit pas, en elle-même, une panacée, il ne fait guère de doute qu'elle soit pertinente pour entreprendre les transformations sociales vers un avenir décroissant. Par ailleurs, une citoyenneté active, avec des citoyens consacrant régulièrement une partie de leur temps à la participation et à la prise de décision politique en vue d'une société décroissante, serait un moyen idéal d'intégrer la démocratie directe à la décroissance. Simultanément, la prolifération récente d'initiatives populaires auto-organisées, telles que les Indignés, qui aspirent à une vie plus pleine et plus démocratique en dehors du capitalisme ainsi qu'à un contrôle accru de la politique par les citoyens et à une participation plus grande de ceux-ci, laisse penser que la démocratie directe est hautement pertinente du point de vue des entreprises actuelles de transformation politique et écologique. Une implication politique à la fois intellectuelle et militante dans les débats mentionnés plus haut aiderait les décroissants à mieux saisir le potentiel de la démocratie directe.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir Andrew Heywood (1997), *Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.
2. Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Christos Zografos, « Introduction », in *Degrowth Futures and Democracy, Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 515-523.
3. Barbara Muraca, « Towards a Fair Degrowth-Society. Justice and the Right to a "Good Life" Beyond Growth », *Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 535-545.

4. Voir Julie A. Nelson, « Ethics and the Economist. What Climate Change Demands of Us », *Ecological Economics*, n° 85, janvier 2013, p. 145-154.

ARTICLES LIÉS

Autonomie
Croissance
État
Indignés/Occupy

NOTION DE DÉPENSE

Onofrio Romano



La consommation d'énergie humaine repose sur deux finalités distinctes. La première est « la conservation de la vie et [...] la continuation de l'activité productrice »¹. La seconde tient aux « dépenses dites improductives : le luxe, les deuils, les guerres, les cultes, les constructions de monuments somptuaires, les jeux, les spectacles, les arts, l'activité sexuelle perverse (c'est-à-dire détournée de la finalité génitale) », qui sont des activités ayant « leur fin en elles-mêmes »². Toute société a un excédent d'énergie, défini précisément comme l'énergie qui n'est pas nécessaire pour la simple reproduction de la vie.

Dans un sens plus large, qui englobe aussi la nature, la notion de *dépense* désigne une part d'énergie qui ne peut être utilisée par des organismes vivants en raison de leurs limites physiologiques. Cette portion d'énergie circule sans but dans l'environnement, jusqu'à ce elle finisse par s'éteindre.

Cette acception spécifique de la « dépense » fut introduite par Georges Bataille, dans son essai « La notion de dépense », paru en 1933 dans la revue *La critique sociale*. Comme c'est le cas pour toutes les constructions théoriques de Bataille, le contenu et les contours de cette notion sont changeants et jamais définis en catégories axiomatiques. Il n'existe pas moins de six versions différentes de ce texte, qui tentent de bâtir un « essai d'économie générale » à partir de la notion de dépense. Les premières versions fragmentaires de ce projet apparaissent dans « La limite de l'utile » (rédigé entre 1939 et 1945, édité de façon posthume en 1976)³ et « L'économie à la mesure de l'univers »⁴. Le projet se concrétisa sous la forme d'un livre, *La part maudite*⁵, publié en 1949. *L'histoire de l'érotisme*⁶ forma ensuite la deuxième partie de ce travail, et *La souveraineté*⁷, édité de façon posthume en 1976, la troisième. On peut trouver des résonances entre le concept de « dépense » et les notions freudiennes de *Vergänglichkeit* (« caractère éphémère d'une chose »)⁸ ou de « pulsion de mort »⁹, mais il trouve principalement son origine dans l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss¹⁰, notamment dans l'analyse du potlatch. Ces textes ont pour point commun d'étudier la propension troublante des êtres humains et des sociétés à la perte, contredisant par là leur soi-disant vocation « naturelle » au développement.

Dans une perspective anthropologique, l'énergie pourrait être redéfinie comme le carburant de l'action, ce qui nous pousse à agir. Bataille appelle « servile » la portion d'énergie qu'un être humain utilise pour sa subsistance ou pour sa croissance biologique. Or, la simple subsistance biologique ne requiert qu'une minuscule portion de l'énergie disponible. Le cœur du problème réside dans l'énergie excédentaire, une fois consommée la part dévolue à cet usage servile. L'excédent d'énergie exige un usage « souverain » : il faut décider de l'usage de ce carburant de l'action, en considérant le contenu philosophique du projet politique qui le définira¹¹. C'est l'utilisation souveraine de l'excédent d'énergie qui fait de nous des êtres humains. Les différentes manières d'utiliser cet excédent caractérisent et distinguent différents types de sociétés. Cette énergie peut être dépensée pour des sacrifices, des festivals, pour la guerre ou pour la

paix. Bataille fait remarquer par exemple que la société tibétaine utilise presque exclusivement son excédent d'énergie pour entretenir une caste particulière de moines.

La rencontre avec cet excédent d'énergie a été un moment déterminant pour l'humanité. C'est de ce point de vue que cet excès d'énergie constitue, selon Bataille, une « part maudite » : elle oblige les être humains à remettre en question le sens de leur vie et leur place dans le monde. Ne pas en faire usage soulignerait l'incapacité de l'humanité à exercer sa liberté. C'est ainsi que toutes les sociétés humaines ont institué des formes rituelles de *dépense*, c'est-à-dire des formes de destruction de l'énergie disponible au-delà du servile.

Ces formes rituelles peuvent être plus ou moins sophistiquées et remplissent des fonctions différentes :

- Elles servent à humaniser le gaspillage constitué par l'inutilisation de l'énergie excédentaire, en le soustrayant à l'empire des processus naturels incontrôlés pour le faire entrer dans le règne de la culture et du symbolique.
- Elles ôtent à l'énergie sa dimension utilitaire (biologique, fonctionnelle) pour la faire accéder au sacré. En fait, la destruction des objets vise à effacer leur statut servile de choses utiles, pour les faire entrer dans le règne du sacré (c'est le sens même de *sacrifice* : produire des choses sacrées à travers leur destruction rituelle).
- Elles suppriment physiquement la présence angoissante de ces excédents et, par là même, l'injonction à être et à agir qu'ils expriment.

Le recours à la notion de dépense permet de pointer une grande lacune de la « société de croissance » : le problème de l'énergie et de son excédent y est évacué. Cette société est fondée sur le culte du moment servile. La modernité est née dans un contexte d'urgence existentielle et de crainte pour la survie de l'espèce, déclenchés par une explosion démographique (et par conséquent, une augmentation de besoins sociaux) aussi inattendue

qu'incompatible avec les capacités de production de l'époque. Ce déséquilibre a entraîné la décomposition des communautés traditionnelles, dont les codes symboliques ne permettaient pas d'affronter ce nouveau défi. Pour satisfaire tous leurs besoins, les individus se sont efforcés de briser les liens avec leurs communautés et d'adopter de façon autonome de nouvelles lignes de conduite plus efficaces, tournées vers la croissance. En Europe, David Riesman situe ce changement démographique crucial (et ses conséquences sociales) au XVII^e siècle¹².

Ce processus d'individualisation a privé les communautés de leur capacité à gérer l'énergie, qui englobait notamment les rituels de dépense permettant de consommer l'excédent énergétique. Toujours imprégnée de cette « urgence originelle » de survie, la société moderne reste mue par cet élan de croissance et ne s'arrête plus. En rendant permanente cette situation d'urgence, nous évacuons le problème de l'excédent d'énergie et nous évitons d'envisager le « sens » de nos actes. Comme nous cherchons perpétuellement à survivre (ce qui requiert une croissance continue), nous ne sommes jamais paralysés par le besoin d'« exister » qui accompagne l'émergence d'un excès d'énergie. En d'autres termes, en restant à un stade animal, nous nous libérons du fardeau de la condition humaine. Ce faisant, nous évacuons également des débats publics « officiels » le sujet de la dépense. Les discussions à ce propos sont confinées à la sphère privée et considérées comme honteuses (puisque toute activité envisagée comme « gaspillage » est jugée moralement incompatible avec le soi-disant état d'urgence permanent).

Dans cette société individualiste, c'est aux individus de consommer une partie de l'énergie excédentaire, en procédant à de modestes transactions : perversions sexuelles, alcoolisme, jeux d'argent, consommation tapageuse – ce que Bataille appelle les « éructations honteuses » de la petite bourgeoisie¹³. L'ère de la croissance ne connaît plus de dépense collective et fastueuse, seulement une dissolution informelle et privée. Aussi, les sociétés modernes tentent de résoudre le problème de l'énergie par une stratégie en deux temps : d'abord, par l'expansion sans précédent

de l'usage servile (soit l'obsession de la croissance), puis en renvoyant la dépense à la sphère privée. Mais cette stratégie semble inadaptée à la tâche essentielle d'employer l'énergie disponible. Une grande quantité d'énergie reste par conséquent inutilisée ; elle continue à circuler et à angosser les êtres humains. En l'absence d'outils mettant en scène une catastrophe volontaire et symbolique (c'est-à-dire une dépense rituelle collective), les habitants des sociétés de croissance en viennent à désirer une « vraie » catastrophe naturelle.

La notion de dépense est primordiale pour théoriser une sortie de la société de croissance. Pourtant, étrangement, elle ne figure pas parmi les piliers épistémologiques des principales théories de la décroissance. Elle n'est pas non plus une source d'inspiration pour le mouvement des objecteurs de croissance. C'est peut-être parce que, au final, elle implique le démantèlement d'un cadre cognitif fondé sur la catastrophe et la rareté, qui est précisément au fondement du paradigme de la décroissance. À la lumière de la notion de dépense, la menace de la catastrophe qui hante les sociétés occidentales n'est que le symptôme de l'incapacité à se débarrasser de l'énergie excédentaire. Or, pour les partisans de la décroissance, c'est un risque « réel ». La pensée de la décroissance est donc implicitement subordonnée à la culture dominante, qui justifie la restructuration capitaliste néolibérale. En dénonçant le manque de ressources nécessaires pour maintenir les modes d'existence actuels, elle ne fait que retourner le problème fondateur de la société de croissance. Selon Bataille :

En principe, l'existence *particulière* risque toujours de manquer de ressources et de succomber. À cela s'oppose l'existence *générale* dont les ressources sont en excès et pour laquelle la mort est un non-sens. À partir du point de vue *particulier*, les problèmes sont *en premier lieu* posés par l'insuffisance des ressources. Ils sont *en premier lieu* posés par leur excès si l'on part du point de vue *général*¹⁴.

Pris séparément, l'être humain est limité par la précarité de sa propre existence et, dès lors, obsédé par le problème de sa survie. Lorsqu'il est isolé, il adopte une position fondamentalement servile et retourne au stade

animal, où la faculté de se procurer des ressources est centrale. Le défi posé par l'excédent d'énergie ne devient visible que si nous sommes capables d'adopter un point de vue systémique. Les tenants de la décroissance ne font guère plus que transposer à l'ensemble du système la position servile propre à l'individu. L'humanité est alors soumise à la « loi des besoins », dont découle une logique de survie de type utilitariste. Le point de vue individuel qui souligne l'insuffisance des ressources est appliqué à la collectivité tout entière.

Par conséquent, la théorie de la décroissance risque de réactiver le précepte central de l'économie, c'est-à-dire le principe de rareté, et de lui conférer un nouvel élan. Elle s'expose à n'être qu'un simple miroir du mythe de la croissance, recourant au même imaginaire en ne faisant que le renverser. Cet imaginaire implique l'utilisation de toute l'énergie en circulation à des fins de préservation de l'existence ; il s'agirait désormais de faire de même, mais à travers des modes de vie « vertueux » et des techniques efficaces. Le projet de décroissance pourrait connaître une meilleure diffusion et convaincre davantage s'il mettait plutôt l'accent sur l'élaboration collective du sens de la vie et sur la restauration de la souveraineté politique. C'est le seul moyen que nous ayons à notre disposition, nous autres modernes, pour affronter le défi posé par l'excès d'énergie.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Georges Bataille (1933), « La notion de dépense », in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Gallimard, 1970, p. 305.
2. *Ibid.*
3. Georges Bataille (1939-1945), « La limite de l'utile », in *Œuvres complètes*, vol. 7, Paris, Gallimard, 1976, p. 181-280.
4. Georges Bataille (1946), « L'économie à la mesure de l'univers », in *Œuvres complètes*, vol. 7, *op. cit.*, p. 7-16.

5. Georges Bataille (1949), *La part maudite*, in *Œuvres complètes*, vol. 7, *op. cit.*, p. 17-179.
6. Georges Bataille (1951), *L'histoire de l'érotisme*, in *Œuvres complètes*, vol. 8, Paris, Gallimard, 1976, p. 7-157.
7. Georges Bataille (1954), *La souveraineté*, in *Œuvres complètes*, vol. 8, *op. cit.*, p. 243-456.
8. Sigmund Freud (1915), « Passagèreté », in *Œuvres complètes*, vol. 13, Paris, PUF, 1988, p. 319-324.
9. Sigmund Freud (1920), *Au-delà du principe de plaisir*, Paris, Payot, 2010.
10. Voir Marcel Mauss (1923-1924), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et Anthropologie*, PUF, coll. « Quadrige », 1991.
11. Onofrio Romano, *The Sociology of Knowledge in a Time of Crises. Challenging the Phantom of Liberty*, Londres, Routledge, 2014.
12. David Riesman (1950), *La foule solitaire*, Paris, Arthaud, 1964.
13. Georges Bataille (1933), « La notion de dépense », *op. cit.*, p. 313.
14. Georges Bataille (1949), *La part maudite*, *op. cit.*, p. 45.


ARTICLES LIÉS


Autonomie
 Croissance
 Développement (critiques du)
 Métabolisme sociétal

DÉPOLITISATION/ LE POLITIQUE

Erik Swyngedouw



Le terrain public où des visions différentes de ce que pourrait être l'ordre socioécologique se disputent l'accès à l'institutionnalisation symbolique et matérielle, voilà ce qu'est « le politique ». Un terrain d'affrontement sur l'avenir politique et écologique et les moyens de le concrétiser, qui donne à voir et à sentir les représentations et les désirs hétérogènes qui traversent le corps social, voilà ce qui constitue le terrain du politique. Le politique consiste donc en un espace public largement partagé, une certaine idée du vivre-ensemble, et signale l'absence d'accord fondamental ou essentiel (dans la nature, le social, la science, le culturel, ou la philosophie politique) sur lequel baser l'organisation politique ou la société. Le politique est un domaine immanent de pratique agonistique.

Les politiques de transformation décroissante requièrent par conséquent des formes de politisation appropriées à la situation actuelle du monde.

La vision normative du besoin de décroissance se nourrit de l'analyse des déséquilibres entropiques-énergétiques caractéristiques des métabolismes capitalistes de la nature, et des inégalités et conflits socioécologiques qu'engendrent ces processus. Pour autant, la transformation d'une configuration socioécologique fondée sur la « croissance » en configuration fondée sur la décroissance doit aller au-delà des arguments « scientifiques » et sociaux pour s'intéresser au politique.

À la différence du politique, la politique, ou l'élaboration des politiques, se rapporte selon moi aux jeux de pouvoir entre les acteurs politiques et aux rituels ordinaires de négociation, de formulation et de mise en œuvre de règles et de pratiques dans une configuration institutionnelle et procédurale donnée permettant à des individus et à des groupes de faire valoir leurs intérêts. La politique, donc, sous la forme des institutions et technologies de gouvernement, et des tactiques, des stratégies et des rapports de pouvoir liés à la médiation des conflits et à la poursuite d'intérêts partisans particuliers, est susceptible d'instituer la société et de lui conférer une forme (instable) et une cohérence temporaire.

La politique, en tant que gestion de la chose publique, se différencie du politique en ce qu'elle est la sphère de controverses agonistiques dont l'enjeu est notre cadre de vie et la manière de le produire. La première tend à suturer le second, et, au bout du compte, à le désavouer ou à le délégitimer. Elle le fait à travers une colonisation du politique par la politique, ou à travers une sublimation du politique qui se voit remplacé par la « communauté » (en tant qu'unité indivisible fantasmée), par un imaginaire sociologique spécifique du « peuple » (en tant que nation, groupe ethnique, ou toute autre catégorie sociale), par l'« organisation », la « gestion », la « bonne gouvernance ». Dans le climat néolibéral actuel de dépolitisation, la gestion publique des objets et des personnes s'articule de façon hégémonique autour d'une naturalisation de l'exigence de croissance économique – la mobilisation des forces du marché se présentant comme le seul moyen possible de s'appropriier la nature, de la transformer et de la redistribuer – et du capitalisme comme seule forme

possible et raisonnable d'organisation du métabolisme socioécologique. Cette forclusion du politique, qui ne permet même pas la reconnaissance de la légitimité des voix et des positions dissidentes, constitue un processus de dépolitisation. En d'autres termes, la dépolitisation se manifeste par la domination croissante d'une série de formes de gouvernance managériales et techniques interconnectées, destinées à maintenir et entretenir la croissance, et vues comme l'accumulation sans fin de la richesse économique¹. Par exemple, la préoccupation écologique dominante actuelle fait du développement durable la mobilisation de configurations techniques et institutionnelles visant, à l'instar du protocole de Kyoto pour atténuer le changement climatique, à rendre les préoccupations écologiques compatibles avec une économie capitaliste fondée sur la croissance, « afin qu'en réalité, rien n'ait à changer »². Il n'est pas permis de contester le cadre général de la croissance néolibérale. Il suffit de considérer, par exemple, la façon dont la crise d'après 2008 a été gérée par les élites nationales et internationales, gestion qui a permis le maintien et même le renforcement du processus d'accumulation ainsi que la restauration de la croissance économique. Beaucoup identifient désormais cet état de fait qui désavoue ou plutôt délégitime la manifestation agonistique de voix divergentes ou de visions différentes avec les formes post-démocratiques de gestion de l'ordre existant. Ce processus se caractérise par le double impératif de dépolitisation de l'économie (les répertoires de la politique dominante ne permettent pas la remise en cause du capitalisme néolibéral) et d'économicisation de la politique (l'assujettissement de tous les domaines d'intérêt public à la loi du marché et au calcul économique).

Par conséquent, le défi présenté par la politisation de la décroissance est de penser et de mettre en pratique la résurgence du politique à l'ère de la dépolitisation post-démocratique. Le politique ne peut être indéfiniment refoulé. Il revient invariablement comme une pratique immanente tournant autour des tropes de l'émergence, de l'insurrection, de l'égalité, et de la mise en scène de l'être-en-commun égalitaire. La résurgence du politique intervient à travers une dynamique de rupture à l'intérieur d'une situation donnée : une émeute, une révolte, une insurrection, ou

la mise en scène politisée de nouvelles pratiques d'être-en-commun. Elle est toujours spécifique, concrète, particulière, mais se manifeste comme le condensé métaphorique de l'universel. Cette dynamique implique la production d'un nouveau matériau égalitaire et la création d'espaces de débats socioécologiques dans et à travers les espaces de l'ordre existant. Il assoit le dissensus comme base de la politique, et opère en se réappropriant l'espace et en produisant de nouvelles qualités et de nouveaux rapports socioécologiques³.

On peut voir émerger des exemples de repolitisation embryonnaire dans la prolifération de manifestations de contestation radicale telles que les Indignés en Espagne, le mouvement Occupy et une série d'activités insurrectionnelles, ainsi que dans le mouvement naissant pour la décroissance et dans des mobilisations militantes variées liées aux thématiques de l'équité, de l'intégration sociale et de l'écologie. Ce qui marque ces retours hésitants vers le politique, c'est précisément le fait que ces mouvements travaillent en dehors des registres politiques existants (démocratiques ou non). En d'autres termes, la politisation s'opère, comme le montre Miguel Abensour, à distance de l'État. En outre, les exigences exprimées par ces nouveaux acteurs politiques mettent en scène une revendication d'égalité dans un contexte dominé par les inégalités socioécologiques.

Dans le contexte de dépolitisation néolibérale, la repolitisation des questions socioécologiques requiert une réflexion urgente d'ordre stratégique. D'abord, plutôt que de tomber dans l'obsession postmoderne pour les politiques identitaires en glorifiant la diversité des modes de vie possibles, ou de glorifier la micro-politique des résistances éparpillées et des pratiques alternatives individuelles, il est important de prendre explicitement en compte les questions de la division et de l'exclusion, en insistant sur le fait que « l'acte politique » et la fidélité à une certaine procédure de vérité politique implique de choisir son camp tout en aspirant à l'universalisation. Cette dernière se rapporte à un processus de politisation où tout le monde est invité à participer (même s'il est

évident que tout le monde ne répondra pas à l'invitation). Si elles veulent être efficaces, les démonstrations insurrectionnelles égalitaires doivent transgresser le fantasme de ce jeu de rôle dans lequel l'appel à la « résistance » est donné comme une injonction positive. L'acte de résistance (« Je dois résister, mettons, au processus de croissance illimitée, de néolibéralisation, de mondialisation, ou encore au capitalisme, sinon la ville, le monde, l'environnement, les pauvres vont souffrir ») ne fait que répondre à l'appel du pouvoir dans sa version post-démocratique. C'est en réalité au rôle de résistant que l'on est convié, mais cela laisse intact l'ordre policier. La politique comprise comme un simple rituel de résistance est condamnée à échouer politiquement. Résister et alimenter le conflit, horizons ultimes de nombreux mouvements sociaux, sont devenus des subterfuges qui masquent le véritable enjeu : l'avènement d'un nouvel ordre socioécologique post-capitaliste.

En deuxième lieu, et par conséquent, il faut se pencher sur les modalités de la repolitisation. La repolitisation, en tant qu'intervention qui transforme et transgresse l'ordre symbolique des conditions existantes, marque le passage de l'ancienne à une nouvelle situation, celle-ci ne pouvant plus être pensée dans les termes des anciens cadres symboliques. La politisation consiste donc à inaugurer des pratiques qui se situent au-delà de l'ordre symbolique de l'organisation post-démocratique en place, et nécessite par conséquent une transformation à la fois au sein de l'ordre existant et de cet ordre lui-même, pour permettre l'avènement d'une nouvelle symbolique. Les moments de politisation les plus prometteurs du mouvement de la décroissance reposent précisément sur la capacité à entretenir et à nourrir de telles tactiques.

En troisième lieu, la réponse appropriée à l'injonction (émanant du pouvoir) d'agir, d'innover, de se montrer créatifs (au sens néolibéral du terme), d'être différents, c'est le refus d'agir. Sans relâche, la population est invitée à agir d'une certaine façon, à recycler les déchets, à réduire l'empreinte écologique. On entretient le mythe selon lequel ces pratiques individuelles de consommation inciteront l'ordre socioécologique à

évoluer vers plus d'équité et de bon sens écologique, mais en s'assurant, de fait, que rien de tel ne se produise vraiment. Le refus d'agir est aussi une invitation à penser, ou plutôt à réfléchir. Il est urgent de former de nouveaux imaginaires égalitaires et de ressusciter la pensée émancipatrice qui a été censurée, suspendue, bannie.

Tout cela impose de repenser politiquement l'égalité, c'est-à-dire penser l'égalité non pas comme un concept ou une procédure sociologiquement vérifiable permettant d'ouvrir un espace de mesures politiques destinées à remédier aux inégalités observées (utopiques/normatives/morales) dans un avenir hypothétique, mais comme la condition axiomatique, présupposée bien que contingente, du politique démocratique ; l'égalité surgit dans sa mise en scène performative. On doit insister sur l'égalité de tous devant la capacité à prendre part à la production de la vie-en-commun de façon égalitaire et libre. Pour y parvenir, il faut avant tout une politisation radicale de la façon dont nous organisons l'accès aux biens et aux services socioécologiques, leur transformation et leur distribution. Dépasser les fantasmes consensuels de l'élite requiert en effet le courage intellectuel et politique de réinventer radicalement la production collective d'espaces socioécologiques communs et équitables. Cela passe aussi par l'inauguration de nouvelles trajectoires politiques du vivre-en-commun et, plus encore, par le courage de choisir, de prendre parti, de déclarer son attachement aux pratiques égalitaires préfigurées dans certains des lieux-moments qui façonnent les paysages politiques émergents, dont le mouvement pour la décroissance fait partie intégrante. En ce sens, il nous faut revendiquer l'impérieuse nécessité pour le temps présent des pratiques socioécologiques égalitariennes. La décroissance et la démocratisation égalitaire sont donc bien nécessairement interdépendantes.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir Erik Swyngedouw, « Interrogating Post-Democracy. Reclaiming Egalitarian Political Spaces », *Political Geography*, vol. 30, n° 7, 2011, p. 370-380.
2. Erik Swyngedouw, « Trouble with Nature. Ecology as the New Opium for the People » in Jean Hillier et Patsy Healey (dir.), *Conceptual Challenges for Planning Theory*, Farnham (R.-U.), Aldershot, 2010, p. 222.
3. Voir Japhy Wilson et Erik Swyngedouw, *The Post-Political and its Discontents. Spaces of Depoliticization, Specters of Radical Politics*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2014.

ARTICLES LIÉS

Capitalisme
 Biens communs
 Croissance
 Entropie
 Imaginaire (décolonisation de l')
 Indignés/Occupy
 Métabolisme sociétal

EFFET REBOND

Blake Alcott



À l'apogée de la révolution industrielle, alors que la Grande-Bretagne redoutait une pénurie de charbon, William Stanley Jevons se pencha sur deux phénomènes simultanés :

- 1 ~ cela faisait longtemps que la consommation requise de charbon par unité de fer fondu ou de travail effectué par les machines à vapeur était en baisse ;
- 2 ~ la consommation totale de charbon était en hausse.

De la même façon, la demande de main-d'œuvre avait augmenté parallèlement à la productivité du travail. À partir de ces observations, il énonça une formule posant que lorsqu'un changement technologique augmente l'efficacité avec laquelle une ressource est utilisée, le taux de consommation de cette ressource augmente, plutôt que de décroître¹.

Cette affirmation fut par la suite illustrée par l'éclairage électrique. Une baisse au centuple de la quantité d'électricité nécessaire pour un lumen entraîna la multiplication par mille de la quantité d'électricité utilisée, en lumens, pour l'éclairage des bâtiments et des rues. Jevons parla à ce sujet de « paradoxe » : pour des raisons psychologiques, on s'attend à ce que la diminution de la quantité d'une ressource nécessaire à une unité de production entraîne une baisse de la consommation globale de cette ressource. Il peut s'agir d'énergie, mais aussi, bien sûr, d'eau, de phosphore, de sol cultivable ou d'heures de travail.

Tout d'abord, quelques définitions. Supposons qu'une bouilloire standard devienne 10 % plus efficace en termes d'énergie requise pour faire bouillir l'eau. Supposons également que le nombre de bouilloires et la quantité d'eau bouillie par chacune restent stables. Dans ce cas, la quantité d'énergie utilisée pour faire bouillir l'eau baisse de 10 %. Ces 10 % de la quantité totale d'énergie utilisée précédemment pour faire bouillir de l'eau représentent un montant absolu d'énergie économisée ; on parle alors d'« économies techniques ». Néanmoins, ce montant est seulement théorique. En réalité, on économise moins que cela : grâce à la baisse combinée des prix des biens produits et de l'énergie nécessaire à la production, l'énergie momentanément économisée est utilisée par les consommateurs pour faire d'autres choses. Si les fournisseurs ne baissent pas l'offre, contrebalançant ainsi la chute des prix, la demande latente des consommateurs se concentre aussitôt sur cette énergie temporairement en jachère. On appelle cette nouvelle demande la consommation de rebond.

Jevons postule que le rebond est toujours plus élevé que les économies techniques. En d'autres termes, on consomme *encore plus* d'énergie que si la productivité restait stable : si la productivité de la machine à vapeur était restée au niveau atteint par James Watt autour de l'année 1800, nous consommerions aujourd'hui beaucoup moins de charbon. Une deuxième possibilité est que le rebond soit égal à 100 % des économies d'énergie. Cela se produit quand les augmentations de productivité n'affectent pas la consommation d'énergie nécessaire à la production,

qui continue d'augmenter normalement. Une troisième possibilité serait qu'une partie de l'énergie en jachère ne fasse définitivement plus l'objet de demande ; le rebond est alors compris entre 1 % et 99 %. Plus le rebond approche de 100 %, moins les politiques visant à augmenter l'efficacité deviennent rentables. À 100 %, elles sont simplement inefficaces ; lorsqu'elles dépassent 100 % – situation du paradoxe décrit par Jevons –, elles produisent l'effet inverse et sont contre-productives.

Dès lors, est-il raisonnable, dans le cadre d'une stratégie de décroissance, d'encourager une meilleure productivité ou de légiférer en ce sens ? Pas si la demande latente et l'augmentation de la population entraînent un afflux vers toutes les ressources temporairement libérées par les augmentations de productivité, et certainement pas si Jevons a raison. La plupart des historiens, anthropologues et psychologues ont noté cette tendance globale à ne rien laisser inemployé de l'énergie théoriquement consommable gisant dans les sous-sols. Davantage de consommateurs, de nouvelles énergies découvertes, de nouveaux usages possibles de celles-ci, des technologies plus efficaces pour les extraire : tout cela affecte le niveau de consommation global. Mais les augmentations de productivité y contribuent également. Elles étendent les possibilités de production et, par conséquent, le pouvoir d'achat total dans la société ; elles encouragent la découverte de nouveaux usages pour les énergies ; elles contribuent à la hausse de la population en augmentant le rendement de la production de denrées comestibles et permettant la construction de bâtiments sains et chauffés.

D'après les données disponibles, dans le monde entier, au cours des vingt dernières décennies, la productivité a augmenté : une heure de travail, un joule de combustible fossile ou un hectare de terres cultivées produisent plus de biens et de services qu'auparavant. Cela est visible dans l'augmentation du rapport entre le montant du produit intérieur brut mondial et les facteurs de production physiquement mesurables comme les heures travaillées, l'énergie, l'eau douce ou les métaux tels que le cuivre, le fer ou les terres rares. Cependant, l'augmentation de la productivité

s'est-elle accompagnée, globalement, d'une baisse de la quantité d'énergie utilisée, des travailleurs mobilisés ou des minéraux exploités ? Non. En fait, d'après les données dont nous disposons, les rebonds sont d'au moins 100 %. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans le cas des heures travaillées, aucun historien ni aucun économiste ne dit autre chose : une productivité accrue ne peut signifier que plus de croissance économique et plus de création d'emplois.

Ceux qui pensent que le rebond est inférieur à 100 % ne nient évidemment pas que les augmentations de productivité n'ont pas permis, à ce jour, d'économiser une seule goutte de pétrole. Néanmoins, ils affirment, au mépris des faits, que sans elles, on en aurait dépensé encore davantage – ce qui montre bien que les discussions actuelles sur l'effet rebond sont essentiellement d'ordre théorique. Pour s'en assurer, on peut utiliser une grille d'analyse microéconomique pour mesurer le «rebond direct» : si un consommateur donné conduit une voiture plus économe, mettant ainsi de côté l'argent auparavant dépensé en carburant, une partie de cet argent lui servira à conduire davantage. Comme la production (les kilomètres parcourus) augmente, le rebond est supérieur à 0 %². Mais il y a aussi, à coup sûr, d'autres formes, indirectes celles-là, de rebonds, notamment ce qu'on appelle «l'effet de revenu», qui permet à ce consommateur d'utiliser le pouvoir d'achat dégagé pour acheter un gadget, des vêtements ou un billet d'avion. Ces deux types de rebonds nous fournissent la grandeur pertinente en matière d'environnement : le rebond total. Les rebonds indirects sont toutefois notoirement difficiles à mesurer. En outre, il n'existe aucune méthodologie pour déduire les rebonds indirects et le rebond total à partir des rebonds directs pour les divers secteurs économiques, même quand ceux-ci ont été mesurés avec une grande précision.

Les études de l'effet rebond dans un pays ou dans un groupe de pays plutôt qu'au niveau mondial sont confrontées à un autre problème : si elles ne prennent en compte que la quantité d'énergie consommée à l'échelle nationale, en ignorant les quantités comprises dans les importations

nettes des pays concernés – voitures, ordinateurs, etc. –, le résultat est faussé. Enfin, il est très difficile de parler en termes de rebond moyen pour l'ensemble des pays, les études du rebond total dans les sociétés plus pauvres tendant à produire des estimations plus élevées (des rebonds souvent supérieurs 100 %) que celles portant sur les pays de l'OCDE – peut-être parce que, dans les premiers, les consommateurs sont moins rassasiés. Compte tenu de ces problèmes de méthode, il n'est pas étonnant que, même après trente ans d'études microéconomiques, les estimations du rebond total varient dans des proportions considérables³.

L'affirmation selon laquelle l'efficacité technique conduit à de réelles économies est donc, à tout le moins, incertaine. Il est alors tentant de se tourner vers d'autres stratégies pour, en travaillant, en produisant et en consommant moins, développer des modes de vie plus «suffisants». Mais là aussi l'effet rebond se produit : si je décide unilatéralement d'acheter moins d'énergie, la diminution que cela entraîne sur la demande fait baisser en proportion le prix de l'énergie sur le marché mondial, ce qui permet en retour aux milliards de «consommateurs marginaux», qui souhaitent travailler autant que d'habitude et consommer davantage, de demander ce que je ne demande plus. Cela favorise peut-être une consommation plus équitable, mais pas les économies d'énergie. À moins que l'ensemble de la population mondiale se mette à vivre plus modestement – ce qui serait immoral puisque des milliards de personnes vivent aujourd'hui involontairement dans la pauvreté –, il y a toujours quelqu'un pour profiter de la demande ainsi assouplie par ceux qui «se passent» volontairement d'un peu d'énergie.

L'effet rebond est un concept pertinent dans la décroissance, parce que ce qui décroît jusqu'à un niveau durable, ce n'est pas l'utilité, le bonheur ni même nécessairement le PIB, mais plutôt les *flux* biophysiques causés par les humains, c'est-à-dire la quantité totale de ressources consommées, plus les émissions et déchets engendrés par cette consommation. Il existe d'ailleurs une mesure politique qui permet notamment de réduire ces flux de façon directe et certaine : le plafonnement légal de la quantité

extraite et consommée d'une ressource donnée. À titre d'exemple, depuis des siècles, des communautés plafonnent les quantités d'eau qui peuvent être pompées des aquifères ; et le protocole de Kyoto essaie désormais de plafonner les émissions de gaz à effet de serre.

Plutôt que de faire décroître la consommation des ressources à l'aide de mesures de plafonnements définies en tenant compte de critères physiques, nombreux sont ceux qui, comme du temps de Jevons, préfèrent parier sur les stratégies visant à en augmenter la productivité. Or qu'advient-il de l'énergie économisée ainsi ? L'est-elle réellement ? Quand certains parmi nous participent à la réduction des flux, par exemple en travaillant moins grâce au partage du travail, le reste de l'humanité ne contribue-t-il pas à relancer la demande de ces ressources disponibles dont l'offre continue d'ailleurs à générer du profit ? La consommation de rebond augmente et il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Si la société commence par plafonner sa consommation de ressources, les gens vivront automatiquement de façon plus efficace et suffisante, et n'en seront peut-être pas moins moins heureux.

L'ingénieur en nous espère que les gains de productivité technologiques contribueront d'une manière ou d'une autre à faire baisser le niveau global de pollution et d'épuisement des ressources. C'est cette idée qui a présidé à la naissance de la stratégie de l'éco-efficacité. L'environnement, cependant, « ne se soucie guère » d'indicateurs comme celui de la productivité humaine, ou, ce qui revient au même, de la dématérialisation de l'économie. Seules comptent les quantités réelles, quelle que soit l'utilité que nous parvenons à retirer des quantités de ressources inscrites dans nos budgets.

S'il y a une part de vrai dans l'affirmation de Jevons selon laquelle les humains se développeront écologiquement à travers un mélange de croissance de la population et de plus grande abondance matérielle, il faut que nous renoncions aux changements purement techniques ou personnels, et que nous passions à des solutions politiques basées sur

l'hypothèse que les ressources naturelles sont des biens communs possédés collectivement⁴.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir William Stanley Jevons (1865), *The Coal Question*, New York, Augustus M. Kelley, 1965 ; Blake Alcott, «Jevons' Paradox », *Ecological Economics*, vol. 54, n° 1, 2005, p. 9-21.
2. Voir J. Daniel Khazzoom, «Economic Implications of Mandated Efficiency in Standards for Household Appliances », *Energy Journal*, vol. 1, n° 4, 1980, p. 21-40.
3. Voir Steve Sorrell, «Jevons' Paradox Revisited. The Evidence for Backfire from Improved Energy Efficiency », *Energy Policy*, vol. 37, n° 4, 2009, p. 1456-1469.
4. Christer Sanne, «Dealing with Environmental Savings in a Dynamical Economy. How to Stop Chasing Your Tail in the Pursuit of Sustainability », *Energy Policy*, vol. 28, n° 6-7, 2000, p. 487-495.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
 Bonheur
 Croissance
 Dématérialisation
 Dépense (notion de)
 Écologisme (courants de l')
 Métabolisme sociétal
 Produit intérieur brut
 Travail (partage du)

ÉMERGIE

Sergio Ulgiati



L'« émergie » se définit comme la quantité d'énergie disponible (habituellement de type solaire) directement ou indirectement investie par l'environnement dans un processus. La notion fut proposée comme mesure scientifique du « travail » fourni par la biosphère pour soutenir les processus vitaux sur Terre¹. Dans cette perspective unilatérale – c'est-à-dire qui ne tient compte que « du point de vue du donneur » (d'énergie) –, la « valeur » d'une ressource dépend de l'effort déployé par la nature pour générer celle-ci et par la société pour l'assimiler à travers un processus évolutionniste de type « essais et erreurs » qui assure l'optimisation du cycle de cette ressource. Les théories économiques dominantes abordent le concept de valeur en termes monétaires (le consentement à payer désigne la valeur « du point de vue de l'utilisateur »), tandis que la valeur émergétique se base sur la quantité de ressources primaires (énergie solaire, chaleur géothermique, etc.) investie par la nature dans un cycle de production

durable (la génération du pétrole et l'assimilation des émissions de dioxyde de carbone exigent la même activité photosynthétique, quel que soit le prix que nous sommes prêts à payer pour un baril de pétrole : c'est la valeur « du point de vue de l'approvisionnement »). La méthode de comptabilité émergétique est par conséquent une technique d'évaluation quantitative qui traduit la valeur environnementale des ressources, des services, des marchandises et des moyens de stockage, commercialisés ou non, dans une unité commune : l'énergie solaire cumulée (exprimée en joules d'énergie solaire, seJ ou solar emJoule) requise pour produire un bien ou un service donné.

Les radiations solaires, le champ gravitationnel et la chaleur interne de la Terre jouent des rôles primordiaux dans le développement et le fonctionnement de la biosphère en assurant les cycles de la matière et de l'information. C'est à travers ces cycles, bien éloignés de l'équilibre thermodynamique, que les systèmes demeurent adaptatifs et vitaux (ainsi du cycle du carbone : les arbres produisent des feuilles par photosynthèse en utilisant du dioxyde de carbone ; les feuilles mortes se décomposent au sol et produisent en surface de la matière organique qui est à son tour métabolisée par des micro-organismes pour redevenir du CO₂ ; les cycles concernent aussi bien l'eau, l'azote, le phosphore que tout ce qui compose les écosystèmes, à toutes les échelles et pour toutes les durées). L'émergie n'est pas l'énergie. Elle se sert des énergies motrices pour mesurer l'apport de l'environnement aux processus cycliques ; la mesure émergétique inclut les ressources énergétiques et minérales, le temps et les services délivrés par les écosystèmes. En concentrant les minéraux dans la croûte terrestre et en faisant circuler l'air, l'eau et les nutriments, les flux environnementaux des radiations solaires, du champ gravitationnel et de la chaleur terrestre génèrent et assurent le fonctionnement du système de maintien de la vie dans lequel les organismes, les espèces, les populations et des communautés entières interagissent et se développent dans le temps. Les écosystèmes entretenus par ces puissantes forces environnementales fournissent des services directs à toutes les espèces et contribuent à produire des réserves de ressources pour un usage futur :

- 1 ~ des réserves lentement renouvelables comme les nappes phréatiques, les terres arables, la biomasse courante et la biodiversité ;
- 2 ~ des réserves non renouvelables comme les énergies fossiles et les minéraux (les termes « lentement renouvelable » et « non renouvelable » sont relatifs à la durée de vie des sociétés humaines).

L'analyse émergétique comptabilise les flux entrants de ressources, leur assigne des indices qualitatifs en termes d'approvisionnement (appelés transformités ou Unit Emergy Values, UEV) en fonction de leur rôle et de leur coût dans la dynamique environnementale, et génère des indicateurs de performance qui lient la performance économique, la disponibilité des ressources, l'intégrité environnementale et les produits finaux. Un ensemble d'indices de performances et de ratios peuvent ainsi être introduits afin de comptabiliser les différentes caractéristiques de l'évolution d'un processus ou d'un système : ressources locales versus ressources importées, renouvelables versus non renouvelables, efficaces versus non efficaces, diffuses versus concentrées, balance commerciale fondée sur les ressources versus balance commerciale fondée sur la valeur monétaire, statiques versus dynamiques, etc. Par exemple, la méthode émergétique comptabilise le commerce des ressources en termes de coût environnemental induit, et non en termes de valeur monétaire (comme c'est le cas pour les échanges commerciaux) : même si la balance économique est plus ou moins équilibrée, la balance environnementale peut ne pas l'être. Un pays en cours de développement qui exporte des matières premières brutes contre de l'argent perd en richesse environnementale et en potentiel de travail. Ce sont des ressources qui auraient pu être utilisées sur place pour alimenter l'économie locale. Une telle perte n'est généralement pas compensée par l'équivalent émergétique de l'argent reçu (par exemple, la valeur émergétique des petites quantités de ressources manufacturées achetées avec cet argent sur le marché international).

Les activités économiques génèrent de nouveaux flux et développent de nouvelles réserves. Le pétrole est converti en électricité et en services de

transport ; les minéraux sont convertis en infrastructures, machinerie et villes ; l'électricité, la machinerie et les infrastructures sont à leur tour converties en services dans le domaine de l'éducation, de la santé et des loisirs. Ce faisant, de nouvelles réserves d'informations sont créées (universités, bibliothèques, galeries d'art, musées, savoir-faire et, à plus longs termes, des cultures entières, des religions et des langues). Ces réserves servent à leur tour à poser les bases du développement futur des sociétés tout en modifiant en retour les niveaux hiérarchiques inférieurs pour étendre ou stabiliser la base des ressources.

En mettant en évidence le fait que les sociétés humaines se développent en puisant dans le capital naturel et qu'elles utilisent différents types de services fournis par les écosystèmes, Howard Odum identifie le capital naturel et les services écosystémiques comme étant les véritables sources de richesse, alors que pour la croyance commune seuls le travail et le capital économique peuvent être considérés comme tels². En général, les analyses énergétiques ou économiques traditionnelles ne tiennent pas compte des données qu'elles ne peuvent évaluer en termes monétaires ou énergétiques. Seules les valeurs monétaires sont reconnues par le marché, mais les économies reposent sur un grand nombre d'apports issus de l'environnement. Si l'on n'en tient pas compte ou qu'on ne leur attribue pas une valeur appropriée, on risque d'en faire un mauvais usage et d'être incapable d'anticiper le devenir du système. S'il est impossible de mesurer la valeur complexe de la plupart des flux dominés par les humains, il est beaucoup plus aisé de déterminer leur « coût de production » et d'établir une hiérarchie de valeur dans les processus de la biosphère au moyen du concept d'émergie. L'émergie défend une conception différente de la valeur, ancrée dans le coût de production d'une ressource par la nature. Il s'agit de « l'effort » déployé par la nature pour produire ces ressources en faveur d'un ensemble beaucoup plus vaste d'utilisateurs, toutes espèces vivantes confondues, et non plus seulement les humains dans le cadre du marché. La maximisation de la valeur marchande pour les humains compromet la survie des autres espèces. L'émergie exige l'optimisation, non la maximisation, ainsi que des choix politiques qui garantissent les

droits de toutes les espèces et la qualité des ressources nécessaires (énergie, temps, matériaux) pour les produire, quand bien même cela n'est pas reconnu dans le cadre de l'évaluation marchande.

Les processus naturels se sont imposés au cours d'une lente évolution biologique et leurs rendements se sont accordés aux flux disponibles de ressources. Malheureusement, avec la découverte des énergies fossiles, les sociétés humaines ont appris à exploiter les ressources plus rapidement qu'elles ne sont remplacées. Cela pose le problème de leur durabilité par rapport aux capacités de charge de la biosphère et aux réserves disponibles.

La croissance économique et la performance sont aujourd'hui de plus en plus touchées par les contraintes et les problèmes écologiques (changement climatique, approvisionnement et pénurie d'énergie, perte de la biodiversité, manque d'eau potable) qui ne peuvent être pleinement mesurés en termes monétaires. L'activité auto-organisée de la planète peut en revanche être mesurée à travers l'énergie totale alimentant le processus. Une telle mesure permet de définir la taille maximale que peut atteindre la croissance d'un système, soit les limites maximales de la capacité de charge de la biosphère.

Les contraintes environnementales et les principales lois des systèmes forcent tous les systèmes à évoluer selon des cycles de croissance, d'apogée, de descente et de restauration (*pulsing paradigm* ou « paradigme de la pulsation »). Ainsi, Howard et Elisabeth Odum ont conçu des modèles de désescalade prospère (de « descente », ou de ce qui, dans ce livre, est appelé « décroissance ») pour la civilisation actuelle³. Pour eux, la durabilité est la capacité de s'adapter aux fluctuations des ressources et non la capacité à atteindre un état stationnaire qu'il faudrait maintenir indéfiniment. Les forêts sont des écosystèmes avec des cycles de pulsation courts : croissance et floraison des arbres au printemps, production des fruits et des graines en été (réserves d'informations), chute des feuilles en automne (pour le recyclage par des micro-organismes du sol), et repos en hiver, quand les

ressources disponibles (l'énergie solaire) sont réduites. Tous les systèmes et toutes les espèces vivant sur Terre, y compris les humains, fonctionnent selon des paradigmes similaires. Comme Howard et Elisabeth Odum l'ont fait remarquer, il est difficile pour nous de reconnaître les cycles sociétaux dont nous faisons partie. Ces derniers sont caractérisés par des ondes de pulsation plus longues. En revanche, nous identifions plus facilement les cycles de pulsation plus courts des écosystèmes. Par l'attention qu'elle porte aux dimensions temporelles et qualitatives des cycles, la méthode émergétique traite exactement de décroissance et d'optimisation des ressources.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Voir Howard Thomas Odum, « Self Organization, Transformity and Information », *Science*, vol. 242, n° 1, 1988, p. 132-139. Voir aussi Howard Thomas Odum, *Environmental Accounting. Energy and Environmental Decision Making*, New York, Wiley, 1996.
2. *Ibid.*
3. Howard Thomas Odum et Elizabeth C. Odum, *A Prosperous Way Down. Principles and Policies*, Boulder, University Press of Colorado, 2001.

ARTICLES LIÉS

Anthropocène
Écologisme (courants de l')
État stationnaire (économie de l')
Métabolisme sociétal

ENTROPIE

Sergio Ulgiati



L'entropie, mesure de la dégradation de l'énergie et des ressources dans un système, fait partie des concepts de base de la thermodynamique. Sa définition nécessite de se pencher sur le concept d'énergie. L'énergie est généralement définie comme la capacité à produire un travail mécanique ou, plus largement, « la capacité à entraîner la transformation d'un système », ce qui inclut toutes sortes de transformations, de nature physique, chimique et biologique. En même temps qu'elle permet le processus de transformation, l'énergie perd sa capacité à reproduire ce travail. Autrement dit l'énergie est conservée (sous forme de chaleur), mais certaines caractéristiques nécessaires au processus sont irréversiblement perdues (par exemple les gradients de concentration, la température, la pression, l'altitude, l'information). Une définition et un comportement similaires s'appliquent également aux ressources matérielles à même

d'alimenter un processus grâce à la dissipation de leur gradient, lié à leur milieu naturel. Lors d'un processus réel, le gradient disparaît mais la matière et la chaleur sont conservées. Pour faire simple, la capacité diminuée à accomplir un travail est appelée « entropie ». La conservation de l'énergie peut également être appelée « conservation de la chaleur » (premier principe de la thermodynamique), tandis que la perte de la capacité à entraîner des processus relève du concept d'entropie. Parallèlement, l'impossibilité de convertir la totalité de la chaleur en énergie vient soutenir le concept d'« énergie disponible », à savoir la quantité d'énergie qui peut réellement être convertie.

Le concept d'entropie est né pendant la Révolution industrielle en Angleterre (entre le début du XVIII^e et la deuxième moitié du XIX^e siècle). Le développement des machines à vapeur (destinées à pomper l'eau hors des mines de charbon ou à convertir la chaleur produite par la combustion du charbon en force de travail) a marqué le début d'importantes recherches technologiques et scientifiques. Ces études ont donné un cadre général aux processus de conversion d'énergie, connu sous le nom de Principes de la thermodynamique. Ces principes décrivent les règles principales à l'œuvre dans toute transformation énergétique. Sadi Carnot, en 1824, fut le premier à comprendre et à formuler les contraintes de la conversion de la chaleur en travail. Les travaux mathématiques de Rudolf Clausius, en 1850, et de William Thomson (également connu sous le nom de Lord Kelvin), en 1851, vinrent ensuite étayer les intuitions de Carnot. L'entropie faisait également référence à la probabilité d'un état, ainsi qu'à l'évolution naturelle d'un état moins probable (organisé, concentré, de bonne qualité) vers un état plus probable (moins organisé, moins concentré, de moins bonne qualité), une évolution qui ne peut être bloquée que par un apport d'énergie extérieure au système¹. Plus tard, le terme d'« entropie » fut également utilisé en économie pour parler de la dégradation des ressources, plus précisément d'une perte de concentration, de structure et d'information des matériaux, cette perte étant presque complètement irréversible².

L'état d'un système, appelé A, est toujours caractérisé par une valeur d'entropie, S_A , en référence à un état standard, S_0 . Quand une conversion d'énergie a lieu, le système passe à un nouvel état, B, caractérisé par une valeur d'entropie différente, S_B . Cette nouvelle valeur dépend de l'échange de température avec l'environnement voisin et de la température de cet échange. En fonction du sens du transfert de chaleur, l'entropie du système peut diminuer ou augmenter, tandis que l'entropie de l'environnement voisin aura le comportement inverse. La variation de l'entropie dans une transformation irréversible entre deux états, A et B, est toujours plus élevée que dans les transformations réversibles (les processus réels, dans la nature, sont toujours réversibles). Si un système est isolé, autrement dit s'il n'a aucun échange d'énergie (ou de matière) avec son environnement proche, alors la loi dite de l'entropie s'applique :

Si un système isolé subit une transformation d'un état initial A à un état final B, l'entropie de l'état final n'est jamais inférieure à l'entropie de l'état initial.

Cela signifie que l'entropie ne fait qu'augmenter. C'est le cas des organismes morts, incapables d'utiliser l'énergie extérieure pour lutter contre la dégradation entropique. De même, un bâtiment requiert un apport d'énergie extérieur (maintenance) pour empêcher son entropie d'augmenter. La photosynthèse constitue un exemple typique : les plantes reçoivent de l'énergie solaire dont elles se servent pour construire des polymères, c'est-à-dire pour diminuer leur entropie aux dépens de l'entropie croissante de leur milieu environnant.

Que se passe-t-il quand l'entropie augmente ? Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? D'un point de vue strictement thermodynamique, l'augmentation de l'entropie d'un système mesure la quantité d'énergie (ou de ressource matérielle) qui n'est plus utilisable pour assurer la transformation de ce système. Quand un système n'a plus d'énergie utilisable, ce système ne peut plus se transformer. En conséquence, le terme d'« entropie » est souvent utilisé dans un sens moins restreint et plus vague que celui qui prévaut au sein de la communauté scientifique,

puisque l'entropie est généralement associée au désordre, au manque d'organisation, à l'indétermination, à la dégradation physique et sociale, à une qualité médiocre et à une utilité diminuée. On y a recours lorsqu'il est question de concepts tels que la diminution des ressources de bonne qualité, la pollution accrue due aux déchets et aux produits chimiques, les rejets de chaleur dans l'environnement, le désordre social croissant lié aux conditions de vie dégradées dans les mégapoles de toute la planète, l'effondrement des économies. Le terme sert ainsi à attirer l'attention sur la nécessité d'un usage approprié des ressources pour empêcher la dégradation de l'environnement naturel et humain (à savoir la perte d'informations conservées dans un système).

L'économiste Nicholas Georgescu-Roegen a appliqué le concept d'entropie à la dégradation de la matière, baptisée Quatrième principe de la thermodynamique³. La matière présente une valeur pour la production et la consommation dans la mesure où elle est concentrée et organisée. Les processus d'utilisation dégradent lentement la matière en diminuant ces deux propriétés : la matière se dilue dans l'environnement et elle perd sa structure. Retrouver la concentration originale de la matière (par exemple des atomes de métal disparus dans des pièces de métal) demanderait une énorme (infinie) quantité d'énergie, et cela se révèle quasiment impossible. Le Quatrième principe a donné lieu à des débats passionnés portant sur sa mise en pratique et ses fondements⁴. À l'issue de ces débats, certains sont arrivés à la conclusion qu'il vaudrait peut-être mieux le considérer comme un cas particulier du Deuxième principe⁵. Cependant, sa logique sous-jacente a posé les bases d'une culture inspirée de la thermodynamique, mettant en avant les limites de la croissance et le développement de la bioéconomie par opposition à l'économie néoclassique.

La dégradation des matériaux et de l'énergie est endiguée par un afflux constant d'énergie solaire et de ressources renouvelables telles que la géothermie et le mouvement des marées. Ces forces puissantes, à la base du concept d'énergie d'Howard Odum, sont nécessaires à l'auto-organisation de la biosphère, hors de la matière désordonnée, et sont

uniquement limitées par la quantité de sources et de réserves disponible. Ce processus d'auto-organisation est générateur d'entropie, laquelle est libérée dans l'espace sous forme de chaleur dégradée. Ce point de vue, moins effrayant que la perspective d'un effondrement total, demande de s'aligner sur la nature. Il s'agit de reconnaître l'existence d'oscillations (croissance et décroissance) et les contraintes liées aux ressources (limites à la croissance), tout en exploitant les nombreuses options et modèles possibles. Par conséquent, réduire l'entropie à l'idée de dégradation serait nuisible. À condition que les contraintes de la biosphère soient respectées, les processus du vivant (comme la photosynthèse) construisent des systèmes organisés, créent de nouvelles structures, assemblent des matériaux, revalorisent l'énergie et créent un nouveau contenu informationnel tout en dégradant aussi les ressources. Cette information redevient disponible pour de nouveaux cycles de la vie régis (et limités) en dernière instance par la dégradation entropique de l'énergie solaire.

(traduction : Marion Tissot)

NOTES

1. Voir Ludwig Boltzmann, « Weitere Studien über das Wärmegleichgewicht unter Gasmolekülen », in *Sitzungsberichte der Akademie der Wissenschaften, Mathematische-Naturwissenschaftliche Klasse*, Vienne, Gerold, 1872, p. 275-370.
2. Voir Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Le premier chapitre de cet ouvrage est traduit dans Nicholas Georgescu-Roegen (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre/Élléore, 2006, p. 63-84.
3. Voir *Ibid.*
4. Voir, par exemple, Elias L. Khalil, « Entropy Law and Exhaustion of Natural Resources. Is Georgescu-Roegen's Paradigm Defensible ? », *Ecological Economics*, n° 2, 1990, p. 163-178.

5. Voir Carlo Biancardi, Enzo Tiezzi et Sergio Ulgiati, « Complete Recycling of Matter in the Framework of Physics, Biology and Ecological Economics », *Ecological Economics*, n°8, 1993, p. 1-5.

ARTICLES LIÉS

Bioéconomie
Croissance
Énergie

ÉTAT

Paul Ariès



L'étymologie peut venir au secours de qui entend réfléchir sur l'État et les relations entre décroissance et État. L'État vient du latin *status* qui signifie « se tenir debout ». Il est donc ce qui permet à une société de s'instituer et se reproduire au-delà de ses contradictions. Réfléchir à l'État dans le cadre d'une pensée de la décroissance, c'est s'interroger sur la responsabilité de l'État au sein de la crise systémique actuelle, notamment au regard de l'impératif de croissance et des politiques dites de « grands projets inutiles imposés » mais c'est aussi imaginer d'autres modalités de ce « tenir debout ».

Chacun peut constater alors qu'existe une dissymétrie, dans les milieux de la décroissance, entre le développement de la critique de l'économie ou de la technoscience et celle de la politique et de l'État¹. Cette absence de réflexion suffisante porte tout autant sur les formes étatiques actuelles que

sur les formes politiques capables de porter un projet global de décroissance. Ce retard de la pensée explique aussi bien les équivoques de ceux qui prônent une « tyrannie éclairée » ou un « gouvernement des sages », que de ceux qui, au nom de la « défense de la République », elle-même jamais questionnée, se retrouvent à prendre le parti de la puissance étatique dans les moments de crise sociale, à prôner l'austérité et à condamner a priori des mouvements comme celui des Indignés. Cette faiblesse théorique est d'autant plus incompréhensible qu'elle affaiblit ce courant, tout autant dans sa lutte contre le productivisme que contre toutes les formes de domination qu'il prétend combattre. Cette insuffisance peut même nourrir une posture de défense d'un « bon État », à l'image de ceux qui conçoivent la possibilité d'une « croissance propre » ou verte.

Ce hiatus est d'autant moins compréhensible qu'au sein des divers courants qui convergent vers la nécessité d'une remise en cause du mythe de la croissance, exist(ai)ent indéniablement une forte critique de l'État, et y compris de la politique et de la démocratie, que ce soit chez Jacques Ellul, Ivan Illich, Murray Bookchin, Guy Debord, dans la mouvance libertaire et même parmi les écosocialistes liés au mouvement du *buen vivir*.

Nonobstant ces faiblesses théoriques, les milieux de la décroissance articulent trois grandes critiques de l'État. Une première critique concerne l'État comme appareil répressif au service de l'ordre économique dominant, comme on le voit avec la répression des luttes contre les grands projets inutiles imposés (ligne TGV Lyon-Turin, barrage de Sivens, etc.). Une deuxième critique concerne l'État en tant qu'appareil idéologique au service de la croissance, ce qui suppose de dépasser le formalisme pour s'en prendre autant aux appareils privés que publics. Une troisième critique vise l'État comme principal agent productiviste, au nom des politiques de relance économique et notamment de la défense des emplois. Cette critique épouse, pour mieux la retourner, l'analyse « marxiste » sur le « capitalisme monopolistique d'État ». Mais au lieu de considérer ce dernier comme une étape nécessaire vers un « socialisme du bien vivre », elle l'envisage comme le principal agent de la barbarie. À cet égard, la

France, avec ses grands corps d'État (Polytechnique, les Mines) et son « État-EDF », constitue le prototype de la collusion entre État et groupes privés, et ceci dans la grande tradition saint-simonienne. À ces trois premières critiques « classiques » de l'État, la décroissance ajoute, souvent, une quatrième dimension qui est la critique de l'hétéronomie (Cornelius Castoriadis)² et de la séparation (Guy Debord). La décroissance se dit, en effet, du côté de ceux qui contestent la perte de l'autonomie, en raison du pouvoir des mégamachines et des systèmes, autant que la spécialisation et la professionnalisation du politique, deux conditions complémentaires de la généralisation de l'impuissance du grand nombre. Une des causes de la défaillance théorique en matière de critique de l'État est l'incapacité à penser un sujet de la « révolution décroissante », sauf dans les milieux, peu présents en France, de l'écologisme des pauvres. En conséquence, le risque est de s'adresser, en priorité, au corps électoral et donc de répondre implicitement présent à l'agenda institutionnel. Une seconde cause de cette défaillance théorique réside dans le fait que les milieux de la décroissance campent encore majoritairement dans une posture hégélienne qui les fait envisager la politique comme une abstraction. La démythification de l'appareil d'État ne peut pourtant pas se contenter d'être un pur processus intellectuel, elle doit être surtout pratique et prendre appui sur les luttes sociales et les potentialités des « gens de peu », en prêtant attention aux modes de vie pré et post-capitalistes, pré et post-productivistes, pré et post-économistes, pré et post-pétroliers³.

La décroissance ne se définit cependant pas comme « anti-État », au sens des libertariens : contre la toute-puissance étatique, elle ne choisit pas la toute-puissance des entreprises ou celle de l'*homo-œconomicus*. Elle est en effet anti-pouvoir avant même d'être anti-État. Pour les objecteurs de croissance, décroissance rime avec décolonisation des imaginaires. Ils entendent donc se placer du côté de l'instituant contre l'institué, du côté d'une « révolution moléculaire » et non pas molaire (Félix Guattari). C'est en cela qu'ils sont volontiers désobéissants. Il s'agit, tout en se revendiquant d'une tradition non-violente, de contribuer au renouvellement du répertoire politique, vocabulaire et modes d'action. Sans céder à un

quelconque amour de l'illégalisme, ce renouvellement entend se faire au nom d'un intérêt supérieur, de ce qui est commun au plus grand nombre. Il revisite ainsi la vieille alternative entre révolution « par en haut » et révolution « par en bas » et rejette l'opposition frauduleuse entre « pays réel » et « pays légal », chère à Charles Maurras et à l'extrême-droite. Pour Antonio Gramsci, la société civile et la société politique ne sont que deux aspects d'un même « État intégral », dans la mesure où la « société civile » est déjà la « bonne société » des gens *intégrés*.

Ne pas recycler le vieux couple société/État est aussi la seule façon de rompre avec une vision instrumentale de l'État, de dépasser la guerre de positions, de ne pas succomber au mythe léniniste de la dualité du pouvoir comme moment indispensable de la transformation. Il s'agit, en effet, pour la décroissance, de penser, non pas la prise du pouvoir, mais l'évaporation du pouvoir. La rupture ne doit donc pas avoir lieu entre société civile et État, mais au sein même des classes sociales, dans la rupture des masses avec leur constitution économique, dans la promotion de tout ce qui rend plus autonome. Dans ces conditions, le grand enjeu n'est pas la conquête du pouvoir, ni même son partage, mais l'apprentissage du détachement vis-à-vis du pouvoir. La décroissance campe donc du côté des « pas de côté », mais avec la conviction qu'il faudra que tout cela coagule, afin de permettre un effet de masse/seuil. Beaucoup, s'interrogeant sur la réaction inévitable de l'appareil d'État, envisagent davantage un scénario de décomposition de celui-ci, comme en Mai 68 en France ou lors de la révolution tunisienne de 2010-2011, qu'une perspective nécessaire d'affrontements violents.

Les objecteurs de croissance savent que chaque type de société invente le cadre territorial dont il a besoin. La Révolution française a, ainsi, substitué à l'ancien territoire royal les communes et les départements. Sous la pression du capitalisme, ces derniers sont cassés pour être transformés en « métropoles », non plus des lieux de vie, mais des instruments de la compétition économique généralisée. La décroissance n'est pas soluble dans le cadre de l'État-nation, surtout si ce dernier est centralisé et

unitaire. Elle doit *a minima* promouvoir une confédération de bassins de vie, capable de porter des relocalisations, y compris en se dotant d'outils juridiques et économiques comme les monnaies locales. Il s'agit ainsi de renouer avec les expériences des « désurbanistes » qui remettaient en cause l'opposition ville/campagne dont se nourrit le productivisme et envisageaient une répartition homogène de la population sur l'ensemble du territoire⁴. Toutefois, cette reterritorialisation ne peut pas signifier un repli sur soi essentialiste ou xénophobe. C'est ce qu'il faut entendre par un slogan tel que : « Le local sans les murs ». Cette posture, sans équivoque vis-à-vis de toute extrême-droitisation de la pensée, n'équivaut cependant pas à un renoncement à soi ; c'est pourquoi nombre de décroissants se reconnaissent à la fois dans la défense des langues régionales, comme le breton, et dans la revendication d'une citoyenneté universelle.

Les objecteurs de croissance sont convaincus que toute stratégie d'affaiblissement de la centralité de l'État passe par une remise en cause de l'idée de sacrifice, dont l'austérité constitue aujourd'hui le principal visage. Tout sacrifice a besoin d'un appareil idéologique et répressif pour se faire accepter. Prôner l'austérité au nom de la crise écologique ou des pénuries programmées de ressources naturelles, c'est donc immanquablement renforcer l'État et l'aliénation. Réduire l'État au nom de l'émancipation globale, c'est donc dire, à la fois, que la planète est déjà bien assez riche pour permettre à huit milliards d'humains de vivre bien et inventer de nouveaux modes de vie qui feront de la décroissance non pas un sacrifice, mais un « plus à jouir », une source nouvelle, illimitée, de bonheur.

Tous les objecteurs de croissance ne partagent pas les mêmes priorités, mais tous sont convaincus de la nécessité de réformer la démocratie délégataire, en adoptant, par exemple, le scrutin proportionnel, en réduisant le nombre de mandats, en organisant des référendums révocatoires, etc. L'extinction de l'État, comme sphère séparée, suppose de pousser jusqu'au bout les formes démocratiques, mais elle ne peut s'y réduire. C'est pourquoi d'autres formes de démocratie – « en situation », au plus près du vécu des gens – sont nécessaires afin de permettre à chacun d'apporter

sa part. Réciproquement, permettre à chacun de recevoir sa part suppose d'en finir avec l'invisibilité construite des milieux populaires, qui doivent avoir droit non seulement à leur part du gâteau mais aussi à leur part du récit collectif. L'urgence est de reconnaître le vrai désir de vie des gens ordinaires. Les objecteurs de croissance se rangent donc majoritairement du côté des « foules sans chef »⁵.

L'État, vu depuis la décroissance, fait partie du problème et non pas de la solution à la crise systémique. Il ne permet pas de faire « tenir debout » toute société mais les sociétés inégalitaires fondées sur la croissance. La décroissance n'est pas, cependant, du côté de l'antipolitique, mais elle pense une politique plus large que l'étatique, et même, sans doute, que ce que permet déjà la présente séquence historique du capitalisme. Le chemin proposé est de réduire l'État et, pour cela, de commencer à dissiper la peur, d'abolir la nécessité de devoir « gagner sa vie », de développer un état d'esprit non économique, de construire des communs ; bref d'en finir avec toute idée de totalisation, a priori et même a posteriori, pour mieux cheminer vers l'autonomie et l'émancipation globale.

NOTES

1. *La décroissance et l'État*, *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, n° 13, automne 2012.
2. Voir Serge Latouche, *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », 2014.
3. Voir Paul Ariès, *Écologie et cultures populaires, Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Paris, Utopia, 2015.
4. Voir Lewis Mumford (1961), *La cité à travers l'histoire*, Marseille, Agone, 1989.
5. Voir Yves Cohen, *Le siècle des chefs*, Paris, Amsterdam, 2014.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
Bonheur
Buen vivir
Démocratie directe
Désobéissance
Écologisme (courants de l')
Indignés/Occupy

EXTRACTIVISME

Anna Bednik



Pour les habitants des « réserves extractivistes » du nord du Brésil, « l'extractivisme » désigne la collecte à des fins commerciales de produits naturels non cultivés. Partout ailleurs, ce néologisme est aujourd'hui surtout un terme militant, qui donne un nom commun aux différents visages d'un même ennemi, combattu par des milliers de personnes : l'exploitation massive et destructrice de la nature. Il renvoie non seulement à l'extraction d'hydrocarbures et de minerais, mais également, par analogie avec ces « industries » communément qualifiées d'« extractives », à toute activité qui prélève à un rythme et selon des volumes qui empêchent même les ressources dites renouvelables de se renouveler. Plus généralement, il renvoie à l'ensemble des filières d'approvisionnement qui alimentent en ressources naturelles les chaînes industrielles de production-consommation : l'agro-industrie et les monocultures forestières dépouillent les sols de leurs nutriments, les

exposent à l'érosion et les détruisent ; la pêche intensive vide les océans ; l'aquaculture consomme les mangroves ; pour « extraire » de l'énergie, les grands barrages hydroélectriques privent d'eau ou, au contraire, inondent des terres fertiles et anéantissent la biodiversité ; l'industrie de la boisson vide les sources d'eau. Pour obtenir les différentes ressources de moins en moins abondantes et de moindre qualité, les frontières extractives sont repoussées toujours plus loin, et les technologies utilisées sont à chaque fois plus intrusives et polluantes. Et de plus en plus nombreux sont ceux qui refusent de voir leurs lieux de vie se transformer en « zones de sacrifice »¹.

En Amérique latine hispanophone, là où ce terme a émergé en tant que catégorie critique à la fin des années 2000, l'extractivisme vise d'abord l'obstination des gouvernements de tous bords politiques à accroître les exportations des biens primaires, dont les prix sont restés élevés durant plus d'une décennie. Les mégaprojets « extractivistes » qu'ils ont multipliés à cette fin sont devenus l'une des principales causes des conflits dans la région, donnant naissance à une nouvelle vague de mouvements « socio-environnementaux », composés en grande partie de populations rurales et pauvres, paysannes et indigènes. Ce n'est plus au nom de la justice sociale ou de la lutte contre le néolibéralisme, mais de l'eau, de la « Terre-mère » et du Territoire, de « l'agro » et de la Vie « qui ne se vend pas » que ces mouvements affrontent les forces de l'ordre publiques et privées. Ils s'opposent tout autant aux entreprises transnationales qu'aux pouvoirs publics, y compris aux gouvernements dits progressistes qui utilisent la rente extractive pour financer des politiques sociales².

Dans ce contexte, la sociologue argentine Maristella Svampa, intéressée par le « tournant éco-territorial » des luttes sociales, a défini l'extractivisme comme « un mode d'accumulation fondé sur la surexploitation de ressources naturelles et sur le déplacement des frontières de territoires jusqu'alors considérés comme "improductifs" »³. Eduardo Gudynas, directeur du Centre latino-américain d'écologie sociale basé à Montevideo, a proposé une définition plus restrictive. En cherchant

à isoler parmi les différentes formes « d'appropriation des ressources naturelles » par l'être humain un sous-ensemble cohérent pouvant être nommé « extractivisme », il a retenu trois principaux critères, dont deux portent sur le rôle du pays d'extraction dans le commerce international : pour que l'exploitation massive ou « intense » (1) d'une ressource naturelle (renouvelable ou non renouvelable) puisse être qualifiée d'extractiviste, cette ressource doit être exportée au moins à hauteur de 50 % de son volume total extrait (2) et ne doit pas être transformée dans son pays d'origine (3)⁴. La plupart de textes écrits sur le sujet en Amérique latine se réfèrent à cette définition, inscrite dans la continuité de la critique structuraliste et dépendantiste de la spécialisation « primo-exportatrice » des économies régionales.

Même si la destination des ressources extraites n'est pas une préoccupation prioritaire des mouvements d'opposition – qui, avant tout, défendent leurs lieux de vie contre des projets destructeurs –, il reste vrai que la majeure partie des activités extractives dans les pays du Sud répond d'abord à la demande extérieure, la Chine tendant, sur ce point, à supplanter depuis quelques années les pays nord-américains et européens. Mais les années 2000 et surtout le début de la décennie 2010, du fait des prix élevés des matières premières, marquent aussi une intensification de l'exploitation de la nature dans les pays occidentaux. L'euphorie des hydrocarbures non conventionnels (gaz et pétrole de schiste, sables bitumineux) est suivie d'un renouveau des projets miniers. Comme en Amérique latine, comme en Afrique ou en Asie, l'avancée de la frontière extractive en Occident fait planer une menace sur les territoires et provoque d'importants mouvements de résistance, tout en ne vérifiant pas tous les critères fixés par Gudynas. En France, par exemple, les promoteurs des hydrocarbures de schiste promettent l'indépendance énergétique, et les métaux, s'ils sont extraits de nouveau, devraient, au moins en théorie, alimenter les industries nationales ou européennes. Ainsi, le terme « extractivisme » voyage jusqu'au cœur même des anciennes puissances coloniales, où on voit naître des réseaux « anti-extractivistes », à la fois solidaires des luttes d'ailleurs et dénonçant l'extractivisme dans leurs propres pays.

Le fait de partager un même vocabulaire ouvre des perspectives d'échange d'expériences relativement inédites entre mouvements sociaux de pays historiquement dominés et historiquement dominants, tout en faisant évoluer le sens du terme « extractivisme » vers une acception plus large. Au-delà d'un modèle économique particulier (qui enferme un pays donné dans la dépendance vis-à-vis de ses « exportations de la nature »), « l'extractivisme » qualifie désormais aussi le soubassement matériel de l'ensemble du système industriel, productiviste et consumériste, le suffixe « isme » soulignant sa dépendance structurelle à l'égard des matières premières, extraites en quantités sans cesse croissantes pour assurer son extension.

En élargissant son spectre, la critique de l'extractivisme rejoint les principales thématiques théorico-pratiques de la décroissance : l'impossibilité de la croissance infinie dans un monde de ressources finies, le choix de la sobriété et une critique plus générale des sociétés soumises à l'économie (qui peut rejoindre certaines formes de la critique anticapitaliste⁵). Pour autant, il n'y a pas de lien de filiation entre la décroissance et les mouvements anti-extractivistes, qui ne se réclament d'aucun courant de pensée particulier ni d'aucun projet global de société. La critique qu'ils portent se construit petit à petit, au cours des processus de résistance collective, et c'est probablement surtout cela qui lui confère une charge subversive. Ancrée dans la pratique et nourrie dans l'urgence de l'action, elle est le fait de personnes issues d'horizons sociaux et politiques très divers, parmi lesquelles des militants écologistes aguerris, intellectuels radicaux et objecteurs de croissance, mais aussi et surtout beaucoup de « gens du commun », riverains des futures zones d'extraction qui découvrent souvent tout de l'ennemi qu'ils affrontent. En s'opposant à un projet destructeur, ils se retrouvent rapidement en lien avec d'autres opposants à des projets similaires, ce qui les conduit à mettre en cause l'ensemble d'un secteur d'extraction, puis, souvent, par paliers, toutes les pratiques prédatrices mues par une seule et même logique, l'extractivisme.

Les résistances au projet extractiviste amènent souvent à faire des choix, concrets et difficiles, à refuser des emplois, des financements ou des programmes de développement, à s'efforcer de démontrer qu'un autre avenir peut être construit sur les territoires convoités et qu'il doit être décidé sur place, démocratiquement. Ces luttes conduisent parfois à mettre en doute ce qui est communément admis comme souhaitable (le développement peut être ainsi décrit comme « une monstruosité car il n'a pas de fin », selon le mot d'un dirigeant indigène luttant contre l'extraction de charbon au Venezuela⁶). Elles donnent naissance à l'idée forte (dont on retrouverait certains aspects dans l'existentialisme d'un André Gorz, par exemple), selon laquelle rien ne peut justifier la perte de ce que l'extractivisme menace, accapare ou détruit : le milieu naturel, les moyens de subsistance et la santé, mais aussi la culture de chaque lieu, ses mythes et sa mémoire, les rapports humains entre les personnes qui l'habitent, leurs visions du monde, leurs rêves et leurs projets : tous les éléments essentiels touchant au collectif et à l'intime, au sens même de la vie des habitants et à leur attachement aux lieux menacés.

La critique de l'extractivisme englobe toutes les échelles spatiales – celle des territoires directement touchés, celle d'un pays ou d'une région (avec, en plus, dans les pays du Sud, les problématiques économiques et géopolitiques de la dépendance et du pillage), et celle du monde (épuiement des ressources naturelles et cataclysmes écologiques planétaires). Mais dans la pratique, c'est surtout, comme le font une bonne partie des partisans de la décroissance, sur le local, l'échelle des territoires, que les luttes anti-extractivistes invitent à porter le regard. Lieu d'expérimentations de vie en dehors du système dénoncé, le territoire est aussi le lieu d'où la violence de la prédation est perçue avec la force du concret et où on peut réellement prendre la mesure de la catastrophe en cours. Les « zones de sacrifice » toujours plus nombreuses dédiées à l'extraction sont contiguës aux zones de transit des matières premières et des produits auxquels elles donnent corps, qui elles-mêmes le sont aux zones industrielles où ces produits sont fabriqués et aux zones

commerciales où ils sont vendus, aux zones résidentielles, réservoirs de force de travail et de consommation, et aux zones de divertissement (leurs exutoires sanitaires), aux zones-poubelles où s'amoncellent les déchets à la vitesse de la croissance de ce qui est consommé, et, pour finir, aux « zones interdites », de Tchernobyl à Fukushima, des plages submergées par le pétrole aux anciennes mines gommées des cartes officielles. Les territoires habités qui subsistent encore entre ces zones se réduisent comme une peau de chagrin. C'est la défense de ces derniers « espaces pour être » qui est au cœur des luttes anti-extractivistes.

NOTES

1. Voir Anna Bednik, *Extractivisme. Voyage au cœur de la planète-marchandise*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015.
2. Alberto Acosta, « Extractivisme et néo-extractivisme. Deux faces d'une même malédiction », in Miriam Lang et Dunia Mokrani (dir.), *Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines*, Paris, Amsterdam, 2014.
3. Maristella Svampa, « "Néo-développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, été 2011, p. 106.
4. Eduardo Gudynas, « Extracciones, extractivismos y extrahecciones. Un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales », *Observatorio del Desarrollo*, n° 18, février 2013, p. 3 et p. 15.
5. Voir Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, La Découverte, 2014.
6. Cité dans Anna Bednik « Quelles "décroissances" en Amérique latine ? », *Contre-pouvoirs et décroissance, Entropia*, n° 9, automne 2010, p. 21.

ARTICLES LIÉS

Anti-utilitarisme
Bonheur
Buen vivir
Capitalisme
Développement (critiques du)
Imaginaire (décolonisation de l')
Écologisme (courants de l')
Justice environnementale
Marchandisation
Marchandise (frontières de la)
Métabolisme sociétal

DÉCOLONISATION DE L'IMAGINAIRE

Serge Latouche



L'idée et le projet de la décolonisation de l'imaginaire ont deux sources principales : la philosophie de Cornelius Castoriadis, d'une part, et la critique anthropologique de l'impérialisme, d'autre part. Ces deux sources se trouvent aussi, à côté de la critique écologique, aux origines de la décroissance. Chez Castoriadis, l'accent est mis sur l'imaginaire tandis que chez les anthropologues de l'impérialisme, il porte sur la décolonisation. Revenir sur ces deux sources permet de cerner le sens exact de l'expression « décoloniser l'imaginaire ».

Dans le fil de la démarche de Castoriadis, l'usage de cette expression performative allait de soi, même si, à ma connaissance, il ne l'a jamais utilisée en tant que telle. Pour l'auteur de *L'institution imaginaire de la société*, la réalité sociale est la mise en œuvre de « significations imaginaires », c'est-à-dire de représentations qui mobilisent les affects.

Or, si la croissance et le développement sont des croyances, donc des significations imaginaires sociales, comme « le progrès » et l'ensemble des catégories fondatrices de l'économie, pour en sortir, les abolir et les dépasser (le fameux concept d'*Aufhebung* chez Hegel), il faut changer d'imaginaire. La réalisation d'une société de décroissance implique bien de « décoloniser notre imaginaire » pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. C'est là l'application stricte de la leçon de Castoriadis :

Ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus par les êtres humains comme valant la peine. [...] Telle est l'immense difficulté à laquelle nous avons à faire face. Nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle donc on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains¹.

Autrement dit, la nécessaire sortie de la société surmoderne de consommation et de spectacle est aussi éminemment souhaitable. Dans un autre ouvrage Castoriadis ajoute :

Mais pour qu'il y ait une telle révolution, il faut que des changements profonds aient lieu dans l'organisation psychosociale de l'homme occidental, dans son attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire. Il faut que l'idée que la seule finalité de la vie est de produire et de consommer davantage – idée à la fois absurde et dégradante – soit abandonnée ; il faut que l'imaginaire capitaliste d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, d'une expansion illimitée, soit abandonné. Cela, seuls les hommes et les femmes peuvent le

faire. Un individu seul, ou une organisation, ne peut, au mieux que préparer, critiquer, inciter, esquisser des orientations possibles².

Toutefois, pour tenter de penser une sortie de l'imaginaire dominant, il faut d'abord revenir sur la façon dont on y est entré, c'est-à-dire sur le processus d'économicisation des esprits concomitant de la marchandisation du monde. Pour Castoriadis, comme pour nous, il y a *invention* de l'économie. Les dernières pages de *L'institution imaginaire de la société* sont précisément consacrées à ce sujet. On y trouve en germe ce que j'ai tenté de développer dans *L'invention de l'économie*, c'est-à-dire l'analyse de la façon dont l'économie s'institue dans l'imaginaire occidental moderne³.

Chez Castoriadis, cependant, le développement et la croissance ne font pas l'objet de longues analyses. Leur compte y est réglé et bien réglé en quelques phrases incisives, soit au détour d'une discussion, soit à l'occasion de réflexions consacrées à d'autres sujets. Parlant de la crise du développement, il l'analyse comme crise des significations imaginaires correspondantes et, en particulier, du progrès. L'incroyable résilience idéologique du développement se fonde sur la non moins étonnante résilience du progrès. Comme il l'exprime admirablement :

Plus personne ne croit vraiment au progrès. Tout le monde veut avoir quelque chose de plus pour l'année prochaine, mais personne ne croit que le bonheur de l'humanité est dans l'accroissement de 3 % par an du niveau de consommation. L'imaginaire de la croissance est certes toujours là : c'est même le seul qui subsiste dans le monde occidental. L'homme occidental ne croit plus à rien, sinon qu'il pourra bientôt avoir un téléviseur haute définition⁴.

Dans l'analyse des rapports Nord/Sud, la forme de déracinement d'une croyance se formule volontiers à travers la métaphore de la décolonisation. Le terme de « colonisation », utilisé couramment par l'anthropologie anti-impérialiste à propos des mentalités, se retrouve dans le titre de plusieurs ouvrages. Octave Manonni ouvre sans doute la voie avec sa *Psychologie*

de la colonisation. Dans un lien plus explicite avec la notion d'imaginaire, Gérard Althabe, disciple de Georges Balandier, intitule, en 1969, ses études sur Madagascar, *Oppression et libération dans l'imaginaire*. Surtout, Serge Gruzinski publie, en 1988, *La colonisation de l'imaginaire*, dont le sous-titre évoque même le processus d'occidentalisation⁵. Toutefois, lorsque Gruzinski parle de colonisation de l'imaginaire, il s'agit bien encore d'une poursuite du processus colonial au sens strict et, en l'occurrence, de la conversion des indigènes par les missionnaires. Le changement de religion constitue à la fois une déculturation des esprits et une acculturation au christianisme et à la civilisation occidentale dans le cadre du projet impérialiste. Cela réfère à une véritable oppression dans l'imaginaire, menée d'ailleurs avec des moyens qui ne sont pas seulement symboliques – si l'on pense aux bûchers de l'Inquisition largement utilisés dans le Nouveau Monde par les conquérants espagnols.

Avec la croissance et le développement, on a bien affaire à un processus de conversion des mentalités, donc à un processus de nature idéologique et quasi religieuse, visant à instituer l'imaginaire du progrès et de l'économie. Mais le *viol de l'imaginaire*, pour reprendre la belle expression d'Aminata Traoré, reste symbolique⁶. Avec la colonisation de l'imaginaire en Occident, on a affaire à une invasion mentale dont les Occidentaux sont les victimes mais aussi les agents. Il s'agit largement d'une auto-colonisation, une servitude en partie volontaire.

Le glissement sémantique introduit par l'expression « décolonisation de l'imaginaire » en est la conséquence. L'originalité réside dans l'accent mis sur la forme particulière que prend le processus inverse de celui analysé par les anthropologues. Il s'agit d'un changement de logiciel ou de paradigme ou encore d'une véritable révolution de l'imaginaire, comme le réclame Édouard Glissant. Révolution culturelle d'abord, mais pas seulement. Il s'agit de sortir de l'économie, de changer de valeurs et donc de se désoccidentaliser. C'est précisément le programme développé dans le projet de l'après-développement des tenants de la décroissance.

La question de la sortie de l'imaginaire dominant ou colonial, pour Castoriadis comme pour les anthropologues anti-impérialistes, est une question centrale mais très difficile, parce qu'on ne décide pas de changer son imaginaire et encore moins celui des autres, surtout s'ils sont « accros » à la croissance. On pense d'abord au rôle essentiel de l'éducation, de la *paideia*, selon Castoriadis :

Que veut dire, par exemple, la liberté ou la possibilité pour les citoyens de participer s'il n'y a pas dans la société dont nous parlons quelque chose – qui disparaît dans les discussions contemporaines [...] – et qui est la *paideia*, l'éducation du citoyen ? Il ne s'agit pas de lui apprendre l'arithmétique, il s'agit de lui apprendre à être citoyen. Personne ne naît citoyen. Et comment le devient-on ? En apprenant à l'être. On l'apprend, d'abord, en regardant la cité dans laquelle on se trouve. Et certainement pas la télévision qu'on regarde aujourd'hui⁷.

Toutefois, la cure de désintoxication n'est pleinement possible que si la société de décroissance est déjà réalisée. Il faudrait au préalable être sorti de la société de consommation et de son régime de « crétinisation civique », ce qui nous enferme dans un cercle qu'il faut briser. Dénoncer l'agression publicitaire, véhicule de l'idéologie aujourd'hui, est certainement le point de départ de la contre-offensive pour sortir de ce que Castoriadis appelle « l'onanisme consommateur et télévisuel ». Le fait, par exemple, que le journal *La décroissance* soit issu de l'association Casseurs de pub n'est pas vraiment dû au hasard, la publicité constituant le ressort essentiel de la société de croissance, et le mouvement des objecteurs de croissance est très largement et tout naturellement lié à la résistance à l'agression publicitaire.

NOTES

1. Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996, p. 96.

2. Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005, p. 244.
3. Serge Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.
4. Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, *op. cit.* p. 220.
5. Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, Gallimard, 1988.
6. Aminata Traoré, *Le viol de l'imaginaire*, Arles/Paris Actes Sud/Fayard, 2002.
7. Cornelius Castoriadis, *Démocratie et relativisme. Débat avec le MAUSS*, Paris, Mille et une nuits, 2010, p. 96.

ARTICLES LIÉS

Croissance
Développement (critiques du)
Marchandisation

LIMITES SOCIALES DE LA CROISSANCE

Giorgos Kallis



Passé le niveau de croissance économique qui permet de satisfaire les besoins matériels de base, une proportion croissante du revenu va à la consommation de ce qu'on appelle les « biens positionnels »¹. Une demeure de charme, une voiture de luxe, l'œuvre d'un artiste coté, un poste de responsabilité impliquant des études prestigieuses sont autant d'exemples de biens positionnels. Ces biens définissent la position dans la société de celui qui les détient et sont liés à son revenu. À la différence des autres biens, plus les biens positionnels sont répandus parmi les membres de la société moins ceux qui les possèdent en tirent de satisfaction. L'essence d'un bien positionnel est sa rareté. Par définition, tout le monde ne peut jouir d'un statut élevé dans la société, posséder un tableau rare ou la plus luxueuse des voitures. La croissance économique ne peut donc jamais combler le désir de biens positionnels. Pire, la croissance rend les biens positionnels moins accessibles : à mesure que la composante matérielle

de l'économie devient plus productive, la consommation positionnelle, limitée par nature, devient plus onéreuse. Témoin le prix croissant d'une maison avec vue ou le coût prohibitif des études au sein d'une grande école privée. Les biens positionnels signalent donc la limite sociale *de* la croissance, soit la limite de ce qu'elle peut apporter à la société, à distinguer des limites *à* la croissance, c'est-à-dire des limites – le plus souvent d'ordre physique – qui s'opposent à ce qu'elle se poursuive.

Dans les économies riches, le désir de croissance est précisément alimenté par le rêve de posséder des biens positionnels. Dans un livre à charge contre la décroissance, Daniel Ben-Ami défend le rêve de la « Ferrari pour tous ». Suivons un instant son argument et faisons abstraction du pic pétrolier ou du changement climatique puisque, *en théorie*, le progrès technologique pourrait annuler ce type de limites. Faisons aussi abstraction des embouteillages qui ne manqueraient pas de se produire si tout le monde avait une Ferrari et qui rendraient ces voitures plus lentes que les vélos. *En théorie*, les villes et les autoroutes pourraient être reconstruites pour accueillir 7 milliards de Ferrari roulant à toute vitesse. La limite fondamentale du rêve de Ben-Ami reste que si chacun possédait une Ferrari, ce ne serait plus une « Ferrari ». Ce serait l'équivalent d'une Fiat 500, une voiture pour les masses. Le désir se reporterait alors sur une autre voiture, plus rapide, symbole de richesse et de position sociale. Et ceux qui ne posséderaient pas le nouveau modèle seraient aussi frustrés que ceux qui n'ont pas de Ferrari aujourd'hui. La poursuite des biens positionnels est un jeu à somme nulle².

Ce jeu à somme nulle a tout de même un coût social considérable (imaginez les ressources dilapidées pour remodeler des territoires entiers ou nettoyer la pollution générée par 7 milliards de Ferrari). Les ressources privées et publiques gaspillées dans ce type de jeu pourraient être utilisées à meilleur escient. En fait, dans les sociétés aisées, une proportion croissante du revenu social est dilapidée en consommation privée et positionnelle, tandis que les biens publics capables d'améliorer la qualité de vie de tous sont laissés à l'abandon³. La consommation positionnelle accroît aussi

le coût du temps libre, ce qui rend les loisirs moins attractifs, dégrade la sociabilité et réduit le temps consacré à la famille, aux amis, à son entourage ou à la politique⁴. Le temps est budgété et de plus en plus évalué en termes d'argent. Résultat, les rapports sociaux se marchandisent. La marchandisation est aussi le résultat des *enclosures*, imposées pour maintenir le privilège des biens positionnels (par exemple, les plages privées ou les frais universitaires). C'est un cercle vicieux : à mesure que davantage de biens et de services tombent sous l'emprise de l'argent et de la compétition positionnelle, l'amour de l'argent augmente et sape les fondements des relations et des mœurs sociales⁵.

La thèse des limites sociales est centrale pour la décroissance. Ce n'est pas seulement que la croissance ne peut durer éternellement ou qu'elle n'est pas viable économiquement du fait de son coût social et environnemental. La croissance est dépourvue de sens, c'est un but sans raison, la poursuite d'un rêve inaccessible⁶. Dans les pays riches, il y a assez pour satisfaire les besoins primaires de tous. Les inégalités positionnelles sont liées à la distribution de la croissance, non à un faible niveau de croissance cumulée⁷. Si la hausse de la productivité et la croissance augmentent le coût des biens positionnels, alors la décroissance les rendra moins chers, ce qui aura pour effet d'augmenter le bien-être et de soustraire des ressources collectives à la consommation positionnelle inutile. Une trajectoire décroissante pourrait ainsi conduire à une amélioration, et non une détérioration comme on le prétend souvent, des biens et services de base comme l'éducation, la santé ou les infrastructures publiques.

Sur ce point, il reste cependant des problèmes inexplorés. Tout d'abord, dans une grande partie de la littérature sur la décroissance, surtout celle qui traite de simplicité volontaire, l'abstinence de consommation positionnelle et ostentatoire est présentée comme une question individuelle d'ordre moral. Il n'en est rien. La consommation positionnelle n'est pas un vice. C'est un phénomène structurel, social, auquel les individus se conforment pour rester dans le courant dominant. Sortir de la « course à l'échalote » et rétrograder, c'est prendre le genre de risques auxquels s'expose tout

précurseur : respectabilité entachée, offre d'emploi réduite et perte de revenu⁸. Les personnes issues de milieux moins favorisés, sujettes à l'insécurité économique, sont à juste titre moins enclines à prendre de tels risques. Il y a aussi une bonne dose de civisme dans le désir de se conformer au mode de vie commun et de ne pas trop s'en démarquer. En fait, sous le capitalisme récent, c'est le désir de se démarquer qui crée en permanence de nouveaux biens positionnels et nourrit l'accumulation. Paradoxalement, les modes de vie frugaux, « simples », sont devenus des signes de distinction et de position, car ils sont d'abord adoptés par des membres des élites éduquées ou artistiques qui peuvent les apprécier et se les offrir⁹. Souvenez-vous des jeans, mis à la mode par les néoruraux des années 1960, ou de la hausse du prix des terrains sis dans des régions isolées « découvertes » par la contre-culture et colonisées par des écocommunautés. Ceux qui souhaitaient échapper à la consommation positionnelle sont devenus de façon quelque peu tragique les pionniers de nouveaux biens positionnels.

Si le problème est structurel, alors la solution doit l'être aussi. Certains économistes souhaitent que les gouvernements augmentent le prix des biens positionnels. Ils proposent de taxer les produits de luxe, ou de taxer la consommation plutôt que le revenu, en soustrayant l'épargne du revenu imposable (avec des taux fortement progressifs, pour tenir compte de ce que les riches épargnent davantage¹⁰). D'autres vont plus loin et proposent une redistribution totale. Si tout le monde a le même niveau de richesse, personne ne peut surenchérir pour acquérir des biens positionnels. Une autre proposition consiste à retirer les biens positionnels du secteur commercial (démarchandisation) pour les mettre à disposition de tous via l'accès public ou une répartition publique non régie par le marché¹¹.

Le deuxième problème, lié au premier, est de savoir si l'on peut dompter la compétition positionnelle au moyen de taxes et de régulation au sein du capitalisme, ou si le fait de la dépasser constitue une transition vers la sortie du capitalisme. Dans la dynamique du capitalisme, les inégalités ne sont pas un fait annexe mais central, comme l'a noté Joseph Schumpeter. La

dissymétrie des biens positionnels entretient une insatisfaction généralisée essentielle au capitalisme : elle lui permet de continuer à extraire l'énergie sociale de tous, même lorsque les besoins matériels ont été comblés. À l'inverse, si les biens positionnels et la compétition financière ont existé dans toutes les sociétés humaines, seul le capitalisme les a « libérés de la coutume et de la religion où ils étaient autrefois confinés »¹². L'insatiabilité a peut-être des racines psychologiques, mais c'est le capitalisme qui en a fait la base psychologique de la civilisation. Une société qui se satisferait d'avoir « assez » n'aurait pas de raison d'accumuler et ne serait plus capitaliste¹³.

Les économies socialistes ont supprimé les biens positionnels par décret, par la redistribution et la collectivisation forcée. Mais la compétition positionnelle a refait surface dans la course aux postes au sein de la bureaucratie et aux rares biens venus de l'Ouest. Certaines sociétés primitives canalisent la compétition au travers d'événements sportifs symboliques, de potlachs et de cérémonies de don. Les anthropologues ont montré que dans les sociétés égalitaires primitives, les positions sociales existaient, mais sans revêtir d'importance particulière, parce qu'elles étaient soumises à une rotation ou à un contrôle social afin qu'aucun individu ou groupe d'individus ne concentre trop de pouvoir. À supposer qu'un collectif donné (nation, communauté ou autre) choisisse cette direction égalitaire, dans le monde d'aujourd'hui, où la communication et les références sont globalisées, qu'est-ce qui empêcherait ses membres de se comparer aux individus plus riches de sociétés voisines moins égalitaires et d'en concevoir un manque ? C'est peut-être en partie ce qui s'est produit dans les pays socialistes. Si la compétition pour les biens positionnels est un problème structurel, la solution ne peut être uniquement imposée par le haut. Elle doit être partie intégrante d'un projet éthico-politique d'autolimitation, de simplicité et d'égalité, auxquels les membres du collectif souscrivent en toute autonomie.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir Fred Hirsch, *Les limites sociales de la croissance*, Bellevaux, Dehors, 2015.
2. Voir Robert H. Frank, *Luxury Fever. Weighing the Cost of Excess*, New York, The Free Press, 2000.
3. Voir John Kenneth Galbraith (1958), *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.
4. Voir Fred Hirsch, *Les limites sociales de la croissance*, *op. cit.*
5. Voir *Ibid.*, ainsi que Robert Skidelsky et Edward Skidelsky, *How Much is Enough ? Money and the Good Life*, Londres, Penguin, 2012.
6. *Ibid.*, p. 7.
7. Voir Fred Hirsch, *Les limites sociales de la croissance*, *op. cit.*
8. Voir Robert H. Frank, *Luxury Fever...*, *op. cit.*
9. Voir Joseph Heath et Andrew Potter, *Révolte consommée. Le mythe de la contre-culture*, Paris, Naïve, 2005.
10. Voir Robert H. Frank, *Luxury Fever...*, *op. cit.*
11. Voir Fred Hirsch, *Les limites sociales de la croissance*, *op. cit.*
12. Robert Skidelsky et Edward Skidelsky, *How Much is Enough ?*, *op. cit.*, p. 40.
13. *Ibid.*

ARTICLES LIÉS

Autonomie
 Biens communs
 Capitalisme
 Care
 Croissance
 Écocommunautés
 Marchandisation
 Néoruraux
 Simplicité

MARCHANDISATION

Erik Gómez-Baggethun



L'extension des marchés à des aspects de la vie traditionnellement régis par des valeurs non marchandes est l'un des phénomènes les plus remarquables de notre époque. La notion de marchandisation rend compte de ce phénomène. On peut la définir comme l'ensemble des transformations symboliques, discursives et institutionnelles par lesquelles un bien ou un service qui n'était pas antérieurement destiné à la vente intègre la sphère des échanges monétaires et marchands.

La critique de la marchandisation repose souvent sur l'idée que certaines choses ne devraient pas être à vendre ni être soumises aux logiques du marché. La controverse découle, pour l'essentiel, du constat historiquement fondé, que les valeurs qui régissent les rapports entre les personnes et entre celles-ci et la nature se transforment lorsque ces rapports prennent la forme de transactions marchandes. Marx fut

l'un des premiers à relever les effets sociaux de la marchandisation. À travers la notion de « fétichisme de la marchandise », il a attiré l'attention sur le fait que, sur la place du marché, la perception réciproque des producteurs et des consommateurs passe par l'argent et les biens qu'ils échangent. Marcel Mauss, penseur de référence pour la décroissance, inspirateur de l'anti-utilitarisme français, remarque qu'à mesure que les échanges de marchandises se développent, les liens symboliques et la logique de réciprocité qui accompagnent traditionnellement les transactions économiques ont tendance à s'éroder, puis finalement à disparaître¹. La thèse de Mauss est reprise par Karl Polanyi, qui affirme que la marchandisation dans les sociétés de marché a tendance à dissoudre toutes les relations sociales pour les transformer en relation d'échange monétaire². Il procède à un examen critique de la marchandisation de la terre, du travail et de l'argent pendant l'essor du libéralisme et note que, contrairement aux marchandises traditionnelles, ces *marchandises fictives* ne sont pas fabriquées par l'homme ni destinées à être vendues.

Historiquement, la marchandisation est associée aux *enclosures*, mouvement d'appropriation privée d'espaces communaux, né aux débuts de la révolution industrielle en Grande-Bretagne. Les analyses pionnières de Pierre-Joseph Proudhon³ et de Karl Marx⁴ ont, comme on le sait, qualifié de vol ces logiques d'appropriation de biens communs. Dans *Le capital*, Marx estime que les *enclosures* de terrains communaux en Europe à l'aube de l'ère moderne sont à l'origine de l'« accumulation primitive » qui a permis le déploiement des relations capitalistes. Silvia Federici⁵ et David Harvey⁶ ont approfondi cette thèse en faisant remarquer que les *enclosures* des biens communs s'étendent jusqu'à aujourd'hui à travers l'accumulation de richesse liée à la privatisation de terres et de ressources publiques. Ainsi de l'accaparement des terres en Afrique ou de la marchandisation de la nature par les mécanismes de compensation de biodiversité et le commerce des émissions de carbone.

La décroissance est autant une critique de la croissance que de la colonisation des nouveaux domaines sociaux et écologiques par les valeurs,

les logiques et le langage du marché. Elle exige la démarchandisation des relations sociales et des relations humaines avec la nature et conteste le « nouveau pragmatisme environnemental » qui voit dans les instruments du marché la solution aux enjeux de protection environnementale. Les écologistes sont à la fois les victimes et les traîtres de la marchandisation de la nature. Ayant échoués à inverser le cours de la crise écologique, nombre d'entre eux considèrent désormais l'évaluation monétaire et les incitations marchandes comme des outils stratégiques efficaces et immédiats pour faire prendre conscience, dans les termes mêmes du discours politique et économique dominants, de la valeur de la biodiversité. Cette stratégie pleine de bonnes intentions néglige les processus sociopolitiques plus larges par lesquels les marchés élargissent leurs frontières et les valeurs de l'argent colonisent de nouveaux domaines. Dans le modèle institutionnel dominant des sociétés marchandes, la focalisation sur l'évaluation et les incitations monétaires prépare le terrain, sur le plan discursif et parfois sur le plan technique, à la marchandisation des relations entre les humains et la nature, et peut étouffer des vocations profondes à la conservation de la nature en favorisant les logiques du calcul économique à court terme. Même avec les meilleures intentions du monde, l'évaluation monétaire peut donc avoir des conséquences tragiques.

La marchandisation et la lutte contre celle-ci sont des éléments théoriques et pratiques centraux du combat pour la défense et la réappropriation des biens communs. Ce dernier est un aspect incontournable du combat, plus large, contre le capitalisme. Les économies capitalistes tendant à décliner avec la concurrence marchande, elles cherchent constamment à repousser les frontières de la marchandise pour embrasser de nouveaux domaines sociaux et écologiques⁷. C'est vers les biens communs que se tourne naturellement le capital dans sa recherche de nouveaux espaces d'accumulation. Pourtant, leur colonisation demeure inachevée. Au cours de son expansion, la marchandisation se heurte à des limites d'ordre biophysique, institutionnel et social. Les limites biophysiques résultent du caractère non fongible des processus et des composants de l'écosystème : ceux-ci ne peuvent être détachés pour être transformés en

unités marchandes distinctes. Pour Karen Bakker, par exemple, cette nature peu coopérative des marchandises environnementales explique que le Royaume-Uni ne soit pas parvenu à un plus haut niveau de marchandisation de l'eau au cours des dernières décennies⁸. Les limites institutionnelles reposent sur le fait que beaucoup de biens communs écologiques sont aussi des biens publics, auxquels il est donc difficile d'empêcher l'accès, condition nécessaire au développement de marchés rentables. Ceci explique que les marchés de services écosystémiques bien développés soient encore assez rares, malgré leur promotion active par les économistes et les organisations intergouvernementales. Les limites sociales, enfin, tiennent à l'opposition déterminée que rencontre la marchandisation lorsqu'elle s'en prend à des biens essentiels à la satisfaction des besoins élémentaires. Par exemple, en 2000, pendant le conflit dit de la « Guerre de l'eau » à Cochabamba, en Bolivie, une tentative de privatisation de l'eau s'est heurtée à des manifestations qui ont pris l'ampleur d'une véritable insurrection.

Tous ces cas illustrent bien le caractère polémique et transitoire du phénomène de la marchandisation, qui dépend des relations de pouvoir en vigueur, à chaque moment historique particulier, entre possédants et dépossédés. Contrairement à une idée généralement admise, le processus de la marchandisation n'est pas forcément unilatéral, ni irréversible. Des objets gagnent ou perdent le statut de marchandise et l'histoire offre de nombreux exemples de démarchandisation. Cela va de la pratique médiévale des indulgences à l'abolition formelle de l'esclavage dans de nombreux pays au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les indulgences ou les êtres humains ont été soustraits aux marchés et (re)régulés en fonction de valeurs non chrématistiques, comme la spiritualité ou les droits humains. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ou les Constitutions de certains pays comme l'Équateur ou la Bolivie, (timidement) imprégnées des valeurs et de l'ontologie des sociétés indigènes non capitalistes, sont des exemples d'institutions restreignant la marchandisation de la nature. Les Constitutions bolivienne et équatorienne reconnaissent formellement

certaines droits à la nature, la seconde considérant même les services écosystémiques comme des biens publics ne pouvant faire l'objet d'une appropriation privée.

Pour se prémunir des turpitudes de l'action politique réelle, de nombreux mouvements sociaux et certains critiques contemporains se réfugient derrière une position morale confortable de refus de toute forme de marchandisation. Si l'on peut regretter son omniprésence dans le capitalisme, la marchandisation est néanmoins un phénomène millénaire et précapitaliste, et les marchés font partie des institutions humaines les plus anciennes. Réintégrés à l'intérieur de frontières sociales et écologiques acceptables, les marchés auront sans aucun doute un rôle à jouer, en tant que mécanismes de coordination, dans tout projet politique réaliste à même d'organiser les échanges et l'approvisionnement sur une planète de plus en plus complexe et peuplée.

La question cruciale est donc celle des limites de la marchandisation, ce que suggérait Emmanuel Kant en affirmant que « dans le règne des fins, tout a un prix ou une dignité ». Ainsi, si des aspects techniques tels que la possibilité de produire des substituts à un bien donné ou le degré de rivalité et d'exclusion du bien considéré peuvent être des critères pratiques importants, la question des limites de la marchandisation est avant tout et fondamentalement une question éthique et politique. Le caractère sacré, l'originalité, la rareté, la valeur intrinsèque, les droits humains, la justice environnementale et les besoins élémentaires sont autant de notions et de critères susceptibles de nous aider à départager ce qui peut et ne peut pas relever de la marchandisation. Une telle délimitation doit être effectuée sous des angles multiples, depuis la mise en œuvre de traités internationaux pour la protection des biens communs mondiaux, jusqu'à l'introduction dans les Constitutions nationales de dispositions protégeant les biens publics, en passant par l'attention aux droits, normes et tabous locaux proscrivant certaines formes spécifiques de marchandisation. Nombre de ces ingrédients nécessaires à un tel montage institutionnel existent dans la diversité institutionnelle

actuelle. D'autres peuvent être retrouvés dans le gigantesque laboratoire des dispositifs institutionnels mis en œuvre par les sociétés humaines au cours des millénaires et balayés par la modernité et la mondialisation capitaliste. Bien d'autres formes d'actions collectives seront encore nécessaires pour parvenir à une défense efficace des biens communs mondiaux dans cette ère inédite d'interconnexions généralisées.

Ce n'est que lorsque la sphère des marchés et des marchandises aura été soigneusement définie que les écologistes, les objecteurs de croissance et la société en général seront capables de décider quelles *externalités* devront être internalisées aux marchés et quelles *internalités* devront être externalisées et régies par des normes et des valeurs non-marchandes.

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Voir Marcel Mauss (1923-1924), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et Anthropologie*, PUF, coll. « Quadrige », 1991.
2. Voir Karl Polanyi (1944), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
3. Pierre-Joseph Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*, Paris, Chez J.-F. Brocard, 1840.
4. Karl Marx (1842), *La loi sur le vol de bois*, Paris, Éditions des Équateurs, 2013.
5. Silvia Federici, *Caliban and the Witch. Women, the Body and Primitive Accumulation*, New York, Autonomedia, 2004.
6. David Harvey (2003), *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010.
7. Voir Rosa Luxemburg (1913), *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1976, et David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, op. cit.
8. Voir Karen J. Bakker, *An Uncooperative Commodity. Privatizing Water in England and Wales*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

ARTICLES LIÉS

Anti-utilitarisme
Biens communs
Buen vivir
Capitalisme
Croissance
Écologisme (courants de l')
Justice environnementale
Marchandise (frontières de la)

FRONTIÈRES DE LA MARCHANDISE

Marta Conde et Mariana Walter



L'institut d'économie écologique et d'écologie politique de Barcelone comprend et analyse l'expression « frontières de la marchandise » comme le lieu de l'expansion géographique de l'extraction, la colonisation de nouvelles terres pour l'accès aux matières premières (pétrole, minerais, biomasse, etc.). Ce processus permet d'alimenter l'augmentation de la demande associée à l'accroissement du métabolisme sociétal des économies industrialisées¹. L'expansion des frontières de la marchandise est le vecteur de dégradations et de conflits sociaux et environnementaux.

On retrouve également le terme « frontière de la marchandise » chez Jason W. Moore². Il l'utilise pour décrire le début de l'expansion du capitalisme au XV^e siècle, avec le complexe sucrier. Selon lui, le franchissement des frontières existantes constitue la principale stratégie pour élargir le champ et l'échelle du processus de marchandisation. L'expansion reste possible

aussi longtemps que des terres, des produits et des relations n'ont pas intégré la sphère marchande. Ici, la « terre » doit être considérée comme un espace réservé aux cultures alimentaires ou à l'extraction du minerai, comme la mer l'est à la prospection gazière et pétrolière.

La définition des frontières de la marchandise par Moore combine la théorie du système-monde d'Immanuel Wallerstein avec le concept marxiste de rupture métabolique³. Dans la théorie du système-monde, le concept de « chaîne de production » explore les processus de travail et de production qui aboutissent au produit fini. La notion de frontières de la marchandise permet de centrer la réflexion non sur le produit fini, mais sur les différentes matières premières qui constituent les frontières d'expansion. Le concept de rupture métabolique met en lumière la rupture sociale et écologique corrélative au développement du capitalisme. Avec l'industrialisation et le déplacement de la petite agriculture, les paysans ont perdu leurs formes traditionnelles de subsistance. Déconnectés de la terre, de leur métabolisme sociétal et de leur production, ils sont devenus étrangers à leur propre environnement. Dans le même temps, des flux de produits (et de nutriments) ont été transférés des campagnes aux villes, entraînant de la misère aux points d'extraction et de la pollution aux points de consommation⁴. L'essor du travail salarié qu'entraîne la marchandisation de la terre et du travail est au cœur de cette rupture. L'appropriation capitaliste des terres communales a entraîné la prolétarianisation des populations rurales qui ont afflué vers les centres urbains pour y trouver du travail⁵. Selon Moore, la plupart des paysans ayant conservé leur terre se sont retrouvés fortement endettés, ce qui a provoqué une instabilité et une surexploitation par les capitalistes⁶. Ce processus a entraîné un déclin de la productivité, et repoussé la frontière vers de nouveaux gisements de travail et de terre.

L'expansion du complexe sucrier de Madère à la fin du XV^e siècle, au Brésil au XVI^e siècle, puis dans les Caraïbes au XVII^e siècle a suivi un schéma d'industrialisation qui a profondément transformé la terre et le travail dans ces régions. L'industrie sucrière requérait de grandes quantités de bois,

non seulement pour ses manufactures, mais aussi pour la construction d'infrastructures et de navires pour le transport, ce qui a entraîné une déforestation massive et l'érosion des sols. L'épuisement écologique au point de production et la destruction environnementale consécutive ont poussé l'expansion capitaliste vers d'autres territoires à travers un processus cyclique : lorsque les terres étaient épuisées, de nouvelles étaient occupées. Selon Moore, des écosystèmes qui, dans d'autres conditions, auraient peut-être pu se régénérer ont été déstabilisés, ce qui a conduit à une chute de la productivité et de la rentabilité, et donc à la quête de nouvelles terres, souvent au-delà des limites de l'économie-monde capitaliste⁷. D'un point de vue social, la transformation du travail n'a pas pu s'accomplir dans le cas de la production de sucre. Dans les Caraïbes, une fois la main-d'œuvre indigène décimée, on a donc fait venir des Africains pour travailler comme esclaves dans les plantations insulaires⁸.

Fait important, les frontières de la marchandise mettent en mouvement tout un complexe d'activités économiques qui entraîne le déplacement vers de nouvelles frontières. Prenons par exemple l'exploitation moderne des mines d'or. Cette activité requiert des auxiliaires – réactifs chimiques, machines, carburant, matériaux de construction, nourriture pour les ouvriers... – qui doivent eux aussi être extraits et transformés, repoussant à leur tour d'autres frontières.

Ce qui s'est produit avec le sucre aux Amériques s'est reproduit plus tard (et continue de se produire) avec les minerais, les carburants fossiles, le bois et les cultures (coton, soja, agrocarburants). Dans ces activités extractives, le travail est souvent organisé de façon à exclure les populations locales des emplois qualifiés et des bénéfices. Les implications écologiques sont considérables ; la végétation de surface est détruite et la déforestation entraîne une immense perte en biodiversité, plus accentuée encore dans les territoires de faible dimension. La production d'engrais et de pesticides destinés à alimenter l'expansion des cultures industrialisées pollue les sols, l'eau et les organismes. L'extraction et l'emploi de grandes quantités d'eau concurrencent son usage local et affectent sa disponibilité et sa

qualité. L'extraction de minerai altère de façon irréversible les structures hydrologiques. La justice environnementale et l'économie écologique ont exploré les conséquences de ces processus pour les populations qui vivent sur ces frontières de la marchandise. Les communautés indigènes et paysannes, dont le mode de vie et la culture sont liés à leur territoire, ont vu leurs terres encloses, détruites ou polluées⁹.

Dans les années 2000, les conflits socio-environnementaux impliquant des communautés locales qui s'opposent à l'extraction et aux activités à fort impact écologique ont augmenté de façon significative¹⁰. En Amérique latine, ces contestations ont engendré des propositions basées sur des visions du développement qui remettent en cause la croissance comme objectif social et entreprennent de repenser les notions de bien-être et de Nature. En Afrique, on en appelle au retour à l'Ubuntu, une notion socioculturelle fondée sur la solidarité, le consensus et l'autonomie. Joan Martinez-Alier y voit une occasion de générer des alliances entre les mouvements soutenant le *Buen vivir* dans les pays du Sud et la décroissance dans ceux du Nord¹¹.

L'avancée et l'impact des frontières d'extraction ne sont pas seulement un sujet d'inquiétude pour le Sud. La crise et son cortège de réajustements structurels qui ont récemment touché l'Europe ont conduit à une dévaluation du coût du travail et à la suppression des réglementations sur la santé et l'environnement. Des projets d'extraction impensables par le passé sont aujourd'hui de plus en plus envisageables. Les exploitations de charbon et d'or reprennent en Europe, créant de violents conflits comme celui de Chalcidique dans le nord de la Grèce. Cette tendance est accentuée par l'avènement de nouvelles technologies comme la fracturation hydraulique qui s'est rapidement développée aux États-Unis et désormais en Europe, ainsi que le forage en mer profonde et moins profonde.

Avec la saturation des frontières physiques, de nouveaux modes d'expansion du capital se dessinent. Les processus de marchandisation

des connaissances indigènes, des services environnementaux et des émissions de CO₂ (à travers le marché du carbone) sont autant d'exemples de nouvelles frontières d'accumulation.

Les frontières de la marchandise et la décroissance sont liées de quatre manières. Premièrement, la présence de frontières de la marchandise s'enracine dans la propension inhérente et constante du capitalisme à l'expansion.

Deuxièmement, les frontières de la marchandise nous rappellent que la croissance a un coût exorbitant pour des populations éloignées des régions qui en profitent. Les marchandises qui alimentent la croissance de l'économie globale proviennent de lieux concrets au prix de dégradations sociales et environnementales incalculables pour les communautés locales, qui voient leur vie transformée. La décroissance ne devrait pas seulement viser à réduire la consommation humaine au point de livraison, mais aussi à mettre en cause les structures de production au point d'extraction. Contester l'impératif de croissance économique sans fin peut avoir un impact direct et positif sur les vies des communautés établies sur ces frontières.

Troisièmement, les impacts sociaux et environnementaux de l'extraction de ressources augmentent à mesure que la qualité et la disponibilité des ressources diminuent. Dans le cas des exploitations minières, il faut aujourd'hui polluer plus et produire plus de déchets pour obtenir la même quantité de minerai métallique qu'il y a dix ans. La question n'est plus de savoir s'il reste des ressources disponibles, mais plutôt quels seront les coûts sociaux et environnementaux si leur extraction se poursuit.

Quatrièmement, en Europe et dans les Amériques, les économies qui, jusqu'à un passé très récent, importaient la plupart de leurs matières premières misent aujourd'hui sur la production locale, créant de nouvelles industries, de nouvelles dynamiques et de nouveaux conflits. Ainsi,

l'expansion de la frontière de l'extraction s'étend du Sud au Nord, et jusqu'au cœur des sociétés capitalistes.

En conclusion, des alliances peuvent émerger entre le mouvement pour la décroissance et les mouvements qui contestent l'extraction et proposent des alternatives innovantes aux formules de développement fondées sur la croissance.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir Joan Martinez-Alier, Giorgos Kallis, Sandra Veuthey, Mariana Walter et Leah Temper, « Social Metabolism, Ecological Distribution Conflicts, and Valuation Languages », *Ecological Economics*, n° 70, 2010, p. 153-158.
2. Voir Jason W. Moore, « Sugar and the Expansion of the Early Modern World-Economy. Commodity Frontiers, Ecological Transformation, and Industrialization », *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center*, vol. 23, n° 3, 2000, p. 409-433.
3. Voir Jason W. Moore, « The Modern World-Systems as Environmental History ? Ecology and the Rise of Capitalism », *Theory and Society*, vol. 32, n° 3, 2003, p. 307-377.
4. *Ibid.*
5. Voir Karl Marx (1872), *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1971, et notamment « L'expropriation de la population campagnarde » (chap. 27).
6. Voir Jason W. Moore, « The Modern World-Systems as Environmental History ?... », *art. cit.*
7. Voir Jason W. Moore, « Sugar and the Expansion of the Early Modern World-Economy... », *art. cit.*
8. Voir Jason W. Moore, « The Modern World-Systems as Environmental History ?... », *art. cit.*
9. Voir Joan Martinez-Alier *et alii*, « Social Metabolism, Ecological

- Distribution Conflicts, and Valuation Languages », *art. cit.*
10. *Ibid.*
11. Joan Martinez-Alier, « Environmental Justice and Economic Degrowth. An Alliance between Two Movements », in *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 51-73.

**ARTICLES LIÉS**

Autonomie
Buen vivir
Capitalisme
Croissance
Développement (critiques du)
Extractivisme
Justice environnementale
Marchandisation
Métabolisme sociétal
Ubuntu

NÉOMALTHUSIENS

Joan Martinez-Alier



Dans les années 1960 et 1970, des auteurs connus sous le nom de « néomalthusiens », parmi lesquels le professeur d'écologie de Stanford Paul Ehrlich, tirèrent la sonnette d'alarme à propos de l'augmentation de la population. De fait, l'alarme méritait d'être sonnée, la population humaine étant passée de 1,5 milliard à 6 milliards d'individus au cours du XX^e siècle. Dans les années 2010, la population mondiale atteint les 7 milliards d'individus, mais la fécondité (le nombre d'enfants par femme) décline rapidement dans de nombreux pays ou stagne sous la barre des deux enfants dans beaucoup d'autres. La population mondiale atteindra probablement son apogée, avec 8,5 milliards ou 9 milliards d'habitants d'ici 2050, puis déclinera légèrement. On n'assistera alors plus seulement à un dépeuplement rural, mais aussi à un dépeuplement urbain dans certains pays.

Ehrlich, qui publia *The Population Bomb* en 1968, reconnaissait que la surpopulation n'était qu'un des facteurs de la dégradation environnementale¹. Il proposa l'équation devenue célèbre : $I = P \times A \times T$. Cette équation pose que l'impact environnemental (par exemple, la hausse des gaz à effet de serre qui modifie la composition de l'atmosphère) dépend de la taille de la population, de son revenu par tête (l'« abondance ») et des technologies utilisées. La population demeure donc un facteur important.

Le mouvement de la décroissance aborde rarement le thème de l'accroissement de la population. De façon générale, tout en s'opposant à cet accroissement, il met plutôt l'accent sur les inégalités sociales en termes de consommation par habitant. C'est un trait commun à d'autres courants à gauche.

En général, les décroissants n'apprécient guère les décisions politiques par le haut qui touchent à la démographie et les restrictions migratoires invoquées dans les années 1960 et 1970 par des néomalthusiens comme Paul Ehrlich ou Garrett Hardin. Ils n'ont de goût ni pour la stérilisation forcée ni pour la politique de l'enfant unique imposée par l'État chinois. Mais les décroissants, contrairement aux marxistes, s'inquiètent ou devraient s'inquiéter des questions liées à la population. Certes, dans son *Essai sur le principe de population*, publié en 1798, Malthus est pessimiste sur la croissance de la production agricole, qui se traduirait selon lui par des rendements décroissants par rapport au travail fourni². Si l'accroissement de la population se traduisait en effet par un accroissement de la main-d'œuvre, la production, quant à elle, n'augmenterait pas dans les mêmes proportions, conduisant, au final, à une situation de pénurie alimentaire. Les marxistes contestaient Malthus non seulement à cause de sa théorie des rendements décroissants, mais surtout parce qu'il suggérait qu'il ne servirait à rien d'améliorer la situation économique des pauvres, car cela aurait pour résultat d'augmenter leur fécondité ; un point de vue clairement réactionnaire. Les marxistes critiquaient aussi l'obsession de Malthus pour les crises de subsistance alors que, pour Marx, de telles crises étaient dues à des investissements excessifs par rapport au pouvoir

d'achat du prolétariat exploité. Du point de vue marxiste, les besoins en main-d'œuvre bon marché du capitalisme poussent à l'accroissement de la population ; dans un système social non capitaliste, faisait remarquer Engels, la démographie pourrait être beaucoup mieux contrôlée.

Les décroissants connaissent tous ces arguments et, bien qu'hostiles aux positions réactionnaires de Malthus, ils pensent que la population ne doit pas croître sans contrôle. Ils sont en désaccord avec l'optimisme des économistes selon lequel la population humaine n'est pas une menace pour l'environnement. Pour ces économistes, l'accroissement de la population est souhaitable car, expliquent-ils, la productivité à l'hectare et, plus encore, la productivité horaire du travail pourraient augmenter grâce au progrès technologique. Dans son livre de 1965 intitulé *Évolution agraire et pression démographique*, l'économiste danoise Ester Boserup explique que l'accroissement de la population a conduit à une augmentation de la productivité (retournant ainsi l'argument de Malthus)³. En effet, il a permis le développement de systèmes de production plus intensifs avec des rotations plus courtes (de l'agriculture itinérante à la rotation de cultures irriguées). Cependant, si l'argument est recevable pour des périodes plus anciennes de l'histoire économique, depuis le milieu du XIX^e siècle, l'agriculture en Europe a été de plus en plus tributaire d'engrais importés comme le guano, et, par la suite, des engrais industriels. Le système agroalimentaire moderne est également très gourmand en énergie fossile. On peut donc considérer qu'il n'y a pas eu d'amélioration de la productivité d'un point de vue écologico-économique.

Les décroissants ne sont pas les héritiers de Malthus lui-même, mais plutôt des néomalthusiens féministes radicaux du tournant du XX^e siècle (en Europe et aux États-Unis), qui défendaient la « procréation consciente ». Ce mouvement féministe et proto-environnemental jugeait alors les pauvres capables de « procréation consciente » volontaire⁴. Aujourd'hui, au contraire, le néomalthusianisme des riches considère le taux de reproduction plus important chez les pauvres à travers le monde comme une menace pour leur propre environnement à travers les flux migratoires.

Pour Hardin, cela impose même une « éthique du canot de sauvetage ». D'où la nécessité de mesures politiques démographiques par le haut. Le néomalthusianisme au tournant du XX^e siècle, au contraire, ne cherchait pas à imposer d'en haut des politiques de contrôle de la population.

Les décroissants se sentent proches de la vision « par le bas » prônée par les féministes néomalthusiens et ne partagent pas l'optimisme de certains économistes au sujet de l'accroissement de la population. Ils se moquent de l'argument selon lequel, pour que les retraités continuent à percevoir une pension, il faudra de plus en plus de travailleurs jeunes, ouvrant ainsi la voie à une sorte de pyramide de Ponzi démographique.

Les anarcho-féministes néomalthusiens plaidaient pour le droit des femmes à choisir librement le nombre d'enfants qu'elles désiraient avoir. Beaucoup s'intéressaient explicitement aux questions environnementales et se demandaient combien de personnes la Terre pourrait nourrir durablement. Ce mouvement social international important (emmené par des figures comme Emma Goldman et Margaret Sanger aux États-Unis, ou Paul Robin en France) se proclamait ouvertement « néomalthusien », mais contrairement à Malthus, il pensait que l'accroissement de population chez les pauvres pouvait être enrayeré sur la base de décisions volontaires. La contraception, y compris par vasectomie volontaire, était recommandée. Le mouvement ne s'en remettait pas à l'État pour imposer des restrictions à l'accroissement de la population. Au contraire, il s'articulait autour d'un activisme par le bas fondé sur la liberté des femmes et autour du souci d'éviter tant la pression à la baisse qu'une population trop importante ferait peser sur les salaires que la menace qu'elle représenterait pour l'environnement et la subsistance humaine. L'accroissement de la population qu'on prévoyait à l'époque avait ainsi conduit à la recherche d'idées et de comportements capables de l'enrayer. En France et ailleurs, des néomalthusiens défièrent les autorités politiques et religieuses en appelant à une « grève des ventres » et en défendant des idées antimilitaristes et anticapitalistes⁵. Le contrôle volontaire de la population renvoyait alors au refus de fournir au capitalisme cette

« armée de réserve de travailleurs » qui lui garantirait une main-d'œuvre bon marché.

Hors des frontières étatsuniennes et européennes, le mouvement fut actif en Argentine, en Uruguay et à Cuba. Au Brésil, Maria Lacerda de Moura écrivit en 1932 un livre intitulé *Amai e não vos multipliqueis* (« Aimez et ne vous multipliez pas »). En Inde du Sud, Periyar E. V. Ramaswamy fonda, en 1926, le mouvement du Respect de soi. Il développa une philosophie politique opposée au système de castes et favorable à la liberté des femmes. Il encouragea la contraception, en contradiction avec les principes religieux hindous de pureté du sang et donc de contrôle de la sexualité des femmes⁶. Soixante ans plus tard, cherchant à comprendre le faible taux de natalité dans l'État du Tamil Nadu, des démographes remarquent que le niveau d'éducation des femmes y est faible (par rapport à l'État voisin de Kerala) et que la pauvreté y est élevée. Il est donc possible que la volonté politique et le mouvement de réformes sociales mis en place par Ramaswamy aient joué un rôle dans la transition démographique.

Lorsque Françoise d'Eaubonne introduisit, en 1974, le terme « écoféminisme », elle faisait partie des militants de la dernière vague du mouvement néomalthusien radical ; elle se battait pour le droit à l'avortement, et pour la liberté sexuelle des femmes (qui avait bien progressé à l'époque), mais aussi des homosexuels, encore criminalisée en Europe⁷.

En conclusion, différents types de malthusianisme et de néomalthusianisme ont donc existé au cours des deux cents dernières années :

- Pour Malthus, les populations humaines, à moins d'être contenues par les guerres et les épidémies ou par le choix peu probable de la chasteté et du mariage tardif, croissent de façon exponentielle. La nourriture n'augmenterait pas proportionnellement à l'augmentation de la force de travail, du fait des rendements décroissants. S'ensuivraient donc des crises des moyens de subsistance.

- Les néomalthusiens, au tournant du XX^e siècle, pensaient que les populations humaines pouvaient réguler leur propre croissance grâce aux moyens de contraception. Cela passait par la liberté des femmes, souhaitable en elle-même. La pauvreté s'expliquait par les inégalités sociales. La « procréation consciente » était nécessaire afin d'éviter les bas salaires et la pression exercée sur les ressources naturelles. Ce mouvement « par le bas », populaire en Europe et aux États-Unis, s'opposait aux États (qui voulaient plus de soldats) et à l'Église catholique.
- Les néomalthusiens des années 1960 et 1970 sont apparus du fait du retard de la transition démographique et devant le peu de succès remporté de par le monde par les propositions des néomalthusiens de la période antérieure. Ils plaidaient pour une doctrine et des pratiques imposées par le haut et soutenues par des organisations internationales et certains gouvernements. La hausse de la population était, de leur point de vue, l'une des causes principales de pauvreté et de dégradation environnementale. Dans ces conditions, les États devaient mettre en œuvre des méthodes de contraception, parfois même sans l'accord des populations (et particulièrement des femmes).

Les décroissants sont révoltés par la première et la troisième proposition, mais se reconnaissent largement dans la deuxième. L'idée d'une restriction volontaire de la procréation, un acte collectif d'autolimitation contre les moteurs de la croissance, continue à inspirer le mouvement de la décroissance. Yves Cochet (longtemps membre du Parlement européen et partisan de la décroissance) proposait ainsi, récemment, une « grève du troisième enfant »⁸.

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Traduit et publié en France en 1972 sous le titre, *La Bombe P*, Paris, Fayard, coll. « Les amis de la terre ».
2. Thomas R. Malthus (1798), *Essai sur le principe de population*, Paris, Flammarion, 1992 (2 tomes).
3. Ester Boserup (1965), *Évolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 1970.
4. Voir Eduard Masjuan, *La ecología humana en el anarquismo ibérico (urbanismo « organic » o ecológico, neomalthusianismo y naturismo social)*, Barcelone et Madrid, Icaria et Fondation Anselmo Lorenzo, 2000, et Francis Ronsin, *La grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.
5. Voir Francis Ronsin, *La grève des ventres, op. cit.*
6. Periyar E. V. Ramaswamy (1930), « The Case for Contraception », in Ramachandra Guha (dir.), *Makers of Modern India*, Penguin, New Delhi, 2010, p. 258-259.
7. Voir Françoise d'Eaubonne, *Le féminisme ou la mort*, Paris, Pierre Horay Éditeur, 1974.
8. Mourad Guichard, « Yves Cochet pour la « grève du troisième ventre » », *Libération*, 6 avril 2009 (consultable sur www.liberation.fr/societe/2009/04/06/yves-cochet-pour-la- greve-du-troisieme-ventre_551067).


 ARTICLES LIÉS
 

Capitalisme
Croissance

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Dan O'Neill



Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de l'activité économique. Il mesure la valeur totale de toutes les marchandises et services finaux nouvellement produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une année. Il fut précédé par le produit national brut (PNB), créé dans les années 1930 pour aider les États-Unis à sortir de la Grande dépression. À l'époque, le gouvernement manquait de données détaillées sur l'état de l'économie, ce qui rendait difficile l'évaluation de l'efficacité des mesures politiques mises en œuvre. L'économiste russo-américain Simon Kuznets élaborait le premier ensemble de comptes nationaux intervenant dans la mesure du PNB. Son idée de départ était simple : ramener toutes les données de production économique à un seul chiffre qui augmenterait pendant les périodes fastes et diminuerait dans les périodes défavorables¹.

Le système de comptes nationaux créé par Kuznets se révéla extrêmement utile pendant la deuxième guerre mondiale. Il permit aux États-Unis d'identifier les capacités inutilisées dans l'économie et de dépasser des niveaux de production que beaucoup pensaient inatteignables. Comme le remarquèrent Clifford Cobb, Ted Halstead et Jonathan Rowe :

Aux États-Unis, le projet Manhattan eut beaucoup plus de retentissement. Mais d'un point de vue technique, le développement des comptes nationaux du PNB ne fut pas moins important².

Après la fin de la guerre, l'Employment Act de 1946 fit du PNB la politique économique officielle des États-Unis. En 1953, les Nations unies rendirent publics leurs critères internationaux de constitution des systèmes de comptabilité nationale. Les idées de Simon Kuznets devenaient mondiales. À travers une gestion fiscale adaptée et grâce à une connaissance détaillée des performances économiques (telles que mesurées par le PNB), les économistes commencèrent à croire qu'ils pouvaient enfin maîtriser les « cycles économiques » tant redoutés et garantir ainsi une prospérité croissante³.

Toutefois, le PNB n'était pas universellement reconnu. L'Union soviétique recourait à un outil différent pour mesurer le progrès économique, le produit matériel net, qui incluait les biens physiques, mais excluait les services. Les services n'étaient pas comptés dans le revenu primaire par l'approche socialiste, qui les considérait comme résultant de la politique de redistribution. Pendant la Guerre froide, les deux indicateurs furent utilisés comme des outils de propagande par les États-Unis et l'Union soviétique, chacun s'appuyant sur son propre instrument de mesure pour revendiquer des taux de croissance plus élevés que l'autre. Mais quand l'Union soviétique s'effondra en 1991, le PNB devint la seule règle en vigueur⁴.

La même année, le produit « national » brut fut discrètement remplacé par le produit « intérieur » brut. Les deux indicateurs sont proches, mais il y a une différence importante. Avec le PNB, les gains d'une multinationale

étaient imputés au pays où siège l'entreprise et où étaient engrangés les profits. Dans le cas du PIB, en revanche, les profits sont imputés au pays qui accueille l'usine et où a lieu l'extraction de ressources, même si ces profits quittent ensuite ce pays. Ce changement dans la comptabilité nationale a eu d'importantes conséquences, en particulier en ce qu'il a fourni un appui à la mondialisation. Suivant la formule de Cobb et ses co-auteurs :

Les nations du Nord rentrent chez elles avec les ressources du Sud et appellent ça un gain pour le Sud⁵.

Dès 1934, Simon Kuznets prévenait que « le bien-être d'une nation peut difficilement être déduit du calcul du revenu national »⁶. En 1962, Kuznets est devenu un critique déclaré de la façon dont son système de comptes était utilisé et interprété, en affirmant que « viser à plus de croissance devrait préciser plus de croissance de quoi et à quelles fins »⁷.

Le principal problème est que le PIB ne distingue pas la bonne activité économique de la mauvaise. Il comptabilise n'importe quelle activité de la même façon. Quand j'achète une bière ou un nouveau vélo, cela contribue au PIB. Si le gouvernement investit dans l'éducation, cela contribue au PIB. Ces deux exemples de dépense peuvent sans doute être considérés comme positifs. Cependant, lorsqu'une marée noire doit être nettoyée avec l'argent du contribuable, cela contribue aussi au PIB. Quand un nombre croissant de familles s'engagent dans de coûteuses procédures de divorce, l'argent dépensé contribue au PIB. La guerre, la criminalité et les destructions environnementales contribuent toutes à notre principal indicateur du progrès national. C'est une calculatrice dotée d'une énorme touche « plus » mais dépourvue de touche « moins ».

Dans le même temps, le PIB ne prend pas en compte nombre d'activités bénéfiques, comme les travaux ménagers ou le bénévolat, car ils ne comportent aucune transaction financière. Quand je fais ma propre lessive, cela n'entre pas dans le calcul du PIB. En revanche, si je donne 10 euros à mon voisin pour qu'il lave mon linge et qu'il me donne 10 euros

pour que je lave le sien, le PIB augmente de 20 euros sans pour autant que le nombre de chemises propres ait varié.

Le PIB comporte également un autre problème : il ne fournit aucune information sur la répartition des revenus. Même lorsque le PIB par habitant augmente, le sort d'un individu qui se situe dans la moyenne reste inchangé si l'augmentation ne concerne que les revenus les plus élevés. Une répartition inégale des revenus et de la richesse au sein de la société a pour effet une inégalité de chances entre ses membres⁸.

Une stratégie d'augmentation indéfinie du PIB serait particulièrement inquiétante, puisque de nombreux indicateurs sociaux suggèrent que la croissance n'améliore plus la qualité de vie dans les pays riches. Au-delà d'un revenu annuel moyen de 20 000 dollars, l'argent supplémentaire ne semble pas permettre d'acheter du bonheur supplémentaire. En 1968, le candidat à la présidence étatsunienne Robert F. Kennedy se montre très critique envers le PIB et prévient que celui-ci « ne mesure pas notre intelligence ou notre courage, notre sagesse ou notre éducation, notre compassion ou l'attachement à notre pays. En gros, il mesure tout, sauf ce qui donne de la valeur à nos vies »⁹.

Malgré ces critiques, le PIB conserve son pouvoir. La profession des économistes s'est enfermée dans une sorte de « pensée de groupe » [*groupthink*] où le désir de conformité étouffe la pensée indépendante : les questions polémiques ne sont pas soulevées et des solutions nouvelles ne peuvent émerger¹⁰. Les décideurs politiques craignent qu'une croissance insuffisante conduise à l'instabilité économique et à la montée du chômage, bien que les preuves empiriques soutenant cette thèse soient rares. Lorenzo Fioramonti explique que le PIB n'est pas un simple chiffre, mais une façon d'organiser la société basée sur l'idée que les marchés sont les seuls producteurs de richesse. Contester le PIB revient à contester l'économie de marché elle-même¹¹. Si c'est effectivement le cas, le remplacement du PIB est donc, en définitive, un projet politique, et non un projet technique.

Quoi qu'il en soit, on admet de plus en plus souvent, un peu partout dans le monde, que le PIB est une piètre mesure du progrès et on perçoit un désir grandissant d'y remédier. La Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social ou Commission Stiglitz, née d'une proposition de l'ancien président français Nicolas Sarkozy et dirigée par deux lauréats du prix Nobel d'économie, a conclu que si la crise économique mondiale, en 2008, avait surpris tout le monde, c'est parce que l'attention s'était focalisée sur les mauvais indicateurs¹².

Mais alors quels sont les bons indicateurs, en particulier si l'on cherche à passer de la croissance à la décroissance ? Il pourrait être tentant d'utiliser le PIB comme indicateur de décroissance, en se contentant de changer l'objectif (par exemple, en visant non pas + 3 %, mais - 3 % par an), mais ce ne serait pas une bonne idée. Un déclin du PIB signifierait sans doute une réduction de la pression sur l'environnement, mais il ne dirait pas si le niveau d'activité économique est durable du point de vue de celui-ci. En outre, un déclin du PIB ne nous apprendrait pas nécessairement grand-chose du progrès social. Le PIB est un piètre indicateur du progrès et le déplacement de ses objectifs n'y changerait rien. Pour paraphraser l'économiste écologique Herman Daly, la meilleure chose à faire avec le PIB, c'est de le laisser tomber.

Pour mesurer la décroissance, une approche différente s'impose, qui combine deux ensembles distincts d'indicateurs :

- 1 - un ensemble d'*indicateurs biophysiques* qui mesure les changements dans le temps du niveau d'utilisation des ressources par une société donnée et la compatibilité de ce niveau avec les limites écologiques ;
- 2 - un ensemble d'*indicateurs sociaux* qui mesure l'amélioration de la qualité de vie de la population.

J'utilise le terme « ensemble d'indicateurs » (par opposition à un indicateur unique) pour mettre l'accent sur le fait que la décroissance peut se donner plusieurs objectifs et que chacun de ces objectifs peut requérir son propre

indicateur. C'est une des différences centrales entre la décroissance et l'économie néoclassique qui se concentre uniquement sur la maximisation de l'utilité.

En me fondant en partie sur la déclaration de la première Conférence internationale sur la décroissance qui s'est tenue à Paris en 2008, j'ai créé un ensemble de « comptes de décroissance » pour mesurer si la décroissance est effective et si elle est socialement durable¹³. Ces comptes comprennent sept indicateurs biophysiques (consommation matérielle, consommation d'énergie, émissions de CO₂, empreinte écologique, population humaine, population animale et capital construit) et neuf indicateurs sociaux (bonheur, santé, équité, pauvreté, capital social, démocratie participative, temps de travail, chômage et inflation). Cet ensemble n'inclut pas le PIB, et aucun ensemble d'indicateurs économiques moderne ne devrait d'ailleurs le faire.

Le PIB s'est développé à une époque où les défis auxquels la société devait faire face étaient très différents d'aujourd'hui. L'enjeu n'est plus d'optimiser une production de temps de guerre. En revanche, il s'agit d'améliorer le bien-être des populations en tenant compte des limites écologiques de notre unique planète. Si les nations riches décident de changer d'objectif et de passer de la recherche de la croissance économique à celle de la décroissance durable, il leur faudra aussi changer d'instruments pour en mesurer le progrès. Il faudra alors abandonner le PIB et le remplacer par une source d'informations plus pertinente.

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Lorenzo Fioramonti, *Gross Domestic Problem. The Politics Behind the World's Most Powerful Number*, Londres, Zed Books, 2013, p. 23-26.
2. Clifford Cobb, Ted Halstead et Jonathan Rowe, « If the GDP is Up,

- Why is America Down ? » *Atlantic Monthly*, octobre 1995, p. 63.
3. Voir *ibid.*
 4. Lorenzo Fioramonti, *Gross Domestic Problem...*, *op. cit.*, p. 34-40.
 5. Clifford Cobb, Ted Halstead et Jonathan Rowe, « If the GDP is Up, Why is America Down ? », *art. cit.*, p. 68.
 6. *Ibid.*, p. 67.
 7. *Ibid.*
 8. Voir Jeroen C.J.M. van den Bergh, « The GDP Paradox », *Journal of Economic Psychology*, vol. 30, n° 2, 2009, p. 117-135.
 9. Lorenzo Fioramonti, *Gross Domestic Problem...*, *op. cit.*, p. 81.
 10. *Ibid.*, p. 146-148.
 11. *Ibid.*, p. 153-156.
 12. Voir Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009 (consultable en ligne sur <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr>).
 13. Daniel W. O'Neill, « Measuring Progress in the Degrowth Transition to a Steady State Economy » *Ecological Economics*, n° 84, 2012, p. 221-231.

ARTICLES LIÉS

Anti-utilitarisme
Bonheur
Croissance
Limites sociales de la croissance

PIC PÉTROLIER

Christian Kerschner



Colin Campbell et Aleklett Kjell ont développé le concept de « pic pétrolier » en fondant l'Association for the Study of Peak Oil (ASPO) en 2002. Trop souvent les observateurs confondent pic pétrolier et épuisement ou pénurie de pétrole, assimilant l'expression à celle de limites (des ressources) biophysiques débattue dans les années 1970 et 1980. Ces débats étaient passés à côté du fait que les ressources non renouvelables sont non seulement limitées en termes de réserves (la quantité des dépôts économiquement extractibles), mais aussi en termes de flux (de taux d'extraction). Par conséquent, le concept de « pic » peut être également appliqué aux ressources renouvelables, comme cela a déjà été fait dans la littérature sur le sujet. On parle alors de pic de l'eau, de pic des terres fertiles, etc.

Un « flux de ressource » est la quantité physique de cette ressource qui peut être extraite par unité de temps (généralement comptée en jours) selon certaines contraintes externes. Ces dernières peuvent être géologiques, économiques, écologiques ou sociales. Le pic peut alors être défini comme le « flux maximum d'une ressource » (production et consommation) compte tenu des contraintes externes. Selon ce qui a pu être écrit sur le pic pétrolier, ce taux est autour de 85 millions de barils par jour (Mb/j). Les pics correspondent au moment crucial du point de vue de la rareté des ressources et de ses conséquences sur la société. Par contraste, le fameux temps restant avant l'épuisement des ressources (calculé en divisant le volume estimé des réserves par le volume de consommation annuelle) prête à confusion. British Petroleum, par exemple, estime qu'il reste environ 40 ans pour le pétrole, 60 ans pour les gaz et 120 ans pour le charbon. Ces chiffres donnent la fausse impression qu'il n'y a aucune urgence à agir, car la pénurie des ressources est encore loin.

Ainsi, le premier message important que livre le concept de pic pétrolier est que les restrictions d'approvisionnement sont plus proches dans le temps qu'on ne le pense en général. La question de savoir quand cela arrivera est le sujet des études sur le pic de pétrole en « sous-sol ». Ces discours sont dominés par les géologues qui s'intéressent principalement à la dimension quantitative du phénomène, à savoir les flux possibles et les réserves extractibles. Le géologue Marion King Hubbert a développé une méthode de prévision qui rend compte des tendances de production et de découverte afin de montrer la production maximale de pétrole brut. Il avait prédit un pic de production pétrolière américaine en 1971, et le pic réel est survenu à l'automne 1970. Il avait également prédit un pic pétrolier mondial en 2000. Campbell et Laherrere ont réactualisé les travaux de Hubbert¹. Ils ont placé le pic en 2006. Cette prévision a ensuite été affinée pour figurer dans le premier communiqué de presse de l'ASPO en 2002, qui prévoyait un pic en 2010 avec un flux à 85 Mb/j. Pour l'heure, ces estimations semblent être valables, la production stagnant actuellement à ce taux. La méta-analyse la plus complète du pic de pétrole en « sous-sol » conclut que, pour des raisons géologiques, un pic de production de

pétrole conventionnel a de fortes probabilités d'être atteint avant 2030, avec des risques importants de survenir avant 2020².

Les réserves ultimement récupérables (URR – Ultimate Recoverable Reserve) concentrent le débat sur la temporalité du pic pétrolier. Il s'agit du volume total extractible (passé et futur) d'une ressource donnée. L'ASPO s'appuie sur les chiffres de 1 900 Gb (milliards de barils) de pétrole conventionnel et 525 Gb de pétrole non conventionnel (à savoir le pétrole offshore profond, le pétrole extra-lourd comme les sables bitumineux, les schistes bitumineux, l'huile de schiste, le pétrole polaire) pour faire ses calculs. Étant donné une consommation de pétrole passée d'environ 1 160 Gb, cela veut dire que nous avons épuisé environ la moitié des réserves. Les réserves ultimement récupérables estimées par ceux qui nient l'imminence d'un pic pétrolier mondial sont beaucoup plus élevées. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) émet des prévisions sur la base de 1 300 Gb pour le pétrole conventionnel et de 2 700 Gb pour le pétrole non conventionnel. Les récents progrès dans la technique de fracturation pour l'extraction du pétrole et du gaz de schiste n'ont fait que conforter ces perspectives optimistes. Quoi qu'il en soit, une partie significative des chiffres de l'AIE repose sur la possibilité de découvrir de nouveaux gisements, sans pour autant pouvoir affirmer où ces gisements pourraient être situés. Selon de nombreux analystes, la percée du gaz de schiste est une bulle qui pourrait éclater à tout moment.

Quand on parle de réserves ultimement récupérables, ceux qui nient le pic pétrolier omettent souvent de mentionner le taux de récupération des gisements en question, qui est pourtant une variable déterminante. Steve Sorrell et ses collègues ont établi qu'étant donné la tendance actuelle au déclin des gisements de pétrole existants (4 % annuellement), le monde devra découvrir tous les jours des capacités de production égales à ce que produit l'Arabie saoudite en trois ans afin de satisfaire la demande³. L'Arabie saoudite se maintient à environ 264,4 Gb, c'est pourquoi le Canada, avec ses 170,4 Gb extraits de sables bitumineux, est parfois considéré comme un successeur potentiel. Quoi qu'il en soit,

les gisements de pétrole saoudiens fournissent environ 10,85 Mb/j aux marchés mondiaux tandis que les sables de l'Alberta peinent à tenir leur production actuelle à 1,32 Mb/j.

Outre les contraintes géologiques, le taux de récupération du pétrole est déterminé par de nombreuses autres variables. Par exemple, de nombreux pays producteurs de pétrole ont beaucoup baissé leurs exportations pour répondre à une demande nationale en hausse (souvent subventionnée). Les contraintes géopolitiques ne sont également pas négligeables. Mais c'est surtout la dimension qualitative du pic pétrolier qui pourrait déterminer ces taux. Il est question alors des analyses du pic de pétrole « hors sol ».

Le deuxième message important que livre le pic pétrolier est que ce phénomène endommagera de façon significative le système socioéconomique actuel. Cela tient en grande partie au fait que le pétrole de meilleure qualité a été extrait en premier (le principe du meilleur d'abord). Un pétrole de moindre qualité ne se traduit pas seulement par une augmentation des coûts économiques par unité de ressource obtenue, mais également par des coûts sociaux et écologiques plus élevés. Distinguons qualité d'un gisement et qualité de sa localisation. En termes de ressources, nous sommes de plus en plus dépendants des pétroles lourds (comme les sables bitumineux) ou des pétroles avec de forts taux de contaminants (principalement du soufre). En termes de localisation, les conditions d'extraction sont de plus en plus contraignantes, d'un point de vue géologique (gisements en mer profonde, roches imprégnées, couches de pétrole mélangé à de l'eau salée, poches éparses de schiste), d'un point de vue géopolitique (régimes hostiles, instabilité politique), et d'un point de vue géographique (pétrole polaire, conditions météorologiques extrêmes, haute mer, etc.). Nous allons devoir gérer l'expansion des frontières de marchandisation du pétrole.

L'augmentation des coûts de prospection, d'extraction et de production va inévitablement réduire notre taux de retour énergétique (TRE) qui est déjà en baisse pour la plupart des ressources énergétiques. Le TRE est

le ratio d'énergie utilisable après déduction de l'énergie dépensée pour la trouver, l'extraire et la raffiner. Dans les années 1970, il était autour de 30/1 pour le pétrole national aux États-Unis. En 2005, il avait déjà baissé de moitié. Par comparaison, les sables bitumineux ont un ratio entre 2/1 et 4/1⁴. Il est encore trop tôt pour connaître exactement le TRE de l'huile et du gaz de schiste produits par fracturation hydraulique. Les experts font déjà remarquer que les puits de gaz de schiste coûtent très cher et tendent à atteindre leur pic de production très rapidement (sans parler des conséquences sismiques et écologiques). La majorité des énergies renouvelables (excepté l'énergie hydraulique) ont également de très faibles TRE.

Selon les analystes, le changement de qualité de notre principale source d'énergie va avoir de lourdes conséquences sur l'économie. Les partisans de la « théorie d'Olduvai » prévoient un effondrement imminent de la société. Pour certains, la crise économique de 2008 serait principalement due au prix élevé du pétrole pour cause de rareté, et le pic pétrolier serait derrière la crise économique globale actuelle. D'un autre côté, les économistes orthodoxes continuent de nier une telle relation de causalité. Pour eux, les progrès techniques permettront de trouver des sources d'énergie de substitution. Outre le faible TRE de la plupart des substituts, cette croyance pose problème, car la dynamique précédemment décrite pour le pétrole s'applique aussi aux autres ressources. La qualité en continuelle baisse des minerais a provoqué la flambée des prix des minéraux (le pic du phosphore) et des métaux (le pic du cuivre), alors même que certains d'entre eux sont indispensables aux technologies reposant sur les énergies renouvelables, en particulier les minerais appelés terres rares (terbium, yttrium et néodyme).

En d'autres termes, les pics des ressources braquent les projecteurs sur le fait que la société humaine a atteint d'importantes limites biophysiques. Dans cette perspective, la décroissance économique n'est plus une option, mais une réalité. Le défi que le mouvement de la décroissance doit relever est d'aider à trouver une voie qui mène à une société post-carbone

socialement durable. Certains analystes affirment qu'un déclin prospère ou maîtrisé n'est pas possible. Le système économique étant trop complexe et spécialisé, il peut très difficilement être changé sans heurts. Ces analystes considèrent qu'ajuster les rouages causerait probablement plus de tort que de bien. C'est pourquoi il est important d'étudier les vulnérabilités de l'économie au pic pétrolier afin d'anticiper et de concevoir des mesures d'adaptation⁵. Un des points de départ pourrait être l'anticipation volontaire des limites biophysiques via les mesures de plafonnement des ressources, afin de ralentir le déclin et de permettre une transition plus douce. Quoi qu'il en soit, le but du mouvement de la décroissance ne devrait pas être seulement de « survivre » au pic pétrolier à un moindre coût social, mais d'utiliser cette crise pour stimuler la création d'un monde plus équitable et durable qui remettrait en question les modes d'organisation socioéconomique actuels et le bien-fondé d'une civilisation reposant sur une surexploitation désinvolte des ressources non renouvelables.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Colin Campbell et Jean Laherrere, « The End of Cheap Oil », *Scientific American*, vol. 278, n° 3, 1998, p. 78-84.
2. Voir Steve Sorrell, Richard Miller, Roger Bentley et John Speirs, « Oil Futures. A Comparison of Global Supply Forecasts », *Energy Policy*, vol. 38, n° 9, 2010, p. 4990-5003.
3. Steve Sorrell, Richard Miller, Roger Bentley et John Speirs, « Oil Futures... », *art. cit.*
4. Voir David J. Murphy et Charles A. S. Hall, « Year in Review. EROI or Energy Return on (Energy) Invested », *Annals of the New York Academy of Sciences*, n° 1185, 2010, p. 102-118.
5. Voir Christian Kerschner, Christina Prell, Kuishang Feng et Klaus Hubacek, « Economic Vulnerability to Peak Oil », *Global Environmental Change*, vol. 23, n° 6, novembre 2013, p. 1424-1449.

ARTICLES LIÉS

Effet rebond
Extractivisme
Marchandise (frontières de la)
Métabolisme sociétal

SIMPLICITÉ

Samuel Alexander



D'une façon générale, la « simplicité volontaire » peut être comprise comme un mode de vie qui fait le choix conscient de minimiser le gaspillage ou l'utilisation intensive des ressources. Il s'agit aussi de réinventer la « vie bonne » en consacrant progressivement plus de temps et d'énergie à la recherche de sources de sens et de satisfactions autres que matérielles. En d'autres termes, la simplicité volontaire, parfois aussi appelée sobriété heureuse, implique l'adhésion à un niveau de vie limité, sur le plan matériel, au minimum « suffisant ». Cela permet, en contrepartie, de consacrer plus de temps et de liberté à d'autres objectifs vitaux, comme l'engagement dans la communauté ou sur le plan social, le temps passé en famille, les projets artistiques ou intellectuels, la production domestique, un travail plus épanouissant, la participation politique, l'exploration spirituelle, la relaxation, la recherche du plaisir, etc. Autant d'activités qui ne nécessitent pas d'argent ou pas beaucoup. Préconisée à

divers titres, que ce soit pour des raisons personnelles, sociales, politiques, humanitaires et écologiques, la simplicité volontaire s'appuie sur l'idée que les êtres humains peuvent connaître des existences épanouies, libres, heureuses et diverses sans consommer plus qu'une portion équitable des ressources naturelles¹.

Le philosophe social Richard Gregg inventa le terme « simplicité volontaire » en 1936, mais le mode de vie qu'il désigne est en réalité aussi ancien que la civilisation elle-même. Au cours de l'histoire, il s'est toujours trouvé des individus et des communautés pour exprimer un doute quant à l'intérêt de mener une vie matérialiste, motivée par la richesse et la propriété. L'histoire de la simplicité pourrait remonter à l'époque de Siddharta Gautama – le Bouddha –, qui refusa à l'âge de 29 ans ce qu'il considérait comme le luxe superficiel d'une existence royale et se mit en quête de vérité spirituelle en menant une vie d'extrême ascèse. Après avoir frôlé la mort à force de jeûne, Siddhartha reconsidéra sa voie et après des années de conflit intérieur, trouva l'illumination dans ce que les bouddhistes appellent la « Voie du milieu », une discipline méditative personnelle qui trouve un équilibre entre les plaisirs terrestres excessifs et l'ascétisme. Ce message exaltant la valeur spirituelle d'une vie matérielle simple se retrouve dans pratiquement tous les textes religieux et spirituels de la planète (à défaut de s'exprimer dans les pratiques !). On le retrouve aussi dans de nombreuses traditions de la sagesse indigène.

Les principaux philosophes grecs et romains de l'Antiquité ont aussi défendu l'idée d'un mode de vie simple, particulièrement les stoïciens et les cyniques. Diogène de Sinope incarna l'une des formes les plus radicales de simplicité en vivant pauvrement, afin de démontrer par l'exemple que l'accumulation de richesses ne saurait être la mesure d'une vie libre et riche de sens². Moins radicaux, des stoïciens comme Épictète, Marc-Aurèle et Sénèque prônaient une modération réfléchie et rigoureuse plutôt que la pauvreté la plus totale. Par divers moyens, les stoïciens démontraient que l'être humain ne peut pas toujours contrôler le niveau de sa richesse matérielle ou de sa gloire, mais qu'il peut contrôler l'attitude qu'il adopte

face à elles. De même, pour le philosophe chinois Lao-tseu : « Connaître qu'assez est assez garantit un perpétuel "assez" », suggérant que celui qui a assez mais ne le sait pas est pauvre.

En faisant une grande enjambée jusqu'à l'Angleterre victorienne, on trouve ce soutien enthousiaste pour la vie simple chez les grands « moralistes » John Ruskin et William Morris. Ruskin refusait de considérer l'argent comme quelque chose de neutre, un simple moyen d'échanges et de rencontres. Il insistait au contraire sur la façon dont les mécanismes de mise à distance de l'économie monétaire occultent les effets sociaux et écologiques de la consommation. Ruskin incitait ses contemporains à reconnaître que les choses matérielles ne sont utiles que lorsqu'elles favorisent l'accomplissement d'une fin utile, une idée résumée par sa maxime : « Il n'y a pas d'autre richesse que la vie ». William Morris développa considérablement ce raisonnement en attirant l'attention sur le fait que la consommation dépend toujours du travail. Pour lui, il est possible de réduire considérablement les « vaines besognes » à condition que les gens diminuent leur consommation de « ces articles d'un luxe stupide »³. Les Roms d'Europe, quant à eux, menaient une vie simple, pour le plaisir et au grand bénéfice de leur art. Dans un autre registre encore, les Amish, les moines trappistes et les Quakers illustrent de la diversité des modes de vie simples ancrés dans les croyances religieuses. Tout au long du XX^e siècle, des figures emblématiques comme Gandhi, Tolstoï et Mère Teresa ont vécu leur existence dans la plus grande simplicité matérielle.

Quoi que lieu de naissance de l'hyper-consumérisme, les États-Unis ont aussi toujours connu un courant profond en faveur d'« une vie simple et [d']une pensée élevée »⁴. Au milieu du XIX^e siècle, des versions fascinantes de cette vie simple étaient expérimentées par les transcendentalistes de Nouvelle-Angleterre. Ce groupe haut en couleurs de poètes, de mystiques, de réformateurs sociaux et de philosophes – parmi lesquels Henry Thoreau – vivait modestement afin de s'offrir le luxe de la créativité et de la contemplation. Pour Ralph Waldo Emerson, l'un des principaux

transcendantalistes : « Mieux vaut se passer de possessions plutôt que de les avoir au prix fort ». D'autres Américains de la première heure ont mis en évidence la tension entre l'enrichissement personnel et la vertu civique et ont insisté sur le lien étroit entre une vie simple et une démocratie prospère. Benjamin Franklin, critiquant l'attitude inconsidérée des consommateurs qui s'endettent, avertit :

Quelle folie n'y a-t-il pas à s'endetter pour des superfluités ? [...] songez bien à ce que vous faites, quand vous vous endettez. Vous donnez à un autre des droits sur votre liberté⁵.

Plus récemment, le président étatsunien Jimmy Carter s'est fait l'avocat de la sobriété matérielle au titre que « la possession ou la consommation de choses ne comble pas notre besoin de sens ». Évoquant une « crise spirituelle », il considérait que le culte du « plaisir égoïste et de la consommation » est fondée sur « une idée fausse de la liberté ».

Ce qu'on pourrait appeler le mouvement « moderne » de la simplicité volontaire est généralement lié aux contre-cultures nord-américaine et européenne des années 1960 et 1970 dont les profondes idées anticonsuméristes et écologiques entraînaient généralement le choix d'une vie simple. Cela fut particulièrement le cas du mouvement du « retour à la terre » de l'époque, comme l'ont illustré les vies inspirées d'Helen et Scott Nearing, dont on retrouve l'écho chez les néoruraux contemporains. Plus récemment, les initiatives comme les Villes en transition, la permaculture et les écovillages prônent le rejet des modes de vie consuméristes à la faveur de vies moins gourmandes en énergie et moins tournées vers la consommation. Bien que leur impact soit modeste pour le moment, ces mouvements tentent de construire une autre société en mettant directement en pratique leurs convictions. On trouve aussi des théories plus approfondies prônant une « économie de la suffisance »⁶ ou la « voie plus simple »⁷. Ces théories offrent divers arguments en faveur de la restructuration de la société dans le but de créer des économies stationnaires fortement localisées et moins énergivores, fondées sur une culture politisée de la simplicité. Il est très probable qu'un mouvement de

simplicité sans contenu politique ne suffirait pas à changer les structures politiques et macroéconomiques. Les mouvements de simplicité volontaire ne doivent pas chercher à « échapper » au système, mais à le « transformer » radicalement.

Une perspective purement macroéconomique sur la décroissance, comprise comme un processus de réduction planifiée, ne permet pas de mettre en lumière les valeurs et les pratiques culturelles qui doivent accompagner, voire précéder, la transition vers la décroissance. Après tout, une culture généralement composée d'individus mus par la recherche de niveaux de revenus et de consommation toujours plus élevés, ne peut que désirer et, de fait, nécessiter une économie fondée sur la croissance. Afin de favoriser l'émergence d'une économie et d'une politique de décroissance, les gens doivent donc sans doute se préparer, sur le plan culturel, à renoncer ou à résister aux modes de vie fondés sur la consommation élevée et l'accumulation au profit de modes de vie « plus simples », reposant sur une consommation limitée. Idéalement, la transition devrait être volontaire – une « réduction économique planifiée » –, mais elle risque de finir par s'imposer aux peuples par la récession ou même l'effondrement. L'optimisme reste toutefois de mise car, au cours de l'histoire, des peuples ont simplifié leurs modes de vie pour se consacrer à des activités enrichissantes, telles que la philosophie, la piété religieuse, la création artistique, l'hédonisme, la politique démocratique ou révolutionnaire, le service humanitaire ou l'activisme écologique. Dans le même temps, les valeurs plus matérielles l'ont généralement emporté sur celles de la simplicité volontaire. Cependant, en ces temps d'extrême tension écologique et d'instabilité économique, l'heure de la simplicité est peut-être enfin venue. Il ne fait aucun doute que la décroissance en dépend.

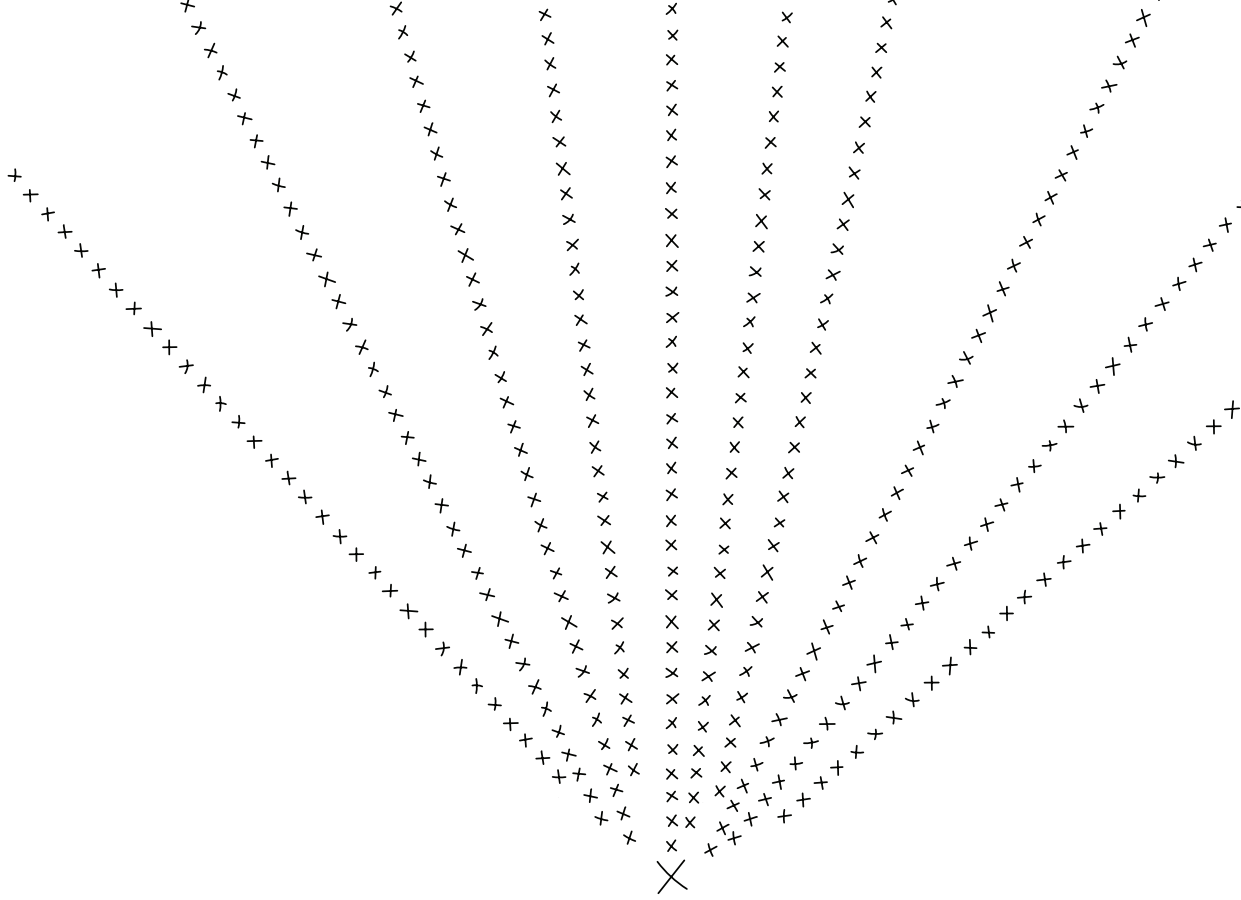
(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Voir Samuel Alexander et Simon Ussher, « The Voluntary Simplicity Movement. A Multi-National Survey Analysis in Theoretical Context », *Journal of Consumer Culture*, vol. 12, n° 1, 2012, p. 66-86.
2. Voir Étienne Helmer, *Diogène et les cyniques ou la liberté dans la vie simple*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », 2014.
3. William Morris, « Travail utile et vaine besogne », in William Morris, *La civilisation et le travail*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2013, p. 37.
4. Voir David Shi (1985), *The Simple Life. Plain Living and High Thinking in American Culture*, Georgia, University of Georgia Press, 2007.
5. Benjamin Franklin, *Vie de Benjamin Franklin écrite par lui-même*, tome II, Paris, F. Buisson, An VI de la République (1798), p. 428-429.
6. Samuel Alexander, « The Sufficiency Economy. Envisioning a Prosperous Way Down », *Simplicity Institute Report 12s*, 2012 (consultable sur www.simplicityinstitute.org/publications).
7. Ted Trainer, *The Transition to a Sustainable and Just World*, Sydney, Envirobook, 2010.

ARTICLES LIÉS

Croissance
 Dépolitisation
 Écocommunautés
 État stationnaire (économie de l')
 Monnaies communautaires
 Néoruraux



ACTION

BIENS COMMUNS NUMÉRIQUES

Mayo Fuster Morell



À travers l'adoption des technologies de l'information et de la communication, des communautés d'individus poursuivent des objectifs communs et, grâce aux modes de communication permis par ces technologies, élaborent des ressources de façon collaborative¹. On définit comme « biens communs numériques » ces « communautés de création en ligne » qui partagent des informations et des savoirs numériques non exclusifs créés collectivement. Généralement, ces ressources sont possédées et/ou utilisées librement au sein des communautés ou entre elles ; elles sont également disponibles pour des tiers. Elles sont utilisables et réutilisables, mais ne sont pas échangées en tant que marchandises. Les personnes faisant partie d'une communauté en ligne qui élabore et partage des biens communs numériques peuvent intervenir dans la gestion des modalités d'interaction entre membres et de leurs ressources partagées².

L'une des origines des biens communs numériques est la culture du hacking. L'éthique des hackers repose sur la passion pour la création et pour le partage de connaissances. Dans les années 1950, la plupart des logiciels circulaient librement entre programmeurs. Mais dans les années 1970, le sentiment de propriété s'est développé. Afin de préserver le caractère libre des logiciels, Richard Stallman, fondateur de la Free Software Foundation (et du mouvement qui lui est associé), créa la General Public Licence, un cadre légal pour le logiciel libre. Le mouvement de la contre-culture des années 1960 constitue une autre source des biens communs numériques et de la cyberculture en général³. Les communautés de néoruraux furent parmi les premières à percevoir les usages sociaux possible d'Internet ; des communautés « virtuelles » comme The WELL virent le jour qui ont contribué à influencer la culture numérique. L'écologie et ses différents courants ont aussi joué un rôle important, dont on trouve la trace dans le langage, la terminologie et le mode de pensée écosystémique des communautés de l'Internet.

Avec la diffusion d'Internet et des ordinateurs personnels, des barrières sont tombées et les manifestations d'une nouvelle « culture libre » ont émergé, avec comme objectifs de créer des contenus culturels et de promouvoir un accès universel à la connaissance. Wikipédia en est l'exemple le plus connu. Le site suédois The Pirate Bay est un autre exemple fameux de partage de fichiers et d'architecture *peer-to-peer* facilitant l'accès et l'échange de produits culturels.

Les idéaux des biens communs numériques ont également atteint le monde scientifique, dans le cadre des luttes pour l'accès aux antirétroviraux pour traiter le VIH/Sida en Afrique du Sud pendant les années 1990. Le mouvement pour restaurer le caractère public de la recherche à travers le libre accès au savoir scientifique – à l'image de la Public Library of Science, un portail de revues scientifiques en accès libre – en est une autre illustration.

Enfin, les mouvements sociaux contre les « brevets de logiciels » sont parvenus à empêcher la création de tels brevets en Europe. Tout un arsenal législatif visant à placer Internet sous le contrôle d'intérêts privés a ainsi été court-circuité, en Europe et ailleurs.

Après l'éclatement de la « bulle Internet » en 2001, un nouveau modèle commercial – rétrospectivement baptisé « web 2.0 » – fondé sur la mise à disposition de services et d'infrastructures de collaboration en ligne a vu le jour⁴. Ainsi de YouTube, distribué par Google, et du système de partage de photos Flickr, fourni par Yahoo. De tels sites ont popularisé les infrastructures de collaboration en ligne mais en ont changé les conditions d'utilisation : il ne s'agit plus d'une logique de biens communs, mais d'un système où les grandes sociétés sont les fournisseurs principaux. Dans le cas de biens communs numériques comme Wikipédia, la communauté est impliquée dans la mise à disposition de l'infrastructure et a davantage de contrôle sur la conception du processus. Dans la logique de l'entreprise privée, la plupart des sources de contrôle sont entre les mains du fournisseur de l'infrastructure, et la communauté d'utilisateurs n'a généralement aucun pouvoir. Par exemple, sur Flickr, la communauté n'a aucun contrôle sur la conception de la plate-forme, ne participe pas au mécanisme de prise de décisions, et ne peut pas influencer sur les règles qui régissent les interactions au sein de la communauté.

Il y a plusieurs points de convergence entre le mouvement de la décroissance et celui des biens communs numériques. Tous deux remettent en cause le paradigme dominant de la consommation. Le mouvement des biens communs numériques met en avant la figure du « prosommateur » (producteur-consommateur), un individu qui participe à la communauté en ligne et « consomme » de la valeur, mais en produit également. Les produits et la valeur ne sont pas des marchandises, mais sont accessibles en tant que services publics. En effet, les biens communs numériques concrétisent l'appel des décroissants à la démarchandisation. De plus, dans le contexte des biens communs numériques, l'accès à la valeur créée est libre et universel (sans autres mécanismes discriminants que la

connectivité et la « visibilité »). Enfin, la production ou la création de la ressource commune ne sont pas guidées par des motivations commerciales et des contrats de travail, mais par la participation volontaire. L'accès à la valeur produite est décorrélé de sa production. Certains secteurs du mouvement des biens communs numériques ont également appelé à la création d'un revenu de base ou à la mise en circulation de monnaies sociales en ligne pour réduire la dépendance aux échanges monétaires. Comme les décroissants, les défenseurs des biens communs numériques critiquent la publicité et y résistent activement (ainsi, l'un des principes les plus forts de Wikipédia est le refus toute publicité).

De plus, dans les biens communs numériques, les moyens de production sont sous le contrôle de la communauté et visent à couvrir l'ensemble de ses besoins sociaux et des conditions d'accomplissement de la mission commune, par contraste avec le capitalisme où ils sont sous propriété privée et visent à générer du profit. Pour les biens communs numériques, l'information et le savoir font partie de l'héritage de l'humanité, et l'accès à la connaissance est un droit fondamental. Les biens communs numériques contestent donc les visions néolibérales qui tentent de restreindre l'accès à la connaissance (par sa privatisation ou sa marchandisation).

Contrairement aux biens communs traditionnels, les nouvelles technologies de l'information et de la communication donnent accès à des informations et des connaissances qui ne sont pas rivales ni épuisables. En revanche, les biens communs numériques dépendent d'une infrastructure qui consomme et contribue à l'épuisement de ressources environnementales (des matières premières rares pour les téléphones portables, de l'électricité pour les ordinateurs, des câbles dans les océans, des champs électromagnétiques). Même si certains, dans le mouvement des biens communs numériques, sont sensibles à la question de l'impact écologique, celle-ci n'y tient pas une place essentielle, et elle pourrait bénéficier sur ce point de l'apport des décroissants. Les enjeux énergétiques et les limitations qu'ils imposent ne sont pas non plus abordés par les défenseurs des biens communs numériques, qui ont généralement une

vision optimiste du rôle potentiel de la productivité collaborative dans le maintien du développement économique. Mais par-delà ces divergences sur les questions écologiques ou sur l'imaginaire décroissant du « moins » que le mouvement des biens communs numériques ne partage pas, ces deux mouvements se rejoignent sur l'appel à un changement de paradigme dans la consommation et la production de valeur, ainsi que sur la nécessaire réappropriation et repolitisation des biens communs.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Yochai Benkler (2006), *La richesse des réseaux. Marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2009.
2. Mayo Fuster Morell, *Governance of Online Creation Communities*, thèse, Institut universitaire européen de Florence, 2010.
3. Fred Turner (2006), *Aux sources de l'utopie numérique*, Caen, C&F Éditions, 2012.
4. Don Tapscott et Anthony D. Williams, *Wikinomics. Wikipédia, Linux, YouTube. Comment l'intelligence collaborative bouleverse l'économie*, Paris, Pearson, 2007.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
 Capitalisme
 Écologisme (courants de l')
 Marchandisation
 Monnaies communautaires
 Néoruraux
 Revenu de base et revenu maximum

COOPÉRATIVES

Nadia Johanisova, Ruben Suriñach Padilla et Philippa Parry



Le terme « coopérative » (ou coop) fait référence à un type de structure organisationnelle applicable à divers types d'entreprises dans de nombreux secteurs. De nombreuses coopératives se considèrent parties prenantes d'un mouvement international né en Europe au milieu du XIX^e siècle. L'Alliance coopérative internationale (ACI, une fédération de réseaux coopératifs qui représente un milliard d'individus) définit une coopérative comme « une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement ». En 1995, l'ACI a accepté les sept principes coopératifs suivants : l'adhésion volontaire et ouverte ; le contrôle démocratique des membres (selon un système « un membre, un vote » : les membres participent à la gouvernance coopérative et élisent des

représentants qui doivent leur rendre des comptes) ; la participation économique des membres ; l'indépendance et l'autonomie ; l'engagement pour une éducation à l'éthique et aux pratiques de la coopération ; la coopération entre coopératives ; l'implication pour le développement durable de leurs communautés¹.

Les coopératives opèrent dans de nombreux secteurs et sont principalement de trois types : les coopératives de production ou de travailleurs (créées en France et en Italie), les coopératives de consommation (créées au Royaume-Uni par les Équitables pionniers de Rochdale) et les banques coopératives ou coopératives de crédit (créées en Allemagne). Un autre groupe important est celui des coopératives agricoles d'achat et de vente (particulièrement prospères en Scandinavie).

Les coopératives ont traversé des périodes difficiles : cooptées par des dictatures (comme dans l'Espagne de Franco ou la Tchécoslovaquie communiste), promues sans distinction par de nombreux gouvernements dans les années 1950 et 1960, puis conspuées par de nombreux pays d'Europe de l'Est, d'Europe centrale et du Sud sous l'emprise du néolibéralisme². Certaines coopératives modernes ayant démarré avec une éthique forte l'ont perdue depuis et sont aujourd'hui principalement motivées par le profit. Les raisons pour lesquelles tant de coopératives prospères ont renoncé à leur éthique et se sont rapprochées des courants dominants sont diverses et variées.

L'une de ces raisons tient aux pressions économiques inhérentes à un environnement concurrentiel. Pour survivre économiquement, une coopérative peut décider de réduire son personnel, d'externaliser sa production ou d'y limiter le recours aux ressources locales ou équitables. Une autre raison fondamentale tient à la taille de ces coopératives. Les coopératives peuvent faire le constat que le capital qu'elles parviendront à obtenir de leurs membres, en vertu des règles spécifiques qui s'appliquent à elles, est insuffisant pour permettre leur croissance. Cela les conduit parfois à abandonner la forme coopérative. De plus, lorsque les adhésions et le

renouvellement des membres d'une coopérative augmentent, et que sa gestion devient plus complexe, ses membres cessent parfois de s'identifier avec elle et tendent à devenir passifs, tandis que les dirigeants tendent eux-mêmes toujours plus à accaparer le pouvoir. Dans certaines grosses sociétés de construction britanniques, des variantes de ce processus ont conduit à la démutualisation, des membres votant pour une transformation en société par actions. Au sein du mouvement des coopératives de crédit autrichien, des fédérations (des groupes de coordination) auraient usurpé le pouvoir décisionnel des coopératives membres.

Il existe diverses méthodes pour s'assurer que les coopératives s'en tiennent à leur éthique. Mettre l'accent sur l'éducation aux principes de la coopérative et prendre des mesures explicites pour renforcer la participation des membres à la gestion en constituent des facteurs importants. Il en va de même de la constitution de liens entre coopératives afin de court-circuiter les règles de l'économie dominante. Cela peut passer par des institutions d'investissement éthique et communautaire. Les coopératives qui disposent de ce que Richard Douthwaite appelle un « marché communautaire », telles que celles formées par les lecteurs d'un journal coopératif ou les clients de systèmes agricoles communautaires, ne sont pas nécessairement dépendantes de la seule motivation du prix. Enfin, le choix d'une stratégie de reproduction (plusieurs coops de petite taille) plutôt que de croissance (une seule grande coop) peut permettre d'entretenir le pouvoir et la loyauté des membres.

Le modèle d'entreprise coopérative est plus adapté à une économie décroissante que le modèle dominant d'entreprise à but lucratif fondée sur des actionnaires externes pour les raisons suivantes³ :

- ~ La propriété des actions : les actions de la coopérative dans lesquelles les membres investissent ne sont généralement pas transférables et ne peuvent normalement être rachetées qu'à leur valeur d'origine (actions à valeur nominale). Cela décourage l'approche de type « croissance pour la croissance », puisque la valeur de l'action ne grimpe pas en

fonction de la croissance de la coopérative. Dès lors que les actions ne sont pas un enjeu de spéculation, l'adhésion se révèle plus stable sur le long terme et plus soucieuse des valeurs communautaires et écologiques.

- La structure de gouvernance : la structure de gouvernance démocratique permet à un éventail plus large de parties prenantes de participer à la prise de décision. La structure d'une coopérative dans sa forme la plus pure fait tomber la distance entre propriétaires, actionnaires, travailleurs et consommateurs, et elle opère selon une logique de satisfaction des besoins par l'entraide.
- L'argent « comme serviteur, non comme maître » : une coopérative est libérée des exigences de l'obligation fiduciaire (l'obligation légale de maximiser les dividendes pour les actionnaires). Une fois encore, cela permet de poursuivre des objectifs tels que la pérennité de l'organisation sur le long terme, la protection de l'emploi et les enjeux écologiques. De plus, une coopérative qui donne la priorité au service de ses membres tend à satisfaire des besoins réels plutôt que de faux besoins. Dans la mesure où le troisième principe coopératif insiste sur le fait que les membres qui travaillent pour la coopérative ou qui s'y engagent activement ont le même droit au partage du profit que les membres qui n'y ont investi que de l'argent, les actifs financiers sont répartis plus équitablement à l'intérieur de la coopérative.

Rares sont les grandes coopératives du courant dominant et leurs fédérations qui s'associent aux mouvements et aux débats de la décroissance et de l'écologie. Cependant, deux domaines émergents fournissent des exemples de structures coopératives renouvelées et s'inspirant des idées et des pratiques de la décroissance.

Tout d'abord, le mouvement de l'économie solidaire (ou de l'économie sociale solidaire). Ce mouvement relativement jeune – à peine quelques décennies –, soutenu par le mouvement altermondialiste, intègre différentes approches du changement social, mêlant justice sociale et enjeux écologiques. Après le sommet Rio+20 de juin 2012, le Réseau

intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (Ripess) déclarait :

Dans tous les continents [...] il y a déjà des initiatives économiques et sociales dans de nombreux secteurs d'activités qui démontrent la possibilité concrète et vivante d'autres modèles de développement, d'organisation de l'économie et des sociétés où la vie, la pluralité, l'autogestion, la justice environnementale et sociale définissent une économie solidaire différenciée de l'économie du capital⁴.

La structure qui domine parmi les organisations représentées par le Ripess est celle de la coopérative. Som Energia, une coopérative d'énergie renouvelable catalane, qui fournit ses membres dans ce type d'énergie et leur permet d'investir dans d'autres projets d'énergie renouvelable en est un exemple.

Ensuite, de nombreuses initiatives prennent place sous la dénomination de « Grassroots Innovations in Sustainability » (GI) – que l'on pourrait traduire par « Innovations au niveau local en matière de durabilité ». Ce concept décrit toute une série d'initiatives d'auto-organisation de communautés ; il concerne essentiellement, pour l'instant, les pays du Nord. Ces innovations locales mettent en œuvre des structures de production et de consommation basées sur l'*empowerment* et la durabilité des communautés concernées⁵. Il s'agit notamment de réseaux d'alimentation biologique et de groupes de consommateurs locaux, de marchés de troc et de banques du temps, de monnaies locales, de jardins communautaires, de logements communautaires, etc. Les GI sont souvent des structures coopératives informelles qui allient écologisme et justice sociale⁶. Dans certains pays européens, plusieurs mouvements liés à la décroissance ont identifié ces innovations locales comme l'un des moyens politiques principaux pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs (par exemple, Decrece-Madrid en Espagne, ou le mouvement des Villes en transition partout dans le monde).

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Voir Johnston Birchall, *The International Co-operative Movement, Manchester*, Manchester University Press, 1997, p. 64-71.
2. *Ibid.*, p. 143 et p. 169.
3. Voir Nadia Johanisova et Stephan Wolf, « Economic Democracy. A Path for the Future ? », *Futures*, vol. 44, n° 6, 2012, p. 565.
4. Ripess, *L'économie dont nous avons besoin. Déclaration de l'économie sociale et solidaire à Rio +20*, 2012 (consultable sur rio20.net/fr/propuestas/l'economie-dont-nous-avons-besoin-declaration-du-mouvement-de-l'economie-sociale-et-solidaire-a-rio20).
5. Voir Gill Seyfang, *The New Economics of Sustainable Consumption. Seeds of Change*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2009.
6. Ruben Suriñach-Padilla, « Innovaciones Comunitarias en Sostenibilidad. Cómo Lidera la Sociedad Civil ? », in CRIC (dir.), *Cambio Global España 2020-2050. Consumo y Estilos de Vida*, Barcelone, CCEIM, avril 2012, p. 124-138.

ARTICLES LIÉS

Croissance
Écologisme (courants de l')
Jardinage urbain
Monnaies communautaires

DÉSObÉISSANCE

Xavier Renou



La désobéissance civile est une méthode politique de résistance. Elle consiste à désobéir de manière collective et concertée à une loi considérée comme injuste et qu'il s'agit d'abord de rendre inopérante, puis d'abolir purement et simplement. Pour être qualifiée de « civile », telle que le fit l'intellectuel étatsunien Henry David Thoreau pour caractériser ses premières actions de résistance à la guerre contre le Mexique au milieu du XIX^e siècle, la désobéissance doit être le fait de personnes déterminées à enfreindre la loi au nom de leur conscience¹. Pour Thoreau, une telle action doit être menée ouvertement, et non pas à la façon d'un acte de délinquance perpétré anonymement et au nom d'intérêts individuels. Au XX^e siècle, l'activiste indien et figure de proue de la désobéissance civile, Gandhi, ajouta à cette définition une dimension cruciale : la non-violence, qui implique la volonté – le résultat n'obéissant pas toujours à la volonté – de blesser le moins possible l'adversaire, autant sa personne

physique ou psychique que sa famille ou ses biens. Il rejetait en cela le vieil adage qui veut que la fin justifie les moyens. Pour Gandhi, la fin réside dans les moyens ; on ne peut obtenir de gains justes par des moyens injustes. Il considérait les moyens non-violents comme la seule façon de convaincre ses semblables que ses fins étaient justes et que la lutte devait par conséquent être soutenue.

Parmi les concepts apparentés à la désobéissance civile, citons l'action directe et l'objection de conscience, aussi appelée non-coopération. Cette dernière constitue souvent une première étape possible vers l'organisation collective du refus. Au XVI^e siècle, le Français Étienne de la Boétie exprima l'idée que pour maintenir le peuple opprimé, les tyrans avaient besoin de sa coopération². Un tyran ne pourra jamais compter sur une force policière suffisante pour contraindre à l'obéissance tous ces sujets, en toute circonstance. En d'autres termes, pour maintenir son pouvoir le tyran doit pouvoir compter sur notre assentiment – ou, *a minima*, notre indifférence – et notre obéissance quotidienne. Cesser de coopérer avec ce qui offense notre conscience représente donc une obligation morale et un principe de cohérence. L'action directe consiste en la double idée que nous devrions agir directement lorsque nous sommes offensés, sans attendre que d'autres – tels que des personnes élues – le fassent en notre nom, et directement sur le problème et son origine. L'action directe non-violente est une variante de cette stratégie politique. Elle proscribit strictement tout recours à la violence et s'apparente ainsi fortement au concept de désobéissance civile, mais sans la nécessité d'enfreindre la loi. Lorsqu'une personne désobéit à une loi injuste, il s'agit effectivement d'une action directe non-violente. Mais construire des toilettes sèches dans la demeure d'un particulier pour ne plus dépendre des firmes multinationales qui distribuent l'eau, ou boycotter des produits israéliens pour défendre les droits des Palestiniens en sont également, quoique parfaitement légales.

Par le passé, la désobéissance civile s'est avérée un puissant outil dans la lutte pour l'égalité des droits (pour l'émancipation des femmes, des gays et lesbiennes et des Noirs), pour la défense des droits des travailleurs, pour

l'indépendance des peuples (Inde, Zambie, etc.), pour la paix (opposition aux essais d'armes nucléaires, à la guerre du Vietnam) et pour la libération politique (la chute de nombre de dictatures de l'Ouest, de l'Est et du monde arabe plus récemment).

La désobéissance civile a beaucoup en commun avec l'idée de décroissance et le mouvement qui lui est associé. En Europe, ces dernières années, un nombre croissant de luttes impliquant de la désobéissance civile ont été influencées, si ce n'est menées, au nom de valeurs, de visions ou de revendications décroissantes. Celles-ci ont inclus des actions pour empêcher des projets miniers ou énergétiques (en Irlande, en Roumanie, en Grèce...), pour introduire des changements radicaux en matière de politiques énergétiques et d'eau (mouvements contre la privatisation de l'eau en Italie, en France et en Grèce), pour s'opposer à des projets d'infrastructures majeurs tels que des aéroports, des autoroutes et des lignes de train à grande vitesse (Espagne, Italie, France), etc.

Comme il est parfois nécessaire de désobéir pour vivre selon des principes décroissants, certaines luttes impliquant de la désobéissance civile ont été directement initiées par des militants de la décroissance. Par exemple, en 2011, en France, des camps de squatters furent installés dans diverses municipalités et se sont opposés avec succès à une loi ciblant le logement gratuit (tentes, caravanes, squat), et le droit d'un particulier à construire son propre domicile. Les mobilisations massives contre l'introduction de cultures génétiquement modifiées en France à la fin des années 1990, qui virent des centaines de personnes prendre part au fauchage de champs OGM, furent largement motivées par les idées de la décroissance (comme ce fut aussi le cas en Espagne et en Belgique), tout comme le fut la bataille en faveur du droit à cultiver et à échanger des semences traditionnelles (suivant une campagne internationale de désobéissance civile appelée « Act for Seeds » initiée par l'activiste indienne Vandana Shiva). La désobéissance civile a été utilisée contre la publicité (avec des activistes provoquant la tenue de procès pour avoir barbouillé des panneaux d'affichage) ou de nouvelles technologies intrusives (les mobilisations néoluddites contre

les nanotechnologies en Grande-Bretagne et en France). Elle le fut également dans la défense des droits des êtres vivants, et notamment des animaux (sabotages de chasse, perturbations de corridas...). Dans le cas emblématique de l'activiste décroissant catalan Enric Duran, ses actes de « désobéissance civile financière » furent directement destinés à soutenir financièrement la décroissance. Duran « expropria » directement, selon ses propres mots, 492 000 euros de 39 banques, attirant l'attention sur l'insoutenabilité du système bancaire et de crédit espagnol, juste avant que la crise ne frappe, en 2008. Duran, qui usa de cet argent pour financer des mouvements et projets alternatifs, dont plusieurs relevaient de la décroissance, déclara qu'il n'avait aucune intention de rembourser sa dette et était prêt à assumer les conséquences de son geste en allant en prison.

Ces luttes politiques rappellent aux activistes de la décroissance que combattre la loi par la désobéissance civile peut s'avérer nécessaire. En aucune façon ceux-ci ne parviendront à se sauver seuls en changeant seulement leur mode de vie alors que le monde s'effondre autour d'eux, tout comme ils ne parviendront pas à renverser le capitalisme et le productivisme uniquement en raison de l'exemple qu'ils pourraient représenter, comme ont pu le penser les « socialistes utopistes » du XIX^e siècle ou les hippies des années 1970.

D'un autre côté, en de rares occasions, la désobéissance civile et l'action directe non-violente sont utilisées par des activistes qui ne partagent en rien les valeurs de la justice environnementale ou de l'égalité sociale, comme des militants anti-avortement ou des maires opposés au mariage homosexuel. Néanmoins, les tactiques ne sont pas neutres et ne peuvent triompher si elles ne sont pas soutenues par de fortes valeurs. Ces valeurs sont souvent proches de celles des partisans de la décroissance. D'abord, la valeur de l'action directe, incluant la règle de la démocratie directe, renvoie aux processus de prise de décision fondés sur le consensus et les organisations non hiérarchiques. Ensuite, le pragmatisme qui impose de garder l'esprit ouvert aux différences et d'opter pour des objectifs réalistes et atteignables, selon un processus d'essais et d'erreurs, par opposition à l'adoption de

postures dogmatiques et d'objectifs trop abstraits et irréalistes. Enfin, la modestie, avec des activistes qui savent qu'ils peuvent avoir tort ou être trompés par leur conscience, et choisissent en conséquence de ne causer aucun dommage irréversible, irréparable ou définitif, comme le seraient des dégâts relevant de la violence (particulièrement sur les êtres vivants).

Finalement, c'est la recherche de cohérence entre les valeurs et les actions qui ont poussé quelques-unes des plus importantes figures de l'histoire de la désobéissance civile à vivre selon des principes s'apparentant fortement à ceux de la décroissance : Thoreau pratiqua et prôna l'autosuffisance, alors que Tolstoï et Gandhi redistribuèrent leurs biens et embrassèrent la sobriété³. Tous les trois partageaient une forte préoccupation pour l'environnement et l'ensemble des espèces vivantes. Gandhi insista aussi sur la nécessité de campagnes de désobéissance civile mues par un programme pragmatique, alternatif et constructif⁴. Des actions d'obstruction ou de non-coopération obtiennent plus rapidement des résultats si elles sont soutenues par des revendications positives et dès que possible, des ébauches de mises en place de celles-ci (comme la création d'écoles pour les femmes là où cela est interdit, l'organisation de microsociétés sans argent sur des terres occupées, etc.).

Plusieurs activistes de la désobéissance civile considèrent la décroissance comme un programme constructif de ce type, une réponse possible à ce contre quoi ils luttent : le productivisme capitaliste. Les solutions liées à la décroissance se sont articulées avec la désobéissance civile dans la plupart des récentes campagnes mentionnées plus haut, avec des campements impliquant des cuisines collectives fondées sur de la nourriture vegan, biologique ou récupérée, des monnaies communautaires ou du troc, des toilettes sèches et des douches de basse technologie fonctionnant à l'énergie solaire, etc. Ces actions de désobéissance civile prouvent qu'il est possible de créer simultanément une forte résistance et de nouvelles formes sociales et économiques en phase avec les idées de la décroissance.

NOTES

1. Voir Henry David Thoreau (1849), *La désobéissance civile*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2007.
2. Voir Étienne de la Boétie (1549), *De la servitude volontaire*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2011.
3. Voir Léon Tolstoï (1893), *Le royaume des cieux est en vous*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015 (2^e édition).
4. Voir Mohandas Karamchand Gandhi (1929), *Autobiographie ou mes expériences de vérité*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.

ARTICLES LIÉS

Capitalisme
Démocratie directe
Écologisme (courants de l')
Extractivisme
Justice environnementale
Low tech
Monnaies communautaires

AUDIT DE LA DETTE

Sergi Cutillas, David Llistar et Gemma Tarafa



Une dette est une obligation morale entre des personnes. Le parti qui est endetté doit remplir son obligation envers le parti auprès duquel il a contracté cette dette. Cette obligation est souvent de nature monétaire. Parfois, des dettes peuvent avoir été contractées dans des circonstances injustes, liées à la violence ou à l'exercice d'un pouvoir excessif. De telles dettes sont illégitimes et ne devraient pas être remboursées. Le mouvement anti-dette a attiré l'attention sur l'importance des audits citoyens, qui permettent à des citoyens de statuer sur la légitimité des dettes, de décider qui en porte la responsabilité et quelles dettes devraient être annulées.

Les classes sociales les plus puissantes se servent de la dette pour maintenir en place l'ordre hiérarchique, par le biais de coutumes sociales et de lois qui donnent la priorité au remboursement des dettes. On dispose de

documents prouvant que, depuis l'âge du bronze, des mouvements de protestation visent à agir contre cet usage injuste de la dette. En Mésopotamie, des paysans se révoltaient souvent contre un système dans lequel le non-paiement des obligations pouvait mener à l'esclavage les personnes débitrices et leurs familles¹. Pour préserver l'ordre social, les classes dominantes annulaient régulièrement les dettes exorbitantes et rétablissaient les paysans dans leurs droits. On trouve d'autres exemples d'annulations de dettes dans l'Antiquité grecque et romaine, ainsi qu'au Moyen Âge. Dans tous les cas observés, ces annulations sont le fruit de luttes sociales exacerbées par des crises et des inégalités croissantes. La découverte des Amériques, puis l'avènement du capitalisme ont entraîné une mobilisation massive de main-d'œuvre, la dette, les impôts et l'inflation permettant de contraindre les individus à travailler comme salariés. La dette a obligé les masses à obéir à ceux qui étaient au pouvoir, les forçant à travailler pour la rembourser et pour s'acquitter de leurs impôts. Dans ce contexte, des pratiques telles que l'annulation des dettes sont devenues taboues, le non-remboursement des dettes entraînant l'humiliation et la déchéance des droits sociaux.

De nos jours, la domination est le fait des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, créés en 1944 pour favoriser le développement économique mondial. À partir des années 1970, la période néolibérale de dérégulation, notamment des flux et des produits financiers, a conduit à la financiarisation, une nouvelle phase du capitalisme dans laquelle la sphère financière a pris le pas et a fini par exercer le contrôle sur la sphère productive. La financiarisation est associée à une augmentation significative des créations de dettes et à la formation de relations financières complexes qui renouent avec l'impérialisme en fournissant un prétexte pour exercer des pressions ou recourir à des mesures violentes si un État endetté ou dépendant financièrement ne souscrit pas aux conditions imposées par les puissances dominantes.

La dette a alimenté la croissance matérielle et énergétique, et la nécessité de payer les dettes a légitimé cette croissance. Néanmoins, ce fonctionnement touche peut-être à sa fin, puisque la dette croît beaucoup plus rapidement que la richesse matérielle. Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier et Richard B. Norgaard ont formulé, en 2009, l'hypothèse selon laquelle, dans l'« économie réelle-réelle » (*oikonomia*), les limites de l'énergie, des matériaux et de la reproduction limitent aussi la croissance de l'économie « réelle » de production². Si la croissance est maintenue, c'est seulement de manière temporaire, en produisant du capital fictif dans la sphère financière de circulation du capital. Cette analyse montre les liens unissant dette et décroissance. D'abord, alors qu'on estime la croissance nécessaire pour rembourser les dettes, c'est en réalité la dette qui a été créée pour soutenir une croissance insoutenable. Ensuite, il est indispensable de distribuer équitablement les dettes et d'annuler les dettes illégitimes si l'on veut parvenir à une décroissance durable, prospère, et non une décroissance forcée, basée sur l'austérité. Tel est l'objectif des audits citoyens.

Les premiers mouvements récents d'audit de la dette remontent aux coalitions mondiales de campagnes civiques, telles que la campagne Jubilé 2000, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) et Jubilee South, créés au début des années 1990 pour pousser à annuler de grandes parties de la dette accumulée par les pays du Sud les plus appauvris de la planète. Ensuite, et après 2007, lorsque la crise a touché les pays du Nord, ce mouvement est devenu de plus en plus international et multidimensionnel, prenant également en compte les limites écologiques de la planète. Les audits citoyens, qui sont nés dans ce contexte, ont considéré comme illégitimes les dettes produites par un ordre des choses fondé sur l'abus de pouvoir et qui contribuent à la perpétuation de cet ordre³. À cet égard, la Norvège et l'Équateur constituent deux cas d'école. En 2006, après avoir examiné ses responsabilités en tant que co-créancier, le gouvernement norvégien a annulé les dettes contractées envers la Norvège par sept pays. En 2007, en Équateur, la Comisión para la Auditoría Integral del Crédito Público (CAIC – Commission pour

l'audit intégral de la dette publique) a procédé à un audit de la dette du pays et l'a déclarée illégitime.

Il s'agit là d'exemples d'audits mixtes, menés conjointement par des membres de la société civile et par le gouvernement. Le Brésil et les Philippines, entre autres pays, ont procédé à des audits de dette menés par les seuls mouvements civiques. En Égypte, en Tunisie, en Grèce, en Irlande et au Portugal, des mouvements sociaux ont conduit à initier des audits publics de la dette ou ont poussé leurs gouvernements à le faire. Dans chacun de ces cas, on retrouve une revendication commune : le désir de déterminer dans quelles circonstances les dettes ont été contractées, par qui, et quels effets elles produisent. Ces mouvements exigent une reddition de comptes par les responsables et proposent des modèles économiques pour sortir du turbo-capitalisme. Les audits citoyens comportent généralement les étapes suivantes : l'accès aux informations, l'analyse des données, la rédaction d'un plaidoyer, le réseautage, la diffusion de l'information à destination du public et l'instruction à charge des responsables.

En Espagne, un audit citoyen est actuellement mené avec le soutien de la Plataforma Auditoría Ciudadana del Deute (PACD – Plateforme de l'audit citoyen de la dette). Celle-ci procède à des analyses générales de la dette nationale espagnole, à plusieurs niveaux administratifs différents, et procède simultanément à des estimations de la dette dans des secteurs spécifiques (en matière de santé publique, d'éducation ou d'électricité). Ces efforts visent à promouvoir les audits comme méthode pour comprendre les causes et les conséquences de la crise de la dette. Une partie importante de ce processus consiste à exiger l'accès constant aux informations liées à la dette et, plus important encore, à mettre en avant la responsabilisation des citoyens vis-à-vis des questions politiques, sociales et économiques. La PACD considère cet audit comme un audit citoyen impliquant un processus ouvert, collectif, permanent et décentralisé, dans lequel différents groupes de travail organiquement créés parviennent à des décisions fondées sur le consensus. Ce type d'audit n'est pas limité aux analyses par les experts, mais permet à toute personne de demander

des informations, des comptes au gouvernement, de partager des données pertinentes, de les analyser selon des perspectives différentes, de dénoncer des irrégularités et de proposer de nouvelles solutions.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Éric Toussaint, « La longue tradition des annulations de dettes en Mésopotamie et en Égypte du 3^e au 1^{er} millénaire av. J.-C. », CADTM, 2012 (consultable sur cadtm.org/La-longue-tradition-des).
2. Giorgos Kallis, Joan Martínez-Alier et Richard B. Norgaard, « Paper Assets, Real Debts. An Ecological-Economic Exploration of the Global Economic Crisis », *Critical Perspectives on International Business*, vol. 5, n° 1-2, 2009, p. 14-25.
3. Laura Ramos (2006), « Les crimes de la dette », in CADTM, *Les crimes de la dette*, Liège/Paris, CADTM/Syllepse, 2007, p. 13-152.

ARTICLES LIÉS

Capitalisme
Croissance
Développement (critiques du)
Monnaie publique
Science post-normale

ÉCOCOMMUNAUTÉS

Claudio Cattaneo



Les écocommunautés sont spécifiquement conçues et prévues pour rassembler des gens qui veulent vivre et travailler ensemble selon des principes écologiques, en promouvant un certain degré de partage et en recherchant le bien-être à travers des modes de vie plus durables, un fonctionnement par démocratie directe et un certain degré d'autonomie.

Les écocommunautés incluent les écovillages, qui, selon Robert Gilman, se caractérisent par « un ensemble d'habitations à échelle humaine, entièrement équipé, où les activités humaines sont intégrées en harmonie avec le monde naturel de manière à permettre un développement humain sain, et qui peut être maintenu pour une durée indéterminée »¹. Bien que les écovillages représentent la forme la plus commune d'écocommunautés,

ces dernières peuvent également être installées dans des bâtiments isolés ou à l'intérieur des villes (certaines sous la forme d'habitat participatif).

Les écocommunautés sont généralement caractérisées par leur taille relativement faible : une centaine de personnes ou moins. Ce sont à la fois des projets urbains et « rurbains », bien que la majorité des écocommunautés soient situées dans des zones rurales, où l'accès aux moyens naturels de production est plus simple et où il est moins onéreux de louer ou d'acheter des logements. Les participants pratiquent la permaculture et l'agriculture biologique à petite échelle, l'artisanat, la construction autonome ou des pratiques DIY (*Do It Yourself*). Ils favorisent les moyens de production et de transport économes en énergie ou utilisant des énergies renouvelables, tels que les vélos. Les matériaux et les processus de production sont souvent à faible impact environnemental, et les objets sont souvent recyclés à partir de déchets ou bien réutilisés ou réparés. La conjonction de ces formes de structure agricole, matérielle ou de services exprime l'idée de lieux conviviaux où les moyens de production sont détenus en commun².

Les écocommunautés peuvent être considérées à la fois comme des biens communs matériels et immatériels, parce qu'elles gèrent en commun des ressources foncières et physiques, tout en établissant des normes, des croyances, des institutions et des processus qui renforcent une identité commune, laquelle, à son tour, contribue à la préservation et à la reproduction de la communauté.

Soucieux de créer des lieux où vivre et cultiver leurs idéaux utopistes, les membres des écocommunautés font souvent partie d'une vague de néoruraux, inspirée par des revues comme *In Context* (États-Unis) ou *Integral* (Espagne) et trouvant ses origines dans les années 1960. En 1994, le Global Ecovillage Network a été créé.

On peut citer quelques exemples remarquables d'écocommunautés, qui constituent autant de typologies différentes : The Farm, dans le Tennessee,

sur un terrain acheté en commun par des hippies californiens végétariens ; Twin Oaks, une communauté rurale égalitaire de Virginie, basée sur un système structuré de crédit-travail³ ; Lakabe, un village squatté dans le Pays basque, avec une boulangerie commerciale gérée de façon collective, et Longo Maï, une excroissance pragmatique de Mai 68, avec une propriété principale dans le sud de la France et plusieurs communautés satellites achetées ailleurs en France, ainsi qu'en Suisse et en Allemagne.

Les valeurs utopistes sont manifestes dans la création d'une identité de groupe, dans le partage de certains idéaux culturels et politiques (voire spirituels) et dans l'établissement de pratiques d'organisation pouvant aller de la simple vie résidentielle au développement d'un projet de vie commun.

Une écocommunauté est une entité particulière, située entre l'individu et la société au sens large. Elle se caractérise par ses dimensions écologiques (éco) et sociales (communautés) dont la combinaison est perçue par ses partisans comme largement absente du mode de vie proposé par les sociétés (post) industrielles.

Il y a beaucoup de variations entre communautés quant à la place de la sphère individuelle à l'intérieur de la communauté et au degré d'autonomie vis-à-vis du reste de la société. Il s'agit là de défis auxquels chaque projet d'écocommunauté est confronté au cours de son développement.

Les écocommunautés sont un pont entre l'échelon individuel ou familial et celui de la société. Elles sont constituées en interne par des processus de prise de décisions autonomes qui, entre autres choses, déterminent la nature et la dimension écologiques du projet commun, ainsi que le degré d'intégration de l'économie individuelle à celle de la communauté. Elles se caractérisent normalement par des prises de décisions horizontales et des processus de délibération non représentatifs, et certaines écocommunautés privilégient la règle du consensus sur celle de la majorité.

En un sens, les écocommunautés correspondent aux *oikonomies* aristotéliennes, qui ont à voir avec l'art de la « vie bonne » et, au sens propre, la « gestion de la maison ». L'argent n'y joue pas un rôle primordial ; il est simplement un moyen de satisfaire des besoins. Les écocommunautés découragent l'accumulation, parce que la communauté garantit le maintien d'un certain niveau de bien-être à tous ses membres. Le type de modèle économique varie énormément selon les communautés. Certaines partagent tout l'argent entre les membres, d'autres maintiennent une sphère économique individuelle forte. D'après une étude portant sur les squats ruraux, qui peuvent être considérés comme un cas particulier d'écocommunauté, il existe une corrélation entre le degré d'isolement d'une communauté et son degré de mise en commun des biens. Les écocommunautés proches des grandes villes ont plus de chances de maintenir un plus haut degré d'économie (monétaire) personnelle⁴.

Les sources de revenus monétaires varient énormément. En général, les principes d'auto-organisation coopérative prévalent et l'écocommunauté produit collectivement des biens qui peuvent être vendus sur place ou ailleurs, par exemple sur des marchés. De plus grandes communautés, telles que Longo Maï en France, s'appuient sur la collecte de fonds et, de plus en plus, sur le financement participatif. Les écocommunautés où le degré d'intégration financière des membres est le plus élevé fonctionnent comme des « coopératives intégrales » qui réunissent travailleurs, producteurs et consommateurs au sein de la même organisation.

Les écocommunautés donnent un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une société décroissante. La concrétisation de n'importe quel projet utopiste dépend d'une volonté forte et d'un pragmatisme qui peuvent trancher avec les idéaux de départ. Dans la phase initiale (qui correspondrait au début d'une transition sociétale), il faut, en premier lieu, faire les choses. Il n'est pas rare que ces circonstances difficiles s'accompagnent de formes d'austérité consentie et d'auto-exploitation. À travers des processus auto-organisés, l'écocommunauté choisit de vivre dans l'indépendance à l'égard du reste de la société. Herbert Marcuse l'a

montré dans *L'homme unidimensionnel*, une société libérée du contrôle et de la manipulation externes sera capable de déterminer elle-même comment satisfaire ses besoins⁵ ; les participants choisissent de devenir les protagonistes de leur vie et de nourrir un imaginaire de la décroissance, en faisant de la communauté la source de l'autorité économique et sociopolitique normalement dévolue aux marchés capitalistes et à l'appareil d'État.

Si la communauté survit à cette phase initiale, une pratique de décroissance reposant sur des résultats écologiques solides et la convivialité sociale a alors des chances d'émerger. Il n'existe pas de données empiriques sur le long terme concernant l'évolution de la consommation de matériaux et d'énergie dans les écocommunautés. Une hypothèse plausible est que la plupart des écocommunautés commencent par une diminution radicale de la consommation personnelle de matériaux et d'énergie, mais lorsqu'elles entrent dans une phase plus mûre, des conditions de vie plus confortables (sinon plus durables sur le plan écologique) remplacent les conditions plus précaires du début (les premières économisant toujours plus de ressources que le fait en moyenne le reste de la société).

Les écocommunautés développent des pratiques de simplicité volontaire. Bien qu'elles fassent partie de l'imaginaire de la décroissance, on peut en critiquer certains raccourcis parce qu'elles évitent de se confronter aux problèmes de la société et à l'action politique. De manière générale, les écocommunautés ne se définissent pas par le fait qu'elles sont politiques ou apolitiques. Certaines peuvent être considérées comme des « bouées de sauvetage », avec une limite claire et des « frontières fermées », tandis que dans d'autres, surtout les communautés caractérisées par les idéaux politiques de la gauche radicale, les membres sont davantage conscients de la nécessité de coopérer au-delà des frontières et de promouvoir un changement global de société. La plupart des écocommunautés sont conscientes de leur pouvoir limité et ont adopté une philosophie semblable à celle développée par John Holloway, qui consiste à « changer le monde sans prendre le pouvoir »⁶. Cela peut passer par la constitution

et la consolidation de réseaux « du bas vers le bas » – plutôt que par des processus du bas vers le haut – qui favorisent les retraits stratégiques du système en nombres toujours plus grands et diminuent par conséquent le rôle, la taille et le pouvoir joué par les institutions⁷. Ces pratiques ne se sont pas encore étendues à d'autres secteurs de la société que ceux des personnes sensibles à l'écologie. La crise économique et écologique persistante pourrait être l'occasion de former davantage d'écocommunautés pour créer une dynamique sociale qui dépassera le mouvement contre-culturel qui l'a précédée.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Robert Gilman, « The Eco-Village Challenge », Context Institute, 1991 (consultable sur www.context.org/iclib/ic29/gilman1/).
2. Voir Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
3. Voir Kat Kinkade, *Is It Utopia Yet? An Insider's View of Twin Oaks Community in Its Twenty-Sixth Year*, Louisa (VA), Twin Oaks Publishing, 1994.
4. Voir Claudio Cattaneo, « Urban Squatting, Rural Squatting and the Ecological-Economic Perspective », in Squatting Europe Collective (dir.), *Squatting in Europe, Radical Spaces, Urban Struggles*, Londres/New York, Minor Compositions/Autonomedia, 2013, p. 139-160 (consultable sur www.minorcompositions.info/wp-content/uploads/2013/03/squattingineurope-web.pdf).
5. Herbert Marcuse (1964), *L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit, 1968.
6. John Holloway (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux, 2008.
7. Chris Carlsson et Francesca Manning, « Nowtopia. Strategic Exodus ? », *Antipode*, vol. 42, n° 4, septembre 2010, p. 924-953.

 ARTICLES LIÉS 

Autonomie
Biens communs
Convivialité
Coopératives
Démocratie directe
Imaginaire (décolonisation de l')
Low tech
Néoruraux
Néo-utopistes
Simplicité
Travail (partage du)

EMPLOI GARANTI

Brandon J. Unti



L'emploi garanti est un dispositif politique qui oblige le gouvernement à assurer un emploi à toute personne qualifiée en recherche d'emploi. Elle se fonde sur le constat d'un chômage chronique involontaire au sein des économies capitalistes. Plusieurs modèles ont été proposés, mais l'approche la plus générale préconise une garantie *universelle* dans laquelle le gouvernement fournit les fonds nécessaires pour offrir un salaire et des avantages sociaux identiques à tous ceux qui désirent travailler et qui en sont capables¹. La plupart des propositions prônent également une gestion décentralisée du programme : les pouvoirs locaux et les associations proposent et gèrent les projets d'emploi garanti. Le salaire est fixé au niveau national et constitue le niveau plancher des salaires pour l'ensemble de l'économie. Le prix plancher du travail étant fixé, la quantité de travail que le gouvernement s'engage à acheter fluctue en fonction du cycle d'activité. En conséquence, le déficit du gouvernement évolue de

façon contre-cyclique dans la juste mesure requise pour le maintien du plein-emploi.

L'idée de l'emploi garanti est apparue dès les années 1930. De la même façon que la banque centrale agissait en tant que prêteur en dernier ressort, la puissance publique devait agir en tant qu'employeur en dernier ressort². En s'appuyant sur les travaux de John Maynard Keynes, d'Abba Lerner et de Hyman Minsky, des économistes affinent depuis deux décennies les modèles de l'emploi garanti dans le cadre du Center for Full Employment and Price Stability (CFEPS – Centre pour le plein-emploi et pour la stabilité des prix) de l'Université du Missouri, à Kansas City, du Center of Full Employment and Equality (CofFEE – Centre pour le plein-emploi et l'égalité) de l'Université de New Castle, et du Levy Economics Institute de New York.

Les partisans de l'emploi garanti soutiennent que ses avantages vont bien au-delà de la seule création d'emplois. L'élimination du chômage permet de traiter les problèmes sociaux et économiques corrélatifs, tels que la pauvreté, l'inégalité, la délinquance, le divorce, la violence familiale, la discrimination, les troubles mentaux et la toxicomanie³. Les programmes de protection sociale existants (de même que les mesures visant à instaurer un revenu de base) ont bien pour but de traiter des questions similaires, mais, pour les partisans de l'emploi garanti, ils présentent l'inconvénient de créer une dépendance sans garantir que ceux qui souhaitent travailler trouveront un emploi. L'emploi garanti ne vise pas seulement à offrir un emploi aux chômeurs ; il permet aussi de se former, d'acquérir des compétences et une expérience professionnelle. Surtout, en faisant de l'emploi, et pas seulement du revenu, un droit, l'emploi garanti offre à ceux qui veulent travailler l'occasion d'être productifs. Les participants ne sont pas seuls à bénéficier des avantages du programme. L'emploi garanti améliorera les conditions de travail dans le secteur privé : les travailleurs de ce secteur ayant toujours la possibilité de se tourner vers l'emploi garanti, les employeurs du privé seront contraints de proposer à leurs salariés une rémunération, des avantages sociaux et des conditions de travail au

moins équivalents à ceux fournis par le programme⁴. De ce point de vue, l'emploi garanti peut servir de levier pour atteindre un grand nombre d'objectifs politiques. En ce qui concerne la décroissance, par exemple, l'emploi garanti peut mettre en œuvre la semaine de travail de quatre jours, obligeant ainsi les employeurs du privé à suivre. Enfin, l'emploi garanti peut être destiné à la production de marchandises et de services nécessaires à la collectivité et que le secteur privé ne produit pas.

Les deux objections principales à l'emploi garanti ont trait à l'inflation et au coût. Selon une idée reçue, plein-emploi et stabilité des prix sont des objectifs incompatibles parce qu'un marché de l'emploi tendu entraîne une hausse des salaires et des prix. Le chômage est ainsi considéré comme le prix à payer pour lutter contre l'inflation. Les partisans de l'emploi garanti affirment au contraire qu'il renforce la stabilité des prix en créant un stock tampon de travailleurs, donc un marché du travail détendu malgré le plein-emploi⁵. Avec l'emploi garanti, le gouvernement s'engage à acheter à un prix plancher toute la force de travail qui se propose et de la « revendre » au secteur privé à un prix, quel qu'il soit, supérieur à ce plancher. Le stock tampon de travailleurs fait fonction d'armée de réserve de gens *employés*, fournissant ainsi la flexibilité requise dans une économie dynamique⁶. En période d'expansion, la pression salariale est contenue par le gouvernement qui « vend » la force de travail. Si le réservoir de travailleurs de l'emploi garanti diminue au point de ne plus pouvoir lutter contre l'inflation de la demande salariale, le gouvernement peut réduire les dépenses discrétionnaires ou augmenter les impôts, et réalimenter ainsi le stock tampon. Au creux du cycle, le stock tampon fixe un plancher aux revenus et à la demande agrégée, contrebalançant ainsi la pression déflationniste. Enfin, puisque le travail est un facteur clé pour la production de tous les biens, la stabilisation de son coût aide à stabiliser les prix dans l'ensemble de l'économie⁷.

Plusieurs estimations du coût financier total de l'emploi garanti (calculé avant la crise financière) font état de moins de 1 % du PNB pour les États-Unis. Le coût financier sera en grande partie compensé par la

réduction des dépenses sur d'autres postes tels que l'assurance-chômage et la protection sociale⁸. Plus important encore, les partisans de l'emploi garanti assurent, suivant en cela la théorie monétaire moderne (MMT), qu'un gouvernement disposant de la souveraineté monétaire a toujours la possibilité de financer une politique d'emploi garanti. Le faux problème du coût vient de l'analogie que fait l'école néoclassique entre les finances d'un État et celles d'un ménage. Cette analogie omet le fait que les ménages sont des *usagers* de la monnaie, alors que le gouvernement en est *l'émetteur*. Le gouvernement ayant le monopole de l'émission de la monnaie, il doit en toute logique émettre d'abord de la monnaie (c'est-à-dire dépenser) afin de la récupérer au travers des taxes ou de bons du Trésor. On renverse ainsi l'idée reçue : le gouvernement n'a pas besoin de l'argent de la population pour dépenser, c'est la population qui a besoin de l'argent du gouvernement pour payer les impôts ou acheter des bons du Trésor. Et puisqu'un gouvernement souverain dépense en émettant de la monnaie, il est toujours en capacité d'acheter tout ce qui peut se vendre et qui est libellé dans sa propre monnaie, y compris les travailleurs au chômage⁹.

L'emploi garanti est cohérent avec la décroissance sur de nombreux points. De toute évidence, il peut agir sur les questions de justice sociale et économique. Certes, le modèle se concentrait au départ sur la question du chômage. Mais reconsidéré à la lumière de la dégradation de l'environnement, l'emploi garanti offre la possibilité de traiter simultanément les problèmes d'ordres socioéconomique et écologique.

Sur le court terme, l'emploi garanti offre un moyen de surmonter la contradiction apparente entre l'emploi et la protection de l'environnement contre laquelle butent les sociétés capitalistes. À la différence des politiques traditionnelles qui reposent sur l'augmentation de la demande agrégée et l'accélération de la croissance pour stimuler l'emploi, l'emploi garanti assure le plein-emploi, quel que soit le niveau de la demande agrégée. Découpler l'emploi et la demande agrégée permet d'assurer le plein-emploi même lorsque la croissance s'arrête ou devient négative.

Sur le long terme, l'emploi garanti permet de s'engager dans une transition qui s'écarte des formes de production fondées sur la recherche du profit, nuisibles à l'environnement et socialement destructrices, pour s'orienter vers un système organisé de façon à satisfaire les besoins sociaux et écologiques fondamentaux. Le caractère le plus prometteur de l'emploi garanti est qu'il n'est pas lié à la recherche du profit. Il crée la possibilité de gagner sa vie hors de la sphère de l'accumulation. Et puisque la production de l'emploi garanti est destinée à l'usage et non à l'échange, le travail peut être axé sur des projets écologiques durables et des méthodes de production qui ne peuvent pas être mises en œuvre par le secteur privé¹⁰. Dans le cadre de l'emploi garanti, les travailleurs peuvent être employés à toute tâche dont on estimera démocratiquement qu'elle possède une valeur sociale. La conception du travail peut ainsi s'élargir pour englober des activités comme les tâches parentales, le soin aux personnes âgées et aux handicapés, l'éducation, la rénovation de l'habitat, les jardins partagés, les arts, etc. L'emploi garanti est un instrument politique ouvert qui peut servir à compléter, soutenir ou intégrer de nombreuses mesures dans le cadre de la décroissance.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir William F. Mitchell, « The Buffer Stock Employment Model and the Path to Full Employment », *Journal of Economic Issues*, vol. 32, n° 2, 1998, p. 547-555. Voir aussi Larry Randall Wray, *Understanding Modern Money. The Key to Full Employment and Price Stability*, Northhampton (MA), Edward Elgar, 1998, et *Modern Money Theory. A Primer on Macroeconomics and Sovereign Monetary Systems*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.
2. Larry Randall Wray, *Modern Money Theory...*, *op. cit.*, p. 222.
3. Voir Larry Randall Wray et Matthew Forstater, « Full Employment and Economic Justice », in Dell Champlin et Janet Knoedler (dir.), *The Institutionalist Tradition in Labor*

- Economics*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, 2004.
4. Larry Randall Wray, *Modern Money Theory...*, *op. cit.*, p. 223-224.
 5. Voir William F. Mitchell, « The Buffer Stock Employment Model and the Path to Full Employment », *art. cit.*, et Larry Randall Wray, *Understanding Modern Money...*, *op. cit.*
 6. Voir Matthew Forstater, « Flexible Full Employment. Structural Implications of Discretionary Public Sector Employment », *Journal of Economic Issues*, vol. 32, n° 2, 1998, p. 557-564.
 7. Larry Randall Wray, *Modern Money Theory...*, *op. cit.*, p. 224.
 8. Voir Larry Randall Wray, *Understanding Modern Money...*, *op. cit.*
 9. Voir *ibid.* et Larry Randall Wray, *Modern Money Theory...*, *op. cit.*
 10. Voir Matthew Forstater, « Flexible Full Employment... », *art. cit.* et William F. Mitchell, « The Buffer Stock Employment Model and the Path to Full Employment », *art. cit.*


ARTICLES LIÉS


Care
 Monnaie publique
 Revenu de base et revenu maximum

INDIGNÉS/OCCUPY

Viviana Asara et Barbara Muraca



Le mouvement des Indignés (Indignados, en espagnol) et Occupy sont des mouvements sociaux en cours qui, inspirés notamment par le Printemps arabe, ont débuté en 2011 dans de nombreux pays pour protester contre les politiques d'austérité, le fort taux de chômage, l'accroissement des inégalités sociale, la collusion des hommes politiques au pouvoir avec les intérêts des entreprises et de la finance capitalistes, et qui militent pour une démocratie « réelle » et pour la justice sociale. Bien que les deux mouvements fassent référence à deux dynamiques distinctes, qui sont nées respectivement en Espagne et aux États-Unis, puis se sont propagées à d'autres pays, ils ont des revendications similaires, une même méthodologie d'occupation de l'espace urbain et une même utilisation de la démocratie directe sous forme d'assemblées.

Au début de l'année 2011, en Espagne, une nouvelle plate-forme composée de différents collectifs et réseaux, nommée Democracia Real Ya ! (La démocratie réelle, maintenant !), publie un manifeste sur Facebook et appelle à manifester, le 15 mai, sous le mot d'ordre : « Nous ne sommes pas des marchandises entre les mains des politiciens et des banquiers ». Dans le manifeste, les activistes – en écho au titre du petit livre de Stéphane Hessel qui connaît alors un immense succès en France – se déclarent « indignés » par « le diktat des grandes puissances économiques », la dictature des partis politiques, la domination de l'économisme, les injustices sociales, ainsi que par la corruption des hommes politiques, des banquiers et des hommes d'affaires. Leur appel réussit à faire descendre dans la rue des dizaines de milliers de personnes dans 50 villes à travers l'Espagne. La manifestation du 15 mai est suivie d'occupations qui, en quelques jours, s'étendent à plus de 800 villes à travers le monde. En Espagne, de nombreux campements restent en place jusqu'en juin ou juillet, produisant un riche débat et une prolifération de groupes de travail, de commissions, et, dans de nombreuses villes, le long et difficile processus d'élaboration d'un consensus minimum sur les exigences de la mobilisation. Le manifeste de Barcelone comprenait les exigences suivantes : la fin des privilèges pour les politiciens, les banquiers et les revenus élevés ; des salaires décents et la qualité de la vie pour tous ; le droit à un logement, à un service public de qualité, à des libertés publiques (liées aux libertés d'information et d'expression sur Internet), à la démocratie directe et à l'environnement. Après le démantèlement (pas toujours) volontaire des campements, certains groupes de travail, certaines commissions et assemblées ont continué à fonctionner, et les assemblées de quartier ont pris de l'importance, se tenant périodiquement dans des espaces de coordination. Le mouvement est entré dans une phase plus latente, gagnant de la visibilité lors de grèves et de manifestations générales telles que l'« encerclement » symbolique du Parlement en septembre 2012. Le manifeste rédigé à l'occasion du premier anniversaire du mouvement comprenait des revendications comme le refus de renflouer les banques, la réalisation d'un audit citoyen de la dette, la priorité donnée à l'éducation publique, la redistribution des richesses, un revenu de base,

la redistribution du travail, le refus des emplois précaires, et la valorisation du travail reproductif et domestique.

Le mouvement Occupy Wall Street est né le 17 septembre 2011, avec l'occupation par une centaine de personnes de Zuccotti Park, dans le quartier financier de Manhattan. Des occupations en masse se sont produites après que la revue *Adbusters* a publié un appel, en juillet, à occuper Wall Street. Les occupations se sont multipliées dans de nombreuses villes des États-Unis et ont continué jusqu'en novembre 2011. Parmi les revendications d'Occupy Wall Street, on trouve l'égalité répartition des richesses, une réforme du système bancaire, une réduction de l'influence politique des grandes entreprises et la nécessité de changer le système pour remédier aux injustices et aux inégalités.

Ces deux mouvements partagent une structure similaire et une organisation du processus interne de prise de décision : l'Assemblée générale (AG), qui est l'appareil (ouvert) possédant le pouvoir décisionnel. Les problèmes particuliers sont gérés par des commissions et des groupes de travail, qui rendent régulièrement des comptes à l'AG. La plupart du temps, les décisions sont prises par consensus, consensus qui peut également être visualisé par un vote à main levée. Le « système des occupations gouvernées par des assemblées » reflète la revendication centrale d'une démocratie « réelle » et préfigure la mise en place de formes de prises de décision et d'autogestion par la base. Le système actuel de démocratie représentative est critiqué parce qu'il est une « ploutocratie » corrompue ou un système de partis soumis aux intérêts du capitalisme financier, et dénoncé comme incapable de représenter la volonté du peuple.

Comme d'autres mouvements sociaux les ayant précédés, Occupy et les Indignés constituent une arène significative où différentes conceptions de la démocratie peuvent se rencontrer et être expérimentées, posant un défi explicite à la vision minimaliste, individualiste et libérale de la démocratie libérale¹. Alors que certains militants appellent à la généralisation du système d'assemblées en démocratie directe et de l'auto-organisation pour

remplacer les systèmes parlementaires, d'autres cherchent à renforcer la participation effective à la politique institutionnelle et à améliorer les mécanismes de représentation par une réforme des lois électorales, en injectant de la démocratie directe au niveau local.

La mise en place d'une démocratie « réelle », cependant, implique davantage que la transformation des formes de représentation et de prise de décisions politiques : les droits sociaux et la redistribution des richesses sont des conditions nécessaires pour permettre aux individus de participer véritablement et efficacement aux processus démocratiques. Alors que les démocraties actuelles sont détournées par les puissances économiques, la démocratie réelle exige une démocratie économique, c'est-à-dire l'(auto-)organisation démocratique des quartiers, du travail et de la production. La démocratie réelle, par conséquent, consiste à « imaginer une démocratie dans tous les domaines de la vie »².

Loin d'être une simple réaction aux politiques d'austérité et au caractère antidémocratique des démocraties représentatives (libérales), le mouvement des Indignés incarne une critique culturelle plus radicale des sociétés contemporaines, visant leurs valeurs de productivisme, d'économisme, d'individualisme et de consumérisme. Il y a, de façon assez évidente, des points communs entre les Indignés/Occupy et le mouvement de la décroissance : la revendication d'un changement systémique renvoie, comme dans la plupart des visions décroissantes, à la perception d'une crise systémique, qui ne comprend pas seulement des dimensions politiques et économiques, mais aussi écologiques et culturelles. Au lieu de vouloir une reprise de la croissance, les deux mouvements appellent à la mise en place de modèles socioéconomiques différents, dans lesquels les revendications de décroissance sont entrelacées avec des appels à la redistribution des richesses et à la justice sociale. Ce que préfigurent politiquement le mouvement et ses significations imaginaires – les occupations, les campements, la réappropriation de l'espace public, les vergers urbains, la cuisine collective et le nettoyage en commun des espaces occupés – est également au cœur de la décroissance.

La crise actuelle marque un tournant dans l'alliance fragile entre la démocratie et le capitalisme telle que nous la connaissons : une telle alliance semble avoir été plutôt conjoncturelle, liée à la relation vertueuse entre la croissance économique et l'État-providence d'une part, et à la médiation des grands partis politiques et de la compétition entre les partis d'autre part³. Depuis, alors que la promesse de prospérité et de liberté liée à la croissance économique ne tient plus, les politiques d'austérité visant à atteindre la croissance, prétendument le seul remède à la crise, mettent en danger la démocratie elle-même.

Le programme hégémonique du néolibéralisme semble cependant traverser une crise de légitimation, qui met en question sa capacité à produire un large consensus. Il est encore trop tôt pour dire jusqu'à quel point les mouvements sociaux comme les Indignés ou Occupy pourront constituer la base d'un bloc contre-hégémonique. Cela étant, ils pourraient devenir le tremplin pour une transformation sur le long terme, grâce à leur « recette » de départ : la fusion réussie de formes contestées d'opposition et de pratiques créatives, dans laquelle des alternatives concrètes sont expérimentées et améliorées collectivement ; des processus de prise de décision pluriels et ouverts qui peuvent constituer la plateforme d'un consensus plus large ; l'expression commune et toujours en cours d'élaboration d'un autre système de valeurs, et la capacité de mise en réseau et de communication au niveau mondial. Cette « préfiguration politique », qui tente de construire d'autres possibles pour la société, est investie d'un puissant potentiel d'attraction.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir Donatella Della Porta, *Can Democracy Be Saved?*, Cambridge, Polity Press, 2013.
2. Voir Viviana Asara, « The Indignados Movement. Framing the

- Crisis and Democracy », *Sociology*, à paraître (2016).
3. Voir Claus Offe, *Contradictions of the Welfare State*, Londres, Hutchinson & Co, 1984, et Crawford B. Macpherson, *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

ARTICLES LIÉS

Autonomie
Capitalisme
Care
Démocratie directe
Dépolitisation/Le politique
Dettes (audit de la)
Imaginaire (décolonisation de l')
Revenu de base et revenu maximum

JARDINAGE URBAIN

Isabelle Anguelovski



Le jardinage urbain est une pratique qui permet aux gens de faire pousser des plantes et autres cultures en ville. On utilise aussi indifféremment le terme d'« agriculture urbaine », bien que cette dernière soit en générale pratiquée à plus grande échelle. Les premiers « jardins ouvriers » ou « familiaux » ont vu le jour en Allemagne au XIX^e siècle pour répondre à l'insécurité alimentaire. Au cours des deux guerres mondiales et de la Grande Dépression, les « jardins de la liberté » et les « jardins de la victoire » se sont multipliés aux États-Unis, au Canada, en Italie (sous le nom de « *Orticelli di Guerra* »), et au Royaume-Uni. Les citadins y produisaient des légumes pour réduire la pression sur la production alimentaire nationale et contribuer à l'effort de guerre. Aux États-Unis, la plupart des potagers étaient cultivés par des immigrants européens, en particulier les Italiens. Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes dans le monde

participent à l'agriculture urbaine, même si dans de nombreux cas, dans les pays du Nord notamment, les jardins sont trop petits pour produire de quoi nourrir quotidiennement les jardiniers et leur famille. L'agriculture urbaine a réussi à conquérir une certaine visibilité politique, comme l'a montré le battage médiatique qu'a suscité Michelle Obama en créant un jardin avec des écoliers dans l'enceinte de la Maison-Blanche.

Les avantages du jardinage sont nombreux et très largement reconnus. Tout d'abord, l'agriculture urbaine aide à respecter les objectifs de réduction des gaz à effet de serre en proposant à une clientèle de proximité des productions locales, fraîches, à faible impact sur l'environnement. Le jardinage améliore la qualité environnementale de la ville en réduisant les eaux de ruissellement, en filtrant l'air et l'eau de pluie, en atténuant les effets d'îlots de chaleur urbains, en recueillant les déchets urbains grâce au compostage décentralisé, et en luttant contre l'érosion des terres – même si dans certains cas le jardinage urbain se fait sur des terres lourdement polluées et requiert des moyens techniques importants. À mesure que les jardins se multiplient dans la ville, ils forment des îlots de verdure dans des quartiers délaissés, comme par exemple sur la petite ceinture à Paris. Dans de nombreux cas, ils contribuent à embellir l'environnement urbain. Cela dit, la végétalisation de la ville par le biais du jardinage urbain accroît les risques d'embourgeoisement et de déplacement des populations les moins aisées, le nouvel attrait des quartiers entraînant leur réévaluation par les investisseurs. Dans des villes comme Delhi, New York ou Boston, les jardins urbains sont de plus en plus souvent gérés par des résidents nouvellement installés ayant de meilleurs revenus, alors que la proportion des jardiniers à faibles revenus et des résidents jardiniers « de couleur » a baissé.

D'un point de vue social, le jardinage est l'occasion de renforcer et de renouveler les relations de voisinage du fait de la participation active des jardiniers au nettoyage, à l'entretien et à la production des jardins. Il renforce les liens entre les gens et leur quartier et fait naître un sentiment plus fort d'appartenance à la communauté. Les cultivateurs

urbains s'investissent souvent dans un projet collectif qui ne passe pas par l'appropriation de l'espace à des fins privées et par sa clôture. Ils se partagent les responsabilités et imaginent ensemble un usage autre (que spéculatif) de la terre. Les jardins favorisent la formation de réseaux, les interactions entre groupes et contribuent à la fierté des résidents et au travail participatif citoyen¹. D'un point de vue sanitaire, ils fournissent des espaces de détente, de convalescence et de rétablissement post-traumatique. Ils offrent également aux résidents socialement isolés un lieu de rencontre et de loisirs.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, le jardinage urbain lutte contre les inégalités d'accès à l'alimentation dans la ville en offrant des produits abordables aux habitants à faibles revenus ou aux habitants discriminés en raison de leur origine, qui vivent souvent dans des déserts alimentaires. Par exemple, à Los Angeles, la banque alimentaire régionale (The LA Regional Food Bank) avait créé une ferme de 5,5 hectares, South Central Farms, en 1993, qui fournissait des produits alimentaires frais à plus de 350 familles latinos pauvres. La ferme a été rasée par les autorités locales en 2006. Dans les pays du Sud, le jardinage, depuis toujours intégré dans le paysage urbain, est très largement soutenu par les gouvernements, les ONG et les groupes d'agriculteurs dans des villes comme Harare, Nairobi, Rosario, Delhi, ou La Havane, pour soulager les dépenses des habitants².

Le concept de rupture métabolique, dans la formulation qu'en a donné Marx, aide à comprendre le lien entre la décroissance et le jardinage urbain. En effet, le jardinage urbain contribue à remédier à la rupture métabolique sur trois plans : le plan écologique, où la rupture intervient dans les relations métaboliques biophysiques (par exemple le cycle des nutriments) – les humains étant constamment à la recherche de nouveaux espaces d'accumulation –, ce qui induit des changements d'échelle de production et la recherche de solutions technologiques (comme les fertilisants) ; le plan social, où la rupture est liée à la marchandisation de la terre, du travail, et de la nourriture, comme le montre très bien la dépossession des terres que subissent les populations rurales ; et enfin, le

plan individuel, où la rupture s'exprime dans l'aliénation croissante à la nature et aux produits du travail³.

En raccourcissant les cycles des nutriments, en réduisant la dépendance vis-à-vis d'une production alimentaire consommatrice de pétrole et en recyclant les déchets organiques par la culture de variétés fixant l'azote, le jardinage urbain présente des atouts majeurs pour lutter contre la rupture écologique. Il atténue la rupture sociale en favorisant la culture de terres sous-exploitées, en limitant, dans les quartiers pauvres et ailleurs, l'expansion de l'industrie agroalimentaire et des aliments conditionnés sous plastique, et en favorisant la production de subsistance ou de proximité (non sans autoriser indirectement l'accumulation à une plus grande échelle). Il permet ainsi que le marché ne contrôle pas totalement les terres et les populations. En tant que mouvement alimentaire alternatif, le jardinage urbain peut donc contribuer à la réappropriation de ressources considérées comme des biens communs avant leur privatisation par les forces capitalistes, et à la production d'aliments abordables et disponibles pour tous. Enfin, le jardinage en ville est une réponse à la rupture individuelle en restaurant le lien entre les gens et les métabolismes et procédés de production et de consommation alimentaires.

Le jardinage urbain et la décroissance sont étroitement liés. Souvent, les activistes se sont lancés dans le jardinage urbain, à l'instar des habitants de Can Masdeu (Barcelone) ou des Urbainculteurs québécois, pour démontrer la pertinence d'une agriculture non commerciale à petite échelle et à faible impact écologique, qui bénéficie aux populations locales et les implique dans l'activité productive. Les initiatives communautaires incarnent une forme de transition vers une économie à faibles émissions de carbone et une perspective nouvelle face à l'agriculture agrochimique intensive, industrialisée et uniquement attentive aux rendements. Les gens font de plus en plus attention à l'origine et à la qualité de leur alimentation. Ils veulent s'assurer que les agriculteurs ont le contrôle des moyens et des procédés de production. Cet intérêt se traduit par exemple par une demande croissante de produits issus des fermes et des coopératives. Le

jardinage urbain en tant que pratique le plus souvent non capitaliste permet de réduire la distance entre lieux de production et lieux de consommation. Il renforce les liens directs entre producteurs et consommateurs et pourrait conduire à ce que certains appellent une « agriculture civique », la restauration des liens entre la ferme, l'alimentation et la communauté⁴.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Voir Laura Lawson, *City Bountiful. A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005.
2. Voir Luc Mougeot (dir.), *The Social, Political and Environmental Dimensions of Urban Agriculture*, Londres, Earthscan, 2005.
3. Voir Nathan McClintock, « Why Farm the city ? Theorizing Urban Agriculture through a Lens of Metabolic Rift », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 3, n° 2, 2010, p. 191-207.
4. Thomas A. Lyson, *Civic Agriculture. Reconnecting Farm, Food, and Community*, Medford (MA)/Lebanon (NH), Tufts University Press/University Press of New England, 2004.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
 Capitalisme
 Coopératives
 Marchandisation
 Marchandise (frontières de la)
 Métabolisme sociétal

LOW TECH

David Murray¹



Les *low tech* ou basses technologies sont une remise en cause de la fuite en avant technologique qui part d'un double constat : d'une part, la consommation croissante de ressources non renouvelables (énergie et matières premières) est insoutenable ; d'autre part, les solutions *high tech* et les innovations technologiques ne fonctionneront pas sur le long terme, soit parce qu'elles ne pourront pas être déployées à une échelle suffisante, soit parce qu'elles font appel à des ressources rares, soit parce qu'elles devront reposer sur un recyclage des matières, une « économie circulaire », qui ne marchera que très partiellement avec des produits complexes et de hautes technologies. Cela sans compter qu'elles posent un risque sur le plan de l'équité, une minorité risquant de s'en approprier les usages et bénéfices.

Face à ce double constat et par opposition aux *high tech*, les *low tech* sont une démarche visant à économiser les ressources non renouvelables, à recycler efficacement, et plus généralement à promouvoir une civilisation techniquement soutenable, du point de vue de l'utilisation des ressources. Entre le « retour à la bougie », souvent reproché aux objecteurs de croissance, et les dérives technoscientifiques possibles des tenants majoritaires de la « croissance verte », elles aspirent à concevoir, décrire et développer un système technique permettant d'orchestrer et d'accompagner une décroissance matérielle choisie, en traitant les problèmes climatique et environnementaux par la voie de la sobriété et de technologies adaptées, moins consommatrices et énergivores.

Les *low tech* consistent pour l'instant essentiellement en une série d'orientations et de principes généraux, qui peuvent se résumer au respect d'une série de sept « commandements » : remettre en cause les besoins ; concevoir et produire vraiment durable ; orienter le savoir vers l'économie de ressources ; rechercher l'équilibre entre performance et convivialité ; relocaliser sans perdre les bons effets d'échelle ; démachiniser les services ; savoir rester modeste². Les réflexions portent à la fois sur les besoins et sur les approches techniques pour les satisfaire, à travers trois questions principales : pourquoi produit-on ? Que produit-on ? Comment produit-on ?

Plus concrètement, il s'agit d'abord de questionner intelligemment nos besoins, de réduire à la source, à chaque fois que possible, le prélèvement de ressources et la pollution engendrée, afin de décroître, en valeur absolue, la quantité d'énergie et de matières consommées, de travailler sur la baisse de la demande, et non seulement sur le remplacement de l'offre. Il s'agit ensuite d'augmenter considérablement la durée de vie des produits, de bannir la plupart des produits jetables ou dispersifs, s'ils ne sont pas *entièrement* à base de ressources renouvelables et non polluantes, de repenser en profondeur la conception des objets : réparables, réutilisables, faciles à identifier et à démanteler, recyclables en fin de vie avec perte minimale de ressources, utilisation minimale des ressources les plus rares et irremplaçables, le moins de contenu électronique possible,

quitte à rogner parfois sur l'esthétique, la performance, le rendement... À titre d'exemples, dans le domaine énergétique, cela pourrait prendre la forme de micro et mini hydraulique, de petites éoliennes, de solaire thermique, de pompes à chaleur, de biomasse... Dans l'agriculture, de petites exploitations biologiques, de polyculture, de permaculture, d'agroforesterie... Il s'agit enfin de réfléchir à nos modes de production. Giga-usines ou ateliers et petites entreprises à taille humaine ? Quel degré de mécanisation et de robotisation et quel rapport au travail ? Après des décennies de mondialisation facilitée par un coût du pétrole suffisamment bas et la conteneurisation, doit-on conserver un système industriel mondialisé énergivore et polluant, potentiellement fragile et non résilient, source de tensions sociales et internationales ?

Pour réussir une telle évolution il faudra résoudre de nombreuses questions, comme celle de l'emploi ou de l'échelle territoriale à laquelle mener la transition, et se convaincre que nous avons largement les moyens, techniques, organisationnels, financiers, sociétaux et culturels, de mener une telle transition.

Les *high tech*, du fait entre autres de leur complexité et de leurs besoins en ressources rares et non renouvelables, ne peuvent prétendre respecter ces impératifs de sobriété et de redéfinition des besoins. La voiture offre un bel exemple de l'impasse des prétendues solutions technologiques. La voiture propre relève du mythe, car quand bien même son énergie serait propre – ce qui n'est pas le cas –, la voiture consomme de nombreuses matières premières qui sont dispersées pendant l'utilisation (platine du pot catalytique, cobalt et zinc des pneus) ou mal recyclées en fin de vie. Et plus la voiture devient *high tech* pour polluer un peu moins (électronique, aciers spéciaux), moins celle-ci est recyclable, et moins ses composants sont issus du recyclage. L'approche *low tech* consisterait à concevoir des voitures plus simples, moins équipées, moins « confortables », plus légères, avec un moteur bridé et le moins d'électronique possible... Disons une 2 CV ou une 4L avec un filtre à particules, pour schématiser. L'étape suivante étant d'enfourcher un vélo et de circonscrire la voiture à quelques

usages spécifiques. De la même façon, au lieu de bourrer d'électronique les bâtiments pour qu'ils consomment moins, on pourrait plus efficacement réduire le chauffage ou la climatisation, et isoler les corps plutôt que les bâtiments. Le site *lowtechmagazine.com* présente une foultitude d'idées, parmi d'autres, permettant par exemple de baisser la température de chauffe sans trop réduire le confort ressenti (chauffage radiant, vêtements isolants, chaises chauffantes, lits à baldaquin, etc.). Plusieurs des principes guidant la conceptualisation des *low tech* s'expriment également à travers plusieurs initiatives, comme le mouvement barefoot, la permaculture ou les nouvelles approches en matière de design (éco-industriel, postindustriel, etc.) inspirées par exemple des travaux de Victor Papanek.

Dans la perspective de favoriser la transition vers les *low tech*, déterminer ce qui relève d'une basse technologique ou non risque par contre de faire l'objet de débats et parfois d'une évaluation au cas par cas. En ce sens, certains objets *high tech*, comme la voiture ou l'ordinateur personnel, pourraient respecter les principes des basses technologies dans la mesure où leur propriété ou leur usage est envisagé sur le plan collectif plutôt qu'individuel.

Promouvoir les basses technologies, c'est néanmoins accepter le caractère utopique des concepts d'« économie circulaire » ou d'« écologie industrielle ». Si les adeptes de l'économie circulaire pensent qu'il serait possible de tout recycler à l'infini, notamment les métaux, c'est malheureusement impossible : le recours aux *high tech* rend le recyclage compliqué, car il est difficile, même avec les meilleures technologies, de recycler correctement des produits d'une diversité et d'une complexité inouïes, à base de composites, d'alliages, de mélanges, de composants de plus en plus miniaturisés et intégrés. De même, les usages dispersifs (les métaux sont couramment utilisés comme produits chimiques, additifs, dans les verres, les plastiques, les matériaux, les encres, les peintures, les cosmétiques, les pneus, les fongicides, etc.) provoquent des pertes inévitables, sans compter le fait que le recyclage entraîne souvent une dégradation de l'usage, une *perte fonctionnelle* des matières.

Pour résumer la problématique devant laquelle nous placent les ressources non renouvelables, nous pourrions dire que si nous n'avions qu'un problème d'énergie et de climat, il « suffirait » de tartiner le monde de panneaux solaires, d'éoliennes et de *smart grids*, ces réseaux « intelligents » permettant d'équilibrer à tout instant la demande variable et l'offre intermittente des énergies renouvelables. Et si nous n'avions qu'un problème de métaux, mais accès à une énergie concentrée et « infinie », nous pourrions continuer à exploiter la croûte terrestre à des concentrations toujours plus faibles. Mais ces deux problèmes surviennent *au même moment*, et *se renforcent mutuellement* : il faut plus d'énergie nécessaire pour extraire et raffiner les métaux, plus de métaux pour produire une énergie toujours moins accessible.

En contestant, par l'angle des ressources non renouvelables et non récupérables, la fuite en avant technologique, les *low tech* s'inscrivent finalement dans une longue tradition « techno-critique » (un concept forgé par le philosophe Jean-Pierre Dupuy et réactualisé par l'historien François Jarrige, spécialiste des mouvements luddites), des « mégamachines » de l'historien Lewis Mumford (concept repris par Serge Latouche) aux « macrosystèmes techniques » du sociologue Alain Gras, en passant par les rendements décroissants des sociétés techniques de l'anthropologue et historien Joseph Tainter et les réflexions du philosophe Günther Anders. Depuis quelques années, une nouvelle techno-critique se cristallise autour des effets politiques, sociétaux, sociaux, cognitifs, etc., du développement accéléré de nouvelles technologies (information et communication, biotechnologies, nanotechnologies, robotique, intelligence artificielle, interfaces hommes-machines... et structuration parallèle du mouvement « transhumaniste ») : utilisations à des fins sécuritaires et de contrôle social, destruction d'emplois, individualisation à outrance, perte de repères moraux, transformations profondes de la nature humaine³.

Les *low tech*, basés sur des objets plus maîtrisables et une production plus locale, à échelle humaine, s'inscrivent également dans la longue tradition de la décroissance visant à remettre en question notre rapport à la nature

et l'idée que nous suivrions une trajectoire technologique tracée d'avance. En invitant à entrevoir de nouveaux chemins technologiques, les *low tech* font écho aux « technologies intermédiaires » de l'économiste Ernst Friedrich Schumacher, aux « outils conviviaux » du penseur Ivan Illich et aux activités « autonomes » de l'écologiste André Gorz. À l'instar de Jacques Ellul et de sa critique du système technicien, promouvoir les *low tech* c'est aussi participer à briser la dynamique d'aliénation que contribue à accentuer le recours aux *high tech*. En phase avec la plupart des penseurs décroissants critiques de la technique qui cherchent à éviter de sombrer dans une posture technophobe, l'appel aux *low tech* vise en définitive à retrouver le sens de la mesure et de l'équilibre.

NOTES

1. Cette entrée a bénéficié de l'apport important de l'ingénieur Philippe Bihouix, auteur de *L'âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Paris, Seuil, 2014.
2. Voir Philippe Bihouix, *L'âge des low tech, op. cit.*
3. Voir par exemple les travaux du collectif Pièces et Main-d'Œuvre (www.piecesetmaindoeuvre.com).

ARTICLES LIÉS

Autonomie
Convivialité

MONNAIE PUBLIQUE

Mary Mellor



Le concept de « monnaie publique » repose sur l'idée que la monnaie est une ressource publique¹. Ses défenseurs avancent que la création et la circulation publiques de la monnaie, sans création de dette, sous contrôle démocratique, pourraient assurer l'approvisionnement de sociétés de grande taille sur une base de justice sociale et de durabilité écologique². Pour étayer ce concept de monnaie publique, il faut examiner les modalités de création monétaire dans les économies modernes³. Dans ces économies, on distingue deux sources de création monétaire : l'une par des autorités monétaires telles que les banques centrales (on parle alors généralement de « monnaie haute puissance » ou de « base monétaire »), l'autre par le secteur bancaire par le biais de prêts (on parle alors de « monnaie de crédit »). L'émission de devise nationale (pièces et billets) est le monopole des autorités monétaires, mais la monnaie publique peut aussi être émise sous forme électronique, comme ce fut le

cas lorsque les banques centrales créent de grandes quantités de monnaie pour répondre à la crise financière de 2007-2008 (« assouplissement quantitatif » – *quantitative easing*).

La principale différence entre ces deux sources de création monétaire (autorités monétaires ou crédit bancaire) est que, dans le premier cas, la monnaie *peut* être émise sous forme de dette mais pas nécessairement, alors que, dans le second cas, c'est la *seule* forme possible⁴. Les banques ne sont pas autorisées à fabriquer des pièces ou imprimer des billets (elles doivent les acheter auprès des banques centrales), mais elles peuvent créer des comptes de prêt, autrement dit créer de la monnaie scripturale destinée à un emprunteur (particulier, entreprise ou État) par un jeu d'écritures (par exemple pour un prêt hypothécaire). D'après la théorie bancaire classique, les autorités monétaires peuvent contrôler la masse monétaire créée par les banques. Mais la récente crise financière indique que la spirale des prêts bancaires peut devenir incontrôlable. Dans les économies modernes, la masse monétaire créée par le secteur bancaire et circulant sous forme de dette est majoritaire ; elle dépasse 97 % au Royaume-Uni⁵. Dans les faits, la création de monnaie a été privatisée et elle est devenue une activité commerciale. Plusieurs facteurs ont mené à cette privatisation : l'idéologie néolibérale et la dérégulation, l'augmentation des dettes privée et publique, l'abandon relatif des pièces et des billets en faveur des virements, la garantie publique des dépôts bancaires et, enfin, le fait que les banques centrales agissent comme des prêteurs en dernier ressort sans limite apparente.

Le lien avec la décroissance tient au rôle de la dette dans la création monétaire. Alors qu'il serait possible de créer de la monnaie publique sans créer de dette, simplement en faisant circuler la monnaie (par exemple sous forme d'assouplissement quantitatif pour les particuliers plutôt que pour le secteur bancaire), les banques ne peuvent créer que de la dette puisque la monnaie qu'elles créent doit leur être remboursée avec intérêts. Cela génère une forte dynamique de croissance. Si presque toute la monnaie est créée sous forme de prêts rémunérés, il faut créer toujours plus de

monnaie, et donc plus de dettes. Si les banques ne veulent plus prêter, ou si les entreprises et les particuliers n'empruntent plus, l'approvisionnement monétaire s'effondre. Les dettes ne sont plus remboursées aux banques, ou si elles le sont, l'approvisionnement monétaire diminue davantage encore. Dans ce genre de crise, l'État et/ou la banque centrale deviennent la seule source de création monétaire. Mais alors que la monnaie publique créée en situation de crise financière pourrait alimenter directement l'économie, la politique monétaire actuelle impose que l'argent soit distribué aux banques ou aux États sous forme de dette. Il n'est pas illogique qu'il soit distribué sous forme de dette au secteur bancaire (qui va à son tour le prêter contre intérêts), mais pas au public, qui devrait en être propriétaire. Or à la place, on considère que le public a emprunté l'argent utilisé pour renflouer les banques, ce qui conduit à l'augmentation des déficits publics et à l'adoption de mesures d'austérité extrême.

Le meilleur moyen de supprimer la dette créée par les banques et sa dynamique de croissance est de supprimer ou de limiter drastiquement le droit du secteur bancaire à créer de la monnaie. On peut décider que les banques ne pourront plus prêter que l'argent des épargnants aux emprunteurs, comme le public pense d'ailleurs qu'elles le font. À la différence d'une création monétaire assurée par les banques qui crée aussi de la dette, la création monétaire publique peut être injectée, hors de toute dette, directement dans l'économie pour satisfaire les besoins du public. À l'heure actuelle, les dépenses publiques doivent attendre qu'il y ait une circulation commerciale de la monnaie pour qu'il y ait un bénéfice taxable. Autrement dit, les dépenses publiques sont tributaires de la croissance du secteur commercial. De même, la plupart des gens ne peuvent pas produire eux-mêmes les biens et services dont ils ont besoin. Ils doivent d'abord travailler dans des sociétés à but lucratif ou des organismes publics qui se financent grâce aux profits générés par leur activité pour avoir accès à la monnaie.

Les propositions qui vont dans le sens de la monnaie publique comme ressource publique visent à placer la création monétaire sous contrôle

démocratique par le biais d'un budget monétaire national ou d'une autorité monétaire indépendante. La monnaie publique serait créée sans dette et injectée directement dans l'économie. La mise en circulation d'une quantité suffisante de monnaie permettrait d'assurer l'approvisionnement de la société et le déploiement d'une activité économique tournée vers la satisfaction des besoins. La création de monnaie publique pourrait se faire selon des modalités variées, à l'échelon local, régional, national ou international. La création monétaire pourrait financer des dépenses publiques essentielles comme la santé et les services associés au *care*, ou encore les énergies à faible émission de carbone. Pour donner de la souplesse à l'économie, la monnaie pourrait être créée sous la forme d'un revenu de base ou sous la forme d'un fonds pour l'investissement social ou pour le développement économique communautaire. La monnaie publique créée pourrait être mise à la disposition des banques commerciales à condition qu'elle soit utilisée dans l'intérêt général. L'impôt garderait encore une fonction. Il servirait à retirer de la monnaie en circulation en cas de menace inflationniste. Il pourrait également servir à encourager une utilisation plus efficace des ressources naturelles ou à redistribuer la richesse.

L'idée de monnaie publique répond à la nécessité de soustraire la monnaie aux formes de contrôle mues par la recherche du profit et la croissance pour la restituer au public, à qui elle appartient, mais qui en exercerait désormais le contrôle démocratique, dans le respect des principes de durabilité écologique et de justice sociale.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Mary Mellor, *The Future of Money. From Financial Crisis to Public Resource*, Londres, Pluto Press, 2010.
2. James Robertson, *Future Money. Breakdown or Break through ?*, Totnes, Green Books, 2012.

3. Josh Ryan-Collins, Tony Greenham, Richard Werner et Andrew Jackson, *Where Does Money Come From ? A Guide to the UK Monetary and Banking System*, Londres, New Economic Foundation, 2011.
4. Geoffrey Ingham, *The Nature of Money*, Cambridge, Polity, 2004.
5. Andrew Jackson et Ben Dyson, *Modernising Money. Why our Monetary System Is Broken and How it Can Be Fixed*, Londres, Positivemoney, 2013.

**ARTICLES LIÉS**

Care
Croissance
Dette (audit de la)
Revenu de base et revenu maximum

MONNAIES COMMUNAUTAIRES

Kristofer Dittmer



L'argent se définit conventionnellement par ses trois fonctions : unité de compte, moyen d'échange et réserve de valeur. La monnaie fait référence à la fonction d'échange. Les monnaies communautaires sont des monnaies non conventionnelles, elles ne sont pas déclarées comme monnaies officielles nationales et n'ont donc pas de cours légal. Les monnaies communautaires sont créées dans des buts précis. Avec des connotations différentes, elles désignent des monnaies locales, des monnaies complémentaires ou des monnaies alternatives. Il serait peu avisé d'en donner une définition stricte. Quoi qu'il en soit, l'expression se réfère le plus souvent à des monnaies créées par la société civile, parfois par les autorités publiques, et circulant à des niveaux infranationaux.

À partir du début des années 1980, la circulation expérimentale de monnaies communautaires se fait à une échelle sans précédent depuis la

Grande Dépression. Les cinq exemples contemporains les plus significatifs sont les LETS (Local Exchange Trading System or Scheme – Systèmes ou dispositifs commerciaux d'échanges locaux), les banques du temps, les HOURS, les monnaies de troc, et les monnaies locales convertibles¹. Le mouvement écologique en a étendu l'usage. Elles incarnent alors des principes écologiques comme ceux d'Ernst Friedrich Schumacher (*Small Is Beautiful*) ou de l'économie locale. L'héritage idéologique des monnaies communautaires remonte au moins au XIX^e siècle, avec les socialistes utopistes Robert Owen et Pierre-Joseph Proudhon et leurs tentatives de construction de marchés plus progressistes par le biais d'innovations monétaires. Les expériences contemporaines d'utilisation de monnaies communautaires au sein de la gauche peuvent être vues comme une réévaluation des approches fondées sur le marché suite à l'échec de la planification centralisée des pays socialistes. Les monnaies communautaires sont également promues par des libertariens comme Edwin Clarence Riegel sous le nom de « systèmes de crédit mutuel ».

La pertinence des monnaies communautaires pour la décroissance dépend de ce qu'on entend par décroissance. Cette dernière peut désigner la rupture intentionnelle avec une société fondée sur la croissance, dans le but d'empêcher la destruction de l'environnement et les souffrances humaines. Dans le contexte d'une crise à long terme du capitalisme global qui se manifeste par des baisses chroniques de la croissance (un scénario que de nombreux partisans de la décroissance considèrent comme très probable dans un futur pas si éloigné), la décroissance peut aussi être pensée comme une transition socialement équitable vers une société sans croissance. Dans la mesure où les expériences contemporaines de monnaies communautaires ont pris place au cœur des oscillations ordinaires du capitalisme, ce qu'on sait de leurs performances se rattache plus au premier scénario qu'au second. D'après ces expériences, les monnaies communautaires n'ont pas favorisé de façon significative une quelconque rupture volontaire avec la croissance. Leur potentiel vis-à-vis de cette forme de rupture décroissante peut être évalué en fonction de quatre critères, qui font aussi partie des motivations le plus souvent avancées pour

mettre en place un système de monnaie communautaire et y prendre part : le *renforcement communautaire*, en réactivant et améliorant les réseaux sociaux locaux ; le développement d'un *autre système de valeurs* (remettant en cause les valeurs dominantes concernant les groupes ethniques, les classes, le genre et la nature) par le biais des échanges économiques ; la promotion de *moyens de subsistance alternatifs*, la plus grande autonomie dans l'activité productive affaiblissant l'impératif de recherche d'emploi quelles qu'en soient les conséquences écologiques ; enfin, l'*éco-localisation*, à savoir l'implantation locale motivée de façon écologique et politique des réseaux de production et de consommation. Une étude universitaire récente sur les LETS, les banques du temps, l'HOOR d'Ithaca et les monnaies locales convertibles a établi que le fondement de leur utilité pour une décroissance de rupture était très faible au vu de leurs résultats sur ces quatre critères.

La pertinence des monnaies communautaires pour une décroissance obéissant au second scénario, celui d'une transition, relève plus de la spéculation dans la mesure où il n'existe pas de précédent de crise du capitalisme à long terme. L'expérience suggère cependant que les monnaies communautaires sont susceptibles de jouer un rôle dans des situations où les restrictions de l'accès à la monnaie conventionnelle entraînent une frustration généralisée des besoins et l'inactivité des capacités productrices. L'utilité des réseaux de troc pendant la crise de 2001-2002 en Argentine en est le parfait exemple². Cependant, ces réseaux étaient largement fondés sur les échanges de biens domestiques d'occasion que la classe moyenne avait accumulés au cours des années de relative opulence. Après avoir été submergés, ces réseaux se sont effondrés en partie à cause de l'épuisement de ces réserves. Heureusement, les autorités ont instauré des mesures d'aides sociales à cette étape de la crise. L'atténuation d'une crise à plus long terme, où il faudrait alors s'attendre à des mesures sociales de moindre ampleur, exigerait un impact positif beaucoup plus important sur de plus grands secteurs de production que n'ont eu les monnaies de troc argentins.

L'adoption d'une monnaie communautaire par les secteurs de production classiques devra résoudre la contradiction entre l'accès accru aux ressources qui va de pair avec une circulation à grande échelle et les difficultés de gestion des monnaies. L'expérience montre que l'utilisation de monnaies communautaires n'a pu échapper à cette contradiction, dans une certaine limite, qu'en s'adossant à la monnaie officielle nationale, une situation qui n'est pas soutenable en cas de crise monétaire. En Argentine, la circulation à grande échelle des monnaies qui ont servi à une écrasante majorité des participants s'est enrayée et a débouché sur une hyperinflation à cause d'une mauvaise gestion monétaire et de l'émission massive de monnaie de contrefaçon. Cela montre que les systèmes monétaires à grande échelle nécessitent de grandes quantités de ressources financières et logistiques et que, de façon générale, ils n'ont été historiquement stables que lorsqu'ils ont été instaurés par les États. Cela laisse peu de perspective au maintien de systèmes monétaires significatifs en position de résistance contre l'État. Cela dit, en Argentine, quelques petits réseaux ont perduré malgré l'effondrement des réseaux plus importants. Une fois le plus dur de la crise passé, ces réseaux ne servaient plus qu'à une poignée de personnes, et souvent pour des raisons sociales plutôt qu'économiques. En cas de crise à plus long terme, les petits réseaux pourraient peut-être jouer un rôle plus durable. Leur potentiel pour une gestion démocratique, contrairement aux réseaux à grande échelle incontrôlables, continue d'intéresser de nombreux partisans de la décroissance. En cas de crise durable du capitalisme où une grande partie de la population délaissée par les gouvernements et les capitalistes devra se débrouiller par elle-même, les monnaies communautaires pourraient se révéler particulièrement utiles.

(traduction : Nouannipha Simon)

NOTES

1. Voir Peter North, *Local Money. How to Make it Happen in Your Community*, Totnes, Transition Books, 2010.

2. Voir Georgina M. Gómez, *Argentina's Parallel Currency. The Economy of the Poor*, Londres, Pickering & Chatto, 2009 et Peter North, *Money and Liberation. The Micropolitics of Alternative Currency Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007.



ARTICLES LIÉS



Capitalisme
Croissance
Imaginaire (décolonisation de l')
Monnaie publique

NÉORURAUX

Rita Calvário et Iago Otero



Les néoruraux sont des citoyens qui s'installent à la campagne pour adopter un mode de vie pionnier tourné vers l'agriculture ou l'artisanat. Ils sont en quête d'une vie plus simple, autosuffisante, autonome (libérée du travail salarié et du marché), proche de la nature et écologique. Ils s'inscrivent dans une critique de la culture matérialiste dominante, des pratiques agricoles modernes et de la mondialisation des systèmes agroalimentaires. Les néoruraux envisagent leur choix comme un projet de vie et un mode de transition sociale vers la durabilité écologique. À ce titre, ils peuvent être considérés comme les acteurs d'une stratégie diversifiée de changement socioécologique vers la décroissance.

L'agriculture biologique à petite échelle, la relocalisation de la production et de la consommation, les économies et les réseaux alternatifs sont quelques-unes des qualités que les néoruraux associent au terme de « rural ». Ces

qualités s'opposent à d'autres représentations de la ruralité (par exemple celles de l'agro-industrie). Si les radicaux de la ruralité fondent souvent leur discours sur un antagonisme rural-urbain, les liens avec la « ville » établis par le biais des économies et réseaux alternatifs sont chose courante.

Le retour à la terre n'est pas nouveau en Occident. Depuis l'avènement du capitalisme, la « campagne » a servi de support à la critique de l'abstraction rationaliste, de la marchandisation de la terre et du travail, de l'État et la politique modernes et de la décomposition des liens sociaux. Ces critiques, qui tiennent une grande place dans le discours de la décroissance, ont été exprimées de différentes façons par différents acteurs. La campagne est ainsi le lieu où l'élite pleure un passé révolu, mais c'est aussi, pour les utopies socialistes ou libertaires, la matrice d'un nouvel ordre social. La campagne reste un havre loin des conditions dégradantes imposées par le travail industriel et la vie urbaine. Les États se sont également faits les promoteurs d'une migration vers les campagnes, d'un capitalisme agraire à petite échelle, ou d'une « paysannerie » indifférenciée comme moyen de reporter le coût de la reproduction sociale sur l'autosubsistance, de réduire les prestations et de résorber l'agitation urbaine en période de crise.

Les années 1960 et 1970 ont été un tournant pour les idéaux du retour à la terre, la restructuration du capitalisme et l'évolution de la ruralité. Le mouvement hippie et Mai 68 ont produit une vague de néoruraux concomitante au processus plus général de contre-urbanisation, c'est-à-dire la migration vers les zones rurales de citoyens attirés essentiellement par une meilleure qualité de vie, sans aucune motivation contre-culturelle. Le retour à la terre fait écho au développement d'une conscience écologique, à une réaction au consumérisme et aux discours sur les limites de la croissance suite aux chocs pétroliers des années 1970. Il était inspiré par un retour tant à la « nature » qu'à une société rurale idéalisée comme moyen de rejeter le fétichisme de la marchandise, l'aliénation du travail salarié et les valeurs modernes du progrès et des avancées technologiques. Certaines de ces expériences et de ces communautés néorurales se sont dissoutes pour différentes raisons (conflits internes, désenchantement,

dettes, ou pauvreté), mais d'autres se sont développées et existent encore aujourd'hui.

La pérennité du mouvement s'explique en partie par l'implication des néoruraux dans cette campagne qui devient espace de loisir pour une population urbaine en augmentation. Soumises à la progression de l'économie de services et du consumérisme, avec les modes de vie, les spécificités et la culture qui y sont associées, les zones rurales ont évolué. Paradoxalement, les néoruraux ont peut-être été les pionniers d'une gentrification de l'espace rural et de sa marchandisation, contribuant à la (re)production de la « nature » et de la « ruralité » comme valeurs soumises aux exigences nouvelles de consommation. L'intégration à de nouveaux marchés des activités liées dans un premier temps à une démarche néorurale radicale, et l'accès aux subventions publiques permettant de recréer une ruralité de carte postale ont largement contribué à cette récupération. Ces exemples sont révélateurs de la manière dont la critique de l'aliénation de la vie quotidienne des années 1960 a été récupérée par un « nouvel esprit du capitalisme » apparu à partir du milieu des années 1970. Les idées d'autonomie, de réseau, de créativité, de flexibilité, d'initiative individuelle et de liberté ont été intégrées au discours (néolibéral) dominant. Privée de son terreau anticapitaliste originel, la critique sociale néorurale a perdu de sa force.

Les néoruraux ont perdu d'autres manières : l'émergence des économies et des réseaux alternatifs a permis la critique des systèmes agro-industriels de plus en plus mondialisés. Selon certains auteurs, les économies et réseaux alternatifs créent des espaces à l'extérieur du capitalisme et constituent des contre-pouvoirs locaux qui résistent à l'hégémonie idéologique du capitalisme et la détournent. On peut ainsi regarder les expériences et les projets néoruraux comme des façons de bâtir un nouvel imaginaire pour une société (post-capitaliste) décroissante. À l'opposé, d'autres auteurs affirment que tout projet qui renforce les notions de souveraineté du consommateur, d'incapacité de l'État et de communautés organisées et autosuffisantes ne fait que reproduire les subjectivités et les pratiques

du néolibéralisme. Ou encore, que vivre au sein d'un marché capitaliste hautement compétitif fait qu'il est très difficile pour les projets alternatifs d'affirmer durablement leur différence. Autre critique, en restant à une petite échelle locale et marginale, de telles initiatives sont incapables de mettre en cause l'agriculture conventionnelle, les canaux de distribution et les causes premières de l'inégalité d'accès à une alimentation de qualité. En outre, l'autosuffisance au niveau microéconomique peut également faciliter l'accumulation du capital à un niveau macroéconomique.

Les néoruraux sont en mesure d'opérer la transformation du modèle agroalimentaire dominant et d'endiguer la marchandisation des campagnes. Cette capacité fait d'eux les acteurs d'une transition vers la décroissance. Le défi est de transcender leur statut de fraction résiduelle du système agro-industriel et de l'espace rural. Dans ce but, et face au risque de récupération, l'action politique semble indispensable. Elle doit s'appuyer sur des alliances stratégiques avec d'autres acteurs et viser à l'émancipation des rapports sociaux de type capitaliste. Davantage que la forme des expériences locales, c'est leur orientation qui importe. Ouvrir de petites fenêtres d'émancipation nourrit l'imaginaire de la décroissance et motive les individus. Mais dans un marché capitaliste mondialisé, penser l'émancipation comme une possibilité concrète suppose l'organisation d'une lutte collective étendue en vue d'un changement social. Dans cette lutte, les réseaux d'expériences locales peuvent jouer un rôle crucial. L'action en réseaux a montré sa force dans les luttes contre la spéculation foncière, la privatisation des ressources, la gentrification et la marchandisation de l'espace rural, et l'expansion de l'agro-industrie. Cette lutte en réseaux devient possible quand les localités et leurs habitants acquièrent une capacité de résistance et la développent. Ces mouvements sociaux liés à la terre doivent impérativement reprendre possession des biens communs. Il ne s'agit pas ici d'une défense de leurs intérêts propres, mais de transcender les rapports capitalistes de la propriété privée et de reconnecter les habitants avec leurs territoires.

(traduction : Estelle Renard)

ARTICLES LIÉS

Autonomie
Biens communs
Capitalisme
Écocommunautés
État
Imaginaire (décolonisation de l')
Limites sociales de la croissance
Marchandisation

NÉO-UTOPISTES

Chris Carlsson



Les bricoleurs, les inventeurs, les improvisateurs qui abordent en artistes des tâches importantes mais ignorées ou sous-évaluées par la société marchande, voilà ceux que j'appelle les « néo-utopistes » (*nowtopians*)¹. Le rapport au travail des néo-utopistes se fonde sur des pratiques apparues au cours des dernières décennies. Il révèle un courant de fond, une politique de classe auto-émancipatrice qui sort du contexte traditionnel du salariat. Ces pratiques comprennent des activités comme le jardinage urbain, les coopératives de réparation de bicyclettes, les collectifs de hackers qui se consacrent au développement de logiciels libres et à l'amélioration de la communication en réseaux, les fabricants de vêtements recyclés, les coopératives de biocarburants, et bien d'autres encore. Ce qui caractérise nombre de ces activités, c'est que les gens utilisent leur temps et leur savoir-faire en dehors du marché. Par ce travail gratuit, ils se réapproprient le flux de déchets du capitalisme moderne tout en exploitant la technologie

d'une manière originale. Plus largement, ils inventent les fondements sociaux et technologiques d'un mode de vie post-capitaliste. Conscients des dommages inhérents aux relations commerciales, de plus en plus de gens créent des réseaux d'activités qui excluent l'argent comme moyen de mesure. Les activités des néo-utopistes convergent vers le mouvement pour la décroissance, même si cela n'est pas explicitement affirmé. Quand des gens soustraient leur temps et leur savoir-faire au marché et décident par eux-mêmes de l'emploi de leurs forces, ils court-circuitent la logique de l'économie de marché qui repose sur la croissance infinie. Ils « sortent de l'économie », ce qui est le mot d'ordre de la décroissance. Le recyclage de matériaux issus du flux de déchets du capitalisme marque aussi l'avènement d'une activité productive située par définition hors du champ de la « croissance ».

Le travail autonome extérieur au salariat peut être analysé en termes de classe, et même d'une société sans classe. Les deux composantes primordiales sont le *temps* et la *technosphère*. Les gens se consacrent à des activités menées en dehors de leur emploi, pendant ce qu'on appelle le temps « libre ». Ces pratiques, qui sont souvent chronophages et éreintantes, exigent le partage et l'aide mutuelle et fondent les prémises de nouvelles formes de communautés. Elles signalent une « recomposition » de la classe ouvrière, même si la plupart des intéressés n'approuveraient pas ce paradigme. Parce qu'ils s'approprient des technologies en vue d'objectifs qu'ils ont eux-mêmes définis, les activités de ces « ouvriers » qui ont mieux à faire que de se consacrer à leur emploi transcendent (en partie) la prison du salariat². Une fois libérés des contraintes du salariat et de l'arbitraire de la hiérarchie, les gens *travaillent dur*. Ce sont des bricoleurs et des forgerons qui travaillent dans les flux de déchets et les « brèches » du capitalisme actuel³, inventant de nouvelles pratiques tout en redéfinissant le but de la vie.

Dans une société qui se targue si fort d'être démocratique, le débat public sur notre plus grand secret public, le travail, est rare. Il n'existe aucun contrôle public sur les décisions fondamentales qui conditionnent nos

vies : *quel* travail on fait, *comment* on le fait, avec qui ; ou plus largement, quelle est la nature de la recherche scientifique, pour quels types de technologies peut-on opter ou non (les réponses reposant sur l'expression publique des conséquences de tels ou tels choix), etc. C'est dans cette faille que naît la société de classes, une séparation qui rend la plupart d'entre nous étrangers au monde que nous (re)produisons par notre travail.

En utilisant la technologie de façon créative et expérimentale, les néo-utopistes sont impliqués dans une guérilla pour la direction de la société. Par une myriade de comportements, de manière « invisible », ils améliorent la vie ici et maintenant, mais jettent aussi, techniquement et socialement, les bases d'un authentique mouvement de libération de la vie dominée par le marché.

Dans sa marche implacable, le capitalisme s'efforce d'enfermer chaque centimètre carré de la planète dans la logique de l'argent et du marché et de coloniser jusqu'à nos esprits pour contrôler nos désirs et nos comportements. Mais en parallèle, on voit naître de nouvelles pratiques qui redéfinissent la politique et libèrent des espaces où règne l'imprévisible. Abandonnant les formes politiques traditionnelles comme les syndicats et les partis, les gens se rassemblent autour de projets pratiques.

La même inventivité, le même génie créatif qu'on attribue à tort au capital et aux affaires sont à l'œuvre dans l'écologie planétaire. Alors que menacent les catastrophes globales (dont beaucoup pourraient être évitées si l'on s'y attaquait vraiment), amis et voisins agissent localement et redessinent nombre des fondements technologiques essentiels de la vie moderne. Ces conceptions nouvelles s'élaborent dans des « Recherche et Développement » de garages et d'arrière-cours, à partir des débris de la vie moderne. Nos biens communs contemporains ont l'aspect de bicyclettes hors d'usage et d'huiles de friture usagées, des locaux vacants et d'accès libre au Net. Structures Really, really Free Market (fondé sur la gratuité et le don), anti-marchandises, festivals, services gratuits, ce sont là les produits créatifs d'une anti-économie en cours d'élaboration par des

gens inventifs, coopérant librement. Ces derniers n'attendent pas qu'un changement institutionnel tombe du ciel, ils bâtissent un monde nouveau dans la gangue de l'ancien.

Ce qui est à l'œuvre dans le mouvement des néo-utopistes, ce n'est pas une lutte pour l'émancipation des travailleurs dans le cadre de la division du travail capitaliste (le mieux qu'on puisse espérer de la stratégie des syndicats, *si* on leur accorde le bénéfice du doute). Ce sont des gens qui refusent cette vie écartelée entre vide et surmenage que leur impose un marché précaire gouverné par la croissance. Ils cherchent à s'émanciper pour n'être plus seulement des travailleurs. Une minorité croissante *travaille* à descendre du train sans fin du consumérisme et du surmenage. Ainsi, pour beaucoup, le temps est plus important que l'argent. L'accès aux biens marchands a permis d'inciter les gens à se plier à la dictature de l'économie. Mais ici et là, dans de petits îlots, le pouvoir de séduction de la vaine richesse matérielle s'effrite, et avec lui, la discipline imposée par la vie économique.

Telle est bel et bien la base d'une politique de la décroissance. La logique imposée par une économie sans visage se voit contredite par l'affirmation quotidienne d'une subjectivité et d'une productivité créative qui se manifeste à l'extérieur du marché. La décroissance, dans ce contexte, ne signifie pas la fin du bien-être matériel, mais la réorganisation réfléchie de l'activité humaine de façon à moins travailler, moins gaspiller, disposer de tout ce dont on a besoin et envie, et jouir pleinement de la vie. Les seules personnes en mesure de réorganiser ainsi la vie sont celles qui, aujourd'hui encore, participent à la reproduction de la société capitaliste mondiale. En d'autres termes, nous ne pouvons réussir que tous ensemble. Reprendre le contrôle de nos vies et de nos actions est un premier pas hors de la croissance sans fin, le premier pas essentiel vers une société qui embrasse la décroissance.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir Chris Carlsson, *Nowtopia. How Pirate Programmers, Outlaw Bicyclists, and Vacant-Lot Gardeners Are Inventing the Future Today*, Oakland, AK Press, 2008.
2. Voir André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.
3. Voir John Holloway, *Crack Capitalism. 33 thèses contre le capital*, Paris, Libertalia, 2012.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
 Biens communs numériques
 Capitalisme
 Coopératives
 Croissance
 Imaginaire (décolonisation de l')
 Jardinage urbain
 Marchandise (frontières de la)
 Syndicats

NOUVELLE ÉCONOMIE

Tim Jackson



Notre société est face à un profond dilemme : résister à la croissance risque d'entraîner un effondrement économique et social, mais la recherche à tout prix met en péril les écosystèmes nécessaires à notre survie à long terme. De toutes parts, l'appel à relancer la consommation et à faire redémarrer la croissance a été la réponse à la récession. Ceux qui ont remis en question le consensus ont été promptement dénoncés comme des révolutionnaires cyniques ou des luddites modernes.

Face à la menace de ce croque-mitaine un peu fumeux, le redémarrage de la croissance semblait aller de soi. La seule perspective de s'écarter un tant soit peu de cette voie toute tracée a été d'imaginer qu'on parviendrait à faire sortir de cette crise un « nouveau moteur de la croissance », selon l'expression d'Achim Steiner du Programme des Nations unies pour

l'environnement (PNUE). La croissance verte est devenue le Saint Graal de la reprise économique.

Cette idée demeure, en substance, un appel au découplage dont le principe est que la croissance continue d'augmenter, tandis que le taux d'utilisation des ressources (et, si tout va bien, les flux de production) décline. Cependant, le découplage repose sur un rêve technologique : l'espoir que, d'ici 2050, sur une planète de 9 milliards d'habitants aspirant tous à un mode de vie occidental, nous parviendrons par miracle à diviser par 130 l'impact carbone de chaque dollar produit. Par contraste, dans l'idée d'économie verte est au moins esquissé le schéma de ce que pourrait être une autre économie. Celui-ci fournit un aperçu de ce que les gens achèteraient et de ce que vendraient les entreprises de cette nouvelle économie. Son concept fondateur est la production et la vente de « services » dématérialisés plutôt que de « produits » matériels.

De toute évidence, il ne peut s'agir simplement d'une « économie basée sur les services » comme celles qui caractérisent certains pays occidentaux ces dernières décennies. Elles se sont élaborées en diminuant les industries manufacturières lourdes, en continuant à importer des biens de consommation et en étendant les services financiers pour payer ces importations.

Qu'est-ce qui constitue au juste l'activité économique productive dans cette nouvelle économie ? La vente de « services énergétiques », à coup sûr, plutôt que de ressources énergétiques. La vente de mobilité plutôt que de voitures. Le recyclage, la réutilisation, la location, éventuellement les cours de yoga, la coiffure ou le jardinage urbain, tant ces activités ne nécessitent pas de bâtiments, ne courent pas après la dernière mode ou n'obligent pas à se déplacer en voiture. L'humble balai y serait, par exemple, toujours préféré au diabolique « souffleur de feuilles ».

La question fondamentale est la suivante : à partir de ces activités, peut-on réellement générer assez d'argent pour maintenir la croissance de

l'économie ? À dire vrai, nul ne le sait. À aucun moment dans l'histoire, nous n'avons évolué dans de telles économies. Pour l'instant, cela ressemble fort à quelque chose que l'opinion publique néolibérale qualifierait dédaigneusement d'« économie basée sur les yourtes », mais avec des yourtes de plus en plus chères.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'il faille se débarrasser complètement de la vision qui sous-tend cette proposition. Quel que soit son aspect, cette nouvelle économie devra être fondée sur des activités non polluantes, qui emploient des gens dans des conditions de travail contribuant à l'épanouissement humain. Voilà ce que l'on peut déjà dire avec certitude.

Plutôt que de prendre la croissance comme point de départ, peut-être devrions-nous d'abord déterminer à quoi nous voudrions qu'une nouvelle économie ressemble et comment elle devrait se comporter. De toute évidence, la stabilité ou la capacité à se régénérer doit jouer un rôle. Les économies qui s'effondrent menacent instantanément l'épanouissement humain. On sait aussi que l'égalité est importante. Les sociétés inégalitaires conduisent à une compétition positionnelle improductive, sapent le bien-être, non seulement de manière directe, mais aussi en affaiblissant notre sentiment de citoyenneté partagée.

Le travail – et pas juste l'emploi rémunéré – aura toujours une place importante dans cette nouvelle économie. Cela est crucial, pour toutes sortes de raisons. Outre le rôle évident de l'emploi rémunéré dans la constitution de moyens de subsistance, le travail est un élément de notre participation à la vie de la société. À travers le travail, nous créons et recréons le monde social et y trouvons une place légitime.

Enfin, il est surtout capital que l'activité économique trouve ses limites dans celles fixées par l'écologie. Les limites d'une planète finie doivent être intégrées directement dans ses principes de fonctionnement. La valorisation des services écosystémiques, l'écologisation de la comptabilité nationale, l'identification d'une fonction de production écologiquement

limitée : toutes ces actions seront à coup sûr déterminantes pour le développement d'un cadre économique durable.

Au niveau local, il est également possible d'identifier les quelques conditions opérationnelles simples que devront remplir ces nouvelles activités économiques. Ces activités peuvent être qualifiées d'« initiatives écologiques » si elles remplissent trois critères simples :

- ~ elles contribuent à l'épanouissement humain ;
- ~ elles soutiennent la communauté et fournissent des moyens décents de subsistance ;
- ~ elles consomment aussi peu de matériaux et d'énergie que possible.

Il convient de noter que les produits de l'activité économique ne sont pas les seuls à devoir contribuer de façon positive à l'épanouissement. Ce doit également être le cas de la forme et de l'organisation de nos systèmes d'approvisionnement. Les entreprises écologiques doivent s'appuyer sur le ferment des communautés et viser le bien-être social à long terme, et non l'inverse.

Il est intéressant de remarquer que ces entreprises écologiques ont une sorte de précurseur. On trouve déjà les germes de la nouvelle économie dans les initiatives sociales locales et communautaires : projets d'énergie communautaires, marchés de producteurs locaux, coopératives de *slow food*, clubs de sport, bibliothèques, centres locaux de santé et de remise en forme, services locaux de réparation et d'entretien, ateliers d'artisanat, centres d'écriture, sports nautiques, cours de musique et de théâtre. Et oui, peut-être même le yoga (ou les arts martiaux ou la méditation), la coiffure et le jardinage.

On y trouve souvent un sentiment de bien-être et d'accomplissement plus grand, à la fois comme producteurs et comme consommateurs, que dans le système économique chronophage, matérialiste et consumériste qui est le nôtre. Il est donc ironique que ces initiatives sociales et locales soient à

peine prises en compte dans l'économie actuelle. Négligées, rejetées aux marges de la société de consommation, elles sont en quelque sorte les Cendrillon de l'économie.

Certaines d'entre elles ne sont même pas considérées comme des activités économiques au sens strict. Elles emploient parfois des gens à temps partiel ou sur la base du volontariat et exigent souvent une main-d'œuvre abondante. Si elles contribuent en quoi que ce soit au PIB, le rendement du travail y est évidemment « lamentable » (*dismal*), pour reprendre le terme dont Thomas Carlyle affublait la science économique. Si on passait complètement à des modèles de services dématérialisés, on n'immobiliserait pas immédiatement l'économie, mais il n'est pas douteux qu'on ralentirait considérablement la croissance.

On s'approche ici dangereusement de la folie qui est au cœur de l'économie consumériste obsédée par la croissance et dévoreuse de ressources. Voilà un secteur capable de fournir un travail porteur de sens, de donner à des gens la possibilité de s'épanouir, de contribuer de façon positive à la communauté et de le faire dans une certaine sobriété matérielle. Et pourtant, ce secteur est dénigré, considéré comme sans valeur parce qu'il emploie véritablement des gens.

Cette réaction en dit long sur l'obsession de la productivité du travail : elle vise à saper celui-ci, en même temps que la communauté et l'environnement. Évidemment, les améliorations de productivité ne sont pas toutes forcément mauvaises. Il y a bien entendu des lieux où il est logique d'éviter de faire appel au travail humain, surtout lorsque le travail en question y est ingrat. Mais l'idée que l'apport en travail doit toujours être minimisé va à l'encontre du bon sens.

C'est en réalité pour une très bonne raison que les services dématérialisés ne conduisent pas à une croissance de la productivité : pour une grande part, c'est l'apport humain qui constitue leur valeur. La recherche de

productivité dans des activités dont l'intégrité dépend des interactions humaines sape systématiquement la qualité de ce qu'elles produisent.

Par ailleurs, le travail lui-même est une des manières qu'ont trouvées les humains pour prendre part de façon significative à la société. Réduire cette propension, ou la qualité de l'expérience qui y est associée a un effet direct sur l'épanouissement. Dans ces conditions, la recherche incessante de la productivité n'a absolument aucun sens.

Pour résumer, il semble que ceux qui appellent de leurs vœux un nouveau moteur pour la croissance, fondé sur les services dématérialisés, ont là une sérieuse piste. Néanmoins, ils passent peut-être à côté de quelque chose d'essentiel. En effet, l'idée qu'une économie de plus en plus basée sur les services peut (ou devrait) présider à une augmentation continue de la production économique ne tient pas.

Cela dit, cette réflexion marque un net progrès. Cette nouvelle économie de Cendrillon constitue bel et bien une sorte de plan pour un nouveau genre de société. Les nouvelles entreprises écologiques permettent aux individus de s'épanouir, de subvenir à leurs besoins et de participer à la vie de la société. Elles sont source de sécurité, d'appartenance, de partage d'un projet commun, tout en permettant à chacun de s'accomplir en tant qu'individu. Et en même temps, elles offrent à la société une chance très raisonnable de pouvoir demeurer dans les limites fixées par la nature. L'économie à venir se propose véritablement d'inviter Cendrillon au bal.

(traduction : Samuel Bréan)

ARTICLES LIÉS

Coopératives
Croissance

Dématérialisation
Limites sociales de la croissance
Produit intérieur brut

REVENU DE BASE ET REVENU MAXIMUM

Samuel Alexander



Pour éliminer la pauvreté, les sociétés capitalistes comptent généralement sur l'augmentation du gâteau économique, et non sur un partage différent de celui-ci. Mais si on doit abandonner la course à la croissance pour se lancer dans un processus de décroissance via une contraction économique planifiée, il faudra s'attaquer plus frontalement à la pauvreté. Il faudra, entre autres choses, restructurer la propriété et les systèmes d'imposition pour redistribuer la richesse et s'assurer que chacun en ait « suffisamment »¹. Le revenu de base et le revenu maximum sont deux mesures politiques qui permettraient d'atteindre ces objectifs égalitaires sans se fonder sur la croissance.

Le revenu de base peut revêtir une grande variété de formes, mais l'idée centrale est relativement simple. Dans sa forme idéale et la plus radicale, toute personne qui vit en permanence dans un pays donné reçoit de l'État

un versement périodique, par exemple bimensuel, et la somme versée est suffisante pour assurer à cette personne une sécurité économique minimale lui permettant de vivre dignement. Les défenseurs de cette idée soutiennent généralement que le versement du revenu de base doit être *garanti* par l'État, *inconditionnel* – indépendant de tout travail –, et *universel*.

Certains soutiennent également qu'un revenu de base opérationnel pourrait remplacer les autres contributions de l'État – comme les allocations chômage et familiales, les retraites, etc. –, puisqu'il serait suffisant pour fournir à chacun un moyen de subsistance convenable, bien que minimal. Les mécanismes existants de protection sociale se sont révélés incapable d'éliminer la pauvreté, y compris dans les pays les plus riches. L'attrait moral du revenu de base réside dans sa capacité à s'attaquer directement à la pauvreté. Ce système se fonde sur l'idée que la distribution de la richesse doit d'abord assurer à chacun de quoi vivre dignement. Le revenu de base pourrait également comprendre des avantages non financiers, tels que les soins gratuits, ou la fourniture de nourriture, de vêtements, de logement à ceux qui en ont besoin.

La faisabilité du système de revenu de base est généralement contestée sur deux points². Selon la première objection, le fait que ce revenu soit découplé du travail donnerait naissance à une société de « resquilleurs » et aboutirait à une catastrophe économique. Mais cette objection repose sur une conception contestable de l'être humain. Si le problème des « resquilleurs » peut exister, on peut défendre l'idée que les êtres humains sont dans l'ensemble des êtres sociaux qui trouvent que participer au collectif a plus de sens et est plus gratifiant que de demeurer isolé, oisif et que de vivre en parasite. En outre, même s'il existait une minorité de non-productifs, la société pourrait supporter ce fardeau ; ajoutons même qu'elle le supporterait plus facilement qu'elle ne supporte le niveau de pauvreté actuel. Le revenu de base pourrait également comporter l'obligation d'une contribution sociale, fût-elle extérieure à l'« économie formelle ».

La seconde objection généralement adressée au revenu de base a trait à sa faisabilité financière, ce qui constitue évidemment une question pratique cruciale. On peut toutefois répondre qu'il s'agit d'une affaire de volonté politique davantage que d'un défi financier, notamment parce que l'État a le pouvoir d'émettre de la monnaie quand cela est utile ou nécessaire. Pour soulager les finances publiques et assurer une transition en douceur, le niveau des versements pourrait d'abord être faible, puis augmenter progressivement jusqu'à permettre de vivre dignement. Autre possibilité : établir un système d'impôt négatif sur le revenu, différent du revenu de base en ce qu'il consisterait en une réduction d'impôts, non pas universelle, mais réservée à ceux dont le revenu se situe en dessous du niveau de subsistance. C'est une autre solution pour apporter aux bas revenus la garantie d'un revenu minimal. Peu à peu, le système de l'impôt négatif pourrait évoluer vers un système de revenu de base.

Un système de revenu de base performant aurait une portée sociale immense et profonde. Une fois institué, non seulement il éliminerait la pauvreté et l'insécurité économique, mais il renforcerait les employés dans leurs négociations puisqu'ils ne dépendraient plus de leur salaire pour vivre et auraient par conséquent la possibilité d'exiger des conditions de travail acceptables. Les gens n'auraient plus à accepter des emplois aliénants, abusifs et dégradants pour survivre, et cette pression qui oblige à sacrifier l'autonomie sociale et politique sur l'autel de la sécurité économique tendrait à disparaître. Le revenu de base permettrait également la reconnaissance de la valeur du travail non rémunéré et des autres formes de contributions sociales, ce qui prolongerait la citoyenneté économique au-delà du marché du travail traditionnel et de l'« économie formelle ». Pour ces raisons, entre autres, le revenu de base produirait une société beaucoup plus démocratique et égalitaire qu'aucune société capitaliste ne pourra jamais le devenir, et c'est pourquoi il reçoit le soutien de nombreux partisans de la décroissance.

En plus du revenu de base ou revenu « plancher », certains partisans de la décroissance défendent l'idée d'un revenu « plafond », c'est-à-dire d'une

limite supérieure imposée à tout revenu individuel. Comme le revenu de base, cette idée, parfois appelée « revenu maximum », peut prendre différentes formes. Par exemple, le taux d'imposition pourrait augmenter progressivement pour atteindre 100 % sur tout revenu supérieur à un niveau donné. Cela éviterait d'avoir une société stratifiée avec, d'un côté, les bénéficiaires du revenu de base et, de l'autre, les super-riches. Une telle politique se justifie aussi par la masse de données qui montrent que les grandes inégalités de richesse sont socialement destructrices et que les sociétés plus égalitaires ont de meilleurs résultats sur toute une série d'indicateurs sociaux et économiques³. La recherche en sociologie fournit des arguments supplémentaires à l'idée de revenu maximum en démontrant qu'une fois les besoins primaires satisfaits, un revenu plus élevé ne contribue en rien, ou sinon très peu, au bien-être et au bonheur de l'individu⁴. Les hauts revenus n'ont pratiquement aucun impact sur le bien-être, ce qui fait du revenu maximum un moyen d'éviter le gaspillage et d'instaurer une société plus égalitaire. L'impôt provenant du système de revenu maximum pourrait constituer les fonds nécessaires au revenu de base.

(traduction : Estelle Renard)

NOTES

1. Voir Samuel Alexander, *Property beyond Growth. Toward a Politics of Voluntary Simplicity*, thèse de doctorat, université de Melbourne, 2011.
2. Voir Tony Fitzpatrick, *Freedom and Security. An Introduction to the Basic Income Debate*, New York, Palgrave, 1999.
3. Voir Kate Pickett et Richard Wilkinson, *L'égalité, c'est mieux. Pourquoi les écarts de richesse ruinent nos sociétés*, Montréal, Écosociété, 2013.
4. Voir Samuel Alexander, « The Optimal Material Threshold. Toward an Economics of Sufficiency », *Real-World Economics Review*, n° 61, 2012, p. 2-21.

ARTICLES LIÉS

Bonheur
Care
Croissance
État
Limites sociales de la croissance
Monnaie publique
Nouvelle économie

SCIENCE POST-NORMALE

Giacomo D'Alisa et Giorgos Kallis



La science post-normale (abrégée PNS pour *Post-normal science* en anglais) est une stratégie de résolution des problèmes scientifiques à laquelle on peut recourir lorsque « les faits sont incertains, les valeurs sont polémiques, les enjeux sont importants et les décisions sont urgentes »¹. De telles contraintes sont caractéristiques des problèmes écologiques, du changement climatique, en passant par le rejet et la contamination de déchets toxiques, jusqu'à l'installation de centrales nucléaires. Comme dans tous les cas revêtant une complexité éthique (comme par exemple dans la science biomédicale), les débats portant sur des mesures d'écologie, de développement et d'équité requièrent la participation d'une « communauté élargie de pairs », composée non seulement de scientifiques, mais aussi d'autres acteurs légitimes, à savoir toutes les personnes parties prenantes du problème, qui contribueront à assurer la qualité de la réflexion scientifique.

La notion de science post-normale s'appréhende plus facilement si on la compare, d'une part, à la science « pure » (fondamentale, normale) et, de l'autre, aux deux autres modes scientifiques dominants de résolution des problèmes : la science « appliquée », mue par des objectifs particuliers, et l'« expertise professionnelle ». Dans la science pure de laboratoires, les enjeux décisionnels sont négligeables, car il n'y a pas d'intervenants extérieurs et la recherche dépend (principalement) du chercheur. L'incertitude y est également très faible ; la recherche est entreprise dès lors qu'on peut (raisonnablement) espérer résoudre le problème. La science appliquée élargit le domaine de la science pure pour répondre aux besoins bien circonscrits liés à la mise en œuvre ou à l'amélioration de tel produit ou de tel processus. Mais les enjeux et l'incertitude y sont généralement faibles et peuvent être gérés le plus souvent grâce à des processus statistiques normaux. L'expertise professionnelle est encore plus large que la science appliquée et passe par le jugement et la créativité d'un « expert ». On peut par exemple comparer la science appliquée d'un chirurgien qui opère une fracture à l'expertise professionnelle d'un pathologiste ou d'un psychiatre. L'incertitude, dans l'expertise professionnelle, est plus élevée, tout comme les enjeux de la décision, puisque l'expertise est conduite pour un client dont les besoins doivent également être pris en compte.

À titre d'illustration, prenons, comme le font Funtowicz et Ravetz, le cas des barrages. Longtemps, les problèmes relatifs à la conception et l'emplacement des barrages relevaient de la science appliquée. Face à la nécessité de contrôler les inondations, le stockage d'eau et l'irrigation, les incertitudes étaient gérées scientifiquement, en s'appuyant sur des techniques statistiques. Avec l'émergence des conflits autour des barrages, l'expertise professionnelle a fait son apparition, les experts évaluant les coûts et les profits, le choix des emplacements, les impacts écologiques, etc. La prise de décision s'est intégrée au processus politique, chaque groupe impliqué mobilisant ses propres experts et consultants. Aujourd'hui, l'idée même de barrage et de croissance alimentée par l'eau est mise en question, différentes valeurs entrant en ligne de compte, les incertitudes

et les critiques concernant tous les aspects, tant hydrologiques, sociaux que religieux. C'est le domaine de la science post-normale.

Les postulats épistémologiques de la science post-normale ont d'abord été émis en 1971 dans le livre *Scientific Knowledge and its Social Problems* de Jerome Ravetz. Comme Jacques Ellul, penseur influent pour de nombreux décroissants, Ravetz critique une « science industrialisée », devenue « entrepreneuriale » et produisant une « technologie incontrôlable »². La transition de l'artisanat à la science, d'après Ravetz, a eu la même conséquence pour les scientifiques que pour les ouvriers industriels : une perte de contrôle et de direction sur leur création. Dans le cas des scientifiques, elle marque une perte d'autonomie sur leur recherche. Ravetz critique la domination des critères tels que le profit et la finance dans le domaine de la science industrielle. Ils ont réduit la science à un facteur de production et abouti à passer des formes traditionnelles de garantie de qualité basées sur le caractère et les compétences (morales) des scientifiques au souci de rentabilité et d'applicabilité technologique des résultats.

Ravetz et Funtowicz ont débuté leur collaboration dans les années 1980 et publié *Uncertainty and Quality in Science for Policy*, un livre dont la principale contribution fut la conception d'un système de notation appelé NUSAP (pour Numeral, Unit, Spread, Assessment, Pedigree – Numéraire, Unité, Dispersion, Évaluation, Pedigree). Son objectif est d'évaluer (et de garantir) la qualité des processus confrontés à l'incertitude dans les orientations politiques. L'attention des auteurs était attirée par les problèmes écologiques (mondiaux) grandissants de leur époque, eux-mêmes issus des technologies incontrôlables que Ravetz avait dénoncées dans ses précédents travaux, de la prolifération de nouvelles technologies comme le nucléaire ou les OGM et de leurs effets, comme le changement climatique. Les causes et les impacts de ces phénomènes étaient très incertains, les enjeux particulièrement élevés (allant jusqu'à la survie et le bien-être des populations humaines) et les conflits de valeurs irréductibles – arbitrer entre une génération et la suivante, entre telle communauté et

telle autre, telle espèce et telle autre... Funtowicz et Ravetz expliquent que dans de telles conditions, on ne peut plus raisonner en termes d'« énigmes » posées à la science normale. La recherche d'une « vérité » unique ne peut pas être le principe d'organisation de l'activité scientifique, puisque des valeurs irréductibles (incommensurables et difficilement comparables) sont en jeu. Par exemple, l'incertitude entourant l'élévation du niveau de la mer ne peut être réduite à l'incertitude méthodologique ou technologique, qu'une plus grande puissance de calcul permettrait de résoudre; l'évaluation des impacts de l'élévation du niveau de la mer est aussi confrontée à une incertitude épistémologique. La science post-normale révèle que la science normale (au sens de Kuhn) conduite en laboratoire et étendue à la conquête de la nature par le truchement de la science appliquée n'est plus adaptée à la résolution des problèmes écologiques mondiaux.

La « garantie de qualité » est un concept central de la science post-normale. La qualité n'est pas simplement la bonne gestion de l'incertitude, mais un processus social intégré capable de répondre aux différentes préoccupations émergeant des multiples récits du problème en jeu. La science post-normale marque un déplacement d'une rationalité substantive – le processus éclairé par la science visant à décider de la recherche de solutions optimales – à une rationalité procédurale, qui fait intervenir un processus visant à trouver des solutions communes et « satisfaisantes »³. Le processus d'évaluation par les pairs de la science normale est nécessaire, mais pas suffisant dans le cadre de la science post-normale. Une communauté élargie de pairs doit en garantir la qualité. Non seulement les experts reconnus de telle ou telle discipline, mais un groupe élargi de non-initiés désireux de participer à la résolution du problème doivent y prendre part. Au lieu d'une communauté d'experts, ce déplacement permet de confier les décisions où entre en jeu la question de la durabilité à une « communauté experte », un groupe élargi de pairs constitué au cours du processus d'évaluation. Cette communauté experte doit pouvoir considérer, simultanément, une configuration de « faits étendus », incluant une pluralité de savoirs (scientifiques, indigènes,

locaux, traditionnels), de valeurs (sociales, économiques, écologiques, éthiques) et de croyances (matérielles, spirituelles) qui, ajoutée aux « faits scientifiques » traditionnels, éclaire l'analyse du problème en jeu. La science appliquée et l'expertise professionnelle peuvent faire partie de l'activité dans son ensemble, mais elles ne doivent plus dominer le processus de décision. Et ne nous y trompons pas : il existe encore de nombreux contextes où la science normale, la science appliquée ou l'expertise professionnelle peuvent, séparément, se révéler appropriées; mais pas dans le cas des problèmes environnementaux, sociaux ou économiques les plus urgents.

Jusqu'à présent, les décroissants ont mis en cause le statut de détenteur de vérité des scientifiques, particulièrement des « économistes », dont l'expertise et les prétentions à la vérité ont eu tendance à coloniser et à dépolitiser la sphère sociale. Pourtant, la réflexion sur le rôle de la science et la façon dont elle pourrait contribuer à résoudre les problèmes dans l'hypothèse d'une société de décroissance reste limitée. La capacité de la science à résoudre les problèmes demeure un enjeu important de la transition vers la décroissance, par exemple pour parvenir à déterminer les modes d'action socioécologiques pertinents, et elle restera essentielle, même dans une hypothétique société de décroissance, une société plus modérée et qualitativement différente ayant malgré tout à gérer l'héritage de notre génération, les barrages, les centrales nucléaires, les déchets toxiques et la transformation du climat. Pour plusieurs raisons, toute réflexion concernant la « science dans une société décroissante » ne peut partir que de la science post-normale.

Premièrement, parce qu'il existe un lien fort entre la communauté des décroissants et celle des économistes écologistes où évolue la science post-normale. Une nouvelle génération de décroissants, dont beaucoup ont étudié l'économie écologique, est déjà imprégnée du raisonnement épistémique de la science post-normale. La praxis même des conférences internationales sur la décroissance est inspirée de l'idéal de la science post-normale, dans une volonté de se débarrasser des experts *ex cathedra* et de

créer une « communauté élargie d'évaluation par les pairs » dans le cadre de la recherche sur la décroissance⁴.

Deuxièmement, la dénonciation de la technologie incontrôlable de Ravetz fait écho aux théories fondamentales de la décroissance. Les bases épistémologiques de la science post-normale rejoignent les critiques portées par la décroissance en matière de technologie, comme celle du monopole radical exercé par la technologie à grande échelle énoncée par Ivan Illich, ou l'appel de Jacques Ellul à s'affranchir d'un « système technicien » devenu autonome, un système autoréférentiel où le fait même de découvrir est une fin en soi.

Troisièmement, la démocratisation de la science prônée par les défenseurs de la science post-normale est conforme à l'appel des décroissants pour une refonte des institutions (prétendument) démocratiques des sociétés occidentales, qui comprennent les institutions scientifiques qu'il s'agit de soustraire à l'emprise des experts.

Enfin, et surtout, le dialogue, l'engagement en valeur, la pluralité de perspectives légitimes, la reconnaissance de l'incertitude et l'éradication du monopole des experts dans les décisions collectives sont des principes fondamentaux tout autant de la science post-normale que de la décroissance.

(traduction : Xavier Kemmlein)

NOTES

1. Silvio O. Funtowicz et Jerome R. Ravetz, « Uncertainty, Complexity and Post Normal Science », *Environmental Toxicology and Chemistry*, vol. 13, n° 12, 1994, p. 882.
2. Voir Jerome R. Ravetz, « Postnormal Science and the Maturing of the Structural Contradictions of Modern European

- Science », *Futures*, vol. 43, n° 2, 2011, p. 142-148.
3. Voir Mario Giampietro, *Multi-Scale Integrated Analysis of Agroecosystems*, Londres, CRC Press, 2003.
 4. Voir Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Christos Zografos, « Introduction », in *Degrowth Futures and Democracy*, *Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 515-523.

**ARTICLES LIÉS**

Anthropocène
Autonomie
Biens communs
Climat
Convivialité
Dépolitisation
Imaginaire (décolonisation de l')

SYNDICATS

Denis Bayon



Dans les pays occidentaux – et partout dans le monde –, les principaux syndicats de travailleurs s’opposent aux idées de décroissance économique pour des raisons aussi bien historiques que pragmatiques. Depuis qu’il est devenu évident que ne se produirait aucune révolution prolétarienne sur le mode du « grand soir », les syndicats de travailleurs ont de plus en plus agi comme des organisations réformistes en faveur du plein emploi et de l’augmentation de la part des salaires dans la valeur économique. Dans les économies modernes, cette stratégie rencontra d’indéniables succès entre 1950 et 1980, avec pour résultat une forte réduction de la pauvreté de masse et des inégalités sociales. Mais même lorsque des syndicats de lutte de classes continuèrent de se battre pour le développement d’institutions non capitalistes (sécurité sociale, services publics de santé, d’éducation...), ils ne firent jamais la critique de la

croissance économique et de la division sociale et technique du travail, ainsi que de leurs conséquences écologiques de plus en plus importantes.

La violence de la crise du régime économique capitaliste, particulièrement depuis la crise financière de 2008, a tiraillé les syndicats dans deux directions opposées. D'une part, confrontés à des destructions d'emplois et des faillites d'entreprises inconnues depuis longtemps, les principaux syndicats sont moins que jamais ouverts aux idées de décroissance et de « frugalité partagée ». À court terme, ils ont classiquement concentré tous leurs efforts à défendre les emplois et les salaires et ont soutenu la nécessité de mener des politiques de relance de la croissance. D'autre part, de nouvelles alliances émergent toutefois entre certains syndicats et des militants de la décroissance. Celles-ci impliquent des syndicats de taille réduite, voire marginaux, historiquement opposés aux stratégies réformistes des grands syndicats, ou des sections dissidentes au sein de ces derniers. La plupart d'entre eux sont engagés dans le syndicalisme révolutionnaire ou implicitement influencé par celui-ci. C'est le cas, en France, de la Confédération nationale du travail (CNT) et de l'Union syndicale « Solidaires » (SUD) ou, en Espagne, de la Confederación General del Trabajo (CGT), le plus important syndicat libertaire du monde avec ses 65 000 membres revendiqués.

Les positions favorables à la décroissance sont particulièrement claires au sein de la CNT française qui déclarait en 2011 : « La défense de l'environnement implique la lutte contre le capitalisme ; notre syndicat de lutte de classes est écologiste et en faveur de la décroissance »¹. Du côté de la CGT espagnole, l'exploitation simultanée de la nature et du travail impose une même stratégie de lutte des classes qui pourrait déboucher sur la décroissance. En opposition avec les approches défendues aussi bien par les syndicats réformistes que par les idéologues du capitalisme, selon lesquelles la croissance est nécessaire à la cohésion sociale, la CGT dénonce le mode de vie aliéné imposé par la production et la consommation de masse. Le syndicat met également en avant le risque d'une décroissance économique forcée comme conséquence de la surexploitation des

ressources naturelles, qui se mettrait en place dans des conditions particulièrement brutales. La violence de la récession économique en Grèce et en Espagne depuis 2008 pourrait bien préfigurer un tel chaos économique et social à une plus large échelle.

Bien évidemment, ces syndicats révolutionnaires, s'ils ne veulent pas perdre leur influence déjà modeste, se battent aussi pour l'emploi dans l'ensemble des secteurs où il est menacé. Ils peuvent donc se retrouver à défendre tout type d'emplois, y compris les plus critiquables d'un point de vue éthique et écologique (industrie automobile, centrale nucléaire et autres entreprises extrêmement polluantes). Mais ce sont précisément les difficultés auxquelles doit faire face l'ensemble du mouvement de la décroissance lorsqu'il déborde son cœur originel – les centres universitaires et les petits groupes de militants – et se trouve engagé dans la réalité de la vie de millions de travailleurs des secteurs agricoles, industriels et des services, publics ou privés.

Car, sauf dans le cas des coopératives, les travailleurs ne sont généralement pas propriétaires du capital de leur entreprise. Ils ne sont donc pas les maîtres de leur propre travail. À la différence des agriculteurs qui réussissent à développer des pratiques d'agro-écologie dans leurs fermes, et à coopérer directement avec des consommateurs (comme dans les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne en France ou les projets d'Agriculture soutenue par la communauté au Québec), les employés ne peuvent pas agir directement, comme producteurs, dans le sens de la décroissance économique. Quelques signes ténus montrent toutefois, peut-être, que les sacrifices demandés aux salariés seraient sur le point d'atteindre leurs limites, créant un contexte plus favorable à la réémergence de coopératives de travailleurs mises en place et défendues par des syndicats après des grèves et des occupations s'opposant aux licenciements, aux fermetures d'entreprises. Il est possible de citer l'entreprise Vio.Me. (produits d'entretien) en Grèce, New Era Windows (installateurs de fenêtres) à Chicago, Scop-Ti (thés en sachet) et La Belle Aude (crèmes glacées) en France ainsi que plus de 300 coopératives

en Argentine. Lorsque les outils de travail sont dans les mains des producteurs, on peut espérer que les questions d'écologie et de santé au travail deviennent prioritaires, étant donnés les problèmes de plus en plus prégnants de maladies professionnelles dans divers secteurs d'activité de l'économie marchande.

À notre connaissance, la CGT espagnole est le seul syndicat à avoir produit – résultat de sa coopération avec l'association *Ecologistas en Acción* – une réflexion extrêmement stimulante sur le lien entre travail et décroissance. Dans un document syndical, la CGT donne au mot « travail » une large définition qui est bien loin de se limiter à la « dépense de nerfs, muscles, cerveaux » légitimant le versement d'un salaire par l'employeur lorsque cette dépense est rentable, c'est-à-dire lorsqu'elle garantit un taux de profit élevé. Sont également reconnues comme du travail les activités domestiques et collectives fondamentales pour la vie humaine et la société : alimentation, santé, éducation des enfants, prise en charge de parents âgés, relations de voisinage, culture²... Cette définition critique l'approche traditionnelle opposant le « travail » (relevant de la sphère de la nécessité et donc moralement déprécié) et « l'action » (relevant seule du registre de la liberté humaine et donc très valorisée)³. Opposés à l'exploitation de la force de travail dans l'emploi, les syndicalistes révolutionnaires veulent libérer le travail de la domination du capital et des employeurs – en un mot abolir le marché de l'emploi⁴. Alors peut-être, alors seulement, les enjeux écologiques pourraient véritablement s'imposer aux modalités et aux finalités du travail.

Cette question rejoint la lutte de classes en faveur d'un salaire universel. Selon cette approche, une personne au chômage devrait être reconnue comme salariée à part entière dans la mesure où elle ne possède aucune propriété lucrative lui rapportant des revenus sans travail (intérêts, profits) et où chercher un emploi, prendre soin de soi et de sa famille, prendre en charge des tâches domestiques sont bel et bien du travail. Dès lors, tous les travailleurs sans emploi devraient toucher de façon inconditionnelle un salaire, et non une minorité d'entre eux comme c'est le cas aujourd'hui

du fait des limites et des attaques portées contre les institutions de sécurité sociale par les politiques néolibérales. C'est pourquoi, au sein même des grands syndicats, existent aujourd'hui des réflexions de plus en plus poussées en faveur d'un « nouveau statut du travail salarié », de la perception d'un salaire inconditionnel tout au long de la vie. Cette proposition doit être soigneusement distinguée de la revendication d'un « revenu de base ». Un salaire reconnaît une personne comme productive de valeur économique non capitaliste. Il appelle un financement par les institutions de sécurité sociale d'ores et déjà existantes dans tous les pays développés. Il reconnaît surtout que les personnes sont qualifiées à prendre en main les affaires économiques à la place des titulaires des droits de propriétés capitalistes⁵. Face à la croissance de la pauvreté générée par le délitement en cours du capitalisme, de telles réflexions devraient être une priorité de l'agenda décroissant. Elles mettraient un point final au chantage à l'emploi qui s'abat sur tous les travailleurs dans une situation de chômage de masse généralisé. Une remise en cause des droits de propriété capitaliste, de la contrainte de la rentabilité permettrait que se posent enfin des questions fondamentales sur le sens et la finalité du travail humain.

Le salaire inconditionnel, la fin de l'emploi, de la force de travail sont des conditions pour que puisse être menée à bien, un jour, la décroissance économique. À l'heure où l'économie de la croissance se présente comme « une vaste accumulation de nuisances écologiques », la décroissance économique, suivant les réflexions des syndicalistes révolutionnaires, impliquerait une réduction massive de la production de biens et services (sous la forme de marchandises) et la fin de l'exploitation du travail par le capital. Mais le travail existerait toujours (nous sommes donc bien loin des fantasmes de la fin du travail !). N'étant plus dominé par le capital, le travail pourrait produire, avec de nouveaux outils à inventer – ou un usage nouveau des machines existantes –, une société moins violente et plus coopérative. Si le travail se trouvait sous le contrôle des salariés, il est possible d'espérer qu'il serait plus écologique lorsque l'on connaît le sommet des nuisances qu'il atteint quand il est mis en œuvre conformément à l'impératif de croissance économique. Ainsi la sobriété

et la décroissance apparaissent comme un chemin possible pour la fin de l'exploitation de la nature et du travail par le capital. Un but commun pour les partisans de la décroissance et les syndicalistes (les révolutionnaires et les autres) ?

NOTES

1. Confédération nationale du travail, « Sortir du nucléaire ? Le minimum syndical », communiqué du 7 mars 2011.
2. Confederación General del Trabajo y Ecologistas en Acción, « El ecologismo y el sindicalismo como luchas intergradadas », *Ecologismo social y anarcosindicalismo*, Madrid, 8 et 9 février 2008, p.18-19 (consultable sur www.cgt.org.es/sites/default/files/IMG/pdf/pdf_ecologismo_y_sindicalismo.pdf).
3. Voir Hannah Arendt (1958), *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983.
4. Voir Dominique Lachosme, *Abolir le chômage. En finir avec l'emploi*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2013.
5. Voir Bernard Friot, *Émanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, Paris, La Dispute, 2014.

ARTICLES LIÉS

Capitalisme
Care
Croissance
Économie féministe
Revenu de base et revenu maximum

PARTAGE DU TRAVAIL

Juliet B. Schor



Dans une économie capitaliste qui se contracte, il faut moins de bras pour assurer un niveau de production en déclin. Il est à peu près certain que le nombre d'heures travaillées va chuter. Cette réduction du temps de travail se manifeste classiquement sous la forme du chômage. Dans la décroissance volontaire, le travail se partage grâce à la réduction des horaires de tous les travailleurs, ce qui évite le chômage. C'est ce qu'on appelle le partage du travail.

Le partage du travail est une thématique importante de la politique économique en Europe ; elle est moins répandue en Amérique du Nord. Depuis la crise financière mondiale de 2008, le nombre d'heures travaillées a chuté dans la plupart des pays riches. Dans certains pays d'Europe, des politiques de réduction du temps de travail ont été mises en œuvre pour répondre au tassement de l'économie. L'Allemagne, l'Italie, la

France, l'Autriche et le Royaume-Uni restent sur une lancée de réduction du temps de travail. En revanche, aux États-Unis et aux Pays-Bas, cette tendance, en cours pendant la période de récession, s'est inversée lors de la reprise économique. En Suède et en Espagne, le temps de travail s'est considérablement allongé depuis la récession. Le nombre moyen d'heures travaillées par actif continue de fluctuer d'un pays à l'autre. Les employés allemands travaillent en moyenne 1 396 heures par an, les travailleurs britanniques 1 660 heures, et les Américains 1 708, d'après les données fournies par les employeurs. Certains économistes orthodoxes affirment que le coût élevé du travail est un obstacle à la progression de l'emploi. Cependant la crise actuelle est due à une faiblesse de la demande agrégée, ainsi qu'aux effets à long terme de la corruption du secteur financier, plutôt qu'à des salaires élevés. De fait, depuis 2008, les salaires réels ont baissé dans de nombreux pays.

Dans les pays du Nord, le mouvement pour la décroissance vise à développer le partage du travail, qui n'a aujourd'hui qu'un statut de politique temporaire. Si la production baisse, le temps de travail doit diminuer en parallèle, sauf dans les cas où la population active et la productivité sont également en déclin. La diminution de la population active paraît cependant peu probable, même dans les pays européens qui connaissent une faible natalité, car les pays riches devront accueillir les réfugiés climatiques (ces réfugiés seront sans doute majoritairement en âge de travailler, étant donné la pyramide des âges actuelle des pays du Sud qui seront les plus touchés). De même, la productivité va vraisemblablement continuer de croître. Les innovations dans le domaine des technologies numériques vont remplacer de grandes quantités de salariés, en particulier dans le secteur des services, qui nécessite pour l'instant une main-d'œuvre abondante. Les méthodes de production écologiques offrent également un important potentiel de gain de productivité. L'argument qu'on oppose à cela est que la fin de l'énergie bon marché demandera davantage de main-d'œuvre. Il est impossible de prévoir les effets de ces deux tendances opposées sur la croissance de la productivité et les coûts énergétiques, notamment parce que la consommation énergétique et la productivité ne

sont pas indépendantes l'une de l'autre, mais ce sont ces variables qui vont déterminer le niveau de partage du travail requis pour assurer l'équilibre du marché du travail.

Comment réduire le temps de travail tout en restant en accord avec les objectifs généraux du mouvement de la décroissance ? Le partage conventionnel du travail suppose le recours à l'assurance chômage pour compenser au moins en partie la perte des salaires. Il est important de compenser la perte de revenu si on veut que les mesures de diminution du temps travaillé continuent à jouir du soutien populaire, en particulier celui des travailleurs les moins bien payés. Les scénarios de la décroissance partent du principe que les salaires sont maintenus et que la diminution du temps de travail est financée par un gain de productivité. La compensation salariale induit une hausse du taux horaire et pourrait provoquer une baisse de la demande de main-d'œuvre de la part des employeurs.

La compensation horaire est une autre modalité de réduction du temps de travail : la semaine de quatre jours, le temps partiel permanent (avec des grilles d'avantages et de carrière), et le travail à temps partagé. Ces mesures apparues dans les années 1970 restent relativement rares hors de l'Europe de l'Ouest. La compensation du revenu par le temps est plus répandue chez les catégories socioprofessionnelles à haut niveau d'études que chez les travailleurs manuels. Le premier obstacle à la réduction volontaire des heures travaillées est l'opposition des employeurs, qui rechignent à accorder des semaines courtes aux salariés les mieux payés. En l'an 2000, le gouvernement hollandais a fait adopter une loi qui a fait date. Elle accordait aux employés le droit statutaire de réduire leur temps de travail. On peut aussi réduire la durée du parcours professionnel grâce à une retraite progressive ou anticipée. C'est une solution pleine d'intérêt, mais qui nécessite une réforme importante des systèmes de pension.

Les partisans de la décroissance soutiennent également le partage du travail pour les avantages supplémentaires qu'il offre. Selon des recherches récentes, les pays riches de l'OCDE où le nombre d'heures travaillées est

le plus faible émettent moins de carbone et présentent des empreintes écologiques beaucoup plus faibles. Ces pays produisent en effet moins que leur capacité réelle, et leurs niveaux de pollution sont par conséquent plus bas. Ils ont également tendance à croître plus lentement, et les travailleurs ont moins de trajets domicile-travail à effectuer. De plus, lorsque les ménages ont davantage de temps libre, ils peuvent adopter des modes de vie plus durables, car les activités à faible impact écologique sont souvent chronophages. La mobilité en fournit un exemple évident : pour se rendre quelque part plus rapidement, il faut émettre plus de carbone.

Le troisième avantage du travail partagé, c'est le temps libre en tant que valeur. Dans les sociétés du Nord, centrées sur le travail, la famille, le lien social et la vie politique sont mis à rude épreuve, car les gens n'ont pas suffisamment de loisirs pour s'y consacrer. Les relations sociales prennent du temps ; les semaines de travail chargées empêchent de s'impliquer dans le tissu social et entraînent davantage de temps passé devant la télévision et de fatigue. Un temps de travail plus réduit est essentiel pour une participation active à la gouvernance démocratique.

Pour la décroissance, le défi majeur est de faire du sous-emploi et du travail à temps partiel un mode de vie attractif. Selon nombre de partisans de la décroissance, la charge de travail ne peut revenir à son niveau de l'ère du plein-emploi. En outre, ce ne serait pas durable sur le plan écologique. La solution est de fournir des biens publiques, un revenu de base, et des biens et services de qualité, mais abordables, pour que chacun puisse choisir librement de travailler moins. Parmi les moyens innovants de satisfaire les besoins de la population, on peut citer l'octroi public ou collectif de services de base comme le logement, l'énergie et le transport. Les modèles collaboratifs développés grâce à Internet, qui permettent de louer ou partager des logements, des véhicules, des biens de consommation ou des ressources sont de plus en plus répandus. Le jardinage urbain, le troc organisé, l'échange de temps, ainsi que les monnaies locales sont aussi en progression. Ces modes de vie qui demandent plus d'investissement ne peuvent se concevoir que lorsque le temps de travail est allégé. Le

mouvement de la décroissance escompte que la transition vers la réduction du temps de travail fera également émerger de nouveaux modèles de production et de consommation des biens et services.

(traduction : Estelle Renard)

**ARTICLES LIÉS**

Autonomie
Biens communs numériques
Jardinage urbain
Monnaies communautaires
Métabolisme sociétal
Revenu de base et revenu maximum



ALLIANCES

ANTHROPOCÈNE

Agnès Sinai



Forgé par le géochimiste Paul Crutzen, le néologisme Anthropocène (du grec *anthropos* = homme et *kainos* = récent) définit une nouvelle époque géologique qui a débuté, selon lui, avec la machine à vapeur, dans l'Angleterre du XVIII^e siècle. Plus particulièrement, l'Anthropocène prend son essor dès lors que les sociétés modernes recourent aux combustibles fossiles pour alimenter leur développement. Il désigne la puissance des sociétés industrielles et la transformation accélérée que cette puissance imprime à tous les étages de la biosphère. Dès lors, il se caractérise par un seuil dans l'impact humain sur la face de la Terre, l'usage des sols, la biodiversité et les cycles biogéochimiques. Le dérèglement climatique en est l'illustration la plus emblématique. Époque d'exubérance matérielle et de croissance économique, l'Anthropocène est aussi le moment du délitement de la nature sous l'effet de l'industrialisation du monde et

convoque de nouvelles représentations. La décroissance émergera comme un horizon politique, dès lors que la contraction matérielle des pays riches sera une fatalité de la descente énergétique à venir¹.

Sur le plan géologique, un ensemble de signaux prouve désormais que les activités humaines exercent durablement une empreinte tellurique dont la magnitude est comparable à celle qui, par le passé, a caractérisé d'autres basculements, tels que les glaciations, le réveil de volcans ou la chute de météorites. Ainsi sommes-nous entrés dans une période aux caractéristiques inédites. Par exemple, le niveau de dioxyde de carbone atmosphérique, retracé par les carottes glaciaires est sans égal depuis des millions d'années. Les strates géologiques léguées par l'urbanisation, les barrages, la production industrielle, les activités minières et agricoles sont d'une ampleur unique dans l'histoire de la Terre. Des substances entièrement nouvelles émises par les humains depuis 1945 (radionucléides, produits de la pétrochimie de synthèse, gaz fluorés, produits issus des bio et nanotechnologies, etc.) constituent une signature typique de l'Anthropocène dans les sédiments et les fossiles. La globalisation de la pétrochimie a donné lieu à une véritable « paléontologie du plastique », selon le géologue Jan Zalasiewicz. Les particules de suie émises par les industries sont décelées jusqu'au pôle Nord. Pour des millénaires, les sociétés industrielles laissent leurs traces dans les strates du sol, de l'air et des océans. « Nous sommes en train de transformer la Terre en une autre planète », écrit Ugo Bardi². La singularité de l'époque de l'Anthropocène met en lumière trois apories de la croissance : son effet de saturation des limites planétaires (*overshoot*) ; son déclin fatal, car un ensemble de ressources cruciales telles que le pétrole brut ont passé leur pic ; l'immoralité du modèle de civilisation qui le sous-tend, fondé sur la prédation de ressources, phénomène qu'Alain Gras a défini comme une délocalisation de la puissance³, et la conquête d'hectares fantômes⁴ pourvoyeurs de matières premières dans les continents autrefois colonisés et aujourd'hui soumis aux règles du libre-échange mondial. Indirectement, l'Anthropocène donne une représentation de la démesure des sociétés de croissance et des moyens dont elles se sont

dotées pour faire régner leur ordre civilisationnel, pour le meilleur et pour le pire. La « Grande Accélération », concept établi par Will Steffen et ses collègues du Programme international géosphère-biosphère pour illustrer l'Anthropocène, est attestée par un ensemble de vingt-quatre diagrammes qui représentent le tournant productiviste de l'après-1945⁵. Dans cette représentation saisissante, on assiste au décollage exponentiel des courbes des trois principaux gaz à effet de serre, de l'urbanisation et de la quantité d'énergie primaire consommée dans le monde, de l'accumulation de nitrates sur les zones côtières et de l'agriculture industrielle, de la croissance du PIB et des milliards d'abonnements aux téléphones portables. Toutes ces accélérations, qu'il s'agisse de la dégradation des cycles de la nature, de l'inflation de la consommation d'énergie et de la production d'objets manufacturés, sont imbriquées dans la matrice croissanciste de l'Anthropocène⁶.

Après la croissance vertigineuse de la Grande Accélération et des Soixante-dix Glorieuses (1950-2020), la descente matérielle du monde sera le deuxième versant de l'Anthropocène. Toutes les courbes vont s'infléchir et décroître : phosphore, pétrole brut conventionnel, cuivre, PIB... Cette décrue annoncée par le rapport Meadows (*Limits to Growth*, 1972) est aujourd'hui confirmée par l'Agence internationale de l'énergie, pour ce qui concerne le pétrole brut conventionnel, et par la United States Geophysical Survey en ce qui concerne les minerais stratégiques. La complexité des sociétés industrielles va diminuer en raison de la réduction du rendement énergétique de combustibles fossiles de plus en plus difficiles à extraire. La décroissance en tant que choix politique et éthique désignera alors l'ensemble des politiques de répartition juste de la rareté. Les modes d'allocation des ressources en diminution fonderont les clivages politiques de demain. Si, durant les Trente Glorieuses, il s'est agi de redistribuer les fruits de la croissance par des politiques keynésiennes, dans une optique de consommation illimitée de matière et d'espace, dans la seconde partie de l'Anthropocène, il s'agira de refonder les politiques à l'intérieur des limites écologiques. Accompagner la descente matérielle du monde par des mécanismes d'allocation égalitaires sera une première voie de politique

de décroissance en période d'Anthropocène. Pour éviter le chaos social qui résultera de la contraction des ressources, il faudra instaurer des politiques redistributives de décroissance, qui seront le socle du partage de la rareté. Elles garantiront la cohésion sociale, la justice écologique et pacifieront les relations géopolitiques en codifiant, par exemple, une allocation d'énergie équitable *per capita*. En raison du dépassement des seuils écologiques, les politiques de décroissance devront réinventer l'ensemble du système industriel mondial, laisser les fossiles sous terre et plafonner l'exploitation des éléments non renouvelables par un protocole international. L'âge de l'Anthropocène sera compris non plus comme une célébration de l'*overshoot*, mais comme un âge des limites démocratiquement fixées.

Amortir les effets de la désagrégation des sociétés industrielles sera un deuxième aspect des politiques de décroissance. Plusieurs phénomènes inhérents à la Grande Accélération menacent en effet d'effondrement les sociétés complexes que sont les sociétés industrielles : le pic pétrolier, le dérèglement climatique, la déplétion des ressources naturelles, les niveaux d'inégalité sociale et l'instabilité financière. La civilisation industrielle de l'Anthropocène va être confrontée à une énergie moins abondante et plus chère en raison de la réduction des stocks géologiques de pétrole et de la difficulté croissante à exploiter les sources d'énergie et à extraire les fossiles dans des conditions extrêmes. La nourriture sera moins abondante et plus coûteuse à mesure que les effets du changement climatique vont dégrader les récoltes et que les intrants à base de phosphore et de pétrole, l'eau et les terres cultivables vont se raréfier. Le système économique fondé sur les dettes (qui ne seront jamais remboursées) explosera en raison de l'impossibilité de prolonger la croissance. Les systèmes techniques et les infrastructures pourront être perturbés par l'indisponibilité des fournitures et les événements climatiques extrêmes. En réponse, les *low tech* (basses technologies) pourraient réhabiliter le geste humain, enrayer l'obsolescence programmée, et utiliser des ressources de proximité. Emblème d'une politique sociale de décroissance, le revenu individuel d'existence contribuerait à prévenir la grande pauvreté. La permaculture serait une voie importante pour la subsistance locale et la réparation des

écosystèmes. L'économie dissipative de l'Anthropocène serait relayée par une économie capable d'intégrer et d'anticiper les effets de l'entropie⁷.

La troisième voie pour atténuer les effets de l'Anthropocène consisterait à promouvoir de nouvelles valeurs et de nouveaux attracteurs qui valorisent les arts, la musique, le vivre ensemble et le partage, à travers la culture des biens communs et la dépense improductive de l'immatériel. La décroissance peut ainsi être comprise comme un ensemble de conduites consistant à moins posséder et à plus partager. À la surconsommation énergétique inhérente à nos sociétés, la décroissance politique oppose la valorisation de soi par la sobriété. Elle envisage l'organisation de l'économie à des échelles plus réduites, le maintien de la cohésion sociale lors du Second Anthropocène reposant sur la localisation, par un déploiement d'activités et de pratiques permettant de s'adapter à l'évolution des conditions biophysiques et économiques. Il en résulterait un rapport attentionnel au territoire et à autrui, grâce à une convivialité inspirée par des valeurs permaculturelles. L'enjeu majeur de l'Anthropocène décroissant est alors celui de la répartition de la dot terrestre entre tous les peuples et les générations, présentes et à venir.

NOTES

1. Voir Agnès Sinäi (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
2. Ugo Bardi, *Le grand pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète*, Paris, Les Petits Matins, 2015, p. 75.
3. Alain Gras, *Le choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007.
4. Voir William R. Catton Jr., *Overshoot. The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Chicago, University of Illinois Press, 1982.
5. Will Steffen, Jacques Grinevald, Paul Crutzen et John Mac Neill, « The Anthropocene. Conceptual and Historical Perspectives », *Philosophical Transactions of the Royal Society*, séries A, vol. 369, n° 1938, 2011, p. 842-867.

6. Voir Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013.
7. Voir Agnès Sinaï (dir.), *Économie de l'après croissance. Politiques de l'Anthropocène II*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
Capitalisme
Croissance
Dépense (notion de)
Écologie politique scientifique
Énergie
Entropie
Extractivisme
Justice environnementale
Low tech
Marchandise (frontières de la)
Métabolisme sociétal
Pic pétrolier
Produit intérieur brut

BUEN VIVIR

Eduardo Gudynas



L'expression « *buen vivir* » (bien vivre) vient d'Amérique du Sud. Elle désigne une critique des idées conventionnelles sur le développement et des propositions concrètes à y substituer. Elle réunit un ensemble de questions et de propositions, depuis les plus superficielles jusqu'aux plus profondes, relatives aux fondements conceptuels et pratiques du développement.

On trouve les éléments précurseurs directs du *buen vivir* dans diverses conceptions de groupes indigènes des Andes. Les premières occurrences du terme dans un sens proche de celui qu'on lui donne aujourd'hui remontent aux années 1990, en particulier au Pérou ; au cours des années suivantes, elles ont pris une importance de plus en plus grande en Bolivie et en Équateur.

On peut distinguer trois usages de l'expression *buen vivir* :

- ~ un usage générique. Elle est employée dans la critique générique des différentes formes de développement conventionnel, notamment dans la mise en question des pratiques des grandes sociétés privées (par exemple, pour dénoncer les entreprises polluantes), ou comme mot d'ordre pour caractériser les projets de société de gouvernements progressistes d'Amérique du Sud (en qualifiant, par exemple, de *buen vivir* l'aménagement de zones piétonnes dans la ville de Quito ou les politiques d'aides sociales tels que les programmes de transferts conditionnels en espèces pour les pauvres au Venezuela) ;
- ~ un usage restreint, qui renvoie à des critiques plus complexes du capitalisme contemporain et à la nécessité de mettre en œuvre un autre type de développement, post-capitaliste. La plupart de ces critiques sont liées à la tradition socialiste. La remise en question est plus profonde et implique un débat sur les différents types désirables de développement. Bien que cet usage ne remette pas forcément en question l'objectif de la croissance économique ou le rapport utilitariste à la nature, il contient bien, cependant, certaines conceptions de la propriété des ressources et du rôle que doit jouer l'État dans l'allocation de ces ressources. Les expressions les plus connues en sont le « bio-socialisme républicain » en Équateur, ou le « développement intégral » en Bolivie ;
- ~ un usage substantif qui porte une critique radicale de toutes les formes de développement dans leurs bases conceptuelles, et la défense consécutive d'autres formes d'organisation à la fois post-capitalistes et post-socialistes. Celles-ci s'inspirent des savoirs et sensibilités indigènes, ainsi que de courants de la pensée critique occidentale. L'utilisation de *buen vivir* comme substantif désigne un ensemble pluriel et interculturel d'idées encore en cours d'élaboration. Cet usage, le plus ancien des trois, est aussi le plus proche de la formulation originelle du *buen vivir*.

C'est aussi dans cet usage substantif que le *buen vivir* se rapproche le plus du concept de décroissance, les deux autres acceptions exprimant plutôt des positions de type « développements alternatifs » : des réorganisations conséquentes, mais qui ne remettent pas en question des notions fondamentales telles que le besoin d'industrialisation, le mythe du progrès ou la séparation entre société et nature. En comparaison, le *buen vivir*, dans son acception substantive, constitue une « alternative au développement », au sens où l'entend Arturo Escobar¹.

Si cette acception du *buen vivir* est un champ pluriel en construction, elle n'en comprend pas moins des éléments clés cohérents. Le *buen vivir* critique d'une façon radicale différents types de développement conventionnel dans leurs fondations tant conceptuelles que pratiques, leurs institutions et leurs discours de légitimation. En particulier, le *buen vivir* rejette l'idée d'une linéarité historique qui prédéterminerait toutes les nations à en passer par des « phases de développement » (en suivant l'exemple des nations industrialisées), préférant mettre l'accent sur la multiplicité des processus historiques. Il n'accepte pas le concept de progrès et ses dérivés (particulièrement la croissance), pas plus que l'idée que le bien-être dépendrait uniquement de la consommation matérielle.

Le *buen vivir* défend la diversité des savoirs. À la domination des idées occidentales, il substitue la promotion de l'« interculturalité », aux termes de laquelle les idées occidentales ne sont pas rejetées mais vues comme une option parmi d'autres. Il ne reconnaît pas l'idée de la dualité entre société et nature et lui préfère la notion de « communautés élargies » (*expanded communities*), qui peuvent également inclure divers êtres vivants ou éléments de l'environnement pris dans leurs contextes territoriaux. Le *buen vivir* n'est possible qu'au sein de communautés d'ontologies élargies ou relatives. Cela implique de reconnaître des valeurs intrinsèques dans la nature, brisant ainsi avec la position anthropocentrique occidentale dominante, selon laquelle les humains sont les seuls sujets de valeur. Plus encore, le *buen vivir* rejette l'instrumentalisation de la nature par l'humanité.

Ces aspects font, avec d'autres, du *buen vivir* une perspective non essentialiste, relative à chaque contexte historique, social et environnemental particulier. Une telle caractéristique explique également la pluralité qui sous-tend ce terme.

Cette pluralité peut être appréciée dans ses différentes variantes. L'une des formes les plus connues du *buen vivir* est la catégorie *suma qamaña*, exprimant la sensibilité de certaines communautés aymaras en Bolivie. C'est une idée de bien-être ou de vie accomplie, qui ne peut être réalisée qu'à travers l'approfondissement des relations au sein de la communauté. Le terme de « communauté » doit lui-même être compris dans un sens élargi, qui intègre les autres êtres vivants et éléments de l'environnement situés à l'intérieur d'un cadre territorial (*ayllu*). Le sentiment d'accomplissement ne peut être éprouvé que dans le cadre de ces formes de rationalités et de sensibilités amplifiées.

L'idée de *sumak kawsay*, venue de l'Équateur, est également bien connue. Ce concept, proche du précédent, recouvre un système d'aides sociales non seulement matérielles, mais s'exprimant aussi au sein des communautés élargies, sociales et écologiques. Contrairement au *suma qamaña*, le *sumak kawsay* ne contient pas de concept comparable à l'*ayllu* bolivien.

Plusieurs peuples indigènes sont dotés de concepts analogues ; ainsi du *ñande reko* du peuple guaraní, du *shiir waras* des Ashuars en Équateur ou du *küme mongen* des Mapuches, dans le Sud du Chili.

Le *buen vivir* se fonde également sur des courants de la pensée critique propres à la tradition occidentale. Les deux sources les plus importantes sont l'écologisme, qui défend les droits de la nature, et le nouveau féminisme, qui remet en question le rôle central du patriarcat et revendique une éthique du *care*.

Le *buen vivir* est donc la convergence de savoirs d'origines différentes et ne peut être réduit à une idée « indigène ». La notion de « savoir »

indigène, au singulier, n'existe pas autrement que comme catégorie de représentation colonialiste. Le *buen vivir* incorpore des concepts et des sensibilités de plusieurs groupes indigènes, chacun ayant sa propre tradition culturelle : la forme de *buen vivir* représentée par le *suma qamaña* des communautés aymaras n'est pas la même que celle du *sumak kawsay* des Kichwas en Équateur. Il s'agit de positions propres à chaque contexte social et environnemental, et qui, en outre, ont été affectées ou hybridées de différentes façons par des pensées contemporaines ou modernes, se sont mélangées, parfois, avec celles-ci, tout en n'entretenant pas de lien de parenté avec des notions comme celle de la « vie bonne » aristotélicienne (*eudaimonia*) ou de ses avatars occidentaux.

Le *buen vivir* n'est pas un retour au passé. Au contraire, il se confronte aux situations présentes le regard tourné vers l'avenir. Et ce dans un contexte interculturel qui génère parfois même des défis réciproques (par exemple, pour la pensée critique occidentale, le défi de comprendre l'idée de communautés élargies intégrant des aspects non humains, et, dans le cas de certaines visions indigènes, celui de se confronter à la question du machisme). Le passage d'une justice environnementale fondée sur les droits humains de la troisième génération (emportant des enjeux tels que la qualité de vie ou la santé des générations futures) à une justice écologique, expressément basée sur les droits de la nature (ceux-ci étant indépendants de toute appréciation humaine) constitue un bon exemple de ce type de défi.

Le *buen vivir* doit être compris comme une plate-forme ou un terrain partagés, où les différentes positions convergent vers une critique du développement en particulier et de la modernité en général. Il exprime des contre-propositions qui comportent aussi des significations complémentaires.

Le *buen vivir* ne se présente pas comme une unité, une discipline universitaire, ou un programme d'action. C'est un ensemble d'idées et de sensibilités déployé sur un autre niveau, qu'on pourrait classer dans

le domaine de la « philosophie politique », pour utiliser un référent occidental, comme c'est le cas pour des notions comme la participation ou l'égalité.

Le *buen vivir*, dans son sens radical originel, a influencé l'élaboration des nouvelles constitutions de la Bolivie et, surtout, de l'Équateur. Dans ces deux pays, cependant, certaines décisions politiques et certaines lois ou résolutions nouvelles ont limité la dimension de critique radicale du développement inhérente au *buen vivir*. On y a substitué l'idée d'une forme de développement acceptable (c'est le cas du « développement intégral » en Bolivie) ou, dans un sens restreint, une forme *sui generis* de socialisme en Équateur².

C'est parce que le *buen vivir*, au sens substantif, récuse les fondements conceptuels des diverses formes contemporaines de développement que le lien avec la décroissance peut se faire. C'est tout particulièrement vrai de la critique que fait le *buen vivir* de la croissance ou du consumérisme. Le *buen vivir* déplace le débat sur la croissance vers la question de l'épanouissement social et écologique. Ainsi, dans le contexte latino-américain, certains secteurs doivent perdre de l'importance et le consumérisme doit être rejeté, mais il se peut que les améliorations apportées à d'autres secteurs, tels que l'éducation ou la santé, se traduisent par de la croissance économique. De ce point de vue, la décroissance est l'une des conséquences possibles dans certaines situations, sans être un objectif en soi. Contrairement à la décroissance, le *buen vivir* se place dans une perspective interculturelle. Cela lui permet de poursuivre des objectifs plus ambitieux en termes de transformation des représentations contemporaines de l'espèce humaine, de la société et de la nature.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir Arturo Escobar, « Imagining a Post-Development Era ? Critical Thought, Development and Social Movements », *SocialText*, n° 31/32, 1992, p. 20-56.
2. Eduardo Gudynas, « Development Alternatives in Bolivia. The Impulse, the Resistance, and the Restoration », *NACLA Report on the Americas*, vol. 46, n° 1, printemps 2013, p. 22-26.


 ARTICLES LIÉS
 

Anti-utilitarisme
 Capitalisme
 Care
 Croissance
 Développement (critiques du)
 Écologisme (courants de l')
 Imaginaire (décolonisation de l')
 Justice environnementale
 Ubuntu

ÉCONOMIE DE LA PERMANENCE

Chiara Corazza et Solomon Victus



Le modèle économique de « l'économie de la permanence » a été proposé par J. C. Kumarappa (1892-1960), un Indien chrétien né à Madras. Ce modèle a été conçu pour les villages indiens et formé à partir des principes économiques avancés par Gandhi. Il visait à établir la démocratie sur une petite base, gérée par les individus eux-mêmes, en pourvoyant aux besoins élémentaires, afin de soutenir les industries des petits villages et l'agriculture de subsistance. Suivant l'économie de la permanence, chacun devait contribuer à son autosuffisance par son activité agricole ou en fournissant au village un service par des pratiques artisanales telles que le tissage du *khādi* (tissu indien typique, fait à la main), la menuiserie, la forge, la poterie ou le contrôle de l'eau¹. Les paysans et les artisans échangeaient ensuite leurs produits sur la base du troc, sans utiliser d'argent, le village finissant par devenir une entité autosuffisante. Un conseil de village (*panchayat*) avait pour tâche d'administrer le village

lui-même. Dans l'économie de la permanence, les femmes avaient une importance fondamentale dans l'éducation des jeunes et des enfants, afin de former des hommes et des femmes capables de pourvoir à leurs propres besoins.

Kumarappa définissait la permanence en expliquant que « la vie inanimée, le secret de la permanence de la nature, repose dans le cycle de vie par lequel les divers facteurs fonctionnent en étroite coopération pour maintenir la continuité de la vie »². Il avait compris que la nature a la capacité de maintenir la permanence de la vie et que les humains devraient s'en inspirer. Kumarappa affirmait que le système économique occidental, basé sur une production à grande échelle, sur des marchés orientés vers l'exportation, sur le consumérisme et l'individualisme, était intrinsèquement éphémère³. L'économie de la permanence ne conçoit pas la science économique comme une discipline « détachée de la réalité », mais comme une activité coexistant avec la nature, ses ressources et les générations futures. Pour elle, science économique, éthique et politique sont inséparables.

L'expression « économie de la permanence » est moins connue que celle d'« économie gandhienne », la première désignant un contre-modèle économique, tandis que la seconde est un mélange d'idées économiques en lien avec la figure de Gandhi. Les idées économiques de Gandhi étaient surtout fondées sur deux principes : la vérité et la non-violence. Il utilisait également d'autres concepts comme le *swaraj* (l'autogouvernement), le *sarvodaya* (le bien-être de tous), le *swadeshi* (la prise en charge de soi-même) et les *khādīs* artisanaux. Il a fait du *chakra* (la roue qui tourne) un symbole de son programme économique⁴.

L'économie de la permanence est née dans les années 1940, alors que l'Inde avait largement entamé son combat pour l'indépendance. À partir de 1929, Kumarappa travaillait en étroite collaboration avec Gandhi, qui fut emprisonné pendant plus d'un an en 1942, pendant le mouvement Quit India. À diverses reprises, Kumarappa avait eu l'occasion d'examiner

de près la situation économique des villages indiens. Il avait observé l'éradication, par le colonialisme britannique, des innombrables pratiques artisanales et agricoles qui avaient jadis animé la vie rurale, éradication qui obligeait les villages indiens à se consacrer à la production de matières premières pour les industries de l'Angleterre. Le concept de l'économie de la permanence est né du désespoir face à ce contexte. Kumarappa était mu par l'ambition de restaurer la prospérité et la durabilité de l'Inde ancienne, sur la base de petites unités rurales autosuffisantes capables de garantir un moyen d'existence pour tous.

En 1945, Kumarappa publia *Economy of Permanence*. Écrit en prison, cet ouvrage expose un modèle que son auteur avait mis en pratique et expérimenté en Inde rurale depuis la deuxième moitié des années 1930 ; il ne s'agit donc pas d'un texte purement académique. Deux organisations furent créées par Gandhi et Kumarappa pour soutenir les activités artisanales indiennes, alors étranglées par la compétition industrielle anglaise : la All India Spinners Association et la All India Village Industries Association. Toutes deux avaient pour objectif de promouvoir le *khādī*, les produits, savoir-faire et techniques traditionnels indiens, ainsi que l'enseignement des artisanats anciens, afin de les faire revivre et d'aider les villageois à atteindre l'autosuffisance. L'objectif global était de faire disparaître une pauvreté qui, pour Kumarappa, était directement liée au système fiscal colonial britannique.

Après l'indépendance de l'Inde, l'économie de la permanence semblait un modèle adapté à la nouvelle nation. Cependant, les vues de Kumarappa se heurtèrent à celles de Jawaharlal Nehru, devenu en 1947 le premier Premier ministre de l'Inde indépendante. Socialiste fabien, occidentalisé et fasciné par la modernité, Nehru estima que les idées de Gandhi et Kumarappa étaient inapplicables. Il suivit une politique industrielle orientée vers la croissance et entra en conflit avec Kumarappa, qui, comme Gandhi, avait l'industrialisme en horreur parce qu'il fabriquait des produits moins chers en grandes quantités, concurrençant féroce-ment les petits artisans et détruisant leurs emplois. La controverse entre Nehru

et Kumarappa devint publique lorsqu'il fallut déterminer quelles seraient les bases du programme de développement économique de l'Inde – les villes ou les villages ? Même s'il était proche, en esprit, de Kumarappa, Gandhi soutint politiquement Nehru, non sans avoir tenté de trouver un compromis créatif entre les deux modèles. Après la mort de Gandhi, Nehru, qui détenait le pouvoir politique, l'emporta et mit en œuvre un processus d'industrialisation au profit des villes qui relégua à l'arrière-plan le modèle de Kumarappa.

Kumarappa se retira de la scène politique nationale mais continua à faire campagne pour l'économie de la permanence au niveau local. Aujourd'hui, de nombreuses organisations appliquant les principes de l'économie de la permanence sont encore actives et de nouvelles se sont créées, telles que le Kumarappa Institute of Gram Swaraj, fondé à Jaipur en 1965, et le Kumarappa Institute of Rural Technology and Development, basé au Gandhi Niketan Ashram, à Tamil Nadu, et actif depuis 1956. Ce modèle est aujourd'hui de plus en plus en faveur parmi les néo-marxistes indiens.

Les théoriciens et les praticiens de la décroissance pourraient s'inspirer de la pensée économique gandhienne. L'économie de la permanence a de nombreux points communs avec la décroissance : l'attention portée à la vulnérabilité des ressources naturelles, la priorité donnée à la créativité et au potentiel révolutionnaire de la sphère locale, l'idée d'emprunter une autre voie que celle de l'économisme, le primat des valeurs spirituelles sur le seul bonheur matériel, l'agriculture biologique, la valeur du travail, le souci des autres (*care*), l'entraide et la restauration des relations interpersonnelles et de la permanence face au consumérisme ostentatoire.

Le modèle économique de Kumarappa a été une importante source indirecte d'inspiration pour la décroissance, bien qu'elle n'ait pas encore été reconnue ni étudiée comme telle. Kumarappa a en fait influencé des précurseurs de la décroissance comme Ernst Schumacher et Ivan Illich. Dans son livre *Small Is Beautiful*, le premier cite Kumarappa et conseille

vivement d'étudier l'économie de la permanence, en ce qu'elle implique une réorientation profonde de la science et de la technologie. Le second a reconnu l'influence de Kumarappa et s'est rendu dans la ville de T. Kallupatti, où Kumarappa vécut ses derniers jours⁶. Illich était impressionné par la compréhension holistique de Kumarappa, Schumacher par la pertinence de son concept de technologie. En se plaçant du point de vue indien, la décroissance apparaît comme une manifestation occidentale de la pensée économique de Gandhi.

Enfin, dans la pratique, l'économie de la permanence est très proche de la décroissance. Ce modèle est toujours pratiqué aujourd'hui par de nombreux villages indiens, qui peuvent s'appuyer sur des revenus de subsistance malgré l'attaque sur plusieurs fronts menée par le néolibéralisme et les industries ou les grandes sociétés indiennes. Nombre d'organisations et de mouvements sociaux passés et présents ont été influencés directement ou indirectement par les réflexions développées par Kumarappa et Gandhi sur le culte de la croissance et du développement. Outre ceux déjà cités, le Lakshmi Ashram, le mouvement Chipko, le Narmada Bachao Andolan, Navdanya, la National Alliance of People's Movements, etc. se sont impliqués dans la promotion de l'agriculture biologique, des petits barrages, du développement décentralisé et du soutien aux industries et à la production locales. Ce sont les alliés naturels, en Inde, du mouvement de la décroissance en Occident.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Joseph Chelladurai Kumarappa, *Economy of Permanence. A Quest for a Social Order Based on Non-Violence*, Wardha (Inde), Sarva Seva Sangh, 1958.
2. Joseph Chelladurai Kumarappa, *Economy of Permanence*, Varanasi (Inde), Sarva Seva Sangh Prakashan, 1945, p. 1.
3. Joseph Chelladurai Kumarappa, *Economy of Permanence...*, *op. cit.*

4. Joseph Chelladurai Kumarappa, *Gandhian Economic Thought*, Bombay, Vora & Co, 1951.
5. Ernst Friedrich Schumacher (1973), *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil/Contretemps, 1978.
6. Solomon Victus, *Religion and Eco-Economics of J.C. Kumarappa. Gandhism Redefined*, New Delhi, Ispck, 2003.

ARTICLES LIÉS

Care
Croissance
Développement (critiques du)

ÉCONOMIE FÉMINISTE

Antonella Picchio



L'économie féministe introduit un changement de perspective dans la façon de voir l'économie. Cette perspective se construit lorsqu'on considère les femmes comme des sujets autonomes, non définissables à partir de la norme masculine qui a transformé la différence sexuelle en infériorité sociale. Le point de vue féministe, dégagé des préjugés masculins réducteurs et déformants¹, permet d'appréhender l'économie d'une façon plus profonde et plus large. Plus profonde parce que le savoir empirique des femmes permet d'approcher de plus près la complexité de la vie réelle ; plus large parce qu'elle étend l'analyse économique aux activités domestiques, non marchandes.

Le pouvoir de changer de perspective est enraciné dans le mouvement féministe international de la fin des années 1960 et du début des années 1970. À cette époque, comme aujourd'hui, la vague politique féministe

se focalisait sur la résistance des femmes à l'utilisation de leur corps par l'État et l'Église comme moyen de production et de reproduction, ainsi qu'à leur contrôle par les hommes².

La pensée économique féministe est un champ d'étude en rapide expansion. C'est une démarche hétérogène et pragmatique ouverte à différents paradigmes, approches et méthodes empiriques. Les principaux domaines de recherche et de débat sont :

- la décomposition des données économiques selon le sexe, pour souligner des formes persistantes et négligées d'inégalités genrées, ainsi que leur impact sur le marché du travail, les processus de développement, le commerce et les politiques publiques ;
- l'extension des dimensions micro et macroéconomiques aux activités non-marchandes ;
- l'inclusion de dimensions sociales dans l'analyse et les politiques économiques ;
- la critique féministe des théories économiques actuelles, dominantes comme hétérodoxes, pour leur aveuglement méthodologique concernant la reproduction sociale des êtres humains.

L'une des institutions universitaires les plus importantes de ce courant est l'International Association for Feminist Economics (IAFFE), qui publie la revue *Feminist Economics*.

Les systèmes économiques sont caractérisés par des relations spécifiques entre la production de ressources et la reproduction sociale des individus. Les rapports de production et de reproduction sont fondés sur la division du travail productif et reproductif, la distribution de revenus et de ressources, ainsi que sur les rapports sociaux de sexe et de classe³.

Le système capitaliste repose sur un ensemble de processus historiques doté d'une structure spécifique : la production de marchandises, les échanges marchands, la répartition des revenus et, enfin et surtout, la

reproduction sociale de la population. Ces processus sont tous reliés entre eux dans un flux circulaire qui n'est pas durable en soi et s'adapte au fil des crises récurrentes.

Le système capitaliste est caractérisé par le marché de la main-d'œuvre salariée, c'est-à-dire l'achat et la vente de la capacité à travailler (la force de travail), qui est traitée comme une marchandise. Les économistes politiques classiques (Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx) ont défini le salaire comme le coût normal des besoins traditionnels qui permettent à la « population laborieuse » de travailler et de reproduire sa « race » (c'est le terme qu'ils utilisent). En réalité, dans un contexte capitaliste, la vie des travailleurs devient un moyen de production qui doit être maintenu, au nom du profit, dans les limites de l'efficacité et du contrôle social. Ce processus de transformation des vies en capital est un champ de bataille moral et politique qui établit, dans le contexte du capitalisme, un lien indissoluble entre l'économie et l'éthique, et rend endémiques les luttes entre sexes et entre classes.

Le capitalisme est un système dangereux et intrinsèquement destructeur : dans son ensemble, il n'est pas viable précisément parce qu'il établit un conflit entre le bien-être de la population active et le profit, et parce qu'il exploite l'environnement pour dissimuler les coûts réels de production et se décharger des responsabilités sociales.

Les théories économiques ne sont ni neutres ni innocentes par rapport au fonctionnement de ce système ou à ses conditions. Les principaux paradigmes économiques diffèrent quand il s'agit de définir le profit, le capital, les salaires et la répartition des revenus. La façon dont la reproduction sociale de la population laborieuse est reliée aux autres processus structurels, tout particulièrement, induit des variations paradigmatiques majeures. Puisque, dans l'économie politique classique, le profit est défini comme un résidu entre la production et ce qui est alloué à la population laborieuse sur tous les plans (revenus, services publics, prestations sociales), et que le processus de répartition du surplus trouve

son explication dans les rapports de pouvoir entre classes, le processus de reproduction de la population laborieuse est au centre de l'analyse de la valeur et de la répartition, et au cœur d'un conflit structurel.

Dans le contexte actuel d'insécurité croissante, d'inégalité sociale, de peur de nouvelles guerres et de destruction incessante de l'environnement, la sensibilité de la critique décroissante et, à plus forte raison, les diverses expériences de vie locale conviviale sont intéressantes et, qui plus est, capables d'engendrer des conditions de vie plus humaines au plan local. Pourtant, d'un point de vue féministe, ces approches ont certaines limites. L'économie macroféministe et la perspective décroissante diffèrent par la façon dont elles ordonnent et envisagent les processus structurels, et par l'attention qu'elles prêtent à la répartition entre profit et subsistance de la population (laborieuse). La perspective décroissante s'attache beaucoup à la production et la consommation, en accordant à l'économie de subsistance un rôle mythifié, mais elle ne prête pas assez attention aux politiques physiques sexuelles et classistes de la reproduction sociale dans le contexte capitaliste actuel.

À un niveau micro, la structure des biens et des services pour un usage direct peut prendre en compte l'exigence d'une vie saine, sociable et juste, mais au niveau macro, le récit décroissant ne remet pas en cause la structure du capitalisme. La crise actuelle montre qu'il existe un petit groupe de profiteurs financiers dotés du pouvoir de réguler les dépenses publiques, c'est-à-dire de décider de la souffrance des corps et des esprits de la population. Toute personne sensée doit bien sûr se sentir révoltée par une telle situation, mais il est tout aussi peu satisfaisant de se contenter d'une critique d'ordre moral envers notre façon de produire et de consommer. Le défi réel consiste à s'efforcer de désamorcer les forces structurelles à la racine de dynamiques aussi destructrices et aliénantes.

Pour comprendre les caractéristiques matérielles et morales du système capitaliste, il faut des théories permettant de bien saisir sa structure et sa dynamique. La théorie classique du surplus offre des outils puissants à cet

égard. Elle montre non seulement que le surplus est le motif principal de la production, mais aussi que la répartition entre les salaires (y compris les salaires sociaux) et le profit (plus la rente) résulte d'une confrontation politique, institutionnelle, établie sur des rapports inégaux entre les classes et entre les sexes⁴. Une fois que les politiques de répartition sont mises au jour et que les conditions de vie réelles apparaissent comme cruciales et au cœur du conflit social, les prétendues « contraintes objectives », qui condamnent tant de gens à la pauvreté et à l'exclusion sociale, et les femmes à de plus en plus de travail non rémunéré, relâcheront leur étreinte. L'utilisation de la reproduction sociale comme capital et comme motif de contrôle des corps et de la capacité d'agir des femmes pourrait aussi expliquer toutes les violences exercées contre les femmes depuis les débuts du capitalisme⁵.

Les outils analytiques récents fournis par le concept de « capacité » développé par Amartya Sen et Martha Nussbaum, peuvent enrichir la théorie classique du surplus. Ils élargissent le concept de niveau de vie : ce n'est plus un panier de marchandises, mais une série multidimensionnelle de fonctionnements individuels qui définit le bien-être effectif à l'intérieur d'un espace de capacités multiples. La liberté de mener sa vie selon ses valeurs en tant qu'individu autonome, incarné et inséré dans un contexte social, devient une dimension fondamentale d'une vie bonne.

En utilisant la « boîte à outils » des théories du surplus et de la capacité, la perspective féministe sur l'expérience des femmes, c'est-à-dire sur ce que signifie *vraiment* être incarné et inséré dans un contexte social, propose une « approche macroéconomique reproductive et étendue » pour servir de base à une économie transformative fondée sur le *care*⁶.

La perspective décroissante n'est pas assez large pour inclure la critique de la macro-dynamique du système capitaliste actuel et pas assez profonde pour faire apparaître la complexité des vies réelles et le recours aux activités des femmes pour les rendre durables. Elle partage ainsi l'aveuglement général qui relègue toute responsabilité reproductive, tout souci de

l'autre, dans l'espace domestique, signifiant, entre autres choses, que la vulnérabilité humaine, y compris la vulnérabilité des adultes mâles, demeure un problème féminin.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Voir Diane Elson, « The Economic, the Political and the Domestic. Businesses, States and Households in the Organization of Production », *New Political Economy*, vol. 3, n° 2, 1998, p. 189-208.
2. Voir Maria Dalla Costa et Selma James, *The Power of Women and the Subversion of the Community*, Bristol, Falling Wall Press, 1972.
3. Voir Antonella Picchio, *Social Reproduction. The Political Economy of the Labour Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
4. *Ibid.*
5. Silvia Federici (2004), *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Genève/Marseille, Entremonde/Senonevero, 2014.
6. Antonella Picchio, « An Extended Macroeconomic Approach », in Antonella Picchio (dir.), *Unpaid Work and the Economy. A Gender Analysis of the Standards of Living*, Londres, Routledge, 2003, p. 11-28.

ARTICLES LIÉS

Care
Capitalisme
Marchandisation

UBUNTU

Mogobe B. Ramose



La notion d'ubuntu renvoie à une philosophie des peuples africains de langue bantoue. Elle repose sur l'idée que le mouvement est le principe de l'être : tous les êtres vivants existent dans un flux incessant et complexe d'interactions et d'échanges¹. Dans l'ubuntu, pour être humain, il faut savoir donner, recevoir et transmettre les bienfaits de la vie, il faut prendre soin de soi et des autres². C'est la position éthique au cœur de la vision ubuntu du monde. « Une personne est une personne à travers d'autres personnes » : telle est la devise ubuntu. L'être humain existe et se développe à travers sa relation aux autres et son interdépendance avec eux.

Ici, la notion d'autrui englobe tous les êtres vivants, pas seulement les humains. Elle a donc un lien direct avec le soin (*care*) et le souci de l'environnement. L'éthique ubuntu repose sur le principe selon lequel

il faut défendre la vie et éviter de tuer³. Le proverbe sesotho « *feta kgomo o tshware motho* » exprime ce principe : entre la conservation de la vie, notamment humaine, et l'accumulation excessive de biens, il faut choisir la première. La conception du monde ubuntu (ou *botho* ou *hunhu*) s'appuie sur le principe éthique d'une défense de la vie articulé autour du souci d'autrui et du partage avec autrui, y compris l'environnement dont l'être humain fait partie. La vie est envisagée dans son intégralité⁴.

Selon la philosophie ubuntu, la communauté est un trio composé des vivants, des morts-vivants (les ancêtres) et de ceux qui sont encore à naître. La communauté des vivants répond aux morts-vivants en entretenant leur souvenir par divers rites qui se rapportent aux différentes étapes de la vie de l'individu ou de la famille. Maintenir ainsi une relation avec les morts-vivants est considéré comme une source de bien-être et d'harmonie et évite aux vivants les souffrances infligées par les morts-vivants contrariés. Un autre bénéfice de l'harmonie entre les vivants et les morts-vivants est que ces derniers créeront les conditions nécessaires pour que les vivants remplissent leurs obligations vis-à-vis du troisième groupe de la communauté. Les vivants doivent en effet mettre au monde ceux qui sont encore à naître, mais également les nourrir et les élever. Pour cela, ils doivent disposer de tout ce qui est nécessaire à la préservation de la vie. C'est à partir de ce nœud, de cet élément crucial, que la notion de vie prend son caractère global et s'étend aux générations futures et à l'environnement. L'être humain a la responsabilité de défendre la vie en appliquant les principes éthiques du souci de l'environnement. La vie étant un tout, dans la conception ubuntu, on pourrait affirmer que l'environnement est la quatrième dimension de la communauté ubuntu.

Concrètement, les hommes et les femmes qui partagent la philosophie ubuntu prennent soin de l'environnement en accomplissant divers rites de fertilité, en observant des tabous et en respectant les totems.

Le réchauffement planétaire menace la vie dans sa totalité. Ce risque n'a d'égal que la menace d'un holocauste nucléaire, menace passée sous

silence, mais bien réelle. La marche obstinée et inexorable vers un suicide collectif provoqué par la destruction de notre mode de vie actuel est comparable à la poursuite insatiable de l'argent et du profit. Tout cela va à l'encontre de l'idée ubuntu de la communauté et du principe éthique correspondant de *feta kgomo o tshware motho* car la communauté de ceux à naître a le même droit à la vie que les vivants.

L'ubuntu fournit les fondements philosophiques pour développer un autre imaginaire que celui de la croissance et du développement. En ce sens, il peut être une source d'inspiration pour les décroissants. En effet, si la décroissance est une remise en cause de la notion de développement dans le Nord, les imaginaires comme l'ubuntu remplissent la même fonction en Afrique et ailleurs. La question n'est pas de savoir si le Nord doit décroître pour que le Sud puisse croître, mais plutôt : pouvons-nous laisser s'exprimer des imaginaires locaux différents qui pourront contribuer à façonner l'avenir ? La philosophie ubuntu met l'accent sur le lien avec autrui. Il fait écho aux concepts anglo-américains de biens communs et de mise en commun. C'est aussi un principe fort de solidarité communautaire matérialisée par la redistribution des richesses. L'esprit des « communautés extraverties » ubuntu fait penser aux économies locales avec circulation et frontières ouvertes que les décroissants appellent de leurs vœux. Le travail de groupe et la coopération sont privilégiés au détriment de la promotion de soi, dans la droite ligne de l'esprit coopératif de la décroissance, même s'il y a aussi une reconnaissance de l'individu en tant qu'être unique et distinct. Les sociétés urbaines modernes sont abstraites ; cela a sapé la socialisation communautaire qui est centrale dans la conception ubuntu. Mais on peut reconquérir cette socialisation en appliquant une éthique de la responsabilité collective et en recherchant une prospérité collective.

Même si l'on a fait taire sa voix en Afrique du Sud depuis plus de trois siècles, la philosophie ubuntu n'est pas morte. Sa persistance même pose un défi important aux problèmes environnementaux actuels, à commencer par le réchauffement planétaire. Il est urgent d'agir, et l'une

des réponses éthiques possibles à la nécessité d'inverser le changement écologique mondial consiste à mettre en pratique les principes ubuntu.

(traduction : Samuel Bréan)

NOTES

1. Mogobe B. Ramose, *African philosophy through Ubuntu*, Harare, Mond Books Publishers, 1999, p. 50-59.
2. Marcel Griaule, *Dieu d'eau. Entretiens avec Ogotemméli*, Paris, éditions du Chêne, 1948.
3. Bénédet Bujo, *The Ethical Dimension of Community*, Nairobi, Paulines Publications Africa, 1998, p. 77.
4. David Bohm (1980), *La plénitude de l'univers*, Monaco, Le Rocher, 1987.

ARTICLES LIÉS

Biens communs
Care
Coopératives
Croissance
Développement (critiques du)
Imaginaire (décolonisation de l')

ÉPILOGUE

DE L'AUSTÉRITÉ À LA DÉPENSE

Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Federico Demaria



- *Un grand duel, mon oncle. [...] De grandes choses se préparent, mon oncle, et je ne veux pas rester à la maison.*
- *Tu es fou, mon enfant ! Aller se mettre avec ces gens-là ! Ce sont tous des mafieux et des coquins. Un Falconeri doit être avec nous, pour le Roi.*
- *Pour le Roi, certes, mais pour quel Roi ? [...] Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change.*

Giuseppe Tomasi Di Lampedusa, *Le guépard* (1958)

Toute cette ville... On n'en voyait pas la fin... Ce n'est pas ce que j'ai vu qui m'a arrêté, Max. C'est ce que je n'ai pas vu... Dans toute cette ville tentaculaire, il y avait tout, sauf une fin... Prends un piano. Les touches commencent quelque part, les touches finissent quelque part. On sait qu'il y en a 88... Elles ne sont pas infinies, mais nous, nous le sommes. Sur ces 88 touches, on peut composer une infinité de musiques... Mais si tu me mets

sur cette passerelle et que tu sors un clavier avec des millions de touches, et qu'elles n'en finissent pas, ce clavier est infini. Mais si ce clavier est infini, on ne peut jouer aucune musique avec.

Dialogue du film *1900* (Bernardo Bertolucci, 1976)

J'avais un angle de vue d'où un sacrifice humain, la construction d'une église ou le don d'un joyau n'avaient pas moins d'intérêt que la vente du blé.

Ce n'est pas la nécessité mais son contraire, le « luxe », qui pose à la matière vivante et à l'homme leurs problèmes fondamentaux.

Georges Bataille, *La part maudite* (1949)

Dans le prolongement de la crise économique en Europe et aux États-Unis, on a posé comme centrale la nécessité de choisir entre austérité et dépense. Les gouvernements devaient-ils mettre en place des mesures d'austérité ou des politiques de déficit budgétaire pour relancer la croissance ? Alors que l'Union européenne a très majoritairement opté pour la première solution, les États-Unis ont largement choisi la deuxième. D'un point de vue économique traditionnel, on pourrait dire que l'austérité ne fonctionne pas : la plupart des pays européens sont encore dans une phase de récession, tandis que les États-Unis croissent à nouveau, lentement. Mais du point de vue de la décroissance, ni les politiques d'austérité ni celles de déficit budgétaire ne constituent une solution : elles sont le problème. Ces deux options visent, en effet, à relancer la croissance ; les partisans de la décroissance s'opposent à elles précisément parce qu'elles sont idéologiquement ancrées dans l'imaginaire de la croissance. Même ceux qui ne désirent la dépense et la croissance que pour une courte période, le temps de sortir de la crise, et qui fondent ensuite leurs espoirs sur une « après-croissance », ne se rendent pas compte que cet « après » ne viendra jamais, puisque c'est justement par le spectre de la récession et de la crise que la croissance est éternellement légitimée.

Afin de décrire les différences substantielles entre la société de décroissance que nous envisageons et la société occidentalisee dans laquelle nous vivons,

il nous a semblé utile de déconstruire brièvement l'imaginaire de l'austérité et celui de la dépense, à partir de deux exemples pris dans l'actualité.

Coupure de presse numéro 1, 11 novembre 2013 : David Cameron fait un discours sur l'austérité au banquet du Lord-maire de Londres. Le Premier ministre britannique appelle à un « changement culturel fondamental ». Il fustige l'oisiveté et invoque la valeur britannique traditionnelle du travail assidu. « Pour le dire simplement, explique-t-il, aucun pays ne peut réussir sur le long terme si les gens dotés de capacités sont payées à ne rien faire et ne travaillent pas ». D'après lui, les gens restent au chômage parce qu'ils touchent trop d'allocations :

Pendant des générations, des gens aptes à travailler ont été délaissés par le système et rivés aux allocations.

Ces dernières seront diminuées, promet-il, et personne ne verra aucun avantage à rester oisif ou à travailler moins :

Nous ferons en sorte que chaque heure de travail et chaque emploi supplémentaires soient récompensés.

Dans le discours de Cameron, l'État est le problème, pas la solution ; il doit être réduit, dégraissé, et cantonné à l'élaboration et à l'application de règles, en laissant les marchés et le secteur privé produire de la richesse. Son discours est un éloge de l'entreprise privée :

L'économie du Royaume-Uni devrait être basée sur l'entreprise [...]. Il faut soutenir, récompenser et célébrer l'entreprise [...], s'assurer qu'elle est partout mise en valeur, mise en avant dans les écoles, étudiée dans les universités, célébrée dans les communautés.

Coupure de presse numéro 2, 16 novembre 2013 : Paul Krugman commente un discours de Lawrence Summers au FMI dans lequel l'économiste américain a évoqué le spectre d'une « stagnation séculaire » menaçant l'économie des États-Unis, c'est-à-dire une croissance zéro sur le long terme. Pour Krugman, c'est le résultat d'une trappe à liquidité, et il faut donc absolument que l'État dépense. Idéalement, une telle

dépense devrait être productive ; mais d'après Krugman, même une dépense improductive ferait l'affaire. L'important est d'entretenir la circulation de la monnaie. Enterrer de l'argent ou de l'or, comme le proposait Keynes, et demander aux entreprises de les déterrer. Évoquer la menace d'une invasion extraterrestre et augmenter les dépenses militaires (piste qui à les faveurs de Krugman). Ou encore obtenir des entreprises étasuniennes qu'elles « transforment tous leurs employés en cyborgs, et instaurent partout le port des Google Glass et des montres intelligentes ». Même si, au final, ça ne paye pas, « la hausse de l'investissement nous aura donné plusieurs années de fort emploi, sans véritable gaspillage *puisque les ressources utilisées auraient été autrement inactives* ».

En apparence, ces deux discours semblent être diamétralement opposés. Cameron en appelle à un changement culturel sans précédent, mais il ne fait en réalité que reprendre les instructions de Locke à la bourgeoisie émergente, caractéristiques, affirma ensuite Max Weber, de « l'éthique protestante » : travailler dur, et abandonner toute complaisance envers soi-même et tout plaisir. Ainsi, suggère Cameron, le capital s'accumulera et les entreprises produiront de la richesse. Dans la conjoncture actuelle, il est indubitable que le programme de Cameron est classiste et redistribue les richesses vers le haut. On demande à la classe ouvrière de se serrer la ceinture et d'accepter la perte des services, gratuits ou subventionnés, auxquels elle a droit en tant que partie de la communauté, pour que les riches n'aient pas à supporter des impôts plus élevés pour financer la chose publique en l'absence de croissance. Le projet keynésien, au contraire, semble mettre la priorité sur l'emploi de la classe ouvrière ; en défendant la dépense publique, il ne semble pas, du moins en principe, régressif (même s'il n'est pas destiné à ce que l'on appellerait normalement des services publics).

Toutefois, prétendons-nous, ce qui est commun entre les deux discours est plus instructif que ce qui les sépare. Cameron et Krugman s'intéressent tous deux à « l'investissement ». Pour le premier, les investissements croîtront si l'on rassure les marchés sur la maîtrise des dépenses de l'État.

Le second souhaite que l'État donne un coup de pouce à l'investissement en injectant de l'argent dans l'économie. Ils diffèrent sur la façon de procéder, mais ce que tous deux veulent, c'est voir le capital circuler et croître à nouveau. Le second trait que ces discours ont en commun, c'est l'aversion pour « l'inactivité ». Pour Cameron, le problème, c'est l'oisiveté des travailleurs et les ressources dépensées par l'État pour l'entretenir. Pour Krugman, c'est l'oisiveté du capital et le gaspillage des ressources productives qui pourraient être investies à la place. Pour Cameron, le problème gît dans le travailleur qui ne travaille pas, pour Krugman, dans le capital qui ne circule pas.

Au contraire, nous, tenants de la décroissance, n'avons pas peur de l'inactivité. Le scandaleux « droit à la paresse » invoqué par Paul Lafargue est notre source d'inspiration. Une société qui a développé autant de ressources peut certainement étendre à tous ses membres le droit à l'oisiveté dont jouissent quelques nantis, disait Lafargue en 1883, et André Gorz à sa suite cent ans après. Nous, tenants de la décroissance, n'avons pas peur non plus de l'inactivité du capital : nous la désirons. La décroissance implique de ralentir le capital. L'essence du capitalisme est le réinvestissement de l'excédent dans une nouvelle production. Dans les sociétés industrialisées, la richesse est ce qui peut être à nouveau investi.

La dépense proposée par Krugman et Summers paraît inutile et improductive à court terme, mais se veut productive à long terme : c'est une dépense utilitariste dont le but est de valoriser le capital, pour qu'il ne soit pas inactif, en relançant la croissance par sa circulation. Pire encore, leur proposition implique tacitement que les politiques publiques n'abordent pas la question du sens de la vie et de la création d'un collectif politique. Pour nous, à l'inverse, la crise socioécologique actuelle incite à dépasser la croissance insensée du capitalisme à travers une *dépense* sociale. Il s'agit ici d'une dépense réellement collective : un festin en groupe, la décision de subventionner une classe d'individus versés dans les choses de l'esprit pour parler de philosophie, ou de ménager des espaces forestiers inoccupés. De telles dépenses sont improductives au sens strictement

économique. Les pratiques de *dépense* « consomment » le capital et le soustraient à la sphère de la circulation, ce qui a pour effet de la ralentir. Un tel « gaspillage » collectif n'a pas pour objet l'utilité personnelle ou l'utilité du capital. Il se veut politique. Il constitue un processus à travers lequel un groupe peut définir la « vie bonne » et lui conférer un sens, en délivrant les individus de leurs existences privatisées, illusives et absurdes.

La notion de *dépense* provoque l'effroi, non seulement chez les partisans de l'austérité, mais aussi parmi les keynésiens, les marxistes et les radicaux de toutes sortes, y compris certains écologistes. Revenons à nos deux exemples et examinons les réactions suscitées par les circonstances dans lesquelles était prononcé le discours de Cameron. Les progressistes ont réagi parce que le Premier ministre en appelait à l'austérité en plein milieu d'un vaste et somptueux salon au mobilier doré à l'or fin. Pour ce qui nous concerne, nous ne nous inquiétons guère d'une telle prodigalité, qui est le fait d'une institution publique, la Corporation de la Cité de Londres, créée au Moyen-Âge. Les ors du salon du Lord-maire sont le fruit d'une dépense improductive caractéristique de l'essence anti-utilitariste d'un temps précapitaliste révolu. Pour les keynésiens, ce qui est affligeant dans ce tableau, c'est l'étalage de richesses, mais pas pour nous. Ce qui est paradoxal, ce n'est pas que soit fait l'éloge de l'austérité dans un décor de luxe, c'est surtout que cela ait eu lieu dans un lieu symbolisant une époque où les souverains n'avaient pas peur de la *dépense*.

L'hôtel de ville de Londres est une forme de *dépense* publique, ce que nous ne souhaitons pas reproduire, mais que nous ne critiquons pas en soi. Nous sommes bien conscients que les dorures du Guildhall, à Londres, proviennent de l'exploitation de travailleurs, de colonies, et d'écosystèmes par l'Empire britannique. Nous sommes opposés à de telles dépossessions et destructions de ressources. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est ce qu'il advient de l'excédent, non sa provenance. L'excédent social peut très bien être le résultat d'une exploitation, comme il l'a été, mais ce n'est pas obligatoire : le bien commun peut être généré sans exploitation. Les progressistes qui critiquent le discours de Cameron sont gênés par

la contradiction, selon eux, entre son appel à l'austérité et l'étalage de richesses autour de lui. Nous ne voyons rien de contradictoire entre le fait que cette richesse soit un produit de l'exploitation, et l'appel de Cameron à mettre en place l'austérité, c'est-à-dire à exploiter davantage les travailleurs.

De nombreux écologistes trouvent difficile d'accepter l'idée d'un tel gaspillage non utilitariste des ressources, parce que leur imaginaire est très fortement lié à l'idée de rareté naturelle. Or la rareté est sociale. Depuis l'âge de pierre, nous avons eu davantage que ce qui était nécessaire à nos besoins de base. Si les sociétés préhistoriques d'abondance décrites par Marshall Sahlins n'ont pas fait l'expérience de la rareté, ce n'est pas parce qu'elles possédaient beaucoup, c'est parce qu'elles ignoraient ce qu'était la rareté et qu'elles estimaient avoir toujours assez. Elles consommaient ce qu'elles trouvaient, et elles n'accumulaient jamais. La rareté appelle l'épargne et l'accumulation ; c'est la raison pour laquelle la société industrielle perçoit communément la rareté comme le problème majeur de l'humanité. Et qu'elle est la condition *sine qua non* du capitalisme. Le message que nous adressons aux écologistes frugaux est qu'il vaut mieux gaspiller des ressources pour orner de dorures un bâtiment public ou les boire lors d'un grand festin, plutôt que les mettre à bon usage, en accélérant plus encore l'extraction de nouvelles ressources et la dégradation de l'environnement. C'est la seule façon d'échapper au paradoxe de Jevons. L'accumulation conduit à la croissance, pas au gaspillage. Même dans une société de sujets frugaux dotée d'un métabolisme réduit, il y aura toujours un excédent, qui devra être dépensé si l'on veut éviter de réactiver la croissance.

À ceux qui s'inquiètent qu'il n'y ait pas assez de ressources pour subvenir aux besoins de base, et à plus forte raison, pour les gaspiller inutilement, nous nous permettons de faire remarquer l'incroyable quantité de ressources actuellement réparties dans les bulles spéculatives et les jeux positionnels à somme nulle, qui n'ont d'autre but que de faire circuler le capital (selon le souhait de Paul Krugman). Les économistes se rendent maintenant compte que les bulles spéculatives ne sont pas des aberrations :

elles sont essentielles au capitalisme et à la croissance. Il suffit de songer à l'immense quantité de ressources dépensées dans le sport professionnel, le cinéma et l'art moderne commercial, les services financiers, ou toutes sortes de consommations positionnelles (voitures ou maisons neuves, gadgets dernier cri, tous ces biens dont la seule valeur fugace est d'être les derniers en date). Un match de football était tout aussi divertissant il y a 50 ans, lorsque le sport était pratiqué par des amateurs, et un film ou un tableau ne sont pas meilleurs aujourd'hui que jadis, tout cela en dépit des capitaux immenses qui circulent pour financer et vendre le sport et l'art. « Des Ferrari pour tous » est le rêve hors de portée proposé par la société de la croissance, mais lorsque tout le monde aura une Ferrari, la Ferrari aura cessé d'être un marqueur de position. Les économistes préconisent de fixer des limites à ces compétitions positionnelles à somme zéro, des limites qui permettraient de libérer des ressources pour une croissance réelle. Nous proposons pour notre part de libérer ces ressources pour subvenir aux besoins de base et de faire avec ce qui reste un festin collectif, afin de proclamer l'avènement d'une nouvelle ère politique. Nous, tenants de la décroissance, avons considérablement avancé dans nos réflexions sur l'État et les institutions autonomes qui subviendront aux besoins de base. Maintenant, il nous faut réfléchir aux institutions qui seront responsables de la socialisation de la *dépense* improductive et des manières dont les surplus en circulation seront limités et épuisés.

Tout en déplorant l'inactivité des « facteurs de production » au niveau sociétal, les discours capitalistes encouragent la consommation de gaspillage dans la sphère privée : un individu peut s'enivrer, dépenser toutes ses économies au casino, organiser des fêtes privées avec du champagne et du caviar pour son entourage, dépenser les ressources qu'il a accumulées dans des passe-temps coûteux ou des achats dispendieux, ou encore louer le corps de belles femmes et de beaux hommes pour des fêtes VIP. Toute cette *dépense* privée est permise au nom de la liberté de chaque individu de chercher en vain le sens de la vie dans sa petite sphère personnelle. Le principe de base jamais mis en question de la société moderne est le droit pour chaque personne d'accumuler des ressources au-delà de ses

besoins élémentaires et de les utiliser pour réaliser ce qu'elle estime être une « vie bonne ». En conséquence, le système doit constamment croître pour donner à tous et à chacun la possibilité d'exercer ce droit, comme il prétend le faire dans l'abstrait.

Ce trait central de la modernité a également affecté de nombreux courants du marxisme, qui ont poussé à l'extrême le rêve d'émancipation collective en exaltant une vie faite d'abondance matérielle pour tous. Les régimes socialistes existants se sont aperçu que les besoins élémentaires pouvaient très bien être satisfaits pour tous. Mais cela a conduit à la répression de la *dépense* personnelle et à la disqualification de la *dépense* socialisée (si l'on excepte les parades militaires et les cérémonies en l'honneur de bureaucrates stakhanovistes). L'hypothèse que nous avançons ici, c'est qu'en étouffant à la fois la *dépense* privée et la *dépense* sociale, ces régimes ont creusé eux-mêmes leur tombe.

Dans la société de la décroissance telle que nous l'imaginons, la *dépense* sera ramenée dans la sphère publique, mais l'individu se caractérisera par sa sobriété. Nous ne lançons pas cet appel à la sobriété personnelle au nom des déficits financiers, des limites écologiques ou pour des raisons morales ; notre appel n'est pas l'appel protestant des partisans de l'austérité. Il se base sur le principe que c'est une illusion anthropologique que de vouloir trouver individuellement du sens à la vie. Que l'on songe par exemple à ces individus riches à millions qui, alors qu'ils ont fini par tout posséder, dépriment et ne savent que faire de leur existence. Trouver seul le sens de la vie est une chimère qui a des conséquences écologiquement néfastes et socialement injustes, puisque tous ne peuvent y parvenir. Le sujet sobre de la société décroissante tel que nous l'envisageons n'aspire pas à l'accumulation des biens matériels, car il entend se libérer de la nécessité de trouver du sens individuellement. Les gens devraient se prendre moins au sérieux, pour ainsi dire, et jouir d'une existence libérée du poids insoutenable d'avoir à choisir entre une infinité de possibles. Comme le pianiste du film *1900*, le sujet sobre sait parfaitement qu'il ne doit pas désirer un piano au nombre illimité de touches. Comme le pianiste, il

préférera toujours un dispositif limité à la ville sans limites. Le sujet sobre trouve du sens dans les rapports avec les autres, non en lui-même. Libéré du projet de trouver individuellement le sens de la vie, il peut se consacrer à une vie quotidienne centrée sur l'attention portée aux autres (*care*) et participer à la *dépense* sociale démocratiquement déterminée. D'un point de vue anthropologique, ce sujet décroissant existe déjà. C'est le sujet des sociétés néo-utopistes et des écocommunautés. On peut le trouver parmi les néoruraux qui travaillent la terre, ou parmi les citoyens qui cultivent des jardins urbains ou, à l'instar des Indignés, occupent des places. La question ouverte est de savoir comment il peut faire des émules ; mais il s'agit là d'une question politique, et non individuelle.

Le binôme sobriété personnelle/*dépense* sociale doit remplacer le binôme austérité sociale/excès individuel. Notre imaginaire dialectique est « politique » au sens fort du terme. Qu'on le compare à l'économie prétendument « politique » de Krugman, qui, comme le personnage du *Guépard*, veut tout changer (même inventer des extraterrestres !), pour que « tout reste tel que c'est ». Le paradoxe de l'économie politique contemporaine est en effet qu'elle ne doit pas être politique, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas participer à la construction du (nouveau) sens de la vie, cette tâche étant abandonnée aux individus et à leurs réseaux privés. Pour notre part, nous soutenons qu'une fois assurée la satisfaction des besoins élémentaires, c'est en décidant collectivement « quoi *dépenser* » qu'on pourra construire le sens d'une « vie bonne » et que le politique pourra inaugurer une nouvelle ère. Le royaume du sens commence là où prend fin celui de la nécessité. Une société décroissante devra créer de nouvelles institutions pour choisir de façon collective comment allouer ses ressources aux besoins de base d'une part, et aux différentes formes de *dépense* de l'autre. Le politique ne prend pas fin avec la satisfaction des besoins élémentaires : c'est là qu'il commence. Le choix entre des festins collectifs, des jeux olympiques, des écosystèmes livrés à eux-mêmes, des dépenses militaires ou des voyages dans l'espace se présentera toujours. La charge pesant sur la démocratie et les institutions délibératives sera plus forte qu'actuellement, où le dogme de la croissance et du réinvestissement

continu a éludé la difficile question de savoir ce que nous voulons faire quand nous *aurons assez*. L'économie politique s'intéressera à nouveau au sacré. Et l'économie de l'austérité pour le plus grand nombre, et du plaisir privé pour quelques-uns, cédera la place à une économie du festoiment commun pour tous les individus sobres.

Vive la décroissance conviviale ! Pour la sobriété individuelle et la dépense sociale !

(traduction : Samuel Bréan)

ARTICLES LIÉS

Anti-utilitarisme
 Autonomie
 Capitalisme
 Croissance
 Dépense (notion de)
 Dépolitisation/Le politique
 Écocommunautés
 Extractivisme
 Imaginaire (décolonisation de l')
 Indignés/Occupy
 Jardinage urbain
 Limites sociales de la croissance
 Métabolisme sociétal
 Néoruraux
 Néo-utopistes

ANNEXE

Giorgos Kallis



10 propositions politiques pour la nouvelle gauche : Oui, nous pouvons prospérer sans croissance.

Dans le livre *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, nous soutenons que la croissance économique s'avère non seulement de plus en plus difficile dans les pays avancés mais qu'elle est, de surcroît, non viable du point de vue social et écologique. Le climat global, l'État providence ou les liens sociaux qui ont existé des siècles durant sont sacrifiés un à un sur l'autel du dieu croissance.

La décroissance est un appel à la décolonisation de l'imaginaire social par l'idéologie d'un avenir à sens unique n'admettant que la croissance. Il ne faut pas confondre décroissance et récession. La décroissance part

de l'hypothèse qu'il est possible d'atteindre la prospérité en l'absence de croissance économique.

Elle propose une logique novatrice à une gauche radicale qui veut aller au-delà du capitalisme sans, toutefois, reproduire les expériences autoritaires et productivistes des modèles socialistes réels (parfois nommés « capitalisme d'État »).

On assiste à l'avènement en Europe, de l'Espagne à la Catalogne, de la Grèce à la Slovaquie et à la Croatie, d'une Gauche nouvelle dont la nouveauté tient non seulement aux idées mais aussi au jeune âge de ses membres. Cette Gauche sera-t-elle aussi une gauche verte et proposera-t-elle un modèle coopératif alternatif pour l'économie inspirée des idées de la décroissance ? Ou à l'instar de la nouvelle gauche d'Amérique latine conditionnée par les exigences du capitalisme global, cette nouvelle Gauche reproduira-t-elle la logique expansionniste du capitalisme en se bornant à substituer les sociétés multinationales par des sociétés nationales, répartissant un peu mieux les miettes entre la populace ?

Beaucoup de gens qui sympathisent avec les idées et la critique exposées dans notre livre nous disent que quand bien même les arguments avancés par les défenseurs de la décroissance paraissent raisonnables, leurs propositions sont vagues et ne pourraient, de toute façon, jamais être mises en pratique. Il semble qu'il soit plus facile d'imaginer la fin du monde, voire la fin du capitalisme, que d'imaginer la fin de la croissance.

Nous présentons ci-après 10 propositions que nous avons rédigées pour le contexte espagnol. Néanmoins, moyennant certaines modifications et adaptations, elles sont applicables à d'autres contextes et pertinentes tant pour la Gauche radicale que pour les formations écologiques partout en Europe.

1 - *Audit citoyen de la dette*. Une économie ne peut être contrainte de croître pour réparer des dettes accumulées qui ont elles-mêmes

contribué à une croissance fictive dans le passé. Il est essentiel non seulement de restructurer mais aussi de supprimer une partie de ces dettes par le biais d'un audit citoyen de la dette, qui s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle culture véritablement démocratique. Une telle restructuration de la dette ne doit pas se faire aux dépens des épargnants et des pensions modestes. La dette de ceux qui détiennent des fortunes et des avoirs considérables, elle, ne doit pas être annulée. Les créanciers qui ont prêté par pure spéculation doivent assumer les pertes.

- 2 - *Partage du travail*. Réduction de la semaine de travail à 32 heures. Ceci devra être agencé de telle sorte que les pertes de salaire résultant de la réduction du temps de travail ne se répercutent que sur la tranche de revenus des 10 % les plus riches. À condition d'être assorti de la réforme fiscale proposée ci-après (cf. point 4), le temps libre ainsi créé sera moins susceptible d'être consacré à des formes de consommation matérielle.
- 3 - *Revenu de base et revenu maximum*. Fixation d'un socle de revenu minimum d'entre 400 et 600 euros par mois pour tous les résidents espagnols, disponible sans contraintes ou stipulation. Une étude récente suggère que c'est réalisable en Espagne sans refonte majeure du régime fiscal. Cette politique devra être formulée en conjonction avec d'autres réformes fiscales et salariales afin d'augmenter les revenus des 50 % les plus pauvres de la population tout en réduisant ceux des 10 % les plus riches, pour financer la transition. Le revenu maximum d'une personne – revenu du travail aussi bien que du capital – ne peut dépasser une valeur égale à plus de 30 fois le revenu de base (12 000 à 18 000 euros par mois).
- 4 - *Réforme fiscale verte*. Mise en œuvre d'un système de comptabilité visant à transformer, à terme, le système fiscal d'un régime essentiellement basé sur le travail à un régime basé sur l'utilisation d'énergie et de ressources. La taxation des plus faibles revenus pourrait

être réduite et compensée par une taxe carbone. Fixation d'un taux d'imposition de 90 % sur les plus hauts revenus (de tels taux étaient pratique courante aux États-Unis dans les années 1950).

- 5 - *Arrêter les subventions et les investissements destinés à des activités hautement polluantes* en aiguillant les fonds publics libérés vers une production respectueuse de l'environnement. Supprimer les investissements et subventions publics aux infrastructures de transport privées (nouvelles routes, agrandissements aéroportuaires etc.), aux technologies militaires et aux projets liés aux hydrocarbures et à l'extraction minière. Allouer les fonds ainsi libérés à l'amélioration des espaces publics urbains et ruraux – places publiques, rues piétonnières – et subventionner les transports publics et le développement de projets d'énergie renouvelable à petite échelle et décentralisés, soumis à un contrôle démocratique plutôt qu'à celui des entreprises privées.

- 6 - *Pour une société alternative, solidaire*. Soutenir au moyen de subventions, d'exonérations fiscales et de législations, le secteur économique coopératif à but non lucratif florissant en Espagne et inclure les réseaux alimentaires alternatifs, les coopératives et les réseaux dédiés aux soins de santé de base, les coopératives s'occupant de logements partagés et d'enseignement, de même que les artistes et autres professionnels.

- 7 - *Optimiser l'utilisation des espaces et immeubles*. Arrêter la construction de nouveaux logements et rénover le parc de logements existant tout en facilitant la pleine occupation des logements disponibles. Cet objectif pourrait être atteint à travers l'instauration de taxes dissuasives sur les résidences à l'abandon, vides et secondaires.

- 8 - *Réduction de la publicité*. Établissement de critères très restrictifs en matière d'autorisation de la diffusion publicitaire dans les espaces publics, partant de l'exemple de la ville de Grenoble. Mise sur pied

de commissions chargées du contrôle quantitatif et qualitatif de la publicité autorisée dans les médias de masse.

9 - *Établissement de limites environnementales.* Fixation de plafonnements absolus et dégressifs sur le total des émissions de CO₂ autorisées et la quantité totale des ressources matérielles utilisées, y compris les émissions et les matériaux intervenant dans les produits importés, qui proviennent souvent des pays du Sud. Ces plafonds concerneraient les émissions de CO₂, les matériaux, l’empreinte hydrique ou la superficie cultivée, notamment. Des plafonnements pourraient aussi être instaurés pour d’autres contraintes environnementales telles que l’extraction d’eau, la superficie totale constructible et le nombre de permis d’exploitation délivrés à des entreprises touristiques dans des zones saturées.

10 - *Abolition du recours au PIB* en tant qu’indicateur de progrès économique. Le PIB étant un indicateur trompeur, il faut cesser de l’utiliser et se mettre à la recherche de nouveaux indices de prospérité.

Ces propositions sont complémentaires et doivent être mises en œuvre de façon concertée. À titre d’exemple, la fixation de plafonds environnementaux pourrait réduire la croissance et générer de l’emploi, cependant que le partage du travail avec un revenu de base garanti aura pour effet de découpler la création d’emplois et la sécurité sociale de la croissance économique.

Nous ne nous attendons pas à voir les partis de gauche faire de la décroissance leur « bannière ». Mais nous espérons néanmoins qu’ils feront des pas dans la bonne direction et mettront en œuvre de justes politiques telles que celles que nous proposons, indépendamment de leur incidence sur la croissance. Nous espérons voir une gauche authentique éviter de faire de la relance de la croissance économique son objectif.

Pas facile, certes, mais depuis quand une gauche qui se veut radicale opte-t-elle pour les solutions de facilité.

(traduction : Salman Yunus)

BIBLIOGRAPHIE PAR ARTICLE



PRÉFACE

AIE, World Energy Outlook 2010 (résumé consultable en plusieurs langues sur www.worldenergyoutlook.org/publications/weo-2010/).

Robert J. Gordon, « Is US Economic Growth Over ? », *NBER Working Paper*, n° 18315, août 2012.

Raymond C. Kurzweil, *Humanité 2.0. La bible du changement*, Paris, M21 Éditions, 2007.

—, *The age of intelligent machines*, Cambridge (MA), MIT Press, 1990.

—, *The age of spiritual machines*, Londres, Penguin, 1999.

William D. Nordhaus, « The Allocation of Energy Resources », *Brooking Papers on Economic Activity*, n° 3, 1973, p. 529-576.

Paul Romer, *Post-scarcity prophet. Economist Paul Romer on growth, technological change, and an unlimited human future*, Reason.com,

décembre 2001 (reason.com/archives/2001/12/01/post-scarcity-prophet/3).

Paul Samuelson et William D. Nordhaus (1948), *Économie*, Paris, Economica, 2005.

Robert M. Solow, « The economics of resources or the resources of economics », *The American Economic Review*, vol. 64, n° 2, 1974, p. 1-14.

INTRODUCTION

André Amar, « La croissance et le problème moral », *Cahiers de la Nef*, numéro spécial, « Les objecteurs de croissance », n° 52, 1973, p. 133.

Kevin Anderson et Alice Bows, « Beyond “Dangerous” Climate Change. Emission Scenarios For a New World », *Philosophical Transitions of the Royal Society*, vol. 369, n° 1934, janvier 2011, p. 2-44.

Paul Ariès, *Décroissance ou Barbarie*, Lyon, Golias, 2005.

Viviana Asara, Iago Otero, Federico Demaria et Esteve Corbera (dir.), *Socially Sustainable Degrowth as a Social-Ecological Transformation. Repoliticizing Sustainability*, *Sustainability Science*, vol. 10, n°3, juin 2015.

Frederik Berend Blauwhof, « Overcoming Accumulation. Is a Capitalist Steady-State Economy Possible ? », *Ecological Economics*, vol. 84, décembre 2012, p. 254-261.

Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), *Objectif décroissance*, Paris, Parangon, 2003.

Mauro Bonaiuti, *The Great Transition*, Londres, Routledge, 2014.

Cornelius Castoriadis (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Points/Essai, 1999.

—, « Réflexions sur le “développement” et la “rationalité” », *Esprit*, mai 1976, p. 897-920, repris dans *Domaines de l'homme. Les carrefours du*

labyrinth II, Paris, Seuil, 1986, p. 131-154.

Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Christos Zografos, « Introduction », in *Degrowth Futures and Democracy, Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 515-523.

Joana Conill, Amalia Cárdenas, Manuel Castells, Svetlana Hlebič et Lisa Servon, *Otra vida es posible. Prácticas alternativas durante la crisis*, Barcelone, Ediciones UOC Press, 2012.

Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Claudio Cattaneo, « Civil and Uncivil Actors for a Degrowth Society », *Journal of Civil Society*, vol. 9, n° 2, 2013, p. 212-224.

—, David Burgalassi, Hali Healy et Mariana Walter, « Conflict in Campania. Waste Emergency or Crisis of Democracy », *Ecological Economics*, vol. 70, n° 2, décembre 2010, p. 239-249.

Herman Daly, *Beyond Growth. The Economics of Sustainable Development*, Boston, Beacon Press, 1996.

Federico Demaria, François Schneider, Filka Sekulova et Joan Martinez-Alier, « What is Degrowth ? From an Activist Slogan to a Social Movement », *Environmental Values*, vol. 22, n° 2, avril 2013, p. 191-215.

Jean Gadrey, « Paul Krugman : “Une stagnation séculaire est possible, voire assez probable” », Blogs d'Alternatives Économiques, 6 janvier 2014 (consultable sur alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2014/01/06/paul-krugman-une-stagnation-seculaire-est-possible-voire-assez-probable/).

Nicholas Georgescu-Roegen, *Demain la décroissance. Entropie-écologie-économie*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1979.

—, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1971.

Robert J. Gordon, « Is U.S. Economic Growth Over ? Faltering

Innovation Confronts the Six Headwinds », *The National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 18315, 2012.

André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.

— [Michel Bosquet], *Écologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

— [Michel Bosquet], « Si on permet aux grands monopoles de la “récupérer”, la lutte contre la pollution peut conduire au despotisme », *Le Nouvel Observateur*, n° 397, 19 juin 1972.

Jacques Grinevald, « Georgescu-Roegen. Bioéconomie et biosphère », *Silence*, n° 164, avril 1993, p. 4-14.

—, « L'économiste Georgescu-Roegen. Intégrer l'économie dans la problématique énergétique et écologique », *Uni information*, n° 36, 1974, p. 28-29.

David Harvey, *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, Londres, Profile Books, 2010.

Fred Hirsch, *Social Limits to Growth*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1976.

Eric Hobsbawm (2011), *Et le monde changea. Réflexions sur Marx et le marxisme, de 1840 à nos jours*, Arles, Jacqueline Chambon, 2014.

Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

Tim Jackson (2009), *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, coll. « Planète en jeu », 2010.

Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier et Richard B. Norgaard, « Paper Assets, Real Debts. An Ecological-Economic Exploration of the Global Economic Crisis », *Critical Perspectives on International Business*, vol. 5, n° 1-2, 2009, p. 14-25.

—, François Schneider et Joan Martinez-Alier (dir.), *Growth, Recession or Degrowth for Sustainability and Equity ?*, *Journal of Cleaner Production*, vol. 6, n° 18, avril 2010, p. 511-606.

—, Christian Kerschner et Joan Martinez-Alier, « The Economics of Degrowth », *Ecological Economics*, vol. 84, décembre 2012, p. 172-180.

—, Michael Kalush, Hugh O’Flynn, Jack Rossiter et Nicholas Ashford, « “Friday off”. Reducing Working Hours in Europe », *Sustainability*, vol. 5, n° 4, 2013, p. 1545-1567.

Nicolas Kosoy (dir.), *Degrowth. The Economic Alternative for the Anthropocene*, *Sustainability*, numéro special, vol. 5, 2013 (consultable sur www.mdpi.com/journal/sustainability/special_issues/degrowth).

Serge Latouche, *Vers une société d’abondance frugale. Contresens et controverses de la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

—, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007.

—, « À bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale ! », *Silence*, n° 280, février 2002, p. 8-11.

Bruno Latour, « Moderniser ou écologiser. À la recherche de la Septième Cité », *Écologie politique*, n° 13, 1995, p. 5-27.

Philip Lawn, « Is a Democratic-Capitalist System compatible With a Low-Growth or Steady-State Economy ? », *Socio-economic Review*, vol. 3, n° 2, mai 2005, p. 209-232.

Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une Dotation inconditionnelle d’autonomie*, Paris, Utopia, 2013.

Joan Martinez-Alier, Giorgos Kallis, Sandra Veuthey, Mariana Walter et Leah Temper, « Social Metabolism, Ecological Distribution Conflicts, and Valuation Languages », *Ecological Economics*, vol. 70, n° 2, décembre 2010, p. 153-158.

Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows et Jørgen Randers (1972), *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, Paris, Rue de l’échiquier, coll. « Initial(e)s DD », 2012.

- Ezra J. Mishan, *The Costs of Economic Growth*, Londres, Staples Press, 1967.
- Howard Odum et Elizabeth Odum, *A Prosperous Way Down*, Boulder, University Press of Colorado, 2001.
- Saed, « Introduction to the Degrowth Symposium », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 26-29.
- François Schneider, Giorgos Kallis et Joan Martinez-Alier, « Crisis or opportunity ? Economic degrowth for Social Equity and Ecological Sustainability », in *Growth, Recession or Degrowth for Sustainability and Equity*, *Journal of Cleaner Production*, vol. 6, n° , avril 2010, p. 511-518.
- Filka Sekulova, Giorgos Kallis, Beatriz Rodríguez-Labajos, François Schneider, « Degrowth. From theory to practice », *Journal of Cleaner Production*, vol. 38, janvier 2013, p. 1-6.
- Robert Skidelsky et Edward Skidelsky, *How Much is Enough ?*, New York, Other Press, 2012.
- Coen Teulings et Richard Baldwin, *Secular Stagnation. Facts, Causes and Cures*. Londres, CEPR Press, 2015.
- Mark Whitehead, « Degrowth or regrowth ? », *Environmental Values*, vol. 22, n° 2, avril 2013, p. 141-145.
- Richard G. Wilkinson et Kate Pickett (2009), *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Paris/Namur, Institut Veblen/les Petits matins/ Etopia, 2013.

COURANTS DE PENSÉE

ANTI-UTILITARISME

Alain Caillé, *Critique de la raison utilitaire. Manifeste du MAUSS*, Paris, La Découverte, 1989.

— (1998), *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, La Découverte Poche / Sciences, 2007.

Sylvain Dzimira, « Décroissance et anti-utilitarisme », *Revue du MAUSS permanente*, 26 mai 2007 (consultable sur journal.dumauss.net/?Decroissance-et-anti-utilitarisme).

Onofrio Romano, « How to rebuild democracy, re-thinking degrowth », *Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 582-589.

BIOÉCONOMIE

Mauro Bonaiuti, *The Great Transition*, Londres, Routledge, 2014.

— (dir.), *From Bioeconomics to Degrowth. Georgescu-Roegen's « New Economics » in Eight Essays*, Londres/New York, Routledge, 2011.

Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive. Entretiens et débats, 1974-1997*, Paris, Seuil, 2005.

La décroissance, *Silence*, n° 280, février 2002.

Nicholas Georgescu-Roegen (1989), « Quo Vadis Homo Sapiens Sapiens ? », texte repris dans Mauro Bonaiuti (dir.), *From Bioeconomics to Degrowth Georgescu-Roegen's « New Economics » in Eight Essays*, Londres/New York, Routledge, 2011.

— (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre et Ellébore, 2006.

Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

DÉVELOPPEMENT (CRITIQUES DU)

Arturo Escobar, *Encountering Development*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

Eduardo Gudynas et Alberto Acosta, « La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa », *Utopía y Praxis Latinoamericana*, vol. 16, n° 53, avril-juin 2011 (consultable sur www.gudynas.com/publicaciones/GudynasAcostaCriticaDesarrolloBVivirUtopia11.pdf).

Majid Rahnema et Victoria Bawtree (dir.), *The Post-Development Reader*, Londres, Zed Books, 1997.

Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Wolfgang Sachs (dir.), *The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power*, Londres, Zed Books, 1992.

ÉCOLOGIE POLITIQUE SCIENTIFIQUE

Piers Macleod Blaikie et Harold Brookfield, *Land Degradation and Society*, Londres, Methuen, 1987.

Arturo Escobar, « Postconstructivist Political Ecologies », in Michael R. Redcliff et Graham Woodgate, *International Handbook of Environmental Sociology*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010 (2^e édition), p. 91-105.

Alf Hornborg, Brett Clark et Kenneth Hermele, *Ecology and Power. Struggles over Land and Material Resources in the Past, Present and Future*, Londres, New York, Routledge, 2012.

Richard Peet, Paul Robbins et Michael Watts (dir.), *Global Political Ecology*, Londres, New York, Routledge, 2011.

Paul Robbins, *Political Ecology. A Critical Introduction*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2011 (2^e édition).

Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.

Erik Swyngedouw et Nikolas Heynen, « Urban Political Ecology, Justice and the Politics of Scale », *Antipode*, vol. 35, n° 5, novembre 2003, p. 898-918.

ÉCOLOGISME (COURANTS DE L')

Samuel Hays, *Conservation and the Gospel of Efficiency. The Progressive Conservation Movement, 1890-1920*, Cambridge, Harvard University Press, 1959.

Joan Martinez-Alier, *The Environmentalism of the Poor. A Study of Ecological Conflicts and Valuation*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002.

—, « Environmental Justice and Economic Degrowth. An Alliance Between Two Movements », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 51-73.

—, Isabelle Anguelovski, Patrick Bond, Daniela Del Bene, Federico Demaria, Julien-François Gerber, Lucie Greyl, Willi Haas, Hali Healy, Victoria Marín-Burgos, Godwin Ojo, Marcelo Firpo Porto, Leida Rijnhout, Beatriz Rodríguez-Labajos, Joachim Spangenberg, Leah Temper, Rikard Warlenius et Ivonne Yáñez « Between Activism and Science. Grassroots Concepts for Sustainability Coined by Environmental Justice Organizations », *Journal of Political Ecology*, n° 21, 2014, p. 19-60.

Julien Vanhulst et Adrian Beling, « Buen vivir. Emergent Discourse Within or Beyond Sustainable Development », *Ecological Economics*, n° 101, 2014, p. 54-63.

ÉTAT STATIONNAIRE (ÉCONOMIE DE L')

Brian Czech, *Supply Shock. Economic Growth at the Crossroads and the Steady State Solution*, Gabriola (Canada), New Society Publishers, 2013.

Herman Daly, *Steady State Economics. Second Edition with New Essays*, Washington, DC, Island Press, 1991.

Rob Dietz et Dan O'Neill, *Enough is Enough. Building a Sustainable Economy*, San Francisco, Berret-Koehler, Londres, Routledge, 2013.

Joshua Farley, Matthew Burke, Gary Flomenhoft, Brian Kelly, D. Forrest Murray, Steve Posner, Matthew Putnam, Adam Scanlan et Aaron Witham, « Monetary and Fiscal Policies for a Finite Planet », *Sustainability*, n° 5, 2013, p. 2802–2826.

Peter Victor, *Managing Without Growth. Slower by Design, not Disaster*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2008.

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Julian Agyeman, Robert D. Bullard et Peter B. Evans, *Just Sustainabilities. Development in an Unequal World*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2003.

Joann Carmin et Julian Agyeman, *Environmental Inequalities Beyond Borders. Local Perspectives on Global Injustices*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2011.

Allan Schnaiberg, David N. Pellow et Adam Weinberg, « The Treadmill of Production and the Environmental State », in Arthur P.J. Mol, Frederick H. Buttel (dir.), *The Environmental State Under Pressure, Research in Social Problems and Public Policy*, vol. 10, 2002, p. 15-32.

Lisa Sun-Hee Park et David N. Pellow, *The Slums of Aspen. Immigrants Vs. the Environment in America's Eden*, New York, New York University Press, 2011.

Julie Sze, *Noxious New York. The Racial Politics of Urban Health and Environmental Justice*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2007.

Marina Fischer-Kowalski et Helmut Haberl, *Socioecological Transitions and Global Change. Trajectories of Social Metabolism and Land Use*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Ltd, 2007

Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Le premier chapitre de cet ouvrage est traduit dans Nicholas Georgescu-Roegen (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre et Ellébore, 2006, p. 63-84.

Mario Giampietro, Kozo Mayumi et Alevgül H. Şorman, *Energy Analysis for a Sustainable Future. Multi-Scale Integrated Analysis of Societal and Ecosystem Metabolism*, Londres, Routledge, 2013.

—, *The Metabolic Pattern of Societies. Where Economists Fall Short*, Londres, Routledge, 2012.

NOYAU DUR

AUTONOMIE

Bruno Bettelheim (1960), *Le cœur conscient*, Paris, Robert Laffont, 1972.

Cornelius Castoriadis (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, coll. « Points Essai », 1999.

Manuel Cervera-Marzal et Éric Fabri (dir.), *Autonomie ou barbarie. La démocratie radicale de Cornelius Castoriadis et ses défis contemporains*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015.

Ivan Illich (1973), *La convivialité*, in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2004.

Serge Latouche, *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », 2014.

—, *Pour sortir de la société de consommation*, Paris, Les liens qui libèrent, 2010.

BIENS COMMUNS

Yochai Benkler (2006), *La richesse des réseaux. Marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2009.

David Bollier, Silke Helfrich et la Fondation Heinrich Böll (dir.), *The Wealth of the Commons. A World Beyond Market and State*, Amherst, Massachusetts, Levellers Press, 2012 (consultable sur www.wealthofthecommons.org).

Peter Linebaugh, « Some Principles of the Commons », *Counterpunch*, 8-10 janvier 2010 (consultable sur www.counterpunch.org/2010.01/08/some-principles-of-the-commons).

Elinor Ostrom (1990), *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

Andreas Weber, « Enlivenment. Toward a Fundamental Shift in the Concepts of Nature, Culture and Politics », Fondation Heinrich Böll, *Series on Ecology*, n° 31, 2013 (consultable sur www.boell.de/en/2013/02/01/enlivenment-towards-fundamental-shift-concepts-nature-culture-and-politics).

The Commoner. A web journal for other values (consultable sur www.commoner.org.uk).

BONHEUR

Rafael Di Tella, John Haisken-De New et Robert MacCulloch, « Happiness Adaptation to Income and to Status in an Individual Panel », *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 76, n° 3, p. 834-852, 2010.

Ed Diener et Robert Biswas-Diener, « Will Money Increase Subjective Well-Being? A Literature Review and Guide to Needed Research », *Social Indicators Research*, vol. 57, n° 2, 2002, p. 119-169.

Richard Easterlin, « Building a Better Theory of Well-Being », *IZA Discussion Paper*, n° 742, mars 2003.

Tim Kasser, *The High Price of Materialism*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2002.

Pier Luigi Porta et Luigino Bruni (dir.), *Economics and Happiness*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

CAPITALISME

Massimo De Angelis, *The Beginning of History. Value Struggles and Global Capital*. Londres, Pluto Press 2010.

David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010.

Geoffrey Ingham, *Capitalism*. Cambridge, Polity, 2008.

Serge Latouche, « La Gauche peut-elle sortir de l'économisme ? », *La Décroissance*, juin 2010

James O'Connor, « On the Two Contradictions of Capitalism », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 2, 1991, n° 3, p. 107-109.

Michael Watts, « Capitalism », in Derek Gregory, Ron Johnston, Geraldine Pratt, Michael Watts et Sarah Whatmore (dir.). *The Dictionary of Human Geography*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2009, p. 59-63.

CARE

Marem Jochimsen et Ulrike Knobloch, « Making the Hidden Visible. The Importance of Caring Activities and their Principles for an Economy », *Ecological Economics*, n° 20, 1997, p. 107-112.

Mary Mellor, « Women, Nature and the Social Construction of "Economic Man" », *Ecological Economics*, vol. 2, n° 20, 1997, p. 129-140.

Martha Nussbaum, *The Fragility of Goodness. Luck and Ethics in Greek Tragedy and Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

Antonella Picchio (dir.), *Unpaid Work and the Economy. A Gender Analysis of the Standards of Living*, Londres, New York, Routledge, 2003.

Joan Tronto (1993), *Un monde vulnérable. pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009.

CATASTROPHE (PÉDAGOGIES DES)

Jared Diamond (2005), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006.

Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002.

Hans Jonas (1979), *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Éditions du Cerf, 1990.

Naomi Klein, *La stratégie du choc, La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal/Arles, Leméac/Actes Sud, 2008.

Denis de Rougemont, « Pédagogie des catastrophes », *Foi & vie*, n° 2-3, avril 1977, p. 145-155.

Joseph Tainter (1988), *L'effondrement des sociétés complexes*, Paris, Le Retour aux sources, 2013.

CONVIVIALITÉ

Jean Anthelme Brillat-Savarin, *Physiologie du goût ou méditations de gastronomie transcendante*, Paris, A. Sauteleat, 1825.

Ivan Illich (1977), *Le chômage créateur*, in *Œuvres complètes*, tome 2, Paris, Fayard, 2005.

—, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

—, *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971.

Serge Latouche, *Pour sortir de la société de consommation. Voix et voies de la décroissance*, Paris, Les liens qui libèrent, 2010.

CROISSANCE

Robert Underwood Ayres, « Sustainability Economics. Where do we Stand ? » *Ecological Economics*, vol. 67, n° 2, 2008, p. 281-310.

John Maynard Keynes (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1996.

Richard Layard (2005), *Le prix du bonheur. Leçons d'une science nouvelle*, Paris, Armand Colin, 2007.

John Stuart Mill (1848), *Principes d'économie politique*, Livre IV, chapitre VI, Paris, Guillaumin, 1894, p. 139.

Walt Whitman Rostow (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1962.

Joseph Schumpeter (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1974.

Graham Turner, « On the Cusp of Global Collapse ? Updated Comparison of *The Limits to Growth* with Historical Data », *GAIA-Ecological Perspectives for Science and Society*, vol. 21, n° 2, 2012, p. 116-124.

Peter A. Victor, *Managing without Growth*, Cheltenham, Edward Elgar, 2008.

DÉMATÉRIALISATION

Agence européenne pour l'environnement, « Environmental Pressures from European Consumption and Production », Rapport technique AEE n° 2/2013, Copenhague, AEE, 2013.

Christopher O. Clugston, *Scarcity. Humanity's Final Chapter ?*, Port Charlotte (FL), Booklocker, 2012.

Monika Dittrich, Stefan Giljum, Stephan Lutter et Christine Polzin, *Green Economies Around the World ? Implications for Resource Use for Development and the Environment*, Vienne, SERI, 2012.

Glen P. Peters, Jan C. Minx, Christopher L. Weber et Ottmar Edenhofer, « Growth in Emission Transfers Via International Trade from 1990 to 2008 », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 108, n° 21, 2011, p. 8903-8908.

DÉMOCRATIE DIRECTE

Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Christos Zografos, « Introduction », in *Degrowth Futures and Democracy, Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 515-523.

Amador Fernández-Savater, « “Don't They Represent Us ?”. A Discussion Between Jacques Rancière and Ernesto Laclau », 2015 (consultable sur www.versobooks.com/blogs/2008-don-t-they-represent-us-a-discussion-between-jacques-ranciere-and-ernesto-laclau).

Andrew Heywood (1997), *Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.

Barbara Muraca, « Towards a Fair Degrowth-Society. Justice and the Right to a “Good Life” Beyond Growth », *Futures*, vol. 44, n° 6, août 2012, p. 535-545.

Julie A. Nelson, « Ethics and the Economist. What Climate Change Demands of Us », *Ecological Economics*, n° 85, janvier 2013, p. 145-154.

DÉPENSE (NOTION DE)

Georges Bataille (1954), *La souveraineté*, in *Œuvres complètes*, vol. 8, Paris, Gallimard, 1976

— (1951), *L'histoire de l'érotisme*, in *Œuvres complètes*, vol. 8, Paris, Gallimard, 1976.

— (1949), *La part maudite*, in *Œuvres complètes*, vol. 7, Paris, Gallimard, 1976.

— (1946), « L'économie à la mesure de l'univers », in *Œuvres complètes*, vol. 7, Paris, Gallimard, 1976.

— (1939-1945), « La limite de l'utile », in *Œuvres complètes*, vol. 7, Paris, Gallimard, 1976.

— (1933), « La notion de dépense », in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Gallimard, 1970.

Sigmund Freud (1920), *Au-delà du principe de plaisir*, Paris, Payot, 2010.

— (1915), « Passagèreté », in *Œuvres complètes*, vol. 13, Paris, PUF, 1988.

Marcel Mauss (1923-1924), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et Anthropologie*, PUF, coll. « Quadrige », 1991.

David Riesman (1950), *La foule solitaire*, Paris, Arthaud, 1964.

Onofrio Romano, *The Sociology of Knowledge in a Time of Crises. Challenging the Phantom of Liberty*, Londres, Routledge, 2014.

DÉPOLITISATION/LE POLITIQUE

Miguel Abensour, *La Démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*, Paris, Le Félin, 2004.

Alain Badiou, *Circonstances, 6. Le réveil de l'Histoire*, Paris, Lignes, 2011.

Jacques Rancière, *La méésentente*, Paris, Galilée, 1995.

Erik Swyngedouw, « Trouble with Nature. Ecology as the New Opium for the People » in Jean Hillier et Patsy Healey (dir.), *Conceptual Challenges for Planning Theory*, Farnham (R.-U.), Aldershot, 2010, p. 299-320.

—, « Interrogating Post-Democracy. Reclaiming Egalitarian Political Spaces », *Political Geography*, vol. 30, n° 7, 2011, p. 370-380.

— et Japhy Wilson, *The Post-Political and its Discontents. Spaces of Depoliticization, Specters of Radical Politics*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2014.

EFFET REBOND

Blake Alcott, « Jevons' Paradox », *Ecological Economics*, vol. 54, n° 1, 2005, p. 9-21.

William Stanley Jevons (1865), *The Coal Question*, New York, Augustus M. Kelley, 1965.

J. Daniel Khazzoom, « Economic Implications of Mandated Efficiency in Standards for Household Appliances », *Energy Journal*, vol. 1, n° 4, 1980, p. 21-40.

Christer Sanne, « Dealing with Environmental Savings in a Dynamical Economy. How to Stop Chasing Your Tail in the Pursuit of Sustainability », *Energy Policy*, vol. 28, n° 6-7, 2000, p. 487-495.

Steve Sorrell, « Jevons' Paradox Revisited. The Evidence for Backfire from Improved Energy Efficiency », *Energy Policy*, vol. 37, n° 4, 2009, p. 1456-1469.

ÉMERGIE

Mark Brown et Sergio Ulgiati, « Understanding the Global Economic Crisis. A Biophysical Perspective », *Ecological Modelling*, vol. 223, n° 1, 2011, p. 4-13.

Howard Thomas Odum et Elizabeth C. Odum, *A Prosperous Way Down. Principles and Policies*, Boulder, University Press of Colorado, 2001.

Howard Thomas Odum, *Environmental Accounting. Emergy and Environmental Decision Making*, New York, Wiley, 1996.

—, « Self Organization, Transformity and Information », *Science*, vol. 242, n°1, 1988, p. 132-139.

ENTROPIE

Carlo Biancardi, Enzo Tiezzi et Sergio Ulgiati, « Complete Recycling of Matter in the Framework of Physics, Biology and Ecological Economics », *Ecological Economics*, n° 8, 1993, p. 1-5.

Ludwig Boltzmann, « Weitere Studien über das Wärmegleichgewicht unter Gasmolekülen », in *Sitzungsberichte der Akademie der Wissenschaften, Mathematische-Naturwissenschaftliche Klasse*, Vienne, Gerold, 1872, p. 275-370.

Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Le premier chapitre de cet ouvrage est traduit dans Nicholas Georgescu-Roegen (1979), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre/Ellébore, 2006, p. 63-84.

Elias L. Khalil, « Entropy Law and Exhaustion of Natural Resources. Is Georgescu-Roegen's Paradigm Defensible ? », *Ecological Economics*, n° 2, 1990, p. 163-178.

William Thomson, « On the Dynamical Theory of Heat, With Numerical Results Deduced from Mr. Joule's Equivalent of a Thermal Unit and Mr. Regnault's Observations on Steam », *Mathematical and Physical Papers*, n° 1, 1851, p. 175-183.

ÉTAT

Paul Ariès, *Écologie et cultures populaires, Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Paris, Utopia, 2015.

Yves Cohen, *Le siècle des chefs*, Paris, Amsterdam, 2014.

Christophe Darmangeat, *Conversation sur la naissance des inégalités*, Marseille, Agone, 2013.

Brian Hayden, *L'homme et l'inégalité*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

Serge Latouche, *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale*, Neuvy-

en-Champagne, Le passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », 2014.

Lewis Mumford (1961), *La cité à travers l'histoire*, Marseille, Agone, 1989.

La décroissance et l'État, *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, n° 13, automne 2012.

EXTRACTIVISME

Alberto Acosta, « Extractivisme et néo-extractivisme. Deux faces d'une même malédiction » in Miriam Lang et Dunia Mokrani (dir.), *Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines*, Paris, Amsterdam, 2014.

Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014.

Anna Bednik, *Extractivisme. Voyage au cœur de la planète-marchandise*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015.

—, « Quelles “décroissances” en Amérique latine ? », *Contre-pouvoirs et décroissance*, *Entropia*, n° 9, automne 2010, p. 17-29.

Eduardo Gudynas, « Extracciones, extractivismos y extrahecciones. Un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales », *Observatorio del Desarrollo*, n°18, février 2013, p. 1-18.

Maristella Svampa, « “Néo-développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, été 2011, p. 103-127

IMAGINAIRE (DÉCOLONISATION DE L')

Cornelius Castoriadis, *Démocratie et relativisme. Débat avec le MAUSS*, Paris, Mille et une nuits, 2010.

—, *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005.

—, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996.

Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, Gallimard, 1988.

Serge Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.

Aminata Traoré, *Le viol de l'imaginaire*, Arles/Paris, Actes Sud/Fayard, 2002.

LIMITES SOCIALES DE LA CROISSANCE

Robert H. Frank, *Luxury Fever. Weighing the Cost of Excess*, New York, The Free Press, 2000.

John Kenneth Galbraith (1958), *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

Joseph Heath et Andrew Potter, *Révolte consommée. Le mythe de la contre-culture*, Paris, Naïve, 2005.

Fred Hirsch, *Les limites sociales de la croissance*, Bellevaux, Dehors, 2015.

Robert Skidelsky et Edward Skidelsky, *How Much is Enough? Money and the Good Life*, Londres, Penguin, 2012.

MARCHANDISATION

Karen J. Bakker, *An Uncooperative Commodity. Privatizing Water in England and Wales*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Silvia Federici, *Caliban and the Witch. Women, the Body and Primitive Accumulation*, New York, Autonomedia, 2004.

David Harvey (2003), *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010.

Rosa Luxemburg (1913), *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1976.

Karl Marx (1842), *La loi sur le vol de bois*, Paris, Éditions des Équateurs, 2013.

Marcel Mauss (1923-1924), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et Anthropologie*, PUF, coll. « Quadrige », 1991.

Karl Polanyi (1944), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

Pierre-Joseph Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?*, Paris, Chez J.-F. Brocard, 1840.

MARCHANDISE (FRONTIÈRES DE LA)

Joan Martinez-Alier, « Environmental Justice and Economic Degrowth. An Alliance between Two Movements », in *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 51-73.

—, Giorgos Kallis, Sandra Veuthey, Mariana Walter et Leah Temper, « Social Metabolism, Ecological Distribution Conflicts, and Valuation Languages », *Ecological Economics*, n° 70, 2010, p. 153-158.

Karl Marx (1872), *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1971.

Jason W. Moore, « Sugar and the Expansion of the Early Modern World-Economy. Commodity Frontiers, Ecological Transformation, and Industrialization », *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center*, vol. 23, n° 3, 2000, p. 409-433.

—, « The Modern World-Systems as Environmental History? Ecology and the Rise of Capitalism », *Theory and Society*, vol. 32, n° 3, 2003, p. 307-377.

NEOMALTHUSIENS

Ester Boserup (1965), *Évolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 1970.

Françoise d'Eaubonne, *Le féminisme ou la mort*, Paris, Pierre Horay Éditeur, 1974.

Mourad Guichard, « Yves Cochet pour la “grève du troisième ventre” », *Libération*, 6 avril 2009 (consultable sur www.liberation.fr/societe/2009/04/06/yves-cochet-pour-la-greve-du-troisieme-ventre_551067).

Thomas R. Malthus (1798), *Essai sur le principe de population*, Paris, Flammarion, 1992 (2 tomes).

Eduard Masjuan, *La ecología humana en el anarquismo ibérico (urbanismo « organic » o ecológico, neomalthusianismo y naturismo social)*, Barcelone et Madrid, Icaria et Fondation Anselmo Lorenzo, 2000.

Periyar E. V. Ramaswamy (1930), « The Case for Contraception », in Ramachandra Guha (dir.), *Makers of Modern India*, Penguin, New Delhi, 2010, p. 258-259.

Francis Ronsin, *La grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Clifford Cobb, Ted Halstead et Jonathan Rowe, « If the GDP is Up, Why is America Down ? » *Atlantic Monthly*, octobre 1995, p. 59-78.

Lorenzo Fioramonti, *Gross Domestic Problem. The Politics Behind the World's Most Powerful Number*, Londres, Zed Books, 2013.

Daniel W. O'Neill, « Measuring Progress in the Degrowth Transition to a Steady State Economy » *Ecological Economics*, n° 84, 2012, p. 221-231.

Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009 (disponible en ligne sur www.stiglitz-sen-fitoussi.fr).

Jeroen C.J.M. van den Bergh, « The GDP Paradox », *Journal of Economic Psychology*, vol. 30, n° 2, 2009, p. 117-135.

PIC PÉTROLIER

Colin Campbell et Jean Laherrere, « The End of Cheap Oil », *Scientific American*, vol. 278, n° 3, 1998, p. 78-84.

Christian Kerschner, Christina Prell, Kuishang Feng et Klaus Hubacek, « Economic Vulnerability to Peak Oil », *Global Environmental Change*, vol. 23, n° 6, novembre 2013, p. 1424-1423.

David J. Murphy et Charles A. S. Hall, « Year in Review. EROI or Energy Return on (Energy) Invested », *Annals of the New York Academy of Sciences*, n° 1185, 2010, p. 102-118.

Steve Sorrell, Richard Miller, Roger Bentley et John Speirs, « Oil Futures. A Comparison of Global Supply Forecasts », *Energy Policy*, vol. 38, n° 9, 2010, p. 4990-5003.

SIMPLICITÉ

Samuel Alexander, « The Sufficiency Economy. Envisioning a Prosperous Way Down », *Simplicity Institute Report 12s*, 2012 (consultable sur www.simplicityinstitute.org/publications).

— et Simon Ussher, « The Voluntary Simplicity Movement. A Multi-National Survey Analysis in Theoretical Context », *Journal of Consumer Culture*, vol. 12, n°1, 2012, p. 66-86.

Carl Bode (dir.), *The Portable Thoreau*, New York, Penguin, 1983.

Benjamin Franklin, *Vie de Benjamin Franklin écrite par lui-même*, tome II, Paris, F. Buisson, An VI de la République (1798).

Étienne Helmer, *Diogène et les cyniques ou la liberté dans la vie simple*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », 2014.

William Morris, *La civilisation et le travail*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2013.

David Shi (1985), *The Simple Life. Plain Living and High Thinking in American Culture*, nouvelle édition, Georgia, University of Georgia Press, 2007.

Ted Trainer, *The Transition to a Sustainable and Just World*, Sydney, Envirobook, 2010.

ACTION

BIENS COMMUNS NUMÉRIQUES

Yochai Benkler (2006), *La richesse des réseaux. Marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2009.

Sébastien Broca, *Utopie du logiciel libre. Du bricolage informatique à la réinvention sociale*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2013.

Mayo Fuster Morell, *Governance of Online Creation Communities*, thèse, Institut universitaire européen de Florence, 2010.

Don Tapscott et Anthony D. Williams, *Wikinomics. Wikipédia, Linux, YouTube. Comment l'intelligence collaborative bouleverse l'économie*, Paris, Pearson, 2007.

Fred Turner (2006), *Aux sources de l'utopie numérique*, Caen, C&F Éditions, 2012.

COOPÉRATIVES

Johnston Birchall, *The International Co-operative Movement*, Manchester, Manchester University Press, 1997.

Nadia Johanisova et Stephan Wolf, « Economic Democracy. A Path for the Future ? », *Futures*, vol. 44, n°6, 2012, p. 562-570.

Ripess, *L'économie dont nous avons besoin. Déclaration de l'économie sociale et solidaire à Rio +20*, 2012 (consultable sur rio20.net/fr/propuestas/l'economie-dont-nous-avons-besoin-declaration-du-mouvement-de-l'economie-sociale-et-solidaire-a-rio20).

Gill Seyfang, *The New Economics of Sustainable Consumption. Seeds of Change*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2009.

Ruben Suriñach-Padilla, « Innovaciones Comunitarias en Sostenibilidad. Cómo lidera la sociedad civil ? », in CRIC (dir.),

Cambio Global España 2020/50. Consumo y estilos de vida, Barcelone, CCEIM, avril 2012, p. 124-138.

DÉSŒBÉISSANCE

Mohandas Karamchand Gandhi (1929), *Autobiographie ou mes expériences de vérité*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.

Étienne de La Boétie (1549), *De la servitude volontaire*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2011.

Xavier Renou, *Désobéir. Le petit manuel*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2012.

Henry David Thoreau (1849), *La désobéissance civile*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2007.

Léon Tolstoï (1893), *Le royaume des cieux est en vous*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015 (2^e édition).

DETTE (AUDIT DE LA)

David Graeber (2011), *Dettes. 5 000 ans d'histoire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2013.

Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier et Richard B. Norgaard, « Paper Assets, Real Debts. An Ecological-Economic Exploration of the Global Economic Crisis », *Critical Perspectives on International Business*, vol. 5, n° 1-2, 2009, p. 14-25.

Plataforma Auditoría Ciudadana de la Deuda, *Por qué no debemos pagar la deuda? Razones y alternativas*, Barcelone, Icaria, 2013.

Laura Ramos (2006), « Les crimes de la dette », in CADTM, *Les crimes de la dette*, Liège/Paris, CADTM/Syllepse, 2007, p. 13-152.

Éric Toussaint, « La longue tradition des annulations de dettes en Mésopotamie et en Égypte du 3^e au 1^{er} millénaire av. J.-C. », CADTM, 2012 (consultable sur cadtm.org/La-longue-tradition-des).

ÉCOCOMMUNAUTÉS

Chris Carlsson et Francesca Manning, « Nowtopia. Strategic Exodus ? », *Antipode*, vol. 42, n° 4, septembre 2010, p. 924-953.

Claudio Cattaneo, « Urban Squatting, Rural Squatting and the Ecological-Economic Perspective », in Squatting Europe Kollektive (dir.), *Squatting in Europe, Radical Spaces, Urban Struggles*, Londres/New York, Minor Compositions/Autonomea, 2013, p. 139-160. (consultable sur www.minorcompositions.info/wp-content/uploads/2013/03/squattingineurope-web.pdf).

Robert Gilman, « The Eco-Village Challenge », *Context Institute*, 1991 (consultable sur www.context.org/iclib/ic29/gilman1/).

John Holloway (2002), *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux, 2008.

Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

Kat Kinkade, *Is It Utopia Yet? An Insider's View of Twin Oaks Community in Its Twenty-Sixth Year*, Louisa (VA), Twin Oaks Publishing, 1994.

Diana Leafe Christian (2006), *Vivre autrement. Écovillages, communautés et cohabitats*, Montréal, Écosociété, 2015 (nouvelle édition revue et augmentée).

Herbert Marcuse (1964), *L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit, 1968.

EMPLOI GARANTI

Matthew Forstater, « Flexible Full Employment. Structural Implications of Discretionary Public Sector Employment », *Journal of Economic Issues*, vol. 32, n° 2, 1998, p. 557-564.

William F. Mitchell, « The Buffer Stock Employment Model and the Path to Full Employment », *Journal of Economic Issues*, vol. 32, n° 2, 1998, p. 547-555.

Larry Randall Wray, *Modern Money Theory. A Primer on Macroeconomics and Sovereign Monetary Systems*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.

—, *Understanding Modern Money. The Key to Full Employment and Price Stability*, Northhampton (MA), Edward Elgar, 1998.

— et Matthew Forstater, « Full Employment and Economic Justice », in Dell Champlin et Janet Knoedler (dir.), *The Institutional Tradition in Labor Economics*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, 2004.

INDIGNÉS/OCCUPY

Viviana Asara, « The Indignados Movement. Framing the Crisis and Democracy », *Sociology*, à paraître (2016).

Donatella Della Porta, *Can Democracy Be Saved?*, Cambridge, Polity Press, 2013.

Crawford B. Macpherson, *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

Claus Offe, *Contradictions of the Welfare State*, Londres, Hutchinson & Co, 1984.

JARDINAGE URBAIN

Antoine Lagneau, Marc Barra et Gilles Lecuir, *Agriculture urbaine. Vers une réconciliation ville-nature*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015.

Laura Lawson, *City Bountiful. A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005.

Thomas A. Lyson, *Civic Agriculture. Reconnecting Farm, Food, and Community*, Medford (MA)/Lebanon (NH), Tufts University Press/University Press of New England, 2004.

Nathan McClintock, « Why Farm the city ? Theorizing Urban Agriculture through a Lens of Metabolic Rift », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 3, n° 2, 2010, p. 191-207.

Luc Mougeot, *The Social, Political and Environmental Dimensions of Urban Agriculture*, Londres, Earthscan, 2005.

Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n° 3, 1995, p. 364-380.

LOW TECH

Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 2002.

Philippe Bihouix, *L'âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Paris, Seuil, 2014.

Alain Gras, *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003.

François Jarrige, *Techno-critiques, Histoire des résistances au « progrès » technique*, Paris, La Découverte, 2014.

Lewis Mumford (1967), *Le mythe de la machine*, Paris, Fayard, 1970.

Ernst Friedrich Schumacher, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Contretemps/Seuil, 1978.

MONNAIE PUBLIQUE

Geoffrey Ingham, *The Nature of Money*, Cambridge, Polity, 2004.

Andrew Jackson et Ben Dyson, *Modernising Money. Why our Monetary System Is Broken and How it Can Be Fixed*, Londres, Positivemoney, 2013.

Mary Mellor, *The Future of Money. From Financial Crisis to Public Resource*, Londres, Pluto Press, 2010.

James Robertson, *Future Money. Breakdown or Break through ?*, Totnes, Green Books, 2012.

Josh Ryan-Collins, Tony Greenham, Richard Werner et Andrew Jackson, *Where Does Money Come From ? A Guide to the UK Monetary and Banking System*, Londres, New Economic Foundation, 2011.

MONNAIES COMMUNAUTAIRES

Kristofer Dittmer, « Local Currencies for Purposive Degrowth ? A Quality Check of some Proposals for Changing Money-as-Usual », *Journal of Cleaner Production*, n° 54, 2013, p. 3-13.

Georgina M. Gómez, *Argentina's Parallel Currency. The Economy of the Poor*, Londres, Pickering & Chatto, 2009.

Les Désobéissants, *Désobéir à l'argent*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2011.

Peter North, *Local Money. How to Make it Happen in Your Community*, Totnes, Transition Books, 2010.

—, *Money and Liberation. The Micropolitics of Alternative Currency Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007.

NÉORURAUX

Paul J. Boyle et Keith Halfacree (dir.), *Migration into Rural Areas. Theories and Issues*, Chichester, John Wiley & Sons, 1998.

Dona Brown, *Back-to-the-Land. The Enduring Dream of Self-Sufficiency in Modern America*, Madison, University of Wisconsin Press, 2011.

Keith Halfacree (dir.), « Back-to-the-Land in the Twenty-first Century. Making Connections with Rurality », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 98, n° 1, 2007, p. 3-67.

Jeffery Carl Jacob, *New Pioneers. The Back-to-the-Land Movement and the Search for a Sustainable Future*, Philadelphie, The Pennsylvania State

University Press, 1997.

Andrew Wilbur, « Growing a Radical Ruralism. Back-to-the-Land as Practice and Ideal », *Geography Compass*, n° 7, 2013, p. 149-60.

NÉO-UTOPISTES

Chris Carlsson, *Nowtopia. How Pirate Programmers, Outlaw Bicyclists, and Vacant-Lot Gardeners Are Inventing the Future Today*, Oakland, AK Press, 2008.

André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.

—, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1980.

John Holloway, *Crack Capitalism. 33 thèses contre le capital*, Paris, Libertalia, 2012.

—, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux, 2008.

NOUVELLE ÉCONOMIE

Tim Jackson (2009), *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, coll. « Planète en jeu », 2010.

REVENU DE BASE ET REVENU MAXIMUM

Samuel Alexander, « The Optimal Material Threshold. Toward an Economics of Sufficiency », *Real-World Economics Review*, n°61, 2012, p. 2-21.

—, *Property beyond Growth. Toward a Politics of Voluntary Simplicity*, thèse de doctorat, université de Melbourne, 2011.

Tony Fitzpatrick, *Freedom and Security. An Introduction to the Basic Income Debate*, New York, Palgrave, 1999.

Kate Pickett et Richard Wilkinson, *L'égalité, c'est mieux. Pourquoi les écarts de richesse ruinent nos sociétés*, Montréal, Écosociété, 2013.

Daniel Raventós, *Basic Income. The Material Conditions of Freedom*, Londres, Pluto Press, 2007.

SCIENCE POST-NORMALE

Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis et Christos Zografos, « Introduction », in *Degrowth Futures and Democracy, Futures*, vol. 44, n°6, août 2012, p. 515-523.

Silvio O. Funtowicz et Jerome R. Ravetz, *Uncertainty and Quality in Science for Policy*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1990.

—, « Uncertainty, Complexity and Post Normal Science », *Environmental Toxicology and Chemistry*, vol. 13, n° 12, 1994, p. 881-885.

Mario Giampietro, *Multi-Scale Integrated Analysis of Agroecosystems*, Londres, CRC Press, 2003.

Jerome R. Ravetz, *Scientific Knowledge and its Social Problems*, Oxford, Clarendon Press, 1971.

Jerome R. Ravetz, « Postnormal Science and the Maturing of the Structural Contradictions of Modern European Science », *Futures*, vol. 43, n°2, 2011, p. 142-148.

SYNDICATS

Hannah Arendt (1958), *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983.

Confédération nationale du travail, « Sortir du nucléaire ? Le minimum syndical », communiqué du 7 mars 2011.

Confederación del Trabajo et Ecologistas en Acción, « El ecologismo y el sindicalismo como luchas intergradadas », *Ecologismo social y anarcosindicalismo*, Madrid, 8 et 9 février 2008, p. 5-32 (consultable

sur www.cgt.org.es/sites/default/files/IMG/pdf/pdf_ecologismo_y_sindicalismo.pdf).

Bernard Friot, *Émanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, Paris, La Dispute, 2014.

Dominique Lachosme, *Abolir le chômage. En finir avec l'emploi*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2013.

TRAVAIL (PARTAGE DU)

Anna Coote et Jane Franklin (dir.), *Time on Our Side. Why We All Need a Shorter Working Week*, Londres, New Economics Foundation, 2013.

André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.

Kyle W. Knight, Eugene A. Rosa, et Juliet Schor, « Could Working Less Reduce Pressures on the Environment ? A Cross-National Panel Analysis of OECD Countries, 1970-2007 » *Global Environmental Change*, vol. 23, n° 4, 2013, p. 691-700.

Juliet B. Schor, *True Wealth. How and Why Millions of Americans are Creating a Time-Rich, Ecologically-Light, Small-Scale, High-Satisfaction Economy*, New York, Penguin, 2011.

ALLIANCES

ANTHROPOCÈNE

Ugo Bardi, *Le grand pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète*, Paris, Les Petits Matins, 2015.

Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013.

William R. Catton Jr., *Overshoot. The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Chicago, University of Illinois Press, 1982.

Alain Gras, *Le choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007.

Agnès Sinai (dir.), *Économie de l'après croissance. Politiques de l'Anthropocène II*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

— (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène I*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

Will Steffen, Jacques Grinevald, Paul Crutzen et John Mac Neill, « The Anthropocene. Conceptual and Historical Perspectives », *Philosophical Transactions of the Royal Society*, série A, vol. 369, n° 1938, 2011, p. 842-867.

BUEN VIVIR

Arturo Escobar, « Imagining a Post-Development Era ? Critical Thought, Development and Social Movements », *SocialText*, n° 31/32, 1992, p. 20-56.

Eduardo Gudynas, « Development Alternatives in Bolivia. The Impulse, the Resistance and the Restoration », *NACLA Report on the Americas*, vol. 46, n° 1, printemps 2013, p. 22-26.

—, « Buen vivir. Today's Tomorrow », *Development*, vol. 54, n° 4, décembre 2011, p. 441-447.

—, « Développement, droits de la nature et bien vivre. L'expérience équatorienne », *Mouvements*, n° 68, 2011, p. 15-37.

—, « Buen vivir. Germinando alternativas al desarrollo », *América Latina en Movimiento*, n° 462, février 2011, p. 1-20.

ÉCONOMIE DE LA PERMANENCE

Joseph Chelladurai Kumarappa, *Economy of Permanence. A Quest for a Social Order Based on Non-Violence*, Wardha (Inde), Sarva Seva Sangh, 1958.

—, *Gandhian Economic Thought*, Bombay, Vora & Co, 1951.

—, *Why the Village Movements ?*, Rajghat (Inde), Akil Bharat Sarva Seva Sangh, 1958.

—, *Economy of Permanence*, Varanasi (Inde), Sarva Seva Sangh Prakashan, 1945.

Mark Lindley et J. C. Kumarappa, *Mahatma Gandhi's Economist*, Mumbai, Popular Prakashan Pvt. Ltd., 2007.

Ernst Friedrich Schumacher (1973), *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil/Contretemps, 1978.

Solomon Victus, *Religion and Eco-Economics of J.C. Kumarappa. Gandhism Redefined*, New Delhi, Ispck, 2003.

ÉCONOMIE FÉMINISTE

Maria Dalla Costa et Selma James, *The Power of Women and the Subversion of the Community*, Bristol, Falling Wall Press, 1972.

Diane Elson, « The Economic, the Political and the Domestic. Businesses, States and Households in the Organization of Production », *New Political Economy*, vol. 3, n° 2, 1998, p. 189-208.

Silvia Federici (2004), *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Genève/Marseille, Entremonde/Senonevero, 2014.

Antonella Picchio, « An Extended Macroeconomic Approach », in Antonella Picchio (dir.), *Unpaid Work and the Economy. A Gender Analysis of the Standards of Living*, Londres, Routledge, 2003, p. 11-28.

—, *Social Reproduction. The Political Economy of the Labour Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

UBUNTU

David Bohm (1980), *La plénitude de l'univers*, Monaco, Éditions du Rocher, 1987.

Bénézet Bujo, *The Ethical Dimension of Community*, Nairobi, Paulines Publications Africa, 1998.

Marcel Griaule, *Dieu d'eau. Entretiens avec Ogotemméli*, Paris, éditions du Chêne, 1948.

Wangari Maathai (2009), *Un défi pour l'Afrique*, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2010.

Mogobe B. Ramose, *African philosophy through Ubuntu*, Harare, Mond Books Publishers, 1999.

LES AUTEURS



LES DIRECTEURS

Giacomo D'Alisa (giacomo_dalisa@yahoo.it), docteur en sciences économiques, est un jeune économiste écologique et écologiste politique. Depuis 2012, il occupe le poste d'assistant-coordonnateur du projet European Network of Political Ecology de l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Au cours des dernières années, ses recherches se sont concentrées sur la mauvaise gestion des déchets en Campanie, en Italie, et sur la notion de biens communs. Il est présentement chercheur associé à l'Université de Rome « La Sapienza » et travaille sur le trafic illégal de déchets en Europe. Il est membre de Research & Degrowth (Espagne). Il considère que le passage à une société de décroissance implique un changement en douceur de l'individu hypertrophique moderne vers une posture de sobriété engagée dans la *dépense* sociale.

Federico Demaria (federicodemaria@gmail.com) est chercheur à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone, en association avec le Center for Studies in Science Policy de l'Université Jawaharlal Nehru à New Delhi. Il travaille en économie écologique et en écologie politique, en mettant l'accent sur les politiques en matière de déchets en Inde. Il est membre du EJOLT (www.ejolt.org), un projet de recherche mondial cherchant à allier science et société pour cataloguer et analyser les conflits autour de la distribution écologique et affronter l'injustice environnementale. Depuis 2006, il participe au mouvement de la décroissance et aux débats qui l'animent, d'abord au sein de l'Association italienne pour la décroissance, puis comme cofondateur de Research & Degrowth (Espagne).

Giorgos Kallis (giorgoskallis@gmail.com) est économiste écologique et coordonne l'European Network of Political Ecology. Avant de devenir professeur à Barcelone, il a effectué un doctorat en politique et planification environnementales à l'Université de l'Égée en Grèce et réalisé un post-doctorat à l'Energy and Resources Group de l'Université de Californie à Berkeley. Il détient une maîtrise en sciences économiques de l'Université Pompeu Fabra de Barcelone et une maîtrise en génie environnementale et un baccalauréat en chimie de l'Imperial College de Londres. Il est membre de Research & Degrowth (Espagne).

LES CONTRIBUTEURS ET CONTRIBUTRICES

Blake Alcott (blakeley@bluewin.ch) a grandi en Oklahoma et au Connecticut et jusqu'en 2001 a travaillé à Zurich comme ébéniste. Il obtient en 2006 une maîtrise de philosophie en politique environnementale de l'Université de Cambridge et soutient en 2013 un doctorat en stratégies durables de l'Université d'East Anglia. Il est aujourd'hui un économiste écologiste à la retraite et vit à Cambridge (www.blakealcott.org).

Samuel Alexander (s.alexander@simplicityinstitute.org) est codirecteur du Simplicity Institute (www.simplicityinstitute.org) et enseigne un cours intitulé « Consumérisme et paradigme de la croissance », dans le cadre de la maîtrise en environnement de l'Université de Melbourne, en Australie. Il est cofondateur de Transition Coburg et est l'auteur de *Entropia. Life Beyond Industrial Civilisation* (Simplicity Institute Publishing, 2013).

Diego Andreucci (diego.andreucci@gmail.com) est doctorant, titulaire de la bourse Marie-Curie, dans le cadre du projet European Network of Political Ecology à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Il mène des recherches en géographie critique de l'environnement et du développement, et s'intéresse particulièrement aux politiques d'extraction des ressources en Amérique latine.

Isabelle Anguelovski (Isabelle.Anguelovski@uab.cat) est diplômée en études et planification urbaines. Ses recherches se situent au croisement de l'inégalité urbaine, de la politique environnementale et des études de planification et développement. Elle est l'auteure de *Neighborhood as Refuge. Community Reconstruction, Place Remaking, and Environmental Justice in the City* (MIT Press, 2014).

Paul Ariès est politologue et écrivain, spécialiste de phénomènes comme la malbouffe, les sectes, ou la pédophilie, qu'il lie à la mondialisation. Figure de proue du mouvement de la décroissance en France, il fut l'un des fondateurs du journal *La Décroissance* et est aujourd'hui le rédacteur en chef du mensuel *Les Z'indigné(e)s*.

Viviana Asara (viviana.asara@gmail.com) est doctorante à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone et amorce des recherches sur la décroissance et la démocratie et sur l'écologie politique du mouvement des Indignés. Elle est actuellement étudiante invitée de l'Institut universitaire européen de Florence.

Denis Bayon est diplômé en économie et membre de Research & Degrowth. Il est l'auteur, avec Fabrice Flipo et François Schneider de *La décroissance. Dix questions pour comprendre* (La Découverte, 2012).

Anna Bednik est diplômée en économie et en géopolitique (Sorbonne/ENS). Elle est engagée dans plusieurs mouvements et réseaux anti-extractivistes nationaux et internationaux, parmi lesquels le collectif ALDEAH (Alternatives au développement extractiviste et anthropocentré – www.aldeah.org) et le mouvement des collectifs anti-gaz et pétrole de schiste. Sa réflexion sur l'extractivisme se nourrit aussi d'une connaissance directe d'un grand nombre d'expériences de luttes en Amérique latine. Elle est l'auteure de *Extractivisme. Voyage au cœur de la planète-marchandise* (Le passager clandestin, 2015).

David Bollier (www.bollier.org) est un auteur, un activiste, un blogueur et un chercheur indépendant qui a étudié ces quinze dernières années les biens communs comme nouveau paradigme économique, politique et culturel. Il poursuit principalement ce travail en tant que cofondateur du Commons Strategies Group. Il a publié *Think Like a Commoner. A Short Introduction to the Life of the Commons* (New Society Publishers, 2014).

Mauro Bonaiuti (mauro.bonaiuti@unito.it) fut professeur aux universités de Bologne, Modène et Parme et enseigne actuellement à l'Université de Turin. Il a surtout travaillé sur les relations entre l'économie, les écosystèmes et la société, suivant l'approche des systèmes complexes. Il est cofondateur de l'Association italienne de la décroissance et promoteur du Réseau italien d'économie solidaire. Il est l'auteur de *The Great Transition* (Routledge, 2014) et a dirigé l'ouvrage collectif *From Bioeconomics to Degrowth. Georgescu-Roegen's New Economics in Eight Essays* (Routledge, 2011).

Rita Calvário (ritamcalvario@gmail.com) est doctorante à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone et titulaire de la bourse Marie-Curie au sein du

projet European Network of Political Ecology. Elle détient une licence en génie agronomique, une maîtrise en planification environnementale et territoriale et une maîtrise de philosophie sur les changements climatiques et les politiques de développement durable.

Chris Carlsson codirige le projet historique multimédia Shaping San Francisco (www.shapingsf.org). Il est par ailleurs auteur, éditeur, rédacteur et animateur social. Il a écrit deux livres (*After the Deluge*, Full Enjoyment Books, 2004 ; *Nowtopia*, AK Press, 2008) et en a dirigé six autres, dont le dernier s'intitule *Shift Happens ! Critical Mass at 20* (Full Enjoyment Books, 2012). Depuis la fin des années 1990, il donne des centaines de conférences publiques relatives à son travail pour le projet Shaping San Francisco, ses différents ouvrages et son anthologie historique « Reclaiming San Francisco ». Souvent invité sur les plateaux de radio et de télévision, il est aussi présent sur Internet (www.chriscarlsson.com).

Claudio Cattaneo (claudio.cattaneo@liuc.it) a soutenu une thèse de doctorat à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone, où il demeure chercheur associé. Sa thèse de doctorat explore l'économie écologique des squatteurs de Barcelone. Ses centres d'intérêt sont les styles de vie alternatifs, les mouvements urbains et de squatteurs, le DIY, l'écologie humaine et l'économie écologique et politique. Il conjugue son travail de chercheur avec ses activités sociales en tant que squatteur, mécanicien (vélo) et producteur d'olives.

Marta Conde (mcondep@gmail.com) termine un doctorat à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Ses recherches portent sur les réactions sociales à l'expansion de l'industrie extractive aux frontières de la marchandise.

Chiara Corazza (chiaracory@hotmail.it) est diplômée de l'Université Ca'Foscari de Venise et titulaire d'une thèse sur l'économie de Kumarappa, qu'elle a présentée à la Conférence de Venise sur la décroissance en 2012.

Elle est membre du comité de rédaction de *DEP* (*Deportate, esuli, profughe* – www.unive.it/dep).

Sergi Cutillas (sergi.cutillas@odg.cat) est doctorant à la School of Oriental and African Studies. Ses recherches portent sur l'économie politique de la monnaie et de la finance, avec un intérêt particulier pour la nature et les dynamiques de la monnaie de crédit. Il est aussi chercheur à l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG). Il participe également à la campagne pour un audit citoyen de la dette pour l'État espagnol (PACD), partenaire du réseau du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) et partie prenante du Réseau international pour un audit citoyen.

Marco Deriu (marco.deriu@unipr.it) est professeur assistant en sociologie de la communication politique à l'Université de Parme, en Italie. En tant que membre de l'Association italienne de la décroissance et de l'Association Maschile Plurale, il a fait partie du comité organisateur de la 3^e Conférence internationale sur la décroissance, qui s'est tenue à Venise en 2012.

Kristofer Dittmer (kristofer.dittmer@gmail.com) est doctorant en économie écologique à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone.

Arturo Escobar (aescobar@email.unc.edu) est professeur d'anthropologie à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Ses centres d'intérêt principaux sont l'écologie politique, le design et l'anthropologie du développement, des mouvements sociaux et de la science et la technologie. Au cours des vingt dernières années, il a travaillé étroitement avec plusieurs mouvements sociaux afro-colombiens, particulièrement le Process of Black Communities (PCN). Son ouvrage le plus connu est *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World* (Princeton University Press, 1995 ; 2^e édition, 2011). Son ouvrage le plus récent

s'intitule *Territories of Difference. Place, Movements, Life, Redes* (Duke University Press, 2008).

Silke Helfrich (Silke.Helfrich@gmx.de) est auteure et chercheuse indépendante ; elle est impliquée dans l'activisme et les réseaux des biens communs. Elle est membre fondatrice du Commons Strategies Group et intervient sur le blog www.commonsblog.de.

Joshua Farley (joshua.farley@uvm.edu) est économiste écologiste et professeur titulaire de développement communautaire et économie appliquée et d'administration publique. Ses recherches se concentrent sur la conception d'une économie capable de favoriser l'équilibre entre ce qui est biophysiquement possible et ce qui est socialement, psychologiquement et éthiquement souhaitable. Il est coauteur, avec Herman Daly, de *Ecological Economics, Principles and Applications* (Island Press, 2010).

Fabrice Flipo (fabrice.flipo@telecom-em.eu) est un philosophe politique et social. Il enseigne à Télécom SudParis et est membre du Laboratoire de changement social et politique à l'université Paris Diderot-Paris 7. Il est l'auteur, avec Denis Bayon et François Schneider de *La décroissance. Dix questions pour comprendre* (La Découverte, 2012).

Mayo Fuster Morell (mayo.fuster@eui.eu) est chercheuse postdoctorale à l'Institut de politique publique et gouvernementale de l'Université autonome de Barcelone et chercheuse associée au Berkman Center for Internet and Society de l'Université de Harvard. En 2010, elle a soutenu une thèse de doctorat à l'Institut universitaire européen sur la gouvernance des biens communs numériques. Elle est l'investigatrice principale de l'IGOPnet pour le projet européen P2Pvalue et pour le programme de recherche espagnol Information, culture et savoir intitulé « Nouvelles approches citoyennes, nouvelles politiques publiques ».

Erik Gómez-Baggethun (erik.gomez@nina.no), titulaire d'un doctorat en écologie et environnement, est un spécialiste de l'environnement qui travaille dans les domaines de l'économie écologique et de l'écologie politique. Il est membre de Research & Degrowth et chercheur à l'Institut norvégien de recherche sur la nature et à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Ses recherches mettent l'accent sur les services écosystémiques et la résilience à long terme.

Eduardo Gudynas (www.gudynas.com) est une figure de proue de la recherche sur le *buena vivir*. Il est secrétaire exécutif du Centre latino-américain d'écologie sociale en Uruguay et auteur de plus d'une dizaine d'ouvrages et de plusieurs articles universitaires. Son expertise porte sur les questions de développement durable et d'alternatives au développement.

Tim Jackson (t.jackson@surrey.ac.uk) est professeur de développement durable à l'Université de Surrey et directeur de RESOLVE. Il dirige aussi le projet de suivi Sustainable Lifestyles Research Group (SLRG). Il est l'auteur d'un rapport très débattu, publié en français sous le titre *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable* (De Boeck/Etopia, 2010). Parmi les projets auxquels il participe actuellement, il faut citer le développement d'un macro-modèle et d'une comptabilité pour une économie verte (GEMMA), projet mené en collaboration avec le professeur Peter Victor (Université York, Toronto).

Nadia Johanisova (nadia.johaniso@fss.muni.cz) est professeure adjointe à la faculté de sciences sociales de l'Université Masaryk de Brno, en République tchèque. Elle travaille dans les domaines de l'économie écologique et de la décroissance. Elle a publié une étude comparative des entreprises sociales tchèques et britanniques sous le titre *Living in the Cracks* (Green Books, 2005). Elle s'intéresse actuellement aux pratiques économiques alternatives (entreprises sociales, coopératives, projets d'alimentation locale, de monnaies communautaires, etc.) du Nord et

du Sud et à leur rôle dans l'économie décroissante d'aujourd'hui et de demain.

Christian Kerschner est titulaire d'un doctorat en économie écologique de l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Ses principaux champs de recherche sont la raréfaction des ressources et les enjeux généraux d'économie d'échelle. Il est l'auteur d'un article très remarqué qui développe l'apport de l'économie de l'état stationnaire au domaine émergent de la décroissance économique et offre un aperçu des origines de cette discipline.

Serge Latouche est professeur émérite d'économie à l'Université Paris-Sud. Il est spécialiste des relations culturelles et économiques Nord-Sud et d'épistémologie des sciences sociales. Il a développé une théorie critique sur l'orthodoxie économique et figure parmi les penseurs et tenants les plus en vue de la décroissance. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *La Mégamachine. Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès* (La Découverte, 1995), *Décoloniser l'imaginaire* (Parangon, 2003) et *Le pari de la décroissance* (Fayard, 2006). Il dirige la collection « Les précurseurs de la décroissance » aux éditions le passager clandestin.

David Llistar (david.llistar@odg.cat) est l'auteur de *Anticooperación. Interferencias globales Norte-Sur* (Icaria, 2009). Il est cofondateur de l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG). Il est physicien et a enseigné l'écologie politique dans diverses universités. Ses principales recherches portent sur les impacts de l'économie espagnole sur les pays du Sud.

Sylvia Lorek (sylvia.lorek@t-online.de) est à la tête du l'Institut de recherche pour une Europe durable, en Allemagne, et titulaire d'un doctorat en économie de la consommation et d'un diplôme en économie domestique et nutrition. Elle est engagée dans des organisations de la société civile consacrées à la consommation durable aux niveaux national, européen et mondial.

Joan Martinez-Alier (joanmartineزالier@gmail.com) est professeur émérite de l'Université autonome de Barcelone et de la faculté latino-américaine de sciences sociales de Quito, en Équateur (FLACSO). Il est l'auteur de *Ecological Economics. Energy, Environment and Society* (Blackwell, 1987 ; 2^e édition, 1993) et de *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde* (Les Petits matins, 2014).

Terrence McDonough (terrence.mcdonough@nuigalway.ie) est professeur d'économie à l'Université nationale d'Irlande à Galway. Ses recherches portent principalement sur les approches marxistes des étapes de l'histoire du capitalisme. Il a codirigé l'ouvrage *Contemporary Capitalism and its Crises. Social Structure of Accumulation Theory for the XXI^e Century* (Cambridge University Press, 2010).

Mary Mellor (m.mellor@northumbria.ac.uk) est professeure émérite au département de sciences sociales de l'Université de Northumbria, au Royaume-Uni. Elle est l'auteure de *The Future of Money. From Financial Crisis to Public Resource* (Pluto Press, 2010). Elle a aussi beaucoup écrit sur les questions d'économie politique féministe, dont un livre intitulé *Feminism and Ecology* (New York University Press, 1997). Elle travaille actuellement à un ouvrage portant sur la monnaie publique.

Barbara Muraca (barbara.muraca@uni-jena.de) est chercheuse postdoctorale à l'Institut de sociologie de l'Université d'Iéna « Friedrich Schiller », au sein du Groupe de recherche avancée de la German Research Foundation-Advanced Research Group, « Post-Growth-Societies ». Ses domaines de recherche sont l'éthique, la philosophie environnementale et la philosophie sociale.

David Murray (dmurray@ecosociete.org) est historien de formation et éditeur aux Éditions Écosociété, à Montréal. Il collabore depuis plusieurs années à diverses publications alternatives, et a animé de 2004 à 2013 une émission d'informations militantes sur les ondes d'une radio universitaire.

De 2009 à 2013, il a coordonné la publication de *L'objecteur de croissance*, défunt journal du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale. Il a codirigé, avec Yves-Marie Abraham, *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance* (Écosociété, 2015).

Dan O'Neill (d.oneill@leeds.ac.uk) est maître de conférences en écologie économique de l'Université de Leeds et économiste en chef du Center for the Advancement of the Steady State Economy. Il est coauteur, avec Rob Dietz, de *Enough Is Enough. Building a Sustainable Economy in a World of Finite Resources* (Berret-Koehler, 2013).

Iago Otero (iago.otero.armengol@hu-berlin.de) est titulaire d'un doctorat en science environnementale et chercheur postdoctoral à l'IRI THESys de l'Université Humboldt de Berlin. Il travaille avec les groupes de projet « Changer les liens entre zones rurales et zones urbaines à travers le monde » et « Transformations et incertitudes des systèmes terre-eau ». Sa thèse de doctorat porte sur la transformation socioécologique de l'urbanisation des régions montagneuses de la Méditerranée.

Philippa Parry (philippa01@gmail.com) est diplômée de l'Université de Birmingham, en Angleterre, et titulaire d'un master du Forum for the Future de Londres en direction de développement durable. Son expérience au sein de l'Ecology Building Society a renforcé son intérêt pour les structures coopératives, qui l'a conduite à mettre sur pied une coopérative de café biologique à Barcelone.

Susan Paulson (spaulson@latam.ufl.edu) explore les interactions entre genres, classes, ethnicités et écologies dans divers contextes d'Amérique latine. Sa participation à des recherches et des constructions théoriques sur les dynamiques en territoire rural l'ont amenée à publier *Masculinidades en movimiento. Transformación territorial* (TESEO, 2013) et à codiriger *Political Ecology Across Spaces, Scales and Social Groups* (Rutgers, 2005). Elle donne des cours sur la durabilité à l'Université de Floride.

Antonella Picchio (picchio@unimo.it) est une économiste féministe dont les centres de recherche, au Well_B_Lab*, Spin Off, Université de Modène et de Reggio d'Émilie, portent sur la reproduction sociale et le travail non rémunéré. Son ouvrage le plus connu est *Social Reproduction. The Political Economy of the Labour Market* (Cambridge University Press, 1992). Elle a aussi dirigé *Unpaid Work and the Economy. A Gender Analysis of the Standards of Living* (Routledge, 2003). C'est une militante du mouvement féministe depuis les années 1970.

Mogobe B. Ramose (ramosmb@unisa.ac.za) dirige le département de philosophie de l'Université d'Afrique du Sud à Pretoria.

Xavier Renou (xrenou2@gmail.com) est un ancien activiste pour le désarmement nucléaire au sein de Greenpeace France. Il est fondateur du collectif « Les désobéissants » qui forme des personnes aux modes d'action de la désobéissance civile dans un grand nombre de pays et soutient ceux qui luttent contre les injustices, notamment écologiques, sociales et internationales. Activiste et formateur lui-même, Xavier Renou est également l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont *Désobéir. Le petit manuel* publié chez Le passager clandestin (2012) et directeur de la collection « Désobéir » chez le même éditeur.

Onofrio Romano (onofrio.romano@uniba.it) est professeur de sociologie de la culture au département de sciences politiques de l'Université de Bari, en Italie. Ses écrits portent sur les cultures postmodernes et les sociétés méditerranéennes. Parmi ses ouvrages les plus récents, citons *The Sociology of Knowledge in a Time of Crises* (Routledge, 2014).

Juliet B. Schor (juliet.schor@bc.edu) est professeure de sociologie au Boston College et auteure de *Plenitude. The New Economics of True Wealth* (Penguin, 2010). Parmi ses précédents livres, *The Overworked American* (Basic Books, 1993) et *The Overspent American* (Harper, 1999). Elle est aussi la principale organisatrice du Summer Institute in New Economics

et récipiendaire du Herman Daly Award remis par la US Society for Ecological Economics.

Filka Sekulova (filka@degrowth.net) est chercheuse en études de la transition et du bien-être à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Elle a suivi une formation en psychologie et en économie écologique. Sa thèse de doctorat porte sur l'économie du bonheur et les changements climatiques. Elle travaille sur la décroissance, le bonheur et l'économie écologique.

Agnès Sinaï est journaliste (*Le Monde diplomatique*, *La Revue durable*, *Actu-environnement*) et fondatrice en 2011 de l'Institut Momentum, laboratoire d'idées sur les enjeux de l'Anthropocène, les issues de la société industrielle et les transitions liées à la fin du pétrole. Elle enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris depuis 2006 où elle a initié, en 2010, un cours sur les politiques de décroissance. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages et a dirigé les deux premiers tomes de *Politiques de l'Anthropocène* (Presses de Sciences Po, 2013 et 2015).

Alevgül H. Şorman (alevgul@gmail.com) est chercheuse au sein de l'Integrated Assessment Group de l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Elle s'intéresse à l'analyse intégrée à échelle multiple des systèmes énergétiques et du métabolisme sociétal.

Ruben Suriñach Padilla (rubens@pangea.org) travaille au Centre de recherche et d'information sur la consommation (CRIC) comme directeur de projet et consultant en consommation soutenable et en nouvelle économie. Dans les pages du magazine *Opcions*, il a développé des projets de recherche et d'enquête sur le coopérativisme, l'innovation sociale et communautaire et les modes de vie durables. Il est économiste et titulaire d'une maîtrise en études environnementales avec spécialisation en économie écologique.

Erik Swyngedouw (erik.swyngedouw@manchester.ac.uk) est professeur de géographie à la School of Environment, Education and Development de l'Université de Manchester. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et publications de recherche dans les domaines de l'économie politique, de l'écologie politique et de la théorie urbaine et culturelle. Ses recherches au contenu politique explicite, mais très étayées au point de vue théorique et empirique, visent à élaborer une géographie authentiquement humaine.

Gemma Tarafa (gemma.tarafa@odg.cat) est titulaire d'un doctorat en biologie moléculaire de l'Université de Barcelone et d'un post-doctorat de l'Université Yale. Après avoir été rattachée à l'Institut catalan d'oncologie elle est actuellement chercheuse en santé publique à l'Université Pompeu Fabra, au sein du Groupe de recherche sur les inégalités en santé (GREDS). Elle est chercheuse à l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG) depuis sa fondation en 2000, et membre de la Plateforme pour un audit citoyen de la dette (PACD).

Sergio Ulgiati (sergio.ulgiati@uniparthenope.it) est professeur en certification environnementale et en évaluation des cycles de vie à l'Université de Naples « Parthénope », en Italie. Ses domaines de recherche sont la comptabilité environnementale et la synthèse émergétique, l'évaluation des cycles de vie et l'analyse énergétique.

Brandon J. Unti (bjufz5@mail.umkc.edu) est doctorant au département d'économie de l'Université du Missouri-Kansas City et enseigne actuellement au Bellevue College dans l'État de Washington.

Peter A. Victor (petervictor@sympatico.ca) est professeur d'études environnementales de l'Université d'York, à Toronto. Son enseignement et ses recherches portent sur l'écologie économique. Il travaille actuellement de manière soutenue avec le professeur britannique Tim Jackson au développement d'une macroéconomie écologique, et en particulier à la construction d'un modèle de simulation des économies nationales voué à l'exploration d'alternatives à la croissance économique.

Solomon Victus (solomonvictus@gmail.com) est analyste social. Il est titulaire d'un doctorat en théologie et en philosophie de l'Université Madurai Kamaraj (Inde) et d'une maîtrise de théologie en analyse sociale de l'Université Serampore. Il a été professeur titulaire de théologie dans le cadre du Tamilnadu Theological Seminary, à Madurai. Il est l'auteur de sept livres et d'une centaine d'articles publiés dans des revues d'envergure nationale.

Mariana Walter (marianawalter2002@gmail.com) est chercheuse à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone et à l'Institut international de sciences sociales de l'Université Érasme de Rotterdam. Titulaire d'un doctorat en études environnementales, elle a présenté une thèse portant sur l'écologie politique des conflits miniers en Amérique latine. Elle a pris part à des projets de recherche en Argentine (UNGS) et en Europe (ALARM, CEECEC) et travaille actuellement pour le projet ENGOV de l'Union européenne, qui vise à développer un cadre pour l'utilisation équitable et durable des ressources naturelles.

Christos Zografos est chercheur titulaire à l'Institut de science et technologie de l'environnement (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone. Ses recherches en écologie politique examinent la pertinence de valeurs plurielles et de la démocratie délibérative dans le cadre de processus de prises de décisions durables, ainsi que la pertinence de la démocratie directe pour les transformations qu'appelle la décroissance.

Principaux ouvrages des éditions le passager clandestin

• Essais

Extractivisme. Voyage au cœur de la planète marchandise

Anna Bednik

La bataille d'Einaudi

Fabrice Riceputi

Autonomie ou barbarie

Manuel Cervera-Marzal et Éric Fabri

Utopie du logiciel libre

Sébastien Broca

Le plébéien enragé

Alain Brossat

L'homme superflu

Patrick Vassort

Do It Yourself!

Fabien Hein

La fabrique du féminisme

Geneviève Fraisse

Le cœur d'une ville... hélas !

Jean-Marc Sérékian

De l'engagement dans une époque obscure

Miguel Benasayag et Angélique Del Rey

• Rééditions

Feu le comintern

Boris Souvarine/Charles Jacquier

Le discours des deux méthodes

Jean Jaures, Jules Guesde/Jean-Numa Ducange

La civilisation et le travail

William Morris/Aselm Jappe

Doutes sur la religion

Anonyme/Alain Mothu

Confession

Bakounine/Jean-Christophe Angaut

La santé de l'État, c'est la guerre

Randolph Bourne/Jean Bricmont

Interpellations

Octave Mirbeau/Serge

Quadruppani

La guerre sociale

André Léo/Michelle Perrot

Opinion d'une femme sur les femmes

Fanny Raoul/Geneviève Fraisse

De la servitude volontaire

La Boétie/Miguel Benasayag

Comment nous pourrions vivre

William Morris/Serge Latouche

Le Royaume des ciex est en vous

Léon Tolstoï/Alain Refalo

Vous n'êtes que des poires !

Zo d'Axa/Bernard Langlois

Modeste proposition

Jonathan Swift/Raoul Vaneigem

Le droit à la paresse

Paul Lafargue/Gérard Filoche

• Les précurseurs de la décroissance

Theodore Roszak vers une écopsychologie libératrice

Mohammed Taleb

Lewis Mumford pour une juste plénitude

Thierry Paquot

Principaux ouvrages des éditions le passager clandestin

- Murray Bookchin pour une écologie sociale et radicale**
Vincent Gerber et Floréal Romero
- Diogène et les cyniques ou la liberté dans la vie simple**
Étienne Helmer
- Pierre Kropotkine ou l'économie par l'entraide**
Renaud Garcia
- Lao-tseu et les taoïstes ou la recherche d'une vie harmonieuse**
Claude Llena
- André Gorz pour une pensée de l'écossocialisme**
Françoise Gollain
- Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale**
Serge Latouche
- Jean Giono pour une révolution à hauteur d'homme**
Édouard Schaelchli
- Léon Tolstoï contre le fantasme de toute-puissance**
Renaud Garcia
- Charles Fourier ou la pensée à contremarche**
Chantal Guillaume
- Lanza del Vasto ou l'expérimentation communautaire**
Frédéric Rognon
- Jacques Ellul contre le totalitarisme technicien**
Serge Latouche
- Épicure ou l'économie du bonheur**
Étienne Helmer
- **Les Transparents**
- Un baptême iroquois**
Baron de Lahontan/Maxime Gohier
- Le rapport Brazza**
Mission Pierre Savorgnan de Brazza,
Commission Lanessan/Catherine
Coquery-Vidrovitch
- La ligne noire des bisons**
John Tanner/Daniel Royot
- Chroniques de la guerre de Floride**
Laudonnière, Le Challeux et De
Gourgues/Frank Lestringant
- « Votre paix sera la mort de ma nation »**
Hendrik Witbooi/J.M. Coetzee
- Quinze jours au désert**
Alexis de Tocqueville/Claude Corbo
- **Dyschroniques**
- La montagne sans nom**
Robert Sheckley
- Faute de temps**
John Brunner
- Les retombées**
Jean-Pierre Andrevon
- Les gaspilleurs**
Mack Reynolds
- Nous mourons nus**
James Blish

Principaux ouvrages des éditions le passager clandestin

Frank Merriwell

à la Maison Blanche

Ward Moore

Le pense-bête

Fritz Leiber

Vent d'est, vent d'ouest

Frank M. Robinson

La main tendue

Poul Anderson

Le royaume de Dieu

Damon Knight

La vague montante

Marion Zimmer Bradley

Continent perdu

Norman Spinrad

Où cours-tu mon adversaire ?

Ben Bova

37° centigrade

Lino Aldani

La tour des damnés

Brian Aldiss

Le testament d'un enfant mort

Philippe Curval

Le mercenaire

Mack Reynolds

Un logique nommé Joe

Murray Leinster

• **Désobéir** (par les Désobéissants)

Désobéir pour l'eau

Désobéir pour les animaux

Désobéir au colonialisme

Désobéir à la guerre

Désobéir à la voiture

Désobéir pour l'école

Désobéir à Big Brother

Désobéir au sexisme

Désobéir à l'argent

Désobéir à la précarité

Désobéir dans l'entreprise

Désobéir pour le logement

Désobéir pour le service public

Désobéir par le rire

Désobéir au nucléaire

Désobéir avec les sans-papiers

Désobéir à la pub

Désobéir : Le petit manuel

par Xavier Renou

• **Hors collection**

Climat. La guerre de l'ombre

Yannick Jadot/Léo Quievreux

Ce qu'on dit des Roms

Jean-Pierre Dacheux

Lettres rebelles

Patrick Farbiaz

Prise de Terre

Stéphen Kerckhove/Red!

Petit livre noir des grands projets

inutiles

Camille

Dans les mâchoires du chacal

Gael Baryin

L'écologie en 600 dates

Collectif, coédition avec la revue

S!!ence

IMPRIMÉ EN FRANCE

Dépôt légal : 4^e trimestre 2015

Achévé d'imprimer en novembre 2015
sur les presses de l'imprimerie « La Source d'Or »
69039 Clermont-Ferrand



Numéro d'impression :

ISBN : 978-2-36935-046-0